

UNIVERSITÉ DE NANCY. -- FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
JURIDICTIONS RÉPRESSIVES INDIGÈNES  
EN ALGÉRIE

---

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

**Georges MATHIEU (de Preutin)**

---

L'acte public sera soutenu, le *Judi 25 Juin 1908*,  
à 2 heures du soir.

---

*Président* : M. BEAUCHET, Professeur.  
*Suffragants* : } MM. ROLLAND, Agrégé.  
                              HUGUENEY, Chargé de cours.

---

NANCY

A. CRÉPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR  
21, Rue St-Dizier (Passage du Casino)

1908









Digitized by the Internet Archive  
in 2026



UNIVERSITÉ DE NANCY. -- FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
JURIDICTIONS RÉPRESSIVES INDIGÈNES  
EN ALGÉRIE

---

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

**Georges MATHIEU (de Preutin)**

---

L'acte public sera soutenu, le *Jeudi 25 Juin 1908*,  
à 2 heures du soir.

---

Président : M. BEAUCHET, Professeur.  
Suffragants : { MM. ROLLAND, Agrégé.  
HUGUENEY, Chargé de cours.

---



NANCY

A. CRÉPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR  
21, Rue St-Dizier (Passage du Casino)

1908

## FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

---

Doyen : M. BLONDEL, ✱, I U.

Doyen honoraire et Professeur honoraire : M. LEDERLIN, ✱, I U.

Professeur honoraire : M. LIÉGEOIS, ✱, I U.

MM. BLONDEL, ✱, I U, Professeur de Code civil, Doyen.

BINET, I U, Professeur de Code civil et Chargé du Cours d'Enregistrement.

GARNIER, I U, Professeur d'Économie politique et Chargé du Cours de Législation financière.

BEAUCHET, I U, Professeur de Procédure civile, Chargé du Cours de Procédure civile (Voies d'exécution), et Chargé du Cours de Législation et Économie coloniales.

BOURCART ✱, I U, Professeur de Droit commercial et Chargé d'un Cours de Droit commercial (Licence).

GAVET, I U, Professeur d'Histoire du Droit, Chargé du Cours d'Histoire du Droit privé et du Cours de Droit naturel.

CHRÉTIEN, I U, Professeur de Droit international public et privé, et Chargé du Cours de Droit international public (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I U, Professeur de Droit public et constitutionnel et Chargé des Cours de Droit public (Licence) et de Droit public et Droit constitutionnel comparé (Doctorat).

GÉNY, I U, Professeur de Code civil et Chargé du Cours de Droit civil approfondi (Doctorat).

MICHON, I U, Professeur de Droit romain et Chargé du Cours d'Histoire du Droit public.

BROCARD, Agrégé et Chargé d'un Cours d'Économie politique et du Cours d'Histoire des Doctrines économiques.

ROLLAND, Agrégé et Chargé d'un Cours de Droit administratif (Licence), d'un Cours de Droit administratif (Doctorat) et d'un Cours d'Éléments de Droit public et administratif (Capacité).

SENN, Agrégé et Chargé d'un Cours de Droit romain, d'un Cours de Pandectes, et d'un Cours de Législation industrielle (Licence).

HUGUENEY, Docteur en Droit, Chargé du Cours de Droit criminel.

SIMONNET, Docteur en Droit, Chargé d'un Cours d'Éléments de Droit civil (Capacité).

RENARD, Docteur en Droit, Chargé d'un Cours d'Éléments de Droit civil (Capacité).

MELIN, A U, Docteur en Droit, Chargé du Cours de science sociale.

ROVEL, I U, Docteur en Droit, Secrétaire.

---

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

## INTRODUCTION

---

Lorsqu'à la conquête violente d'une contrée jusqu'à barbare ou d'une civilisation inférieure, succède une période de calme et de tranquillité relatifs, le moment est venu, pour le pays colonisateur, de commencer un travail d'organisation ayant pour objet et pour but d'élever, à la place des institutions détruites, un édifice social destiné à abriter la société nouvelle et la civilisation naissante.

Parmi les innombrables rouages qu'il faudra ainsi créer, il y aura lieu, dès le premier instant, de s'occuper de l'établissement d'une organisation judiciaire capable de faire régner le droit et la justice là où, sans elle, ne serait connu que le droit du plus fort.

« C'est là à la fois une obligation morale et une nécessité politique.

« D'abord une obligation morale. Cet État faillirait en effet à sa mission civilisatrice en laissant disparaître, sans la remplacer, l'organisation plus ou moins rudimentaire de la justice qui existait antérieurement. Autant que possible, il doit s'efforcer de faire pénétrer



chez les indigènes une conception du droit plus élevée et plus pure que celle qui avait cours jusque-là parmi eux, et il a tout au moins le devoir strict de leur assurer une justice égale à celle dont ils jouissaient auparavant.

« Ensuite, une nécessité politique. Si les délits contre les personnes et les propriétés restaient impunis, si les contestations entre particuliers demeuraient sans solution, il s'en suivrait rapidement un état d'anarchie singulièrement favorable aux fauteurs de troubles. A la faveur de l'insécurité et du mécontentement général, la révolte naîtrait d'elle-même.

« ... Le Gouvernement colonisateur doit assurer, en même temps que sa domination, la sécurité des personnes et des biens. Si cette sécurité fait défaut, les colons ne viendront pas. Les terres ne seront pas cultivées, les capitaux resteront prudemment à l'écart, aucune entreprise ne se fondera (1). »

Dès le jour où le premier colon posera le pied sur la terre récemment annexée, il s'y trouvera en butte à la malveillance et à l'hostilité des indigènes, et il sera nécessaire dès cet instant d'assurer contre eux la sécurité de sa personne et de ses biens. Or cette sécurité ne peut être assurée dans un pays que lorsqu'il y existe une répression capable d'opposer à la violence brutale une force supérieure mise au service du droit.

C'est pourquoi, avant même la création de toute juri-

1. A. GIRAULT, *Condition des indigènes au point de vue de la législation civile et criminelle et de la distribution de la justice*, p. 1 et 21.

diction civile, la Métropole devra organiser dans la colonie nouvelle des juridictions de répression destinées à punir les méfaits commis par des indigènes contre ses nationaux, et par cela même à protéger la personne et les biens de ceux-ci contre de nouvelles attaques éventuelles.

Si l'on peut admettre, pour l'État colonisateur, l'opportunité de laisser aux indigènes le soin de donner aux conflits s'élevant entre eux la solution qu'appellent leurs usages et leurs coutumes, nul n'oserait affirmer la possibilité de recourir aux institutions souvent rudimentaires d'un peuple plus ou moins hostile, lorsqu'un sujet de la Métropole se trouve lésé dans sa personne ou dans ses biens par les agissements d'un habitant du pays récemment annexé.

Presque toujours, en effet, le peuple soumis aura de la justice une conception différente de celle des colonisateurs. « La conception même du droit rationnel ou théorique varie avec les époques, avec le degré de civilisation acquise. Elle suit le développement historique des États. Elle subit l'influence des systèmes philosophiques, des mœurs, des idées, des sentiments. Cette conception n'est pas immuable ; le droit rationnel de l'époque présente est loin de ressembler à celui du xvi<sup>e</sup> ou du xvii<sup>e</sup> siècle : il suffit de s'en reporter à Grotius pour en être convaincu. Cette conception n'est pas immuable : L'Européen et le Chinois, le Chrétien et le Musulman, n'ont pas une identique conscience juridique (1). »

1. BONFILS. *Droit International public*, p. 16.



C'est pourquoi lorsque des colons arrivent pour s'établir dans un pays de mœurs différentes, ils ne peuvent compter y trouver les organes judiciaires appropriés à leur civilisation raffinée.

La conservation des juridictions répressives antérieures est du reste rendue impossible par ce fait que l'on ne pourrait se fier à l'impartialité de juges indigènes appelés à prononcer contre un de leurs compatriotes accusé d'un méfait dont la victime est un individu appartenant à une race qu'ils ont une tendance bien naturelle à considérer comme celle de leurs oppresseurs.

En dehors de ces raisons qui doivent engager l'État colonisateur à exercer lui-même la répression, il en est une autre plus importante peut-être et qui dans tous les cas le touchera vivement. C'est que le droit de punir donne à celui qui l'exerce un prestige énorme, et il est naturel que l'État colonisateur cherche, dans un but politique, à se réserver un droit qui contribuera, dans une large mesure, à imposer le respect de son autorité à ses sujets indigènes.

Mais devra-t-on, par contre, soumettre immédiatement les indigènes des colonies récemment annexées à des lois et à des juridictions faites pour un peuple d'une civilisation différente ? Les lois en vigueur dans la Métropole pourront-elles être transportées intégralement et du jour au lendemain dans ces pays nouveaux, sans que l'on ait à tenir compte de la différence des mentalités et des milieux ?

Non ; il faudra évidemment appliquer aux indigènes des lois spécialement faites pour eux. Il sera tout au



moins indispensable d'organiser un système transitoire permettant de préparer la complète assimilation juridique. Il sera même souvent nécessaire de tolérer chez l'indigène des faits qui seraient un crime s'ils étaient commis par des Européens, comme la polygamie, et d'organiser la répression de faits qui ne sont pas prévus par nos lois pénales, comme par exemple l'anthropophagie.

Les degrés de gravité des infractions ne seront pas les mêmes pour un indigène que pour un citoyen de la Métropole. Certains faits ont aux colonies une gravité exceptionnelle : le vagabondage qui y conduit fatalement au brigandage, la détention d'armes par les indigènes, qui menace la sécurité du pays, l'incendie des forêts qui peut causer la ruine d'une région prospère.

Telles sont les considérations qui avaient inspiré une circulaire ministérielle du 21 septembre 1858 résumant très exactement les motifs qui s'opposent à une assimilation trop brusque.

« On ne peut, disait-elle, transformer par un arrêté les mœurs d'un peuple (comme les Arabes) dont la civilisation est immobile depuis douze cents ans, et en un jour il ne peut passer d'une justice fonctionnant sans formalité aucune à celle que nos Codes ont établie. Pour vouloir un progrès véritable, il faut marcher avec mesure et assurance de façon à ne jamais rétrograder. Avant donc d'arriver au droit commun qui doit être le but constant de nos efforts, un système transitoire est nécessaire. »

On ne peut raisonnablement transporter les institu-

tions pénales de la France dans un pays neuf, pour les appliquer à une population qui n'est pas encore en mesure de les comprendre. La différence des mœurs et des genres de vie nécessite la création de lois spéciales aux colonies nouvelles.

Ces lois devront tenir compte de la différence des milieux. Elles devront pour chaque infraction apprécier la gravité relative du fait répréhensible, gravité qui pourra varier selon la race de l'auteur et celle de la victime.

Pour l'application de ces lois, on ne peut, nous l'avons vu, s'en rapporter aux juridictions indigènes. Mais sera-t-il possible de se contenter de transporter aux colonies, sans aucune espèce de modifications, les tribunaux existant dans la Métropole ?

Cela semble bien difficile. Dans tous les cas, ici encore il sera presque toujours nécessaire, avant d'en arriver à la complète assimilation des organisations judiciaires, de créer un système transitoire, en vue de la période qui permettra au peuple annexé de s'assimiler les mœurs du peuple conquérant. Il sera généralement utile de progresser lentement vers l'assimilation, but final que l'on se propose, par la succession d'organisations provisoires, correspondant aux divers stades de cette période d'assimilation. On ne peut pas imposer la civilisation du jour au lendemain, il faut de la patience et du temps.

Nous allons examiner quelles solutions ont été données à ces difficultés dans un pays qui, lors de son absorption par un État européen, possédait déjà une civilisation



assez avancée et reposant sur de solides institutions, où la fierté de la race, la différence des mœurs, l'attachement à des coutumes séculaires rendait très délicate la substitution de nos organes judiciaires européens à ceux qu'une coutume immuable avait perpétués chez un peuple fidèle aux traditions léguées par ses ancêtres.

L'étude des juridictions répressives indigènes en Algérie a cet avantage, sur celle de ces juridictions dans une autre colonie, que, malgré que l'Algérie ne soit pas la plus ancienne des colonies françaises, la civilisation y est plus avancée que dans la plupart des autres, grâce aux circonstances spéciales qui ont favorisé cette région. Sa proximité de la France, la salubrité de son climat, qui ont attiré beaucoup de colons européens, et, il faut le dire aussi, l'intelligence et le degré de culture des indigènes, ont fourni à la civilisation des facilités d'extension particulières, permettant d'obtenir des résultats sérieux en une période de temps relativement restreinte.

L'étude de l'organisation judiciaire répressive indigène y est plus intéressante que dans toute autre colonie française, par cela même que cette organisation est plus complète que dans toutes les autres colonies ayant des juridictions différentes de celles de la Métropole.

De plus, en Algérie, par suite de la grande étendue du territoire, des différences des races et de l'inégale ancienneté de l'occupation dans chaque région, nous ne trouverons pas un seul organisme de juridictions répressives indigènes, mais nous verrons fonctionner côte à côte deux systèmes complets, parallèles et indé-

pendants : celui des territoires de commandement où l'on cherche avant tout à obtenir une répression prompte et efficace, de manière à contraindre des populations encore turbulentes au respect de l'ordre public et de la sécurité du colon, et, d'autre part, l'organisation des territoires civils, système évidemment plus rude que celui qui s'applique aux Européens, mais où l'on cherche déjà à montrer à l'indigène que la France ne lui applique pas la loi du plus fort, mais qu'elle met sa puissance au service du droit et de la justice.

Ce second système est évidemment un progrès sur le précédent, puisqu'il donne aux justiciables plus de garanties d'équité et de justice, et que, d'un autre côté, en associant l'indigène à la répression, elle constitue une étape vers l'union des races, union d'autant plus indispensable que leur assimilation semble impossible de longtemps.

---

# PREMIÈRE PARTIE

## Fonctionnement des Juridictions répressives indigènes en Algérie

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Historique

---

Avant d'aborder l'étude des juridictions répressives indigènes (1) actuellement existantes en Algérie, il est indispensable de jeter un regard sur le passé et de re-

1. Nous entendons par juridictions répressives indigènes non pas les juridictions répressives où la justice est rendue par des indigènes, mais toutes les juridictions répressives algérienne<sup>s</sup> devant lesquelles un indigène peut comparaître comme prévenu *en tant qu'indigène*. Nous disons « en tant qu'indigène » parce que nous ne comprenons pas dans les juridictions répressives indigènes toutes les juridictions devant lesquelles peut comparaître un indigène dans certaines conditions. Ainsi un indigène pourra être poursuivi devant le tribunal correctionnel ou la Cour d'assises s'il a des complices européens, mais alors il ne comparaitra pas devant ces juridictions en tant qu'indigène, mais au contraire quoique indigène.



chercher quelles sont les institutions qui les ont précédées. Cette étude est d'autant plus nécessaire que ces juridictions ne sont pas nées du jour au lendemain, mais qu'elles sont le résultat de nombreuses transformations, en sorte que certaines d'entre elles, comme les Commissions disciplinaires et les Conseils de guerre, ont déjà une longue histoire derrière elles.

Comme d'autre part nous avons l'intention de décrire seulement l'organisation actuelle des juridictions répressives indigènes en Algérie et que nous ne parlons qu'incidemment de l'historique de la question, nous nous bornerons à esquisser ici l'histoire de ces juridictions dans leurs grandes lignes, et, sans nous perdre dans les détails, nous rechercherons seulement quelles sont les idées générales ayant inspiré les différents systèmes successifs.

Il est du reste intervenu dans cette question des juridictions indigènes tellement de bouleversements, qu'il faudrait un ouvrage spécial pour étudier en détail tous les arrêtés, décrets et ordonnances ayant inauguré de nouveaux systèmes de répression. Depuis 1830 jusqu'à ces dernières années, la législation algérienne a été continuellement en transformations, et nul ne peut dire si, à l'heure actuelle, nous sommes définitivement sortis de la période des tâtonnements.

Si d'ailleurs nous n'étudions dans ce chapitre que les grandes lignes de l'évolution de la répression des méfaits commis par les indigènes algériens, nous pourrions toujours, lorsque nous étudierons spécialement chacune des juridictions actuelles, jeter un regard en

arrière pour étudier la manière dont elle est arrivée à son complet développement ; nous aurons l'occasion de le faire toutes les fois que cet historique présentera de l'intérêt et permettra de mieux saisir l'organisation actuelle.

§ 1. — Législation en vigueur avant la conquête française.

Le Musulman, étant un être essentiellement religieux, a été amené naturellement à tirer de ses livres saints les lois applicables à la société et aux individus. Pour lui, le Coran est la source de la sagesse, le *summum* de la science, puisque c'est l'expression même de la pensée de Dieu. C'est pourquoi le Coran est pour lui la Loi unique et immuable, la Loi complète et parfaite que l'on doit appliquer dans tous les cas et dans toutes les circonstances.

C'est donc dans le Livre sacré des Arabes que nous devons chercher la source de leur législation et de leur organisation judiciaire.

Quelles seront les juridictions répressives des Arabes ? Ce seront leurs prêtres et leurs chefs, qui rendront la justice en tant que représentants de Dieu. Quelle loi devront-ils appliquer ? Uniquement les règles du Coran, qu'ils devront interpréter pour en faire l'application à chaque cas particulier.

Or, en fait, les préceptes du Coran en matière de législation répressive sont singulièrement restreints. Le Coran, comme d'ailleurs son complément, le classique Précis de Jurisprudence malékite de Sidi Khâlil,

« offre la plus grande incohérence de rédaction, par le défaut absolu de méthode, des répétitions fastidieuses et un indigeste mélange des maximes de la morale et des principes du droit (1). »

On peut d'ailleurs résumer d'un mot les principes sur lesquels le Coran fait reposer la répression : c'est la loi du talion, « la loi du désert », comme on l'a surnommée.

Mais il ne faut pas entendre par là que le Coran recommande la vengeance personnelle, la *vendetta*. Ce qu'il pose en principe, c'est le talion organisé, la loi du talion appliquée judiciairement. « Le talion punira le meurtre, dit-il ; homme pour homme, esclave pour esclave, femme pour femme. Les blessures seront également punies du talion. »

Pour les Arabes, le meurtre ou les blessures établissent une véritable créance au profit de la victime et de ses *acebs*, c'est-à-dire de ses héritiers par les mâles, créance qu'ils se feront rembourser judiciairement, soit en nature, sur la personne du coupable, soit en argent, en fixant la somme qu'ils demandent pour renoncer à leur droit de vengeance, en d'autres termes en fixant la *dia* ou prix du sang.

Le rôle du juge se borne à appliquer la loi du talion d'une manière absolument mathématique. Quant aux crimes autres que le meurtre ou les blessures, ils sont punis de mutilation ou de mort. L'emprisonnement est presque inconnu.

1. CH. ROUSSEL. *La Justice en Algérie*, p. 8.



Au cas où la victime était morte et ne laissait pas d'*aceb*, c'était le dey, comme représentant de Dieu, qui se saisissait lui-même de l'affaire. Le dey était en principe, avant 1830, le seul juge de tout méfait. Parfois seulement, dans les circonstances graves, il se faisait assister, pour rendre ses jugements de son Divan ou Grand-Conseil. Il pouvait déléguer ses fonctions à des cadis et à des caïds qui rendaient la justice en son nom.

Telles étaient les règles applicables, avant la conquête, aux Arabes et aux Israélites. Les Kabyles, que les Arabes n'avaient pu soumettre complètement, étaient restés indépendants du dey au point de vue judiciaire. Ils avaient conservé leurs coutumes et étaient jugés, tant au point de vue répressif qu'au point de vue civil, par leurs *djemaas* ou assemblées du peuple, présidées par un marabout.

## § 2. — Organisation judiciaire depuis la conquête.

L'histoire des juridictions répressives indigènes depuis la conquête peut se diviser en deux grandes périodes :

D'abord la période de 1830 à 1872, caractérisée par une tendance ininterrompue vers l'assimilation des juridictions répressives. On en arrive d'abord à l'identification des juridictions indigènes avec les juridictions françaises algériennes ; puis, ce résultat obtenu, on travaille à une nouvelle assimilation des juridictions répressives algériennes avec les juridictions existant en France.

Une nouvelle période commence en 1872. C'est durant cette période qu'est née et s'est développée notre législation actuelle. C'est une période de complète réaction contre la précédente ; l'idée qui domine est maintenant celle de la différenciation des juridictions répressives indigènes et françaises.

Nous trouvons les raisons déterminantes de ce système dans un télégramme adressé au ministre de la Guerre, le 13 août 1873, par le gouverneur général, l'amiral de Gueydon, où il est dit que les indigènes doivent être soumis à un autre régime que les Français, parce que la sécurité de la colonisation rend nécessaire cette différence de traitement ; que d'ailleurs ces indigènes « constituent une catégorie à part, comme les militaires et les marins », et que, par suite, il est nécessaire de les faire relever de juridictions spéciales, appliquant des pénalités spéciales.

A. — *Période d'assimilation : 1830-1872.* — La capitulation d'Alger du 5 juillet 1830 (1) garantissait dans son paragraphe 5 que « l'exercice de la religion mahométane resterait libre ». On en avait tiré cette conclusion que toutes les règles du Coran devaient être respectées ; c'est pourquoi en principe les Arabes continuèrent à être jugés par leurs cadis.

L'arrêté du général en chef du 22 octobre 1830 (2) consacra cette juridiction exclusive des cadis maures. Les Israélites émancipés du joug musulman devinrent

1. MÉNERVILLE. *Dictionnaire de la Législation Algérienne*, t. I, p. 5.

2. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 383.

justiciables de tribunaux rabbiniques organisés par l'article 2 de l'arrêté du 22 octobre 1830.

Mais l'article 8 du même arrêté, afin d'assurer la sécurité des Français, décidait que les crimes ou délits commis par des indigènes au préjudice d'Européens seraient jugés par une Cour de justice française, composée d'un membre du Comité du gouvernement et de deux juges français.

Le général en chef avait, en vertu de l'article 12, le contrôle de tous les arrêts prononçant une condamnation à mort, quelle que fût la juridiction ayant prononcé cette sentence.

Au point de départ, en 1830, nous constatons que l'idée dominante du système de la justice répressive indigène était le respect des juridictions indigènes. Le caractère de cette organisation, comme le fait remarquer M. Charpentier dans son *Précis de législation algérienne* (1), est l'abandon du principe de souveraineté, car la justice répressive était exercée par des juges indigènes à l'égard des indigènes musulmans et israélites ; la loi française n'était pas appliquée. Ce système était donc celui de la personnalité des juridictions ; son plus grand défaut était de donner lieu à toutes sortes de conflits quand dans une affaire il y avait des prévenus de races différentes.

Cette organisation ne dura que quelques mois. Dès 1832, nous voyons apparaître les premiers symptômes de la tendance à l'assimilation, tendance qui se mani-

1. Page 143.



feste d'abord par la réduction progressive de la compétence des tribunaux composés de juges indigènes au profit des tribunaux composés de juges français.

Pour remédier aux complications que nous avons signalées, au cas où une même affaire englobait des prévenus de plusieurs races, il fut décidé par un arrêté du général en chef et de l'intendant du 16 août 1832 (1), que l'affaire serait jugée en ce cas par une Cour criminelle composée de sept membres, créée par l'article 3 de ce même arrêté.

C'était là une restriction des pouvoirs des tribunaux musulmans au profit des tribunaux français déjà compétents lorsque la victime était un Français.

Depuis un arrêté du 16 février 1832 (2), l'appel des jugements de toutes les juridictions, françaises ou indigènes, était porté devant le Conseil d'Administration, qui, comme l'indique le nom, était pourtant un organe purement administratif. L'article 4 de l'arrêté du 16 août 1832 consacra à nouveau cette bizarre attribution.

L'ordonnance royale du 10 août 1834 (3) constitue un nouveau pas dans la voie de l'assimilation. Elle institue un régime nouveau, en créant la division de l'Algérie en territoires civils et territoires militaires. Cette division n'est pas indiquée formellement dans le texte de l'ordonnance, mais elle découle nécessairement de

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 384.

2. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 384.

3. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 385.

l'ensemble de ses dispositions et particulièrement de l'article 37.

M. Girault fait remarquer (1) que cette distinction était déjà connue des Romains, qui, dans leurs possessions d'Afrique, distinguaient les provinces du Sénat, qui étaient administrées par des proconsuls, et les provinces de l'Empereur, administrées par des légats ou des procurateurs.

En 1834 comme aujourd'hui, les juges de droit commun dans les territoires militaires étaient les conseils de guerre. Pourtant les indigènes musulmans étaient encore justiciables de leurs cadis dans le cas où les délits à réprimer n'intéressaient ni la sécurité des Européens ou des Israélites, ni la souveraineté française et la sûreté de l'armée (art. 37 et 38 de l'ordonnance).

En territoire civil, l'organisation créée par l'ordonnance du 10 août 1834 est plus compliquée. Pour le cas qui nous intéresse, celui où le prévenu est un indigène, nous dirons seulement, sans entrer dans les détails, qu'il existait des tribunaux correctionnels composés d'un seul juge, assisté d'un assesseur musulman, jugeant tantôt en premier et dernier ressort, tantôt en premier ressort seulement, et compétents dans le cas où la victime du crime ou du délit était un Européen ou un Israélite.

L'appel, s'il y avait lieu, était porté devant un Tribunal Supérieur composé de plusieurs juges assistés

1. *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 2<sup>e</sup> édit., t. II, p. 331.

d'assesseurs indigènes. Dans certains cas, ce Tribunal Supérieur jugeait les matières criminelles en premier et dernier ressort.

La juridiction des cadis subsistait bien comme auparavant, au cas où le prévenu et la victime étaient tous deux des indigènes, mais leurs jugements étaient susceptibles d'appel devant le Tribunal Supérieur, sauf si le fait ayant motivé les poursuites n'était pas prévu par la loi française (art. 25, 39 et 40 de l'ordonnance).

Dans le régime de 1834 existent ainsi des juridictions répressives indigènes spéciales. C'est la même idée qui se retrouve dans le système actuel. Mais à cette époque on voit très nettement la tendance à se rapprocher des institutions de la Métropole ; les juges indigènes, comme les juges français, sont nommés par le roi. C'est l'affirmation du principe de souveraineté.

L'idée d'assimilation se précise tout à fait avec l'ordonnance du 26 septembre 1842 (1). Cette ordonnance laisse subsister dans les territoires militaires le système antérieur ; mais, peu de temps après, une circulaire du gouverneur général, le maréchal Bugeaud, du 12 février 1844 (2), vint créer un organisme nouveau, les Commissions Disciplinaires, dont la légalité a été de tous temps si vivement attaquée, et qui, pourtant, subsistent encore aujourd'hui. Nous n'insisterons pas ici sur leurs attributions, qui du reste n'avaient que des limites fort vagues ; nous y reviendrons lorsque nous

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 391.

2. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 61.

étudierons en détail l'organisation et le fonctionnement de ces juridictions.

Pour les territoires civils, l'idée essentielle du système de 1842 continue à être celle d'une assimilation de plus en plus complète avec la Métropole.

Le système de l'unité de juge est abandonné, ainsi que celui de l'assessorat. Les tribunaux correctionnels de Bône, Oran et Philippeville, sont organisés absolument comme ceux de la Métropole. Ils sont compétents quelle que soit la race ou la religion du prévenu, et connaissent, non seulement des délits, mais encore des crimes commis dans leur ressort. L'appel de leurs jugements est, selon les mêmes règles qu'en France, porté devant la Cour d'Alger.

Cette juridiction, outre son rôle de tribunal de second degré pour les jugements rendus en matière criminelle ou délictuelle par les tribunaux correctionnels, connaissait encore, en premier et dernier ressort, des crimes et des délits commis dans la province d'Alger.

D'autre part, à la même époque, en vertu des articles 3, 11, 12 et 13 de l'Ordonnance du 26 septembre 1842, nous voyons apparaître, d'abord peu nombreuses, (cinq au début), les justices de paix qui connaissent des contraventions selon les mêmes règles qu'en France.

Les cadis se voient enlever toute juridiction répressive, sauf pour les faits qui ne sont pas punis par la loi française (art. 38 et 44).

L'année 1854 voit un nouveau progrès dans la voie de l'assimilation. Ce progrès ne porte que sur la répression des crimes, puisque les délits étaient déjà jugés,



sauf dans la province d'Alger, absolument comme dans la Métropole.

Les décrets des 19 août et 22 novembre 1854 (1) suppriment la compétence des tribunaux correctionnels en matière de crimes dans les provinces d'Oran et de Constantine. Ils suppriment également le système appliqué par la Cour d'Alger pour le jugement des crimes commis dans la province d'Alger.

Le décret du 19 août 1854 organisait des Cours d'assises siégeant sans jury, composées de cinq magistrats. Cinq conseillers de la Cour d'Alger formaient la Cour d'assises d'Alger ; trois conseillers et deux magistrats du tribunal local formaient les Cours d'assises de Blida, Bône, Constantine, Mostaganem, Oran et Philippeville.

Pour que l'assimilation fût parfaite, il n'était plus besoin que de réduire à trois le nombre des conseillers, et d'instituer un jury analogue au jury métropolitain.

Ce fut l'œuvre de l'un des décrets du 24 octobre 1870, généralement désignés sous le nom de Décrets Crémieux. Dès lors, dans leurs grandes lignes tout au moins, l'assimilation des juridictions répressives algériennes des territoires civils aux juridictions répressives métropolitaines était complète.

Mais sitôt cette assimilation accomplie, on en sentit tous les inconvénients, et si, pendant quarante ans, on avait cherché sans cesse à introduire en Algérie les institutions judiciaires françaises, aussitôt le résultat atteint, il se dessina un vif esprit de réaction contre le système d'assimilation à outrance.

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 397.

*Période de différenciation : 1872-1903.*—L'année 1872 fut le point de départ de cette réaction contre le système antérieur. C'est à dater de cette époque que l'on voit poindre le système actuel qui peut se résumer ainsi : dans les territoires civils, comme dans les territoires militaires, les juridictions de répression sont différentes pour les indigènes de celles qui sont compétentes pour les Français.

Dès 1872 on peut voir naître des différences entre les juridictions répressives algériennes et les juridictions répressives métropolitaines. En effet, la loi du 21 novembre 1872, qui restreint en France le nombre des citoyens auxquels peut être attribué « l'honneur » d'être jurés, ne fut pas promulguée en Algérie. Récemment encore le jury algérien était, par suite d'une circulaire du Commissaire Extraordinaire de la République du 5 décembre 1870 (1), régi par la circulaire ministérielle du 10 septembre 1848 (2). Personne n'a d'ailleurs jamais pu donner aucune bonne raison pour justifier le retard apporté à la promulgation de la loi de 1872 en Algérie. Cette loi n'y a été rendue applicable que par la loi du 30 décembre 1902.

La réaction s'était déjà dessinée tout au début de l'année 1872 : un arrêté du gouverneur général, l'amiral de Gueydon, du 26 février 1872 (3), avait étendu l'organisation des commissions disciplinaires à tout le territoire algérien. Les indigènes des territoires de commandement et ceux des territoires civils pouvaient

1-2. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. III, p. 190.

3. MÉNERVILLE, t. III, p. 24.

ainsi être jugés par ces Commissions, juridictions de répression auxquelles rien d'analogue n'existait pour les Français.

Les commissions disciplinaires des territoires civils ne furent qu'une institution passagère : un décret du 29 août 1874 (1) vint en effet les supprimer (art. 16). Mais le premier coup au principe d'assimilation était porté et la réaction contre ce principe commença aussitôt à se dessiner.

Le décret même qui supprimait les commissions disciplinaires des territoires civils établissait pour les indigènes un régime spécial de justice tant civile que répressive.

Ce décret créait des infractions spéciales aux indigènes (art. 17) qui étaient punies par les juges de simple police, sans qu'aucun appel fût possible contre leurs décisions, contrairement aux dispositions de l'article 172 du Code d'Instruction criminelle. En outre, ces peines ainsi prononcées sans appel par les juges de simple police, bien qu'elles le fussent en vertu d'arrêtés préfectoraux, pouvaient atteindre cinq jours de prison et quinze francs d'amende (2), tandis que, pour les infractions aux règlements et arrêtés commises par des Européens, la peine applicable n'était qu'une amende de 1 à 5 francs (Code pénal, art. 471-15°).

Puis la loi du 28 juin 1881 (3) vint conférer aux ad-

1. HUGUES ET LAPRA, *Code algérien*, p. 296.

2. Art. 17 du décret du 29 août 1874, renvoyant aux art. 464, 465 et 466 du Code pénal.

3. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *Code de l'Algérie*, p. 296.

ministrateurs de communes mixtes des pouvoirs disciplinaires qu'ils possèdent encore aujourd'hui et que nous aurons à étudier en détail.

Jusqu'alors les atteintes portées au principe de l'assimilation des juridictions n'étaient pas encore très graves, puisque l'organisation même des tribunaux n'avait pas été modifiée. Le jury, il est vrai, n'était pas recruté absolument comme en France, la compétence des juges de paix en matière répressive avait été légèrement étendue vis-à-vis des indigènes, mais ce n'étaient là, en somme, que des détails, lorsque les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 vinrent culbuter le système antérieur en créant une nouvelle juridiction, les tribunaux répressifs indigènes, spécialement instituée pour la répression des délits commis par les musulmans dans les territoires civils. Puis, aussitôt après, la loi du 30 décembre 1902 vint compléter l'œuvre de ces décrets en enlevant aux cours d'assises leur compétence sur les indigènes musulmans et en attribuant cette compétence à des cours criminelles instituées par elle.

En sorte que si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur les juridictions répressives indigènes actuellement existantes en Algérie, nous voyons : dans les territoires de commandement, des conseils de guerre et des commissions disciplinaires ; dans les territoires civils, des tribunaux de simple police, des tribunaux répressifs indigènes, et des cours criminelles. Enfin sur toute l'étendue du territoire, les indigènes sont soumis à un régime répressif spécial, dit Régime de l'Indigénat,



qui permet à des fonctionnaires français, civils ou militaires, et à des chefs indigènes de leur infliger certaines pénalités, sans que ces peines soient prononcées par un jugement régulier.

---

## CHAPITRE II

### Territoires de commandement.

---

Nous étudions le régime des territoires de commandement avant celui des territoires civils, non seulement parce qu'il est le plus ancien, mais aussi parce que, pour chacune des régions auxquelles il s'applique, il n'est qu'un régime provisoire destiné à disparaître un jour ou l'autre, c'est-à-dire lorsque cette région sera incorporée dans la catégorie des territoires civils.

Pour les territoires militaires comme pour les territoires civils, nous nous contenterons de décrire d'abord les juridictions spéciales aux indigènes de chacune de ces catégories de territoires, pour renvoyer plus loin la question du régime spécial de l'indigénat, qui s'applique à tout indigène algérien, quelle que soit la nature du territoire où est située sa résidence.

### SECTION I

#### CONSEILS DE GUERRE

##### § 1. — Historique et Organisation.

La juridiction des Conseils de guerre est établie dans les territoires militaires depuis la création de ces ter-

ritoires par l'Ordonnance du 10 août 1834 (art. 37).

Tandis qu'en France les Conseils de guerre sont des juridictions d'exception, ne jugeant normalement que les crimes et délits commis par des militaires, en Algérie, ces juridictions, outre ces attributions, sont encore compétentes pour juger, dans les circonstances que nous allons examiner, les crimes et délits commis par les indigènes des territoires de commandement. De juridictions d'exception, il deviennent ainsi juridictions de droit commun pour ces territoires.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la jurisprudence des Conseils de guerre fut assez restreinte jusqu'en 1842 en ce qui concerne les prévenus indigènes. Seuls en effet étaient jugés par eux les crimes et délits dont la victime était un Européen et ceux qui intéressaient la souveraineté française et la sécurité de l'armée. Il convient de signaler cette application, par l'Ordonnance du 10 août 1834, du principe qui fait intervenir, pour la détermination de la juridiction compétente, non seulement la nationalité du prévenu, mais encore celle de la victime.

A dater de l'Ordonnance du 26 septembre 1842, les Conseils de guerre devinrent, dans les territoires de commandement, la juridiction ordinaire ayant à juger toutes les infractions, qu'elles fussent commises par des indigènes, musulmans ou israélites ou par des Européens.

Un décret impérial du 15 mars 1860 (1) ramena la

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 400.

compétence *ratione personæ* des Conseils de guerre à ses limites actuelles, en rendant justiciables des Cours d'assises et des tribunaux correctionnels les Européens et les Israélites. Mais le Conseil de guerre n'en reste pas moins, à l'heure actuelle encore, la juridiction répressive ordinaire dans les territoires de commandement.

En raison de cette importance de leurs attributions, bien que l'Algérie ne formât qu'un seul corps d'armée, le nombre des Conseils de guerre algériens a dû être porté à quatre : un de ces conseils siège à Alger, un à Constantine et deux à Oran. Les juges devant faire partie de ces conseils sont désignés par le général commandant chaque division. La composition de ces conseils est la même lorsqu'il s'agit de juger un indigène que lorsqu'il s'agit de juger un soldat (art. 10 du Code de justice militaire).

## § 2. — Compétence.

### 1<sup>o</sup> COMPÉTENCE RATIONE PERSONÆ

L'article 1<sup>er</sup> du décret impérial du 15 mars 1860 est ainsi conçu : « Les crimes, délits et contraventions punissables de peines correctionnelles commis en territoire militaire par les Européens et les Israélites sont déférés aux Cours d'assises et aux Tribunaux correctionnels. »

Il faut évidemment donner au mot « Européens » une signification très large et comprendre sous cette dénomination « tous les individus de race et de civili-



sation européennes » ; il faut entendre ce mot dans son sens juridique plutôt que dans son sens géographique (1). Ainsi, notamment, un indigène naturalisé devrait être compris dans la catégorie des Européens, au sens où ce mot est employé par le décret de 1860. Il en serait de même d'un individu de race européenne qui ne serait pas originaire d'Europe, par exemple d'un Américain (Cassation, 19 janvier 1844) (2).

Pour ce qui est des Israélites, depuis les décrets Crémieux du 24 octobre 1870, ce ne sont plus des indigènes, mais des citoyens français ; ils ne sont donc plus, par cela même, soumis à la juridiction des Conseils de guerre, et il semblerait que le mot « Israélites » de l'article 1<sup>er</sup> du décret de 1860 soit devenu inutile.

Mais la jurisprudence a admis qu'il ne suffisait pas d'être Israélite pour bénéficier des décrets Crémieux, et il en résulte qu'un certain nombre d'Israélites doivent encore être considérés comme des indigènes (3). Il en est ainsi notamment de ceux qui sont originaires des régions annexées depuis 1870, et particulièrement des Juifs du M'zab (4), c'est-à-dire précisément de ceux qui nous intéressent actuellement, puisque les pays récemment annexés figurent encore dans les territoires de commandement. C'est pourquoi le mot « Israélites » de

1. LARCHER, *Législation algérienne*, t. I, p. 722.

2. DALLOZ, 1844. 1. 123.

3. Sur ce point discuté, voyez LARCHER, *op. cit.*, t. II, p. 24, et BESSON, *Législation civile de l'Algérie*, p. 61.

4. VOYEZ ROUARD DE CARD, *L'annexion du M'Zab*. (*Revue de Droit public*, 1897, tome VIII, p. 435).

l'article 1<sup>er</sup> du décret précité trouve encore son application pratique.

Du décret du 15 mars 1860 résulte par *a contrario* que tout individu qui n'est ni un Européen, au sens que nous avons donné à ce mot, ni un Israélite est justiciable des Conseils de guerre dans les territoires de commandement, sans qu'il y ait lieu de distinguer si cet individu est ou non originaire de ces territoires, ni s'il y a son domicile ou sa résidence (Cassation, 6 mars 1884, 28 juillet 1893, 2 février 1895) (1). Ainsi les étrangers non Européens, comme les Marocains ou les Tunisiens ou les indigènes d'autres colonies françaises, seraient justiciables des tribunaux militaires.

Mais si ces indigènes sont des Israélites, devra-t-on leur appliquer le décret de 1860 ? La doctrine l'admet généralement, se fondant sur la généralité des termes de ce décret. Mais la jurisprudence est d'avis contraire. Elle estime, en effet, que lorsque le texte que nous étudions a édicté pour les « Israélites » un traitement de faveur, il n'avait en vue que les Israélites alors résidant en Algérie, les indigènes israélites, et non pas tous les individus de l'univers appartenant à la religion israélite.

Au cas où dans une même affaire il y aurait plusieurs prévenus, les uns justiciables des Conseils de guerre, les autres des Cours d'assises et des tribunaux correctionnels, les Conseils de guerre se trouveraient incompétents. Mais si dans une affaire figuraient plusieurs

1. DALLOZ, 1884, 1. 381 et 1896. 1. 54

coauteurs ou complices les uns indigènes, les autres militaires, tous étant justiciables du Conseil de guerre, celui-ci resterait compétent.

Il peut se présenter un cas plus délicat, c'est celui où, à côté des prévenus indigènes ou militaires, existent des coauteurs ou complices inconnus. Il semblerait *a priori* que, dans ce cas, la juridiction répressive civile doit être compétente, les complices inconnus pouvant être des Européens ou des Israélites. Cependant, si aucun indice ne peut établir quelle était la race des délinquants inconnus, le Conseil de guerre doit rester compétent [Cassation, 1<sup>er</sup> juin 1893 (1) et 13 mars 1902 (2).] C'est que ce tribunal constitue dans les territoires de commandement la juridiction répressive ordinaire. Cette conclusion se dégage du rapprochement de l'Ordonnance du 26 septembre 1842 (articles 4 et 42) et du décret du 15 mars 1860 (article 1<sup>er</sup>).

« L'Ordonnance du 26 septembre 1842, fait remarquer M. Champcommunal dans une note se trouvant dans le *Recueil des Pandectes françaises* sous l'arrêt précité du 13 mars 1902, attribuait au Conseil de guerre une compétence aussi générale que possible, et la loi (le décret) du 15 mars 1860 s'est bornée simplement à soustraire à son autorité deux catégories d'inculpés. Par conséquent, toutes les fois qu'on ne peut exciper du bénéfice de l'exception, on reste sous l'empire de la règle générale » ; et si l'on ne peut déterminer la

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1894. 2. 1.

2. *Pandectes françaises, Recueil*, 1904. 1. 289.

race des malfaiteurs inconnus, la juridiction militaire reste saisie, en tant que juridiction ordinaire.

## 2° COMPÉTENCE RATIONE MATERIÆ

Les Conseils de guerre étant, comme nous venons de le voir, la juridiction de droit commun en territoire militaire, tous les crimes et délits commis par des indigènes dans ces territoires devront leur être attribués, à moins d'une disposition contraire de la législation. Dans tous les cas où il y aura le moindre doute, les Conseils de guerre en bénéficieront, puisqu'ils ont une compétence générale.

C'est ainsi que, comme le fait remarquer M. Larcher (1), bien que l'article 273 du Code de justice militaire du 9 juin 1857 décide que les infractions aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes et les forêts, commises par des militaires, ne sont pas de la compétence des Conseils de guerre, ceux-ci pourront cependant en connaître lorsqu'une de ces infractions aura été commise par un indigène des territoires de commandement. De nombreux arrêts de la Cour de cassation ont consacré cette solution (2).

M. Larcher fait cependant remarquer que les Conseils de guerre ne sont pas compétents pour les délits qui sont de la compétence des Conseils de préfecture,

1. *Législation algérienne*, t. I, p. 724, et en note.

2. Notamment deux règlements de juges du 24 novembre 1864 (Dalloz, 1867. 1. 189) et du 6 mars 1884 (Dalloz, 1884. 1. 381).



notamment les délits de grande voirie. L'article 26 du décret du 7 juillet 1864 (1) comprend, en effet, le territoire de commandement dans l'étendue du ressort du Conseil de préfecture.

Cette interprétation est confirmée par une circulaire du Gouverneur général du 20 mars 1874 (2), au sujet de l'application du décret du 7 juillet 1864, relatif à la police des chemins de fer.

### 3° COMPÉTENCE RATIONE LOCI

La compétence des Conseils de guerre quant au lieu de l'infraction est déterminée par l'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 : « Demeure réservée aux Conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis en dehors des limites » des territoires civils. Ainsi la compétence des juridictions militaires est avant tout territoriale. Ils ne peuvent connaître que des infractions commises en territoire de commandement. Toute infraction commise en territoire civil leur échappe, alors même qu'elle aurait été commise par un indigène domicilié en territoire militaire.

Par contre les Conseils de guerre seront compétents pour les infractions commises en territoire de commandement par un indigène musulman ou un étranger européen, même si le prévenu habite hors de ce territoire.

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. II, p. 12.

2. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 445.

Quelle sera la juridiction compétente au cas où, postérieurement à l'infraction, le lieu du délit s'est trouvé rattaché aux territoires civils ? Il est presque unanimement admis par la doctrine et par la jurisprudence que les lois de compétence et de procédure sont obligatoires du jour de leur promulgation et deviennent applicables aux poursuites en cours d'exécution pour les crimes et délits commis antérieurement (Code civil, art. 2). Un arrêt de la Cour de cassation du 11 décembre 1873 (1) déclare que ce principe est applicable au cas où le changement d'attributions résulte de modifications apportées aux classifications territoriales.

Ainsi donc, si un Conseil de guerre se trouve saisi d'un crime ou d'un délit commis en territoire militaire, mais dans un lieu qui depuis s'est trouvé englobé dans un agrandissement des territoires civils, il devra se dessaisir au profit des juridictions de ces territoires. Il devra agir de la sorte, d'après l'arrêt précité, alors même qu'il ne ferait que juger définitivement un indigène qu'il aurait déjà, antérieurement, condamné par contumace.

S'il y a doute sur le lieu du crime ou du délit, si l'on ignore s'il a été commis en territoire civil ou en territoire militaire, le Conseil de guerre devra se déclarer incompétent. « Mais il faut remarquer, dit M. Larcher (2), que le Conseil de guerre a qualité pour apprécier en quel lieu le fait a été commis : si donc le

1. DALLOZ, 1874. 1. 181.

2. *Législation algérienne*, t. I, p. 725.

jugement du Conseil de guerre énonce que le fait a été commis en territoire militaire, non seulement cette contestation emporte en faveur de la compétence du Conseil une présomption qui ne peut être détruite que par la preuve contraire faite par le condamné que le crime a été commis en territoire civil, mais il y a là une constatation souveraine qui justifie, sans preuve contraire possible, la compétence du Conseil de guerre. »

### § 3. — Procédure.

En principe, la procédure des Conseils de guerre est la même lorsqu'ils jugent des militaires, dans les cas prévus par le Code de justice militaire, ou lorsqu'ils connaissent des crimes et des délits commis par des indigènes ou des étrangers dans les territoires de commandement.

La présence de l'accusé est donc nécessaire pendant tout le cours des débats (sauf bien entendu dans le cas de contumace), à moins que celui-ci n'occasionne un tumulte tel qu'il mette obstacle au cours des débats. Dans ce cas seulement le président pourrait, en vertu de l'article 119 du Code de justice militaire, ordonner que l'accusé soit reconduit en prison, et que les débats continuent comme s'il était présent. Mais les injures et les outrages les plus grossiers, s'ils ne mettent pas obstacle au cours des débats, ne permettent pas au président d'user de cette faculté (Cassation, 23 novembre 1907) (1).

1. *Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1908. 8.

C'est au président qu'appartient la direction des débats ; il doit observer, pendant toute la durée de l'audience, la plus stricte impartialité, il ne doit émettre aucune opinion personnelle de nature à influencer la décision des juges.

Le vote des juges a lieu à haute voix ; on a souvent réclamé le vote au scrutin secret, qui présenterait de sérieux avantages (1).

Un des juges qui s'est prononcé contre la culpabilité ne peut pourtant refuser de se prononcer au sujet de la peine, au cas où la majorité du Conseil a déclaré l'indigène coupable. Cette situation est analogue à celle des magistrats des Cours d'assises qui doivent consacrer dans leurs arrêts les verdicts du jury, alors même que ceux-ci ne répondraient pas à leur opinion personnelle. [Circulaire du Procureur général du 5 août 1896(2)].

Les Conseils de guerre ne peuvent connaître de l'action civile relative aux délits et aux crimes de leur compétence. La victime d'un méfait commis par un indigène en territoire de commandement ne pourra donc se porter partie civile devant le conseil de guerre. Pour obtenir réparation du préjudice causé, elle devra intenter une action civile absolument distincte de l'action publique, et la porter devant le tribunal compétent. Nous ne pouvons préciser davantage, car la complication des juridictions civiles algériennes met en jeu un très grand nombre d'organismes que nous

1. *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 941.

2. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *Supplément* 1896-97, p. 39.



n'avons pas à étudier ici, puisque nous nous bornons à l'étude des juridictions répressives indigènes.

Ce qui est certain, c'est que la victime ne pourra jamais s'adresser au Conseil de guerre pour obtenir réparation du dommage qu'elle a souffert, cette juridiction n'étant jamais compétente en matière civile.

Et cependant une exception doit être faite à cette règle en faveur de l'administration des douanes. Celle-ci peut intervenir devant les Conseils de guerre pour conclure à l'allocation des amendes et des réparations civiles prévues par les lois douanières. La jurisprudence a consacré cette conséquence du décret du 11 août 1853 dans plusieurs arrêts, notamment un de la Cour de cassation du 1<sup>er</sup> février 1901 (1).

#### § 4. — Jugements et peines. —

Bien que juridictions militaires, les Conseils de guerre, lorsqu'ils jugent les individus ne faisant pas partie de l'armée, doivent, du moins en général, leur faire une application intégrale des règles de droit pénal ordinaires. Ils ne peuvent donc prononcer contre les indigènes qui comparaissent devant eux que les peines prévues par le Code pénal. Par suite encore, ils ont toujours pu leur faire application des circonstances atténuantes en vertu de l'article 463 du Code pénal, alors que ce n'est que depuis la loi du 19 juillet 1901 que ces juridictions peuvent les appliquer aux militaires qu'ils ont à juger.

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1901.2.55.

Il faut cependant remarquer que les Conseils de guerre ne peuvent, en vertu de l'Ordonnance du 26 septembre 1842 qui a étendu leur compétence, appliquer les circonstances atténuantes aux indigènes dans les cas où ils étaient compétents pour les juger antérieurement à cette ordonnance. Son article 47 dit en effet : « L'article 463 du Code pénal n'est point applicable aux crimes et délits commis par les indigènes : 1° contre la sûreté de l'État ; 2° contre la chose publique ; 3° contre la personne ou au préjudice d'un Français, d'un Européen ou d'un indigène au service de la France. » Cette disposition n'a pas été abrogée par la loi du 19 juillet 1901.

L'article 2 de la loi du 26 mai 1885, sur les récidivistes, est ainsi conçu : « La relégation ne sera prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires, comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales ou exceptionnelles. » Mais la même loi fait une exception pour les Conseils de guerre algériens dans son article 20 : « En Algérie, par une dérogation à l'article 2, les Conseils de guerre prononceront la relégation contre les indigènes des territoires de commandement qui auront encouru pour crimes ou délits de droit commun les condamnations prévues par l'article 4 ci-dessus. »

Ainsi, d'après cet article, les Conseils de guerre peuvent prononcer la relégation « contre les indigènes des territoires de commandement ». La loi a évidemment voulu dire « contre tout individu non militaire poursuivi pour un crime ou un délit commis dans un territoire de commandement ». Il n'y aura donc pas à dis-

tinguer suivant que le prévenu est indigène ou étranger, suivant qu'il a ou non sa résidence ou son domicile dans un territoire de commandement, suivant qu'il en est ou n'en est pas originaire. Sinon, on arriverait à ce résultat bizarre que des individus qui seraient relégués si l'infraction pour laquelle ils sont poursuivis avait été commise dans un territoire civil ou en France, ne pourraient l'être, précisément parce qu'ils auraient commis ce crime ou ce délit dans un territoire de commandement. De sorte que ces individus seraient mieux traités parce qu'ils auraient commis leur faute dans une région soumise à des juridictions exceptionnellement sévères en raison de la gravité exceptionnelle que prennent les crimes et les délits qui y sont commis !

Il ne faut donc pas prendre absolument à la lettre, l'article 20 de la loi du 27 mai 1885 ; il vaut mieux rechercher quelle a été l'intention du législateur. Tel n'est pourtant pas l'avis de M. Larcher (1) qui reconnaît cependant que c'est là « une solution peu satisfaisante, conséquence d'une rédaction peu attentive » du texte de la loi.

Les Conseils de guerre pouvaient-ils, avant la loi du 28 juin 1904, appliquer le sursis ? La jurisprudence admettait que lorsqu'un militaire était justiciable des tribunaux ordinaires, en vertu des articles 57 et 273 du Code de justice militaire (infractions de droit commun commises pendant les congés ou permissions, et infractions aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les

1. *Législation algérienne*, t. I, p. 728.

contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie), on ne se trouvait pas dans les termes de l'article 7 de la loi du 26 mars 1891 qui prohibait le sursis pour « les condamnations prononcées par les tribunaux militaires ».

Mais elle admettait au contraire que si ce militaire était poursuivi devant la juridiction correctionnelle, non plus en vertu des articles 57 et 273, mais en vertu de l'article 76 du Code de justice militaire (c'est-à-dire quand le militaire avait des complices civils), le tribunal correctionnel n'était plus alors qu'un intermédiaire, un mandataire, pour ainsi dire, jugeant aux lieu et place de la juridiction militaire normalement compétente, et que, dans ce cas, il ne pouvait y avoir lieu à l'application du sursis, que la juridiction militaire n'aurait pu appliquer si elle avait été appelée à juger elle-même le délinquant (Cassation, 13 avril 1894) (1).

Y a-t-il lieu, dans le cas inverse qui nous intéresse, de dire qu'un Conseil de guerre qui, avant 1904, jugeait un individu non militaire pouvait lui appliquer le sursis ? Non ; et pour deux raisons. D'abord on ne peut dire que le Conseil de guerre était en ce cas le représentant, le mandataire d'une juridiction civile de répression ; on n'est plus ici dans un cas analogue à celui de l'article 76 du Code de justice militaire, car, si les indigènes sont poursuivis devant les conseils de guerre, ce n'est pas accidentellement, c'est en raison même de leur qualité d'indigènes.

1. DALLOZ, 1895, 1, 129.



Ensuite, le texte même de la loi du 26 mars 1891 s'opposait à l'application du sursis. L'article 7 était formel : « La présente loi (organisant le sursis conditionnel) n'est applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires qu'en ce qui concerne, etc. » Il en résultait donc bien que les Conseils de guerre ne pouvaient appliquer le sursis, même dans le cas où ils avaient à juger des indigènes non militaires coupables d'infractions commises dans les territoires de commandement.

Depuis la loi du 28 juin 1904, les tribunaux militaires peuvent appliquer la loi du sursis conditionnel pour des condamnations prononcées contre des militaires. Cette loi ne parle pas des condamnations prononcées contre des non-militaires ; pourra-t-on leur appliquer cependant la loi du 26 mars 1891 ?

Il semble certain que c'est par suite d'une omission que la loi du 28 juin 1904 dans son article 1<sup>er</sup> n'a pas prévu le cas que nous envisageons, aucun motif n'existant de refuser aux prévenus civils le bénéfice du sursis que l'on accorde aux militaires. Nous aurons du reste fréquemment à constater des négligences du même genre du législateur dans les lois concernant l'Algérie.

Nous croyons donc qu'il faut étendre les dispositions de la loi du 28 juin 1904 aux indigènes musulmans et aux étrangers non européens comparissant devant les Conseils de guerre pour crimes et délits commis dans les territoires de commandement. Ces individus ne doivent pas être traités plus sévèrement, tout au con-

traire, que des indigènes qui feraient partie de l'armée.

Bien que les Conseils de guerre ne puissent appliquer aux accusés non militaires qu'ils sont appelés à juger que les peines prévues par le Code pénal, le mode d'exécution des peines prononcées par eux peut n'être pas identique à celui des peines prononcées par les juridictions métropolitaines ou par les juridictions des territoires civils. C'est ainsi que, en particulier, lorsque les tribunaux militaires prononcent une condamnation à mort contre un musulman ou un étranger, le condamné est fusillé au lieu d'avoir la tête tranchée. C'est une application de l'article 187 du Code de justice militaire du 9 juin 1837, qui est conçu en termes formels : « Tout individu condamné à la peine de mort par un Conseil de guerre est fusillé. »

#### § 5. — Voies de recours.

##### 1° CASSATION.

D'après les articles 80 et 81 du Code de justice militaire, ce dernier article modifié par la loi du 18 mai 1875, les prévenus civils peuvent, en temps de paix, se pourvoir en Cassation contre les arrêts rendus par les Conseils de guerre et les Conseils de révision. Mais antérieurement à la loi du 17 avril 1906, cette faculté cessait précisément pour les musulmans et étrangers non Européens poursuivis pour un crime ou un délit commis en territoire militaire. Ceux-ci n'avaient, en effet, en vertu de l'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre

1842, l'article même qui attribue aux Conseils de guerre compétence sur cette catégorie d'individus, d'autre recours contre les jugements des tribunaux militaires que le pourvoi en révision.

Si cependant, en fait, un pourvoi en Cassation était formé par ces indigènes ou ces étrangers, quoique son irrecevabilité fût évidente, il aurait cependant dû être transmis à la Cour de cassation. Celle-ci est, en effet, seule compétente pour juger de la recevabilité des pourvois formés devant elle, comme elle l'a déclaré dans un arrêt du 4 août 1859 (1). Il serait donc plus exact, au lieu de dire qu'il ne pouvait y avoir pourvoi en Cassation pour les indigènes jugés par les Conseils de guerre, de dire que le pourvoi formé par eux était irrecevable.

L'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 faisait une réserve. « Néanmoins lorsqu'un Français ou Européen étranger à l'armée a été traduit devant un Conseil de guerre, le jugement peut être déféré à la Cour de cassation, mais seulement pour incompétence ou excès de pouvoir. »

Il ne pouvait y avoir de difficultés sur ce point en ce qui touchait les indigènes musulmans ; le pourvoi en Cassation formé par eux n'était pas recevable ; nous citons notamment en ce sens un arrêt de rejet de la Cour de cassation du 24 février 1896 (2). Mais où la question devient plus délicate, c'est lorsqu'il s'agit des Israélites.

Nous ne parlons pas ici, bien entendu, des Israélites

1. DALLOZ, 1859.1.431.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1896.2.83.

ayant bénéficié des décrets Crémieux de 1870, mais précisément de ceux qui, d'après la jurisprudence, doivent encore être considérés comme indigènes, et aussi des Israélites étrangers non Européens.

Les indigènes israélites, d'après l'article 1<sup>er</sup> du décret du 15 mars 1860, ne sont pas justiciables des Conseils de guerre ; la question est, nous l'avons vu, plus controversée pour ce qui concerne les Israélites étrangers. Mais si en fait un de ces Israélites non naturalisés était traduit devant un tribunal militaire, il ne pouvait, dans tous les cas, se pourvoir valablement en Cassation, l'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 y mettant obstacle. « Les jugements rendus par les Conseils de guerre, en vertu du présent article (c'est-à-dire pour des crimes ou des délits commis dans les territoires de commandement) ne donnent lieu qu'au pourvoi en révision, tel qu'il est réglé par les lois militaires. » Il n'y a d'exception, nous l'avons vu, que pour les Français ou les Européens étrangers à l'armée.

Quoi qu'en dise M. Larcher (1), la jurisprudence est donc restée logique en rejetant dans un arrêt du 6 mars 1884 (2) un pourvoi pour incompétence formé par un Israélite marocain. Qu'il fût justiciable des Conseils de guerre en sa qualité d'étranger, ou qu'il ne le fût pas parce qu'Israélite, quelle que soit l'opinion que l'on ait sur ce point, on doit nécessairement admettre que cet Israélite marocain n'avait pas la possibilité de former un recours en Cassation si en fait il était poursuivi de-

1. *Législation algérienne*, t. I, p. 729.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1885.2.10.

vant les juridictions militaires (art. 42 de l'Ordonnance du 26 septembre 1842).

M. Larcher signale cet arrêt comme contraire au principe qui veut que « les Européens et les Israélites » aient la faculté de se pourvoir en Cassation pour incompétence ou excès de pouvoir. Mais l'article 42 de l'Ordonnance de 1842 ne dit pas : « les Européens et les Israélites », il dit : « un Français ou Européen étranger à l'armée ». Un Israélite ne peut donc se prévaloir de cette disposition que s'il est Français (décrets Crémieux) ou Européen. Tel n'est pas le cas de l'Israélite marocain dont nous nous occupons.

Ce n'est pas à dire que la jurisprudence soit toujours restée fidèle à elle-même ; et elle a en effet accueilli un certain nombre de pourvois en violation de l'article 42 de l'Ordonnance du 26 septembre 1842. Tandis qu'elle semblait bien fixée dans le sens que nous avons indiqué par des arrêts des 3 mai 1845 (1), 18 février 1848 (2), 12 juillet 1850 (3), 5 avril 1860 (4), etc., la jurisprudence dans ces dernières années se montra tout à coup hésitante. La Cour de cassation prit en 1893, à quelques jours d'intervalle, deux décisions contradictoires au sujet de deux pourvois formés par deux musulmans (qui par une curieuse coïncidence se nommaient l'un Bachir-ben-Mohamed, et l'autre Mohamed-ben-Bakir). Tandis qu'elle recevait, dans un arrêt du 1<sup>er</sup> juin 1893, le pourvoi d'un musulman non naturalisé et non militaire

1. DALLOZ, 1845.1.296.

2-3. DALLOZ, 1850.5.20 et 21.

4. DALLOZ, 1860.1.247.



formé contre l'arrêt d'un Conseil de guerre, le 28 juillet suivant elle rejetait comme contraire à l'ordonnance de 1842 un pourvoi formé dans un cas absolument analogue. Le 2 février 1895 elle rejetait encore un pourvoi formé dans les mêmes conditions (1).

Une disposition introduite dans la loi de finances du 17 avril 1906 a tranché la difficulté (art. 44). Désormais le pourvoi en cassation est toujours possible contre les arrêts des conseils de guerre algériens, que le prévenu soit ou ne soit pas un militaire. Le délai pour se pourvoir en cassation est de trois jours francs. Le pourvoi ne peut être interjeté, que dans les conditions prévues par l'article 123 du Code de justice militaire.

## 2° SUPPRESSION DE LA RÉVISION

D'après le décret du 18 mai 1880, les Conseils de révision, antérieurement plus nombreux, étaient réduits au nombre de deux : l'un siégeant à Paris, pour la France, l'autre à Alger, pour l'Algérie et la Tunisie.

Un décret du 1<sup>er</sup> décembre 1902 « considérant que, dans le but d'assurer l'unité de la jurisprudence, il convient de confier à un seul Conseil de révision les pourvois émanant de tous les centres judiciaires militaires ; considérant aussi que, depuis plusieurs années, les voies de communication se sont multipliées en Algérie et en Tunisie, et que les relations avec la métropole sont devenues plus faciles et plus rapides », a décidé

1. Ces trois derniers arrêts sont rapportés dans DALLOZ 1896. 1.54.

que le Conseil de révision d'Alger serait supprimé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1903 et que les pourvois ressortissant à ce Conseil seraient déférés au Conseil de révision de Paris (1).

Ce Conseil de révision est composé de cinq juges seulement, tandis que les Conseils de guerre sont composés de sept membres. Le président est normalement un général de brigade, les assesseurs sont deux colonels, ou lieutenants-colonels, et deux chefs de bataillon ou majors.

Un officier supérieur remplit les fonctions de commissaire du gouvernement, un officier d'administration celles de greffier.

Le Conseil de révision pouvait avant 1906 connaître de tous les jugements des Conseils de guerre contre lesquels existait un pourvoi en révision. Ce conseil n'est pas un second degré de juridiction ; en aucun cas il ne peut connaître du fond des affaires qui lui sont soumises. Il joue uniquement vis-à-vis des jugements des Conseils de guerre le rôle de Cour de cassation. En conséquence, il doit tenir pour constants les faits souverainement appréciés par les juges du Conseil de guerre. Les éléments de preuve qui ont servi de base à la déclaration de culpabilité ne peuvent jamais donner lieu à annulation [Conseil de révision d'Alger, 23 novembre 1893 (2) et 19 juillet 1900 (3)].

On a critiqué, non sans raisons, l'absence de garan-

1. *Journal officiel* du 7 décembre 1902, p. 7935.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1894, 2, 194.

3. *Revue algérienne et tunisienne*, 1901, 2, 42.

ties des Conseils de révision ; il est notamment regrettable que les officiers qui les composent, et qui peuvent être appelés à trancher des questions de droit très délicates, ne soient tenus de justifier d'aucune connaissance juridique.

On a critiqué aussi ce système qui consiste à faire juger par un second tribunal militaire les pourvois formés contre les arrêts des Conseils de guerre. Dans la plupart des pays étrangers, en effet, à nos Conseils de révision correspondent des juridictions où l'élément civil est tout au moins représenté.

Pour justifier le système français, on n'a invoqué que des raisons peu sérieuses. On a d'abord prétendu que ce système permettait d'obtenir une plus grande célérité. Mais comme les pourvois en révision sont en nombre très restreints, en admettant la nécessité de faire juger très rapidement les pourvois formés contre les arrêts des Conseils de guerre, il serait facile, si ces pourvois étaient de la compétence de la Cour de cassation, de leur accorder par une loi un « tour de faveur », de telle sorte que la Cour puisse rendre, dans les affaires militaires, ses arrêts dans un délai aussi court que possible.

D'ailleurs, comme disait M. Barboux dans la *Revue politique et parlementaire*, « en fait de justice, il ne s'agit pas tant de faire vite que de faire bien ; on doit se défier d'une justice pénale qui mettrait son honneur dans la rapidité, et l'on peut demander à ceux qui veulent cette justice expéditive s'ils aimeraient mieux être fusillés en six semaines qu'acquittés en trois mois. »

On a encore invoqué l'intérêt de la discipline ; les tribunaux militaires, a-t-on dit, sont seuls à même d'apprécier la gravité des atteintes portées à la discipline militaire par les délits, même de droit commun, commis par un individu faisant partie de l'armée. Cet argument, qui peut servir pour défendre les Conseils de guerre, ne justifie pas le moins du monde la nécessité d'un Conseil de révision. Il serait peut-être d'un certain poids si cette juridiction était une juridiction d'appel, mais il ne montre pas quel inconvénient il y aurait à attribuer à la Cour suprême les fonctions qu'exerce actuellement le Conseil de révision : elle n'aurait pas à connaître du fond de l'affaire, elle n'aurait pas de peines à appliquer : elle examinerait seulement, comme elle le fait déjà, en matière criminelle ou correctionnelle, pour les arrêts rendus par les juridictions civiles, la manière dont le jugement aurait été rendu, elle verrait si la loi aurait été respectée comme elle devait l'être. D'ailleurs nous avons vu plus haut des cas où la Cour de cassation connaît des recours formés contre les arrêts des Conseils de guerre, et jamais on n'a pu lui reprocher d'être systématiquement hostile aux arrêts rendus par les tribunaux militaires ; on ne peut douter que, si ce système était étendu à tous les jugements des Conseils de guerre, elle ne continue à rendre ses arrêts avec la même impartialité et la même indépendance.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir dans la question actuellement si discutée du maintien ou de la suppression des Conseils de guerre en temps de paix,

il est dans tous les cas certain que la suppression du Conseil de révision n'aurait que des avantages. Si l'on admet qu'il est logique de faire juger les militaires par des militaires, on doit admettre qu'il est tout aussi logique de faire juger des jugements par des juges véritables, c'est-à-dire par des magistrats.

La suppression du Conseil de révision ne serait d'ailleurs que le dernier terme d'une longue évolution : autrefois aussi nombreux que les corps d'armée, les Conseils de révision furent successivement réduits au nombre de douze, puis de huit, puis de deux ; et enfin depuis 1903, il n'y en a plus qu'un.

Il y aurait, selon nous, tout avantage à le supprimer également et à faire passer ses attributions à la Cour de cassation ; c'est d'ailleurs ce qui a été fait dans le cas qui nous occupe, celui où les jugements des Conseils de guerre sont rendus contre des indigènes non militaires ; il n'existe aucune raison de leur refuser la possibilité du pourvoi en Cassation dont une disposition surannée de l'article 42 de l'Ordonnance du 26 septembre 1842 réservait le monopole aux Français et aux Européens, avant la loi du 17 avril 1906 (art. 44).

## SECTION II

### COMMISSIONS DISCIPLINAIRES

Bien que les Commissions disciplinaires soient l'une des organisations qui dépendent du régime de l'indigénat, nous plaçons ici l'étude de ces juridictions,



parce que, dans les territoires de commandement, elles ont aussi pour rôle de suppléer les Conseils de guerre, en réprimant les infractions d'une gravité secondaire trop fréquentes pour que ceux-ci puissent en connaître, et que, par suite, il est préférable de ne pas séparer l'étude de deux ordres de juridiction dont les compétences respectives ont bien des points de contact.

La légalité des Commissions disciplinaires a été vivement discutée, et c'était assez naturel, car ces organismes n'ont pas été établis par une loi régulière. Nous démontrerons plus loin cette légalité, nous contentant d'indiquer ici comment, en pratique, fonctionnent les Commissions disciplinaires.

#### § 1. — Historique.

Il est admis dans le Droit international que lorsqu'une armée étrangère occupe un pays, le général en chef commandant cette armée peut, en vertu des lois de la guerre, prendre certaines mesures qu'il juge indispensables à la sécurité des troupes d'occupation.

Par application de ce principe, lorsque la ville d'Alger et ses environs tombèrent au pouvoir des Français, le maréchal de Bourmont, qui commandait l'armée, put, ainsi que les officiers sous ses ordres, prendre les dispositions qu'il jugeait utiles pour assurer la domination française dans un pays encore en pleine agitation. C'est donc par une application des lois de la guerre que les indigènes purent être frappés d'une

manière plus ou moins arbitraire de pénalités diverses, expulsion, emprisonnement, amendes, etc.

Ce sont ces pouvoirs provisoires de nos officiers, qui ont pu se perpétuer jusqu'à nos jours, pendant plus de trois quarts de siècle, que nous retrouvons aujourd'hui à la base du régime de l'indigénat.

S'il n'était intervenu aucun texte postérieur pour les proroger, les pouvoirs du général en chef auraient logiquement dû prendre fin à la suite de l'Ordonnance royale du 22 juillet 1834 « créant pour le commandement général et la haute administration des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, un gouverneur général ayant sous ses ordres différents fonctionnaires civils et militaires ». A dater de ce jour les pouvoirs disciplinaires des autorités militaires ne pouvaient plus se baser sur le fait de l'occupation par la force des armes d'un territoire ennemi. L'Algérie, bien qu'elle ne portât pas encore officiellement ce nom, était désormais une véritable possession française, ainsi que le sous-titre même de l'Ordonnance le proclamait. Ses organes et ses rouages administratifs étaient sans doute, au début, quelque peu rudimentaires ; mais il est cependant certain que les environs d'Alger tout au moins formaient un pays organisé qui n'était plus régi par les lois de la guerre, et où, en droit, les indigènes ne devaient plus être soumis à un régime de peines arbitraires comme pendant la période d'occupation armée.

Mais le Gouverneur général conserva des pouvoirs de répression très étendus, en vertu d'un arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1834, dont l'article 15, toujours

en vigueur, est ainsi conçu : « Il (le Gouverneur général) est chargé de la haute police, sous le double rapport de la tranquillité publique et de la sûreté du dehors. — Dans les circonstances graves, et lorsque le bon ordre ou la sûreté du pays le commandent, il peut prendre, à l'égard des individus qui compromettent ou troublent la tranquillité publique, les mesures ci-après, savoir : l'exclusion pure et simple d'une ou plusieurs des localités comprises dans son gouvernement, l'exclusion à temps ou illimitée des possessions françaises dans le nord de l'Afrique. Il peut refuser, dans l'étendue de son gouvernement, l'admission des individus dont la présence est jugée dangereuse..... »

Les peines que pouvait prononcer le gouverneur général se trouvaient ainsi nettement définies et délimitées. Mais, bien que l'article 15 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1834 fût reproduit textuellement par l'arrêté ministériel du 2 août 1836 (1), le Gouverneur général prit l'habitude d'infliger d'autres peines que l'exclusion de certaines localités ou du territoire algérien. Le Gouverneur général, les officiers sous ses ordres et même les agents arabes frappèrent en pratique les indigènes d'amendes individuelles ou collectives, d'emprisonnement, d'internement, d'expulsion, de séquestre. « Ces pouvoirs entre des mains peu dignes étaient souvent abusifs : nos agents indigènes trouvaient dans les amendes qu'ils infligeaient une source de profits illicites (2). »

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 11.

2. LARCHER, *Législation algérienne*, t. I, p. 730.

Par sa circulaire du 12 février 1844 (1), et le règlement qui l'accompagne, le maréchal Bugeaud, alors Gouverneur général, chercha à soustraire les indigènes « à l'arbitraire de chefs avides qui semblent ne tenir un pouvoir que pour la faculté de spolier leur administrés ». Dans ce but (2), il réglementa les cas où des amendes pourraient être imposées, fixa le montant de ces amendes, détermina les autorités qui pouvaient les prononcer, et indiqua quel devait être l'emploi des sommes ainsi perçues.

Mais des abus continuèrent à subsister en ce qui concerne les condamnations à d'autres peines que l'amende. « La prison, l'internement sont toujours appliqués sur une très vaste échelle. Nos commandants militaires inventent la sentence indéterminée, sous la forme de l'emprisonnement jusqu'à nouvel ordre (3) », ou jusqu'au paiement d'une amende fixée.

Les divers ministres et gouverneurs généraux cherchèrent bien à remédier aux abus les plus criants : les circulairesse multiplient, mais elles restent impuissantes et il faut en arriver à supprimer les pouvoirs disciplinaires des officiers.

C'est une circulaire ministérielle du prince Jérôme Napoléon datée du 21 septembre 1858 qui réalisa cette réforme, conséquence de la suppression du Gouverne-

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 63.

2. Pour les détails, voyez RINN, *Régime pénal de l'indigénat en Algérie*, *Revue algérienne et tunisienne*, 1885.

3. LARCHER ET OLIER, *Les institutions pénitenciaires de l'Algérie*, p. 144.

ment général de l'Algérie et de son remplacement par le Ministère de l'Algérie (Décrets des 24 juin et 31 août 1858) (1).

Mais au lieu de confier, comme on l'avait proposé, à de véritables tribunaux la répression des infractions jusque-là punies par les officiers, les pouvoirs disciplinaires sur les indigènes furent transférés à des Commissions disciplinaires où l'on ne fit pas intervenir l'élément indigène, comme l'avait pourtant réclamé un avant-projet, rédigé par Ismaïl Urbain, d'après lequel un *oulema*, ou jurisconsulte musulman, faisait partie de la composition de chaque Commission.

C'est donc de 1858 que datent les juridictions que nous allons avoir à étudier. La circulaire du 21 septembre 1858 (2) qui les organisait fut remplacée peu de temps après par un arrêté ministériel du 5 avril 1860 (3) qui n'y apporta d'ailleurs que des modifications de détail. Ce texte est encore à l'heure actuelle la base de l'organisation des Commissions disciplinaires.

Sauf pendant une très courte période, les Commissions disciplinaires n'ont jamais été compétentes que pour les infractions commises en territoire militaire. Un arrêté du gouverneur général du 26 février 1872 (4) avait étendu l'organisation des Commissions disciplinaires à tout le territoire algérien, mais, quelques mois après, un autre arrêté du Gouverneur général du 14 no-

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 33 et 35.

2. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 77.

3. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 78.

4. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. III, p. 24.



vembre 1874 (1) supprima ces juridictions dans les territoires civils, et ne maintint que celles qui existaient dans les territoires de commandement.

§ 2. — Organisation.

Les Commissions disciplinaires comportent trois degrés de juridictions : une Commission disciplinaire supérieure, des Commissions disciplinaires de subdivision et des Commissions disciplinaires de cercle ou d'annexe (2).

Depuis l'arrêté du 14 novembre 1874, l'élément civil se trouve normalement représenté dans la composition de toutes les Commissions disciplinaires, alors qu'auparavant, d'après les arrêtés ministériels de 1858 et 1860, les Commissions de cercle étaient entièrement compo-

1. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 443.

2. Voici la liste des subdivisions, cercles et annexes des territoires militaires où siègent des Commissions disciplinaires.

A) Division d'Alger : *a*) Subdivision de Médéa, cercle de Bou-Saada ; annexe de Sidi-Aïssa ; cercle de Boghari ; annexe de Chellala ; cercle de Djelfa. — *b*) Subdivision de Laghouat ; annexe de Ghardaïa ; cercle d'El Goléa.

B) Division d'Oran : *a*) subdivision de Mascara, cercle de Tiaret ; annexe d'Aflou. — *b*) Subdivision de Tlemcen, cercle de Lalla-Marnia ; annexe d'El-Aricha. — *c*) Subdivision d'Aïn-Sefra. Cercle de Mecharia ; annexe de Saïda ; cercle de Géryville.

C) Division de Constantine : Subdivision de Batna ; cercle de Tebessa ; annexe de Barika ; cercle de Khenchela ; cercle de Biskra ; cercle de Tougourt ; annexe d'El-Oued.

sées de militaires. Il est certain que le système actuel présente plus de garanties pour les justiciables.

La Commission disciplinaire supérieure siège à Alger. « Elle est présidée par le Gouverneur général et composée des membres suivants : 1<sup>o</sup> le Directeur général des affaires civiles et financières, vice-président ; 2<sup>o</sup> le chef du Parquet de la Cour d'appel ; 3<sup>o</sup> le chef d'État-major général ; 4<sup>o</sup> l'amiral commandant de la marine ; 5<sup>o</sup> le général commandant du génie. » (Arrêté du 14 novembre 1874, art. 2.)

En cas d'absence de l'un des membres, il est remplacé par la personne qui doit exercer l'intérim de ses fonctions normales. Si ni le Gouverneur général, ni le Directeur général des affaires civiles et financières ne sont présents, le président de la Commission sera l'un des autres membres titulaires désigné par le Gouverneur général.

Les membres suppléants prennent rang après les membres titulaires ; entre eux ils prennent rang, pour les membres civils, d'après l'ordre de préséance des membres auxquels ils se substituent ; si ce sont des militaires, les membres suppléants prennent rang entre eux d'après l'ordre que leur assigne leur grade ou leur ancienneté (art. 5 de l'arrêté du 14 novembre 1874, reproduisant un autre arrêté du 21 septembre 1873) (1).

« Les Commissions disciplinaires de subdivision sont composées : du commandant de la subdivision, président ; d'un membre du parquet ou du juge de paix ; de

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. III, p. 131.

deux officiers supérieurs de la garnison désignés par le commandant de la subdivision. » (Art. 6.)

« Les Commissions disciplinaires de cercle ou d'annexe sont composées du commandant du cercle ou chef d'annexe, président ; du juge de paix ou de son suppléant ; d'un officier de la garnison, autant que possible du grade de capitaine ou au moins commandant de compagnie ou de détachement. » (Art. 7.)

Dans les Commissions de cercle ou d'annexe, les trois membres comprennent donc normalement deux militaires et un civil ; mais en cas d'absence ou d'empêchement du juge de paix et de son suppléant, c'est un officier qui viendra les remplacer, de telle sorte que la Commission sera uniquement composée de militaires. Cet officier est toujours désigné à l'avance. Il peut remplacer soit le membre civil, soit le commandant supérieur ou chef d'annexe.

« Dans les chefs-lieux de cercle qui sont à la fois chefs-lieux de subdivision, la Commission disciplinaire est présidée par un officier supérieur délégué par le commandant de la subdivision. » (Art. 8.)

« Les fonctions de greffier sont remplies dans chaque Commission, sur la désignation du président : à Alger, par un employé civil ou un officier ; dans les chefs-lieux de subdivision, par un officier ; dans les chefs-lieux de cercle ou d'annexe par un sous-officier ou par un des secrétaires des mairies des communes mixtes ou indigènes. » (Art. 11.)

« Un interprète est désigné par le président pour faire le service près de chaque Commission. » (Art. 12.)

Pour qu'une Commission disciplinaire quelconque puisse délibérer, il suffit que trois de ses membres soient présents (art. 18). Il pourrait donc arriver que les Commissions subdivisionnaires fussent composées uniquement d'officiers, tout comme les Commissions disciplinaires de cercle ou d'annexe dans le cas où le juge de paix et son suppléant sont tous deux absents ou empêchés.

Cette absence de l'élément civil dans la composition des Commissions disciplinaires doit, autant que possible être évitée. « Il y a lieu, dit une circulaire du gouverneur général du 19 novembre 1874 (1), de veiller à l'observation rigoureuse de l'article 17 qui prescrit que les Commissions doivent toujours se réunir à jour fixe, car il importe que les chefs de parquet ou les juges de paix combinent leurs audiences de façon à pouvoir assister régulièrement aux séances desdites Commissions. Le jour et l'heure devront être arrêtés dans chaque localité après une entente préalable entre le magistrat et le commandant supérieur ou chef d'annexe. » La circulaire recommande dans le même ordre d'idées aux chefs militaires de chercher en toute occasion « à assurer le bien du service et à resserrer la bonne harmonie qui doit toujours exister entre la magistrature et l'armée ».

1. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 443, note 3.

§ 3. — Compétence.

1<sup>o</sup> COMPÉTENCE RATIONE PERSONÆ

« Les Commissions disciplinaires, dit l'article 13 de l'arrêté du 14 novembre 1874, connaissent des actes d'hostilité, crimes et délits, commis, en territoire militaire, par des indigènes de ces mêmes territoires non naturalisés citoyens français... Ces Commissions ne peuvent connaître des affaires où un citoyen français, un Européen, un Israélite ou un indigène résidant en territoire civil se trouvera partie intéressée. »

Les seuls justiciables des Commissions disciplinaires sont donc, d'après le premier alinéa de l'article 13, « les indigènes des territoires de commandement » et même le texte du second alinéa prouve que le premier n'a entendu viser que les indigènes musulmans seulement; un indigène israélite domicilié dans un territoire de commandement ne pourrait donc être jugé par ces Commissions.

Il n'est pas nécessaire que l'indigène soit originaire des territoires militaires, ni qu'il y soit domicilié, le texte dit seulement : « les indigènes de ces territoires ». C'est à dessein que l'arrêté n'a pas précisé davantage, il voulait laisser une certaine liberté d'appréciation aux Commissions. Il suffira donc que l'installation de l'indigène en territoire de commandement présente une certaine fixité; il suffira qu'il ne s'agisse pas d'un individu de passage.

Une circulaire du Gouverneur général du 9 novem-



bre 1874 (1) avait, quelques jours avant que l'arrêté du 14 novembre 1874 fût rendu, fait application de ce principe en déclarant : « En ce qui concerne les indigènes du territoire civil qui viennent s'installer provisoirement avec leurs troupeaux en territoire militaire, pendant le temps de leur séjour hors de leur tribu d'origine, ces indigènes seront, pour la police, l'administration et la juridiction, considérés comme domiciliés dans le territoire où ils résideront. » Il aurait été préférable de dire : « dans le territoire où ils séjourneront », afin de bien indiquer qu'il ne s'agit pas du territoire où les indigènes ont leur résidence habituelle, mais, tout au contraire, de celui où ils viennent s'établir. La rédaction du texte de la circulaire présente ainsi une certaine obscurité. Mais la suite du texte soulève cette difficulté et confirme bien le sens que nous donnons au mot « résideront » : « Il ne sera fait d'exception, dit-il, qu'en ce qui concerne l'impôt *Zekkat*, puisque l'autorité du lieu d'origine a par devers elle le recensement des troupeaux émigrés momentanément. » Ainsi la circulaire entend bien que le lieu d'origine des indigènes est différent du lieu où ils « résident ».

Le second paragraphe de l'article 13 de l'arrêté du 14 novembre 1874 exclut la compétence des Commissions disciplinaires dans les affaires « où un citoyen français, un Européen, un Israélite, ou un indigène résidant en territoire civil se trouvera partie intéressée ».

1. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 445, note 1.

Le texte ne parle pas des étrangers qui ne sont ni Européens, ni Israélites, comme les musulmans marocains ou tunisiens, ou les indigènes d'autres colonies françaises, mais il semble bien que la juridiction des Commissions disciplinaires ne leur est pas applicable.

L'esprit général de l'arrêté de 1874 est, en effet, de réserver cette juridiction aux indigènes des territoires militaires, c'est-à-dire de faire des Commissions disciplinaires des organes de répression ayant un caractère absolument personnel ; il n'y aurait donc pas de motifs de leur attribuer compétence sur les musulmans marocains plutôt que sur les indigènes des territoires civils. Le texte même du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 13 s'opposerait d'ailleurs à ce qu'un musulman étranger fût jugé par les Commissions disciplinaires.

Ainsi la compétence *ratione personæ* des Commissions disciplinaires n'est pas exactement la même que celle des Conseils de guerre : les indigènes du territoire civil, les étrangers non européens, les indigènes d'autres colonies, qui sont justiciables des tribunaux militaires, ne le sont pas des Commissions disciplinaires. Sous ce rapport, la compétence des Commissions disciplinaires est plus restreinte que celle des Conseils de guerre.

## 2° COMPÉTENCE RATIONE MATERIÆ

Il en est de même sous le rapport des crimes et délits qui peuvent être attribués aux Commissions disciplinaires.

Les Conseils de guerre sont, comme nous l'avons vu, la juridiction de droit commun dans les territoires de commandement. Les Commissions disciplinaires ne pourront donc connaître que des infractions dont la compétence leur est formellement attribuée par un texte précis.

Malheureusement, l'article 13 de l'arrêté du 14 novembre 1874 est conçu en termes extrêmement vagues, en sorte qu'il y a place pour beaucoup d'arbitraire dans l'attribution des affaires de la compétence des juridictions répressives des territoires de commandement. « Les Commissions disciplinaires, dit cet article, connaissent des actes d'hostilité, crimes et délits commis en territoire militaire... et qu'il est impossible de déférer aux tribunaux civils et militaires. »

Que faut-il entendre par les mots « actes d'hostilité, crimes et délits » ? Le texte seul ne permettrait pas de préciser. Une circulaire du Gouverneur général du 4 janvier 1868(1) a énuméré un certain nombre de faits rentrant dans cette dénomination, mais elle l'a fait simplement à titre d'indication et sans prétendre faire une énumération limitative. « Les commandants supérieurs des cercles, dit cette circulaire, saisiront directement à l'avenir les Commissions disciplinaires de la localité de la répression des faits rentrant dans les catégories indiquées ci-dessous : 1° coups et blessures occasionnant une incapacité de travail de moins de vingt jours ; 2° coups et blessures involontaires n'ayant pas

1. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 444, note 1 (a).

donné la mort (1) ; 3° dénonciation calomnieuse ; 4° vols simples, complicité de vol, recel, vols commis pendant la nuit sans circonstances aggravantes ; 5° tentative de vol ; 6° escroquerie ; 7° détournement de dépôt, abus de confiance ; 8° emploi de faux poids ou de fausses mesures ; 9° destruction ou mutilation d'animaux ; 10° coupe ou mutilation d'arbres, destruction de récoltes, meules incendiées ; 11° rixes ; 12° désobéissance à l'autorité, intrigues, menaces, voies de fait envers les agents de l'autorité ; 13° évasion de détenus, recèlement des auteurs des délits ; 14° vagabondage avec circonstances aggravantes. »

Cette circulaire ne fait en somme que citer des exemples, indiquer des « catégories de faits », comme elle le dit elle-même : elle ne cherche pas à délimiter exactement la compétence des Commissions disciplinaires.

Une circulaire du Gouverneur général du 24 janvier 1870 (2) prévoit également la répression des délits de chasse par ces Commissions. D'autres circulaires ou textes analogues indiquent au contraire les infractions qui sont de la compétence d'autres juridictions : les contraventions en matière de grande voirie devront être poursuivies devant les Conseils de préfecture (Circulaire du Gouverneur général du 20 mars 1874) (3) ;

1. En s'en tenant aux termes mêmes de la circulaire, il faudrait entendre par là les coups et blessures donnés involontairement, c'est-à-dire par imprudence ; on peut admettre aussi que le texte a voulu viser les coups et blessures donnés sans intention de causer la mort et ne l'ayant pas occasionnée.

2. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 444, note 1 (d).

3. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 444, note 1 (b).

les délits d'incendie devant les Conseils de guerre (Circulaire du 1<sup>er</sup> octobre 1875) (1) ; les crimes et délits commis à l'intérieur des établissements pénitentiaires et les évasions de ces établissements devant les Cours d'assises et les tribunaux correctionnels (Avis du Procureur général du 17 janvier 1881) (2). Mais nulle part nous ne trouvons de dispositions générales délimitant *ratione materie* la compétence des Commissions disciplinaires. Il y a donc place pour l'arbitraire le plus complet quant aux catégories de faits dont la connaissance doit être attribuée à ces Commissions.

Nous ajouterons qu'une plus grande précision serait presque inutile : l'arbitraire n'en subsisterait pas moins, puisque, d'après l'article 13 de l'arrêté ministériel du 14 novembre 1874, la compétence des Commissions disciplinaires est pour ainsi dire facultative. Cet article, en effet, détermine un certain nombre de conditions nécessaires pour qu'une infraction puisse être attribuée aux Commissions disciplinaires, mais toutes les infractions remplissant ces conditions ne sont pas obligatoirement jugées par les Commissions ; elles ne le sont, dit l'article 13, que s'il est « impossible de les déférer aux tribunaux civils ou militaires ».

Ce mot « impossible » est une nouvelle source de difficultés. Il est certain que, lorsque le texte de l'article 13 a été rédigé, on voulait entendre cette impossibilité dans le sens d'impossibilité matérielle pour cause d'é-

1. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 444, note 1 (c).

2. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 444, note 1 (e).



loignement. A cette époque où les communications n'étaient pas encore très faciles, dans bien des cas il était impossible, ou tout au moins très difficile, de transporter un prévenu et de faire venir des témoins depuis l'extrême limite du territoire algérien jusqu'au siège du Conseil de guerre compétent.

Dans ce cas, les Commissions disciplinaires remplaçaient le tribunal militaire et cela très avantageusement à tous les points de vue, puisque, statuant sur le lieu même des infractions, elles rendaient une justice plus prompte, plus exemplaire, et aussi plus économique.

C'est même cette raison d'économie qui a amené l'extension de la compétence des Commissions disciplinaires en dehors des limites fixées par l'article 13 de l'arrêté de 1874. Peu à peu on est arrivé à comprendre le mot « impossible » de cet article d'une manière toute différente du sens primitif, on lui a donné une signification de moins en moins précise. Il ne s'agit plus de l'impossibilité matérielle, de l'impossibilité eu égard à la distance, mais plutôt d'une impossibilité toute relative, de l'impossibilité eu égard à la nature du fait poursuivi. On étend peu à peu la compétence des Commissions disciplinaires, et on leur fait juger les infractions que l'on ne peut déférer aux Conseils de guerre, juridiction normalement compétente, de peur d'encombrer ces tribunaux. On en arrive ainsi à réserver la compétence des Conseils de guerre aux faits d'une gravité exceptionnelle pour lesquelles les Commissions disciplinaires ne sont pas armées de peines assez fortes. Dans l'article 13, au lieu de lire « les

faits qu'il est *impossible* de déférer aux tribunaux civils ou militaires », on en est arrivé à comprendre « les faits qu'il est *inutile* de déférer aux tribunaux civils ou militaires ».

Dans ces conditions, bien que les Conseils de guerre soient toujours, en principe, la juridiction ordinaire des territoires de commandement, et même l'unique tribunal véritable, on peut dire qu'en fait ils ne sont plus qu'une juridiction d'un degré supérieur, jugeant seulement les crimes et les délits les plus graves, tandis que les Commissions disciplinaires jugent les infractions courantes.

Cette tendance à faire juger les infractions les moins graves des territoires de commandement par les Commissions disciplinaires, alors que légalement elles devraient l'être par les Conseils de guerre, juridictions d'un caractère plus sévère puisqu'elles sont armées de peines plus graves, plus sévère aussi en ce qu'elles sont uniquement composées de militaires, cette tendance, disons-nous, inspire à M. Larcher une comparaison très juste avec une tendance parallèle, qu'il est facile de constater en France, qui conduit à déférer aux tribunaux correctionnels les infractions relevant normalement des Cours d'assises; c'est ce que l'on appelle, d'un mot, la correctionnalisation des crimes.

Dans la compétence *ratione materiæ*, nous n'avons pas eu à distinguer entre les diverses catégories de Commissions disciplinaires. C'est que toutes ces Commissions sont de même degré et sont appelées à juger les mêmes faits. Mais, en pratique, comme les Com-

missions disciplinaires subdivisionnaires peuvent prononcer des peines plus graves que les Commissions de cercle ou d'annexe, elles seront généralement saisies de faits également plus graves que ceux qui seront attribués à celles-ci (art. 9 de l'arrêté du 14 novembre 1874). Quant à la Commission disciplinaire supérieure d'Alger, il est inutile de parler de sa compétence, car, en fait, elle ne s'est jamais réunie.

### 3<sup>e</sup> COMPÉTENCE RATIONE LOCI.

Les Commissions disciplinaires ne sont compétentes que pour les infractions commises en territoire militaire. Bien qu'elles soient avant tout des juridictions personnelles aux indigènes originaires des territoires de commandement, elles ne peuvent connaître des faits délictueux qu'ils commettraient en territoire civil.

Nous avons vu qu'il n'en a pas toujours été ainsi. D'après un arrêté du 26 février 1872, que nous avons déjà cité, les Commissions disciplinaires existaient en territoire civil comme en territoire de commandement. Le vice-amiral de Gueydon, alors Gouverneur général, avait établi ce système en partant de cette idée, qui n'était pas dépourvue de justesse, que l'indigène, d'une extrémité à l'autre de l'Algérie, était partout identique à lui-même, ayant partout les mêmes mœurs et la même mentalité ; il en concluait que les Commissions disciplinaires étaient aussi nécessaires dans l'une que dans l'autre des extrémités de l'Algérie.

« En Algérie, écrivait-il dans un télégramme adressé au ministre de l'Intérieur le 13 août 1873, ce n'est pas le lieu qui doit régir l'acte d'hostilité envers la France ; c'est la qualité des délinquants. Les citoyens français, en quelque lieu qu'ils résident, relèvent des juridictions de droit commun. Les indigènes non naturalisés, en quelque lieu qu'ils soient, doivent être soumis au régime que notre sécurité commande. Ils constituent une catégorie à part, comme les militaires et les marins pour lesquels, à un autre point de vue, il y a des juridictions et des pénalités spéciales. »

Le système des Commissions disciplinaires dans les territoires civils disparut avec son auteur. Le général Chanzy, qui succéda à l'amiral de Gueydon, fit rendre le décret du 29 août 1874, dont l'article 16 supprimait la compétence des Commissions disciplinaires pour les territoires civils.

L'arrêté du Gouverneur général du 14 novembre 1874, faisant application de ce décret, réorganisa les Commissions disciplinaires dans les conditions où nous les voyons encore aujourd'hui.

#### § 4. — Procédure.

L'arrêté du Gouverneur général du 14 novembre 1874, réorganisant les Commissions disciplinaires, a longuement indiqué la procédure qui devait être suivie devant elles.

L'instruction est faite par « un officier titulaire des affaires indigènes du cercle ou de l'annexe où le délit

a été commis » (art. 9). Lorsqu'elle est terminée, l'officier adresse son rapport au commandant supérieur, ou chef d'annexe. C'est celui-ci qui saisit la Commission disciplinaire : « Si le fait n'exige pas une répression supérieure à celle que peut prononcer la Commission disciplinaire locale, il soumet directement l'affaire à cette Commission. Si le fait exige une punition plus forte, le rapport est adressé au commandant de la subdivision qui, selon le cas, saisit la Commission subdivisionnaire, ou envoie les pièces de l'instruction au général commandant la division » (art. 9).

Ainsi donc, c'est le commandant supérieur ou le chef d'annexe qui détermine la juridiction devant laquelle sera porté le délit. C'est lui qui doit apprécier les faits et juger de leur gravité afin de voir si l'affaire doit être renvoyée à la Commission locale ou à la Commission subdivisionnaire.

Il est certain que le renvoi prononcé ne sera pas sans influence sur la peine à intervenir ; en désignant la juridiction compétente, le commandant supérieur ou le chef d'annexe rend une décision qui peut être considérée comme un véritable jugement. Et malheureusement ce jugement dépend absolument de son arbitraire ; aucun texte ne vient réglementer son pouvoir en déterminant les cas où l'affaire devra être portée devant la Commission subdivisionnaire et ceux où elle devra l'être devant la Commission de cercle ou d'annexe. Il est bien évident que ce système ouvre la porte à un arbitraire des plus regrettables.

L'instruction terminée et la Commission saisie, l'af-



faire vient à l'audience de cette Commission. « Le prévenu, dit l'article 19 de l'arrêté du 14 novembre 1874, doit comparaître en personne devant les Commissions disciplinaires. » S'il ne comparait pas, il sera jugé comme s'il était présent, et ne jouira d'aucune voie de recours judiciaire pour faire tomber la condamnation prononcée. En cas de comparution, l'accusé a le droit de se faire assister d'un défenseur, et sur sa demande la Commission peut l'autoriser à faire entendre des témoins.

Une Commission disciplinaire de cercle ou d'annexe peut reconnaître que le crime ou le délit qui lui est déféré mérite une peine supérieure au maximum qu'elle puisse infliger. Nous verrons comment, en ce cas, l'affaire est portée devant la Commission subdivisionnaire. Lorsqu'une Commission connaît ainsi d'une affaire qui a déjà été étudiée par une Commission de cercle ou d'annexe, la comparution du prévenu n'est pas indispensable : « Pour les affaires renvoyées, dit l'article 19 § 3, après une première décision devant les Commissions subdivisionnaires, ou devant la Commission supérieure, le président décide s'il sera statué sur le rapport et la production des pièces, sans comparution du prévenu. »

Comme dans les affaires jugées par les Conseils de guerre, après un premier interrogatoire portant uniquement sur l'identité du prévenu, il est donné lecture d'un rapport sur l'affaire, analogue à l'acte d'accusation lu par le greffier dans les affaires de Cours d'assises.

Devant la Commission disciplinaire supérieure, le rap-

port est fait par un officier ou un fonctionnaire désigné par le Gouverneur général. Devant les autres Commissions, il est fait par un officier du service des affaires indigènes, et, de préférence, par l'officier instructeur qui a déjà adressé un premier rapport au commandant supérieure ou au chef d'annexe. C'est ce qui ressort des termes de l'article 10 de l'arrêté du 14 novembre 1874.

Cet article, comme malheureusement beaucoup de textes relatifs à l'Algérie, est aussi mal rédigé que possible. Au lieu de figurer à la place où il aurait dû logiquement se trouver, c'est-à-dire après les dispositions de l'article 19, il se trouve placé aussitôt après l'article 9 qui est relatif au premier rapport, celui qui est adressé au commandant supérieur. Ensuite sa rédaction est bien faite pour entretenir la confusion ainsi créée : il débute en effet par ces mots : « Le rapport est fait... », sans prévenir qu'il n'est plus question du rapport dont parlait l'article précédent, mais d'un autre, absolument différent, qui a lieu à l'audience de la Commission disciplinaire. Enfin, comme le fait remarquer M. Larcher, cet article est, par lui-même, presque incompréhensible puisqu'il se résume ainsi : « Le rapport est fait... de préférence par celui qui a fait le rapport. »

Après la lecture du second rapport, l'affaire se déroule devant les Commissions disciplinaires selon les mêmes règles que devant les conseils de guerre ; c'est du moins ce qu'il faut conclure du silence de l'arrêté à cet égard ; il semble, en effet, notamment d'après la rédac-

tion de l'article 10, que le rédacteur de l'arrêté du 14 novembre 1874 ait eu sans cesse présente à l'esprit l'organisation des Conseils de guerre. Il est du reste très naturel d'appliquer les règles de procédure des tribunaux militaires devant des juridictions qui ont été organisées pour les suppléer dans le jugement de certaines affaires.

Nous dirons donc qu'après la lecture du rapport a lieu l'interrogatoire de l'accusé, puis, s'il y a lieu, l'audition des témoins. Comme il n'y a pas de ministère public devant les commissions disciplinaires, il ne peut y avoir de réquisitoire; le rapport oral fait au début de l'audience peut d'ailleurs y suppléer. Par contre, d'après l'article 19 de l'arrêté, le prévenu peut être assisté d'un défenseur qui, selon les règles ordinaires de procédure, aura la parole le dernier. Il ne restera plus alors qu'à rendre le jugement, ce qui aura lieu dans les formes que nous allons indiquer.

#### § 5. — Jugements et peines.

Comme devant les Conseils de guerre, « les décisions sont prises à la majorité des voix, le président exprimant son avis le dernier. En cas de partage des voix, la décision de la Commission est interprétée dans le sens le plus favorable au prévenu » (art. 20). Ici encore, par conséquent, a lieu le vote à haute voix, si regrettable lorsque les juges sont des militaires de grades inégaux, parce qu'alors il leur est bien difficile de rester

dans leur rôle de magistrats et de ne pas se laisser influencer par la présence d'un supérieur.

Les membres d'une Commission disciplinaire ayant voté contre la culpabilité doivent cependant prendre part à la délibération au sujet de l'application de la peine (circulaire du procureur général du 5 avril 1896) (1), tout comme les membres des Conseils de guerre. La circulaire donne les motifs de cette obligation : « L'article 20 du décret (de l'arrêté) du 14 novembre 1874, dit-elle, se borne, il est vrai, à édicter que les décisions des Commissions disciplinaires sont prises à la majorité, sans distinguer entre la déclaration de culpabilité et l'application de la peine. Mais l'article 22 porte que le procès-verbal des délibérations doit contenir le libellé de la décision, avec l'avis, motivé ou non, de chaque membre sur la culpabilité *ou* la peine prononcée, ou sur la suite à donner à l'affaire quand le Conseil estime que la connaissance de l'infraction excède ses pouvoirs. La disjonctive *ou* ne comporte pas le sens exclusif de l'une des deux mentions de culpabilité et de pénalité.... Le législateur ne pouvait dire que chaque membre exprimerait son avis sur la culpabilité *et* la peine, puisque, si la culpabilité est écartée, il n'y a pas à délibérer sur la peine. Le sens évident de l'article 22 est que l'avis de chacun des membres doit être donné sur chaque question posée. » La suite de la circulaire démontre que cette participation des membres de la minorité de la Commission a son intérêt pour le condamné. Les membres ayant voté *non coupable* chercheront géné-

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, Supplément 1896-1897, p. 39.

ralement à faire appliquer le minimum de la peine, et il suffira peut-être que l'un de leurs collègues réclame également l'application du minimum pour que la minorité se transforme, sur la question de l'application de la peine, en majorité, ou pour que, si la Commission disciplinaire siège en nombre pair, ce qui peut se produire pour les Commissions subdivisionnaires (ou, théoriquement, pour la Commission supérieure), le condamné puisse bénéficier de l'adoucissement de la peine qui peut résulter pour lui du partage des voix, conformément à l'article 20 de l'arrêté du 14 novembre 1874.

Il peut arriver que la Commission de cercle ou d'annexe saisie d'une affaire reconnaisse le prévenu coupable, mais considère d'autre part que le fait qu'elle a à juger mérite une peine supérieure au maximum que l'arrêté du 14 novembre 1874 lui permet d'infliger.

Dans ce cas, d'après l'article 21, « elle consigne au procès-verbal son avis motivé sur les causes qui l'empêchent de se prononcer et sur la suite qui lui paraît devoir être donnée à l'affaire. » Cette suite sera évidemment, dans le cas ordinaire, le renvoi, par le gouverneur général, de l'affaire devant une Commission disciplinaire de subdivision, si la première Commission était une Commission de cercle ou d'annexe. Mais il pourra également arriver que le Gouverneur général ne renvoie pas l'affaire, soit qu'il veuille laisser le fait sans sanction, soit qu'il use à son égard des pouvoirs propres de répression qui lui appartiennent, soit enfin qu'il fasse poursuivre le délinquant devant le Conseil de guerre.



La sentence des Commissions disciplinaires se trouve exprimée dans un acte nommé procès-verbal. « Le procès-verbal doit contenir : 1° les noms et qualités des membres de la Commission présents ; 2° les noms, l'âge et la profession du prévenu, l'indication de sa tribu et la mention que cette tribu est en territoire militaire ; 3° l'indication sommaire des motifs de sa comparution ; 4° le libellé de la décision avec l'avis, motivé ou non, de chaque membre sur la culpabilité ou la peine prononcée, ou sur la suite à donner à l'affaire ; 5° les propositions relatives aux dommages-intérêts (art. 22).

« Le procès-verbal signé par les membres présents, le rapport et les pièces sont, dans tous les cas, transmis, par la voie hiérarchique, au Gouverneur général, après que le général commandant la subdivision et le général commandant la division ont émis leur avis sur la suite à donner à la décision rendue et aux propositions faites (art. 23).

« Le procès-verbal, revêtu du visa approbatif ou des observations du Gouverneur général, est renvoyé, par la voie hiérarchique, aux commandants de subdivision, de cercle ou d'annexe, pour servir à ce que de droit et être conservé aux Archives locales » (art. 24).

Les condamnations prononcées par les Commissions disciplinaires ne sont ainsi que des propositions de peines. Les condamnations ne deviennent définitives qu'après avoir été approuvées et contresignées par le Gouverneur général. Cependant « les peines de prison datent du jour de la décision et reçoivent une exécution provisoire immédiate » (art. 15).

Quelles sont les peines qui peuvent être prononcées, ou, plus exactement, proposées, par les Commissions disciplinaires ?

D'après l'article 14, « la Commission disciplinaire supérieure peut proposer l'éloignement de l'Algérie, ou l'internement des indigènes signalés comme dangereux pour le maintien de la domination française ou de l'ordre public. » Elle peut également proposer des peines de prison ou d'amende ; l'article 14 ne fixe pas de maximum.

Cet article n'a d'ailleurs qu'un intérêt purement théorique, puisque le Gouverneur général n'a jamais convoqué la Commission disciplinaire supérieure depuis qu'elle a été réorganisée par l'arrêté du 14 novembre 1874. Le Gouverneur prononce lui-même directement et *proprio motu* les internements qu'il juge nécessaires.

La dernière séance de la Commission disciplinaire supérieure a eu lieu le 20 novembre 1873. « Dans cette séance, un avocat s'était laissé aller à une critique violente de l'institution des Commissions disciplinaires et de la politique suivie par le Gouverneur vis-à-vis des indigènes à qui on refusait le droit commun. »

Les Commissions disciplinaires de subdivision et les Commissions disciplinaires de cercle ou d'annexe peuvent prononcer la détention ou l'amende dans les limites suivantes : le maximum des condamnations que peuvent prononcer les Commissions subdivisionnaires est de un an de prison et de mille francs d'amende ; le maximum de celles des Commissions de cercle ou d'an-

nexe est de deux mois de prison et de deux cents francs d'amende.

La peine de l'emprisonnement est subie dans un pénitencier indigène. Cette peine étant très dispendieuse, puisqu'il faut entretenir les prisonniers et que le travail fourni par eux est loin de compenser les frais qu'ils occasionnent, une circulaire du Gouverneur général du 19 novembre 1874 (1) rappelle aux présidents et aux membres des Commissions disciplinaires « qu'ils doivent, toutes les fois que la fortune du prévenu le permettra, prononcer, simultanément avec la prison, une peine d'amende. Outre que les peines pécuniaires sont très sensibles aux indigènes, c'est là un moyen équitable de diminuer les charges des budgets des communes indigènes, auxquels incombent, directement ou par voie de contingents, le paiement des frais d'entretien des détenus. »

D'autres circulaires du Gouverneur général du 13 décembre 1876 et du 20 juin 1877 (2) rappellent qu'il est « dans l'esprit de la circulaire du 14 novembre 1874 (19 novembre) que l'amende, peine accessoire, soit toujours imposée en tenant compte de la situation de fortune du délinquant, et que c'est dans ce but qu'il est de règle de placer toujours dans le dossier des affaires un état de fortune des inculpés. »

D'après les mêmes circulaires, « les amendes infligées doivent être individuelles ; en les rendant soli-

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 443, note 3.

2. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 445, note 2.

dares, on s'exposerait à dépasser, au préjudice d'un seul individu solvable d'un groupe, le taux de deux cents ou mille francs, fixé par l'article 16 de l'arrêté du 14 novembre 1874. »

L'article 15 § 2 de l'arrêté du 14 novembre 1874 est ainsi conçu : les Commissions disciplinaires « formulent, le cas échéant, des propositions relatives aux dommages-intérêts à allouer et à leur répartition. » Les circulaires des 13 décembre 1876 et 20 juin 1877, dont nous venons de parler, laissent toute latitude en ce qui concerne ces dommages-intérêts dont le chiffre maximum reste ainsi indéterminé.

Quel sera l'effet des « propositions relatives aux dommages-intérêts » dont parle l'article 15 ? Comme le fait remarquer une circulaire du Gouverneur général du 1<sup>er</sup> octobre 1875 (1), les Commissions disciplinaires ne peuvent être considérées comme des juridictions dont les décisions constituent chose jugée.

Voici, d'après une Circulaire du Gouverneur général du 6 mai 1881 (2), quel serait l'effet d'une proposition de dommages-intérêts au profit d'un individu formée par une Commission disciplinaire : « Une décision de Commission disciplinaire, rendue contre un indigène du territoire civil lors de son séjour en territoire de commandement et lui imposant le paiement de dommages-intérêts au profit de la partie lésée, constitue pour celle-ci un titre qu'elle doit faire valoir devant le

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 444, note 1.

2. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 445, note 2.

juge compétent du domicile de l'indigène puni. Le procès-verbal de la Commission établit le point de fait, mais le juge du territoire civil, juge de paix ou cadi, jugeant au civil, peut augmenter ou diminuer la quotité des dommages-intérêts proposés par la décision de la Commission disciplinaire. »

M. Larcher fait très justement remarquer que la décision de la Commission disciplinaire n'a même pas l'effet indiqué par la circulaire du 6 mai 1881. Comme le disait la circulaire du 1<sup>er</sup> octobre 1875, la Commission disciplinaire n'est pas un tribunal, sa décision n'a pas l'autorité de la chose jugée.

Aucun tribunal n'est donc obligé de respecter les décisions de ces Commissions, et un juge de paix ou un cadi peut très bien rejeter une demande de dommages-intérêts basée sur une « proposition de dommages-intérêts » formée par une Commission disciplinaire.

« La décision de la Commission disciplinaire sera, pour le juge de paix, un élément d'appréciation, pas davantage. Elle n'établit même pas le point de fait, car les Commissions disciplinaires, œuvre non pas législative, mais simplement réglementaire, ne sont pas des tribunaux, et leurs décisions, à aucun point de vue, ne sauraient lier les véritables tribunaux(1). »

Du principe que les décisions des Commissions disciplinaires n'emportent pas chose jugée, on peut tirer d'autres conséquences. D'abord les condamnations qu'elles infligent ne peuvent être portées au casier

1. LARCHER, *Législation Algérienne*, t. I, p. 743.



judiciaire du condamné, pas plus que les punitions infligées directement aux militaires par leurs supérieurs hiérarchiques. On a en effet fréquemment comparé les pouvoirs des Commissions disciplinaires sur les indigènes des territoires de commandement à ceux qu'ont dans l'armée les officiers sur les militaires sous leurs ordres.

Autres conséquences qui ne sont que d'autres applications du même principe : Les condamnations prononcées par les Commissions disciplinaires n'entraînent aucune incapacité pour le condamné ; elles n'entrent pas en ligne de compte pour le mettre en état de récidive, par conséquent elles ne comptent pas pour la relégation ; elles ne sont pas un obstacle à l'application du sursis conditionnel pour les condamnations postérieures, pas plus qu'elles ne font perdre le bénéfice du sursis lorsqu'il a été accordé pour des condamnations antérieures.

Les décisions des Commissions disciplinaires n'émanant pas de tribunaux véritables, il en résulte encore qu'elles ne sont pas susceptibles de recours en cassation. D'autre part, elles ne sont pas non plus susceptibles d'appel, aucune juridiction ni aucune autorité n'étant compétentes pour recevoir les appels de ces Commissions. Nous avons vu, d'autre part, que ces juridictions, quel que soit leur nom : Commission supérieure, Commissions subdivisionnaires, Commissions de cercles ou d'annexes, sont toutes du même degré et que les deux premières catégories ne jouent pas le rôle de juridictions d'appel vis-à-vis des décisions des Com-

missions de la catégorie la moins élevée. Il en résulte donc que, contre les condamnations prononcées par les Commissions disciplinaires et approuvées ensuite par le gouverneur général, aucun recours judiciaire n'est possible.

Un individu ainsi condamné n'aura donc d'autre voie de recours que le recours devant le ministre de l'Intérieur. Quelle sera la nature de ce recours? Le *Répertoire Général du Droit Français* de Fuzier-Herman (1) fait remarquer que ce ne sera pas un appel : « L'autorité dont le Gouverneur général se trouve investi dans l'organisation actuelle n'a pas son principe dans une attribution attachée à la fonction, mais dans une délégation du pouvoir ministériel. Il en résulte que c'est le même pouvoir qui statue dans les deux cas, et que la décision du ministre ne constitue pas une décision d'appel ou du deuxième degré de juridiction. Le recours devant le ministre de l'Intérieur n'a donc qu'un caractère d'ordre administratif et hiérarchique; ce n'est point l'appel contentieux proprement dit », ce n'est qu'un recours gracieux.

### SECTION III

#### EXISTE-T-IL D'AUTRES JURIDICTIONS RÉPRESSIVES

##### INDIGÈNES ?

A côté des Conseils de guerre et des Commissions disciplinaires, existe-t-il, dans les territoires de commandement, d'autres juridictions répressives indigènes ?

1. V<sup>o</sup> *Algérie*, n<sup>o</sup> 1583.

Dans ces territoires, des peines peuvent bien encore être infligées aux indigènes par certaines autorités, commandants militaires ou chefs indigènes, mais ces autorités ne peuvent être qualifiées de juridictions, ce n'est donc pas dans ce chapitre consacré aux juridictions répressives indigènes des territoires de commandement que nous devons étudier les pouvoirs répressifs de ces autorités, mais dans celui que nous consacrerons au Régime de l'Indigénat.

On pourrait objecter que nous venons d'étudier les Commissions disciplinaires qui ne sont pourtant pas de véritables tribunaux, mais qui appliquent des peines aux indigènes musulmans des territoires de commandement d'une manière passablement arbitraire.

Mais si nous avons placé dans ce chapitre l'étude de ces Commissions, c'est que, si elles ne sont pas de véritables tribunaux judiciaires, rendant de véritables jugements, elles sont cependant organisées sur le même modèle : elles font l'application de textes assez complexes, rendent leurs décisions suivant des formes précises, suivent une procédure déterminée assez analogue à celle des autres juridictions de répression, en sorte qu'elles ont avec les tribunaux répressifs, au sens propre du mot, bien des traits de ressemblance et que l'on peut leur appliquer le terme de juridictions répressives, d'autant plus qu'elles peuvent connaître de beaucoup d'infractions de droit commun.

Au contraire, comme nous le verrons plus loin, lorsque les fautes plus légères des indigènes des territoires de commandement sont punies directement par

des officiers français, par des fonctionnaires ou par des chefs arabes, la peine est prononcée sans aucune formalité, sans la moindre apparence de jugement ; elle est, pour ainsi dire, donnée de la main à la main.

Ces pouvoirs de répression tout particuliers que l'on ne peut comparer, parmi nos institutions françaises, qu'aux pouvoirs que possèdent dans l'armée les supérieurs hiérarchiques sur les militaires sous leurs ordres, ces pouvoirs ne peuvent être rapprochés de la juridiction d'un tribunal de répression sur ses justiciables. C'est pourquoi nous les étudierons dans un chapitre spécialement consacré au régime de discipline auquel sont soumis les indigènes musulmans algériens.

---

## CHAPITRE III

### Territoires Civils

---

Le système des juridictions de répression des territoires civils algériens est totalement différent de celui des territoires de commandement. Alors que dans ceux-ci nous avons vu fonctionner un système qui avait tout au moins le mérite de la simplicité, dans les territoires civils fonctionne un ensemble de juridictions beaucoup plus complexe, dont les différents organes, sauf pour les tribunaux de simple police, n'ont été organisés que par des lois et des textes récents.

Ainsi que nous l'avons fait pour l'étude des territoires de commandement, nous ne nous occuperons d'abord que des juridictions proprement dites, les tribunaux de simple police, les tribunaux répressifs indigènes et les cours criminelles, pour renvoyer à plus tard l'étude du Régime de l'Indigénat, et particulièrement celle des infractions au Code de l'Indigénat proprement dit.



## SECTION I

### TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE

#### § 1. — Communes de plein exercice

##### 1° HISTORIQUE

L'arrêté du 22 octobre 1830 (1) avait confié la connaissance « de toutes les contraventions dont la connaissance est attribuée par le Code français aux juges de paix concurremment avec les maires jugeant en matière de police », aux tribunaux correctionnels, ou, plus exactement, à ce qui en tenait alors lieu, les « tribunaux de police correctionnelle », composés du commissaire général de police, président, et de deux assesseurs français.

Plus tard, les contraventions furent jugées par un magistrat spécialement délégué pour faire les fonctions de juge de paix. Mais les véritables juges de paix ne furent introduits en Algérie, comme nous l'avons d'ailleurs vu, que par l'ordonnance du 26 septembre 1842 qui leur donna exactement les attributions appartenant alors aux juges de paix métropolitains. Toutefois un certain nombre de textes postérieurs (2) accorda à certaines justices de paix des compétences spéciales pour certains délits correctionnels de peu d'importance, et notamment en matière de chasse et de délits forestiers.

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 383.

2. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 418.

Un décret du 14 mai 1850 (1) vint étendre la compétence répressive de tous les juges de paix algériens : désormais ils connurent, mais à charge d'appel devant les tribunaux correctionnels, de tous les délits forestiers dont l'importance ne dépassait pas la somme de 150 francs.

Le décret du 19 août 1854 (2) créa les justices de paix à compétence étendue. Les juges de paix de cette catégorie connurent, en outre des infractions de la compétence de leurs collègues ne bénéficiant pas de ce décret, « de toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels, des infractions aux lois sur la chasse, et de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à six mois d'emprisonnement et 500 fr. d'amende. »

Le décret du 19 août 1854 est encore, à l'heure actuelle, le texte essentiel déterminant la compétence des juges de paix à compétence étendue, tant en matière répressive qu'en matière civile.

## 2° ORGANISATION

Aujourd'hui donc, il y a encore lieu de distinguer les justices de paix à compétence ordinaire, ou restreinte, et les justices de paix à compétence étendue (3).

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 416.

2. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 417.

3. Nous conservons ces dénominations pour distinguer les deux catégories de justices de paix, malgré la loi du 12 juillet 1905 qui a étendu la compétence civile des juges de paix « à compétence restreinte ».

Depuis la loi du 12 juillet 1905 on a pourtant contesté l'existence en Algérie de deux catégories de juges de paix. Cette loi avait pour objet d'étendre en France la compétence des juges de paix en matière civile jusqu'à 300 francs en premier ressort et jusqu'à 600 francs à charge d'appel. Dès lors deux questions se posaient : 1° Cette extension de compétence était-elle applicable aux juges de paix algériens ; 2° dans l'affirmative, la loi du 12 juillet 1905 ramenait-elle à 300 et 600 francs, en matière civile, la compétence des juges de paix à compétence étendue ? En d'autres termes, la loi du 12 juillet 1905 était-elle applicable en Algérie, et si elle l'était, abrogeait-elle le décret du 19 août 1854 ?

Pour ce qui est de la première question, l'affirmative est à peu près unanimement soutenue par la doctrine en vertu du principe que les lois modificatives d'une autre loi déjà en vigueur en Algérie y sont applicables de plein droit, sans qu'il soit besoin, dans la loi nouvelle, d'une déclaration expresse d'applicabilité (1). C'est aussi la solution la plus fréquemment acceptée par la jurisprudence, et notamment par la Cour de cassation.

M. Beauchet fait toutefois remarquer (2) que la jurisprudence n'est pas absolument constante sur le point de l'applicabilité de plein droit à l'Algérie des lois venant modifier des textes qui y sont eux-mêmes applicables : elle a écarté, assez arbitrairement, l'applica-

1. DALLOZ, 1906, 2.81.

2. *Eod. loco*, en note.

tion d'un certain nombre de lois concernant l'organisation judiciaire, notamment de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury et d'une partie de la loi du 30 août 1883 sur la réorganisation de la magistrature et l'inamovibilité de la magistrature assise. M. Beauchet critique vivement la regrettable négligence dont le législateur fait preuve dans les lois nouvelles, celui-ci n'indiquant pas, le plus souvent, si les lois qu'il édicte sont ou ne sont pas applicables à l'Algérie. Cette incertitude est d'autant plus regrettable qu'aucune règle générale n'existe sur ce point, alors qu'il serait si facile d'en établir une.

Quoi qu'il en soit, on admet généralement, comme nous venons de le dire, que l'on doit appliquer de plein droit en Algérie les lois modificatives ou abrogatives d'un texte qui y était lui-même applicable, tandis que pour les autres lois, il faut une disposition spéciale (1).

Mais la loi du 12 juillet 1905 est-elle une loi modificative d'un texte antérieurement en vigueur en Algérie, en l'espèce de la loi du 25 mai 1838 ? Ceci ne semble pas douteux, et quelque critiquable que soit la distinction faite par la jurisprudence entre les lois modificatives et les autres lois, si l'on accepte cette distinction, on doit admettre que les juges de paix algériens à compétence restreinte ont vu, à la suite de la loi du 12 juillet 1905, leur compétence portée à 300 francs

1. Voyez sur ce point la note ci-dessus indiquée, et LARCHER *Législation algérienne*, t. II, p. 187, ainsi que les ouvrages auxquels renvoient ces passages.

en dernier ressort et 600 francs à charge d'appel (1).

Ce premier point n'a du reste pas, par lui même, grand intérêt pour nous, puisque la compétence des juges de paix en matière répressive n'est pas touchée par la loi du 12 juillet 1905. Mais il nous amène à la seconde question : la loi du 12 juillet 1905 a-t-elle supprimé les justices de paix à compétence étendue qui existaient en Algérie ? Sur ce second point, nous répondrons négativement ; si l'on admet que la loi du 12 juillet 1905 est applicable en Algérie, on doit reconnaître qu'elle n'abroge cependant pas le décret du 19 août 1854. Lorsqu'une loi est muette sur un point donné, il est permis, à défaut du texte, de rechercher quelle a été l'intention du législateur. Or l'esprit de la loi du 12 juillet 1905 est bien en faveur des solutions que nous avons données. Cette loi a été faite, en effet, pour donner satisfaction à la tendance actuelle de l'opinion qui réclame l'extension de la compétence des juges de paix, juridiction populaire qui statue rapidement et à peu de frais. Voilà pourquoi la loi du 12 juillet 1905 a porté la compétence de ces magistrats de 100 à 300 francs en dernier ressort et de 200 francs à 600 à charge d'appel.

Or cette même tendance se retrouve en Algérie ; elle

1. En ce sens : Tribunal de paix de Souk-Ahras, 22 septembre 1905 (Dalloz, 1906. 2. 81). — En sens contraire, Tribunal de paix de Guelma, 16 septembre 1905 (Dalloz, 1906. 2. 81) ; Tribunal civil de Philippeville, 1<sup>er</sup> février 1906 (Dalloz, 1906. 5. 33) ; Tribunal de paix de Souk-Ahras, 12 octobre 1906 (Dalloz, 1906. 5. 65).



répond même à un besoin de s plus intenses, y a preuve en est que dès l'institution des juges de paix en Algérie, il a fallu, en 1854, créer des juges de paix à compétence étendue, alors que ce n'est qu'en 1905 qu'on a songé à étendre la compétence des juges de paix métropolitains.

C'était d'ailleurs très naturel, puisque en Algérie il existe, en outre de ceux que l'on retrouve en France, un motif spécial de favoriser la juridiction des tribunaux de paix : c'est que, en raison de la grande étendue des circonscriptions judiciaires, du nombre des habitants et de leur peu de fortune, le juge de paix se trouve être la seule juridiction à la portée de la plupart des justiciables.

Il est donc logique, lorsque le législateur fait une loi étendant la compétence des juges de paix, qu'il rende cette loi applicable à l'Algérie dans la mesure où elle peut étendre la compétence de ces magistrats. Mais d'autre part il serait absolument illogique de dire que cette loi d'extension de compétence abroge l'extension de compétence antérieurement accordée à certains des juges de paix algériens. La volonté du législateur a été, bien certainement, de donner aux juges de paix une autorité, une compétence et un prestige plus grands que ceux dont ils jouissaient auparavant. La loi du 12 juillet 1905 ayant eu pour objet d'étendre la compétence des juges de paix, il serait contraire à l'esprit de cette loi d'en tirer des conséquences non prévues par le législateur pour restreindre la compétence des juges

de paix à compétence étendue qui forment la très grande majorité des juges de paix algériens.

Nous concluons donc qu'il existe encore en Algérie deux catégories de juges de paix que nous continuerons à appeler, pour les distinguer, juges de paix à compétence restreinte ou ordinaire et juges de paix à compétence étendue.

Ces juges de paix, vu l'importance et l'étendue de leurs fonctions, sont assistés de suppléants, généralement au nombre de deux. Les fonctions de Ministère public sont remplies par un officier de police désigné par le procureur général.

Il est à remarquer que dans certaines régions éloignées de l'Algérie, particulièrement, depuis un décret du 25 juin 1906 (1), dans la région des oasis, les fonctions de juges de paix sont remplies par des officiers; nous n'avons pas à parler de ces juges de paix militaires, puisqu'ils n'existent qu'en territoire militaire et n'ont par suite à juger, en matière répressive, que les Européens et les Israélites; ce ne sont donc pas des juridictions répressives indigènes.

Il faut toutefois remarquer que, si ces officiers n'ont pas, en leur qualité de juges de paix militaires, à juger les infractions commises par des indigènes, leurs pouvoirs disciplinaires de commandants de cercle ou de chefs d'annexe leur attribuent pourtant certains pouvoirs de répression sur lesquels nous reviendrons quand nous étudierons le Régime de l'Indigénat.

1. *Journal officiel* du 30 juin 1906.

### 3° COMPÉTENCE

a). — *Juges de paix à compétence ordinaire.* — Nous avons peu de choses à dire de la compétence en matière répressive des juges de paix à compétence ordinaire, car elle ne présente aucun caractère particulier, étant identique à celle des tribunaux de simple police métropolitains.

Quant aux personnes, ces juges de paix ont une compétence générale; il n'y a pas de distinctions à faire suivant la nationalité, la race ou la religion du prévenu. Le juge de paix est compétent quel que soit l'individu ayant commis une infraction relevant de lui.

Quant au lieu de l'infraction, les tribunaux de simple police algériens ne présentent rien de remarquable; chaque juge de paix est compétent pour les infractions commises ou constatées dans les limites de sa circonscription et dans ces limites seulement.

Pour ce qui est de la détermination des infractions relevant de ces juges de paix, il suffit encore de se reporter à la compétence des tribunaux de simple police métropolitains. La seule exception à ce principe résulte d'un texte que nous avons déjà vu plus haut, le décret du 14 mai 1850, qui attribue aux juges de paix compétence pour tout délit ou contravention en matière forestière dans lequel l'importance du dommage, de l'aveu du plaignant, ne dépasse pas la somme de 150 francs.

b). — *Juges de paix à compétence étendue*. — La compétence *ratione personæ* et *ratione loci* des juges de paix à compétence étendue, comme celle des juges de paix à compétence restreinte, est absolument identique à celle des juges de paix métropolitains.

Quant à leur compétence *ratione materiæ*, elle est déterminée par l'article 2 du décret du 19 août 1854 (1) qui est ainsi conçu :

« .... En matière correctionnelle ils connaissent : 1° De toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels qui sont commises ou constatées dans leur ressort ; 2° des infractions aux lois sur la chasse ; 3° de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de six mois d'emprisonnement ou de 500 francs d'amende. »

Ainsi les juges de paix à compétence étendue, qui sont de beaucoup les plus nombreux, ont, ainsi que l'indique leur nom, tant en matière répressive qu'en matière civile, une compétence plus étendue que celle des autres juges de paix. En outre des infractions qui sont normalement de la compétence des tribunaux de simple police, ils connaissent d'un certain nombre de faits. D'abord, d'après le texte précité « des contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels ». Que faut-il entendre par cette expression ?

D'après M. Larcher, les tribunaux correctionnels n'étant pas compétents pour juger des contraventions proprement dites, il faut chercher une autre signification

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 417.

au mot « contraventions » et dire que le décret a voulu viser les délits involontaires. On appelle en effet « contraventions », au sens large du mot, les infractions à la loi pénale qui ne sont pas intentionnelles ; on leur oppose les délits, *lato sensu*, qui comprennent toutes les infractions qui ne sont punissables que si leur auteur avait « l'intention délictuelle ».

C'est dans ce sens, d'après M. Larcher, que le décret du 19 août 1854 emploierait le mot « contraventions ». « Dans la catégorie des infractions non intentionnelles (contraventions) rentrent les contraventions de police et quelques délits correctionnels, tels que les délits fiscaux (contrebande de douane, délits en matière de contributions indirectes, etc.), les délits de chasse, de pêche, etc. (1). » Il faut y joindre les délits qui, par leur nature même, ne sont pas intentionnels, comme l'homicide par imprudence.

Le sens à donner au texte du décret du 19 août 1854 serait ainsi, dit M. Larcher, que « le juge de paix à compétence étendue connaît de ces délits, quelle que soit la peine encourue, alors même qu'elle excéderait les six mois d'emprisonnement et les 500 francs d'amende qui forment la limite de sa compétence en ce qui concerne les autres délits (2). »

Ce n'est pas ainsi, cependant, que la jurisprudence a interprété le texte ; dans un grand nombre d'arrêts elle a déclaré que les juges de paix algériens ne peuvent

1. GARRAUD, *Précis de Droit criminel*, 6<sup>e</sup> édition, p. 61.

2. LARCHER, *Législation algérienne*, t. I, p. 565.



juger que les infractions passibles d'une peine maxima de six mois de prison et 500 francs d'amende. M. Larcher estime qu'en donnant cette signification à l'article 2 du décret du 19 août 1854, la jurisprudence supprime purement et simplement le 1<sup>o</sup> de cet article.

Il est cependant facile de justifier l'opinion de la jurisprudence. Il ne faut pas donner au texte du décret du 19 août 1854 une autre signification que celle qui ressort bien clairement des termes de ce décret. Ce texte attribue aux juges de paix la connaissance des « contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels ». M. Larcher détourne sans motifs le mot « contraventions » de sa signification usuelle. C'est qu'il est, en effet, inexact de dire qu'aucune contravention n'est de la compétence des tribunaux correctionnels, il est possible, au contraire, d'en citer un certain nombre.

Il est même un cas prévu par le Code d'instruction criminelle dans lequel les tribunaux correctionnels peuvent juger des contraventions : l'article 192 de ce Code décide que les tribunaux d'arrondissement peuvent juger en premier et dernier ressort les contraventions dont ils se trouvent saisis et dont le renvoi n'est demandé ni par le ministère public, ni par la partie civile. Il est vrai que la disposition de l'article 192 n'est pas une véritable attribution de compétence, et si les tribunaux d'arrondissement ne pouvaient connaître de contraventions que dans ce cas, l'opinion de M. Larcher pourrait encore se soutenir.

Mais les tribunaux correctionnels peuvent connaître d'autres contraventions : en vertu de l'article 171 du

Code forestier de 1827, ils sont encore compétents en matière de contraventions forestières. « Toutes les poursuites, dit cet article, exercées au nom de l'Administration générale des Forêts et à la requête de ses agents en réparation de délits *ou contraventions* en matière forestière, sont portées devant les tribunaux correctionnels, lesquels sont seuls compétents pour en connaître. »

Il est vrai que la loi forestière relative à l'Algérie du 21 février 1903 a modifié ce point dans son article 150, mais nous n'avons à nous occuper que de ce qui se passait lors du décret du 19 août 1854.

Or le décret du 14 mai 1850 n'avait étendu la compétence des juges de paix algériens en matière de contraventions et délits forestiers que pour le cas où le dommage causé n'était pas supérieur à 150 francs ; il pouvait se faire que la partie civile réclamât comme dommages-intérêts une somme supérieure à 150 francs, bien que l'infraction ne fût qu'une contravention. Dans ce cas le 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret du 19 août 1854 avait son utilité, puisque sans lui le tribunal compétent aurait été le tribunal correctionnel.

L'article 95 de la loi du 21 avril 1810 attribue encore compétence aux tribunaux correctionnels pour toutes les contraventions en matière de mines. Et il serait sans doute possible de trouver d'autres exemples justifiant l'utilité du 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret du 19 août 1854.

Dans tous les cas, depuis le décret du 19 août 1854 plusieurs textes sont encore venus augmenter la compétence des tribunaux correctionnels en matière de con-

traventions. Nous citerons notamment les décrets des 26 décembre 1884, 27 juin 1887, 27 juin 1893, 3 mars 1897 parce que ces textes ont donné lieu à des difficultés pratiques sur le point qui nous intéresse.

Ces décrets en effet, et notamment celui du 27 juin 1887, disent que la compétence des tribunaux correctionnels est exclusive pour toutes les contraventions qu'ils établissent en matière fiscale. Ces textes se trouvent ainsi en conflit avec l'article 2 du décret du 19 août 1854 étendant la compétence des juges de paix algériens à toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels. La Cour d'Alger dans un arrêt du 18 octobre 1894 (1) a décidé que la difficulté devait être tranchée en faveur de la compétence des juges de paix. Et elle donne de très bonnes raisons pour justifier sa solution : « Si l'article 34 (du décret du 27 juin 1887), dit-elle, qualifie d'exclusive la compétence du tribunal correctionnel, c'est pour exclure la juridiction civile pour les questions civiles naissant des procès-verbaux, mais non pour exclure celle des juges de paix à compétence étendue en matière de contraventions. La compétence des juges de paix à compétence étendue en matière de contraventions est générale, forme le droit commun, s'applique à toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels prévues par la loi nouvelle comme par la loi ancienne, à moins d'une dérogation formelle, non douteuse. Dès lors, toute contravention déferée au tribunaux correctionnels l'est,

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1894.2.477.

par cela même, au juge de paix siégeant correctionnellement, si elle est commise ou constatée dans son ressort. »

Même solution et motifs analogues dans un arrêt de la Cour de cassation du 18 décembre 1897, rendu sur un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Alger du 27 février 1897 (1).

Le 2° de l'article 2 du décret du 19 août 1854 donne encore compétence aux juges de paix en matière d'infraction aux lois sur la chasse. Ce 2° est un argument probant en faveur de la solution de la jurisprudence et du sens qu'elle donne au mot « contravention » dans le 1° du même article. Si l'on admet, comme M. Larcher, que ce mot a la signification de « délits involontaires », le 2° de l'article devient inutile ; M. Larcher est en effet obligé de reconnaître que le 2° n'ajoute absolument rien au 1° entendu comme il l'entend : en matière de chasse, le délit existe indépendamment de l'intention ; c'est même un exemple couramment donné des « délits contraventionnels ».

Si donc le législateur dans son 1° avait donné au mot « contraventions » le sens de « délits contraventionnels », le 2° de l'article ne pourrait s'expliquer que par une erreur de sa part, tandis que si l'on donne, comme le fait la jurisprudence, à ce mot son sens habituel, il ne subsiste absolument aucune difficulté.

Enfin l'article 2 du décret du 19 août 1854, dans le 3° de son alinéa 3 donne encore compétence aux tribu-

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1897.2.433.

naux de paix à compétence étendue pour tous les délits « qui n'emportent pas une peine supérieure à celle de six mois d'emprisonnement ou de 500 francs d'amende ».

La jurisprudence admet que cette disposition ne restreint pas la compétence des juges de paix à l'un ou à l'autre des cas qu'elle prévoit, c'est-à-dire qu'elle n'exclut pas la compétence des juges de paix quand les faits poursuivis peuvent être punis cumulativement de la peine d'emprisonnement et de la peine d'amende dans les limites qu'elle détermine.

Nous nous rangeons sur ce point à l'avis de M. Lar-cher (1) qui critique cette jurisprudence, et notamment un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 11 mai 1876 (2) qui, dans une affaire de tentative de corruption à l'égard d'un interprète assermenté, avait rejeté le pourvoi du condamné, ce pourvoi étant basé notamment sur l'incompétence du juge de paix de Bel-Abbès, juge de paix à compétence étendue, incompétence motivée par ce fait que le délit, aux termes du paragraphe 2 de l'article 179 du Code pénal, pouvait être puni d'une peine maxima de six mois d'emprisonnement et 300 francs d'amende. La Cour de cassation aurait évidemment dû casser l'arrêt du tribunal de simple police, car on ne peut nier que six mois de prison et 300 francs d'amende soient « une peine supérieure à six mois d'emprisonnement ou à 500 francs d'amende ».

1. *Législation algérienne*, t. I, p. 565.

2. DALLOZ, 1877, 1. 462.



La Cour de cassation devait donc déclarer le juge de paix incompétent.

Nous ne nous dissimulons d'ailleurs pas que la solution que nous donnons puisse donner lieu à de sérieuses difficultés pratiques. Supposons un délit qui puisse être puni d'un maximum de deux mois de prison et 300 francs d'amende. Ces peines cumulées seront-elles supérieures à six mois d'emprisonnement ; seront-elles supérieures à 500 francs d'amende ? Nul ne peut le dire, car cela dépend uniquement de l'appréciation de chacun ; les uns préféreraient payer 200 francs d'amende en plus pour être quittes des deux mois de prison ; les autres aimeraient mieux accomplir l'emprisonnement.

C'est sans doute pour éviter ces difficultés, possibles chaque fois que la loi permet de cumuler l'emprisonnement et l'amende pour la répression d'un même délit, que la jurisprudence s'est décidée à adopter un système d'une application pratique plus facile, mais qui est absolument en contradiction avec le texte de l'article 2, § 3, du décret du 19 août 1854.

Il est des infractions que la loi ne punit que d'une amende, mais en laissant indéterminé le chiffre maximum de cette amende. C'est le cas des délits réprimés par les articles 444 et suivants du Code pénal (dommages aux récoltes ou aux propriétés, mort volontairement donnée aux bestiaux d'autrui). Le tribunal de simple police n'est pas compétent pour juger de ces délits ; la jurisprudence semble admettre cette solution, mais il faut dire que dans toutes les espèces qu'elle a eues à trancher, le plaignant réclamait toujours plus de

500 francs de dommages-intérêts ; si la somme réclamée eût été moindre, le tribunal de simple police n'en aurait pas moins dû être déclaré incompétent.

Si un tribunal correctionnel ou un tribunal répressif indigène connaissait d'une affaire de la compétence d'un juge de paix à compétence étendue, et notamment d'un des délits prévus par l'article 2 du décret du 19 août 1854, le jugement devrait être cassé, et cela alors même que le prévenu accepterait le jugement ; les règles de compétence sont, en effet, d'ordre public.

L'extension donnée à la compétence des juges de paix ruraux en matière répressive par le décret de 1854 n'est pas aussi importante qu'on pourrait être tenté de le croire : le nombre des contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels est en effet très restreint, puisqu'il est assez difficile d'en citer des exemples ; il en est de même de celui des délits dont la peine maxima est six mois de prison ou 500 francs d'amende, — ou même des délits dont la peine maxima est six mois de prison et 500 francs d'amende. De sorte qu'on peut dire, en somme, qu'un juge de paix à compétence étendue n'a, en matière répressive, guère plus d'affaires à juger qu'un juge de paix à compétence restreinte. A part les délits de chasse qui sont assez fréquents, l'extension de la compétence des juges de paix algériens est, en matière répressive, plutôt théorique que pratique.

Une plus grande extension de la compétence des tribunaux de simple police a d'ailleurs été fréquemment demandée, tant dans les divers ouvrages s'étant occu-

pés de ces questions, que dans les vœux émis par les assemblées algériennes.

#### 4° JUGEMENTS ET PEINES

Les jugements des juges de paix algériens sont rendus dans la même forme et en suivant les mêmes règles de procédure que ceux des juges de paix métropolitains ; il n'y a absolument rien de particulier à dire sur ce sujet.

Quant aux peines que peuvent appliquer les tribunaux de police algériens, il n'y aurait qu'à répéter ce que nous avons dit en étudiant leur compétence : les juges de paix à compétence ordinaire ne peuvent appliquer que les peines de simple police, c'est-à-dire l'emprisonnement de un à cinq jours et l'amende de 1 à 15 francs ; il n'y a d'exception que dans le cas où un délit forestier leur est soumis en vertu du décret du 14 mai 1850, auquel cas ils peuvent prononcer une amende s'élevant jusqu'à 150 francs. Outre ces peines, les juges de paix à compétence étendue peuvent, lorsqu'ils statuent en matière correctionnelle, prononcer jusqu'à six mois de prison ou 500 francs d'amende, et même, d'après le système de la jurisprudence que nous avons critiqué plus haut, ces deux peines pourraient être cumulées.

Si l'on admettait l'opinion de M. Larcher au sujet de la signification à donner au mot « contraventions » dans le 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret du 19 août 1854, il

faudrait dire que les tribunaux de simple police peuvent même prononcer des peines supérieures à ces maxima dans le cas où ils ont à juger des délits contraventionnels ; mais nous nous sommes, sur ce point, rangés à l'opinion de la jurisprudence qui n'admet pas la compétence des juges de paix en matière de délits involontaires.

### 5° VOIES DE RECOURS

a). — *Opposition*. — Les jugements par défaut rendus par les tribunaux de simple police algériens sont, bien entendu, susceptibles d'opposition ; mais comme cette voie de recours est réglée par des règles absolument identiques à celles de l'opposition contre les jugements des tribunaux de simple police métropolitains, nous passerons immédiatement à l'étude des autres voies de recours, qui présentent des caractères particuliers quand elles sont employées contre des jugements de tribunaux de police algériens.

b). — *Appel*. — D'après l'article 172 du Code d'instruction criminelle, les jugements définitifs des tribunaux de simple police peuvent être attaqués par la voie de l'appel lorsqu'ils prononcent une peine d'emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèdent la somme de cinq francs, outre les dépens. Il en est de même lorsque la condamnation est indéterminée.

Ces règles sont applicables aussi bien aux juges de

paix à compétence étendue qu'aux juges de paix à compétence ordinaire.

Les délais, formes et effets de l'appel sont les mêmes en Algérie qu'en France ; l'appel est porté devant le tribunal correctionnel. Si l'appel porte sur un jugement rendu par le juge de paix en vertu de l'article 2 du décret du 19 août 1854, c'est-à-dire en matière correctionnelle, les règles à suivre sont les mêmes que celles qui régissent les appels des jugements rendus par les tribunaux correctionnels, sauf que la juridiction compétente pour connaître de l'appel est précisément le tribunal correctionnel (décret du 19 août 1854, art. 3, § 2). Ainsi l'appel des jugements rendus en matière correctionnelle doit être jugé conformément à l'article 209 du Code d'instruction criminelle, sur le rapport de l'un des juges tenant l'audience. De même le jugement d'appel devra être rédigé sur le modèle des arrêts rendus en matière d'appel correctionnel par les Cours d'appel (arrêt de la Cour de cassation du 31 mai 1900) (1).

L'appel peut être formé non seulement par le délinquant ou par la partie civile, moins encore par le ministère public, et cela alors même qu'il agirait dans l'intérêt d'un prévenu non appelant. Un pourvoi en cassation formé contre un jugement d'un tribunal de simple police avant l'expiration des délais d'appel serait évidemment irrecevable. [Cassation, 20 novembre 1873 (2) et 3 février 1880 (3).] Le délai d'appel est, comme en

1. *Revue algérienne*, 1900.2.249.

2. DALLOZ, 1874. 5.67.

3. DALLOZ, 1880. 1.188.



France, de dix jours, plus des délais de distance. Mais le procureur de la République n'aura-t-il lui aussi que dix jours, ou jouira-t-il du délai de deux mois accordé au procureur général par l'article 205 du Code d'instruction criminelle ? C'est là une question très vivement discutée (1).

D'après une première solution, le délai serait le même pour le ministère public que pour le prévenu. Cette opinion s'appuie sur le texte des articles 203 et 205 du Code d'instruction criminelle. L'article 205 n'accorde qu'au procureur général seul le délai exceptionnel de deux mois pour interjeter appel des jugements des tribunaux de police. Cette faveur, disent les partisans du délai réduit, lui est absolument personnelle et ne lui est accordée par la loi qu'en raison de son éloignement du tribunal ayant rendu le jugement dont est appel, et du grand nombre des décisions dont il doit ainsi prendre connaissance.

Le texte de l'article 203 est, du reste, conçu en termes impératifs et semble venir à l'appui de cette solution en disant : « Il y aura, sauf l'exception portée en l'article 205 ci-après, déchéance de l'appel si la déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du tribunal qui a rendu le jugement dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé.... »

Nous croyons cependant la seconde opinion préférable. D'après l'article 3, §§ 1 et 2, du décret du 19 août 1854, le tribunal correctionnel joue, pour les appels des ju-

1. LARCHER. *Législation algérienne*, t. I, p. 567, note 4.

gements rendus en matière correctionnelle par les juges de paix, le rôle que jouent les Cours d'appel vis-à-vis des jugements rendus en la même matière par les tribunaux correctionnels ; par suite le procureur de la République joue vis-à-vis des premiers jugements, le rôle que joue le procureur général vis-à-vis des seconds.

On peut encore tirer argument en faveur de cette solution du § 3 de l'article 3 du même décret, qui est ainsi conçu : « L'appel est interjeté conformément aux articles 202, 203, 204 et 205 du Code d'instruction criminelle. » Or non seulement ce paragraphe ne dit pas que le délai de l'article 205 n'est pas applicable au procureur de la République jouant le rôle de procureur général, mais encore ce paragraphe 3 a été placé immédiatement après la disposition relative aux appels des jugements rendus par les juges de paix à compétence étendue, pour bien indiquer que l'article 205 est applicable à ces appels.

La jurisprudence a, dans plusieurs arrêts, accepté cette seconde opinion, notamment dans l'arrêt précité de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 4 mai 1882.

« L'appel, dit l'article 209 du Code d'instruction criminelle, sera jugé à l'audience, dans le mois, sur le rapport d'un conseiller. » Ce rapport, qui doit précéder tout débat, et dont l'omission entraînerait la nullité d'un arrêt de la Cour d'appel, n'est pas exigé pour le jugement par les tribunaux correctionnels des appels rendus en matière de simple police.

Mais l'article 209 est-il applicable lorsque les tribu-

naux correctionnels algériens jugent les appels des décisions rendues en matière correctionnelle par les juges de paix à compétence étendue ? La question est douteuse en raison de ce que l'article 3 § 3 du décret du 19 août 1854 ne parle que des articles 202, 203, 204 et 205 du Code d'instruction criminelle, sans faire allusion à l'article 209.

La jurisprudence admet cependant l'affirmative [Cassation, 8 juillet 1892 (1), 28 juillet 1894 (2)]. Et, en effet, le paragraphe 3 de l'article 3 du décret de 1854 ne s'occupe que des formes et délais de l'appel : « L'appel, dit-il, est *interjeté* conformément aux articles... etc. » ; voilà pourquoi il ne parle pas de la procédure à suivre une fois la juridiction d'appel saisie. Le silence de l'article 3 en ce qui concerne l'article 209 du Code d'instruction criminelle n'implique donc pas que cet article ne doive pas être appliqué.

D'ailleurs, du rapprochement des paragraphes 2 et 3 de ce même article 3 résulte que le décret assimile complètement les appels interjetés des jugements des tribunaux correctionnels et ceux qui sont interjetés des jugements des tribunaux de simple police à compétence étendue.

La jurisprudence invoque enfin un autre argument qui résulte de l'article 62 de l'ordonnance royale du 26 septembre 1842. Cet article dit qu'en matière correctionnelle les formes de procéder, ainsi que les for-

1. DALLOZ, 1893.1.237.

2. DALLOZ, 1895.1.517.

mes d'appel, sont réglées par les dispositions du Code d'instruction criminelle. Or dans le cas qui nous occupe, celui où les juges de paix à compétence étendue jugent les délits qui leur sont attribués par le décret du 19 août 1854, article 2, nous sommes bien « en matière correctionnelle ».

C'est donc à bon droit que la jurisprudence a déclaré l'article 209 du Code d'instruction criminelle applicable aux appels des jugements rendus en matière correctionnelle par les tribunaux de police à compétence étendue et que, par suite, l'exposé des faits par le président du tribunal correctionnel ne pourrait tenir lieu du rapport qui doit être fait par l'un des juges (arrêt précité du 8 juillet 1892).

c). — *Cassation*. — Il n'y a rien de particulier à dire au sujet des pourvois en cassation formés contre les décisions rendues par les tribunaux de police algériens ; si ces jugements sont rendus en matière de simple police, les règles applicables seront les mêmes que pour les décisions des juges de paix métropolitains ; si ces jugements sont rendus en matière correctionnelle, nous avons vu que l'on devait appliquer pour les voies de recours les règles qui régissent en France les décisions rendues par les tribunaux correctionnels ; ces jugements étant alors susceptibles d'appel, ne peuvent faire l'objet d'un recours en cassation (Cassation, 5 février 1880) (1).

1. DALLOZ, 1880.1.188.

§ 2. — **Communes mixtes.**

1° **ORGANISATION**

Dans les communes mixtes, les contraventions de simple police commises par les indigènes sont punies par les administrateurs, en vertu de l'article 14 du décret du 29 mars 1902, reproduit par l'article 28 du décret du 9 août 1903.

L'administrateur, comme l'indique son nom, est avant tout un fonctionnaire de l'ordre administratif. Il remplit dans sa commune les fonctions de maire ; mais il ne faut pas oublier que ces fonctions sont très importantes en raison même de l'étendue de la commune mixte et du nombre de ses habitants qui peut atteindre et dépasser le chiffre de quatre-vingt mille.

Représentant du Gouverneur général, l'administrateur a des pouvoirs très étendus, en sorte qu'on a donné de lui cette définition : « un petit satrape représentant la France ».

Au point de vue répressif, en particulier, il peut, comme nous le verrons, prononcer, presque sans formalités, des condamnations contre les indigènes coupables de certains faits qui ne sont ni des contraventions, ni des délits, ni aucune infraction prévue par nos lois pénales.

Ce rôle de répression des infractions à l'Indigénat est le côté le plus curieux des fonctions répressives de l'administrateur de communes mixtes, et nous aurons



à l'étudier en détail ; pour le moment nous ne nous occuperons que de ses fonctions comme juge de simple police.

Ces fonctions sont très différentes de celles qu'il exerce en vertu de ses pouvoirs disciplinaires : « Il faut bien se garder, fait observer M. Girault (1), de confondre les contraventions de police avec les infractions à l'indigénat. Sans doute, la même autorité est chargée de les réprimer, la procédure est identique et c'est (comme nous le verrons) devant le sous-préfet que l'appel est porté suivant les formes indiquées par l'arrêté du gouverneur général du 28 juin 1890. Mais au fond, il existe une différence essentielle qui peut se résumer ainsi : l'administrateur qui juge les contraventions de simple police n'est plus un supérieur hiérarchique qui inflige une punition disciplinaire, mais un magistrat qui rend un jugement et qui prononce une peine. »

## 2° COMPÉTENCE

Quant aux personnes, la compétence des Administrateurs de communes mixtes en matière judiciaire s'étend uniquement aux indigènes ; mais depuis la loi du 24 mars 1904, il faut entendre par indigènes, non pas les indigènes algériens, mais les indigènes musulmans du nord de l'Afrique, en sorte que les musulmans

1. *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 2<sup>e</sup> édition, t. II, p. 531.

marocains et tunisiens sont soumis à la compétence des administrateurs.

Tous les indigènes sont soumis à cette compétence ; l'article 2 de la loi du 24 décembre 1904 est bien venu soustraire aux pouvoirs disciplinaires des administrateurs les indigènes exerçant ou ayant exercé certaines fonctions civiles ou militaires, mais si l'indépendance de ces fonctionnaires exige qu'ils ne puissent plus, une fois leur entrée en fonctions, être punis par l'administrateur en vertu de ses pouvoirs disciplinaires, c'est-à-dire, en quelque sorte, par l'administrateur agissant en qualité de supérieur hiérarchique, cette indépendance n'exige pas que ces indigènes soient soustraits à la juridiction de l'administrateur agissant comme juge de simple police ; dans ce dernier cas, en effet, l'indigène est protégé par la loi elle-même, qui détermine quels sont les faits qui peuvent constituer des contraventions et quelles sont les peines applicables à ces faits. L'administrateur ne pourrait donc condamner arbitrairement cet indigène, tandis qu'il serait peut-être tenté d'abuser de son autorité s'il pouvait user contre lui de ses pouvoirs disciplinaires.

La compétence *ratione loci* des administrateurs ne peut donner lieu à aucune difficulté : ils ne peuvent connaître que des faits commis dans les limites de leur commune.

En vertu des termes de l'article 28 du décret du 9 août 1903, les administrateurs ne peuvent connaître, en tant que juges de simple police, que des contraventions proprement dites ; les administrateurs n'ont ainsi

que les attributions d'un juge de paix à compétence restreinte. Les infractions prévues par l'article 2 du décret du 19 août 1854 doivent être portées devant le juge de paix dans la circonscription duquel se trouve la commune mixte.

### 3° PROCÉDURE

Les contraventions jugées par les administrateurs de communes mixtes sont soumises à une procédure totalement différente de celle du jugement de ces mêmes infractions par les juges de paix. En effet, l'article 14 du décret du 29 mars 1902, en attribuant compétence pour les contraventions aux administrateurs de communes mixtes a dit que ces infractions seraient jugées « dans les formes employées pour la répression des infractions à l'indigénat ». En étudiant la répression de ces infractions, nous verrons que ces formes sont extrêmement simples ; on peut même dire qu'il n'y a aucune procédure.

On admet, dans le silence de la loi, que conformément au droit commun, le prévenu peut se faire assister d'un avocat ; mais les seules formalités requises expressément par la loi sont la publicité de la condamnation et son inscription sur un registre à souche, sur lequel doit être portée également une indication sommaire des motifs. Chaque semaine un extrait dudit registre est adressé au gouverneur général ; un volant détaché du registre doit être remis sur-le-champ à l'indigène puni (Art. 4 de la loi du 24 décembre 1904).

#### 4° JUGEMENTS ET PEINES

Les administrateurs de communes mixtes lorsqu'ils jugent comme tribunaux de simple police ne peuvent prononcer que les condamnations prévues par la loi pour la répression des contraventions, et cela malgré qu'en matière d'infractions à l'indigénat ces administrateurs puissent prononcer des peines plus élevées que les peines de simple police.

Ces fonctionnaires jouant absolument le rôle de juges de paix, à part la simplification de la procédure, leurs jugements auront un effet identique à celui des jugements rendus par de véritables juges de paix.

En matière de contraventions, les décisions des administrateurs sont donc de véritables jugements qui comportent la possibilité d'opposer l'exception de chose jugée au cas où la même infraction viendrait à être poursuivie à nouveau devant une autre juridiction.

Cet effet des décisions des administrateurs était contestée avant le décret du 29 mars 1902, parce que les condamnations prononcées par ces fonctionnaires en matière d'infractions à l'indigénat n'emportent pas chose jugée, ces condamnations ne présentant pas le caractère de jugements. Nous croyons qu'à l'heure actuelle la question ne peut plus faire de doute, en raison des termes mêmes de l'article 14 du décret du 29 mars 1902 : « Les contraventions sont *jugées* par l'administrateur. » La décision ainsi rendue est donc bien un jugement.

### 5° VOIES DE RECOURS

De ce qu'en matière de contraventions les décisions des administrateurs ont le caractère de véritables jugements, on peut tirer cette conséquence que les règles relatives à la possibilité de l'opposition et de l'appel, et celles relatives aux délais accordés pour l'exercice de ces voies de recours, doivent être les mêmes que lorsqu'il s'agit d'un jugement prononcé par un juge de paix.

Mais comme, d'autre part, l'administrateur n'est pas un magistrat judiciaire, l'appel ne peut être porté devant une juridiction de l'ordre judiciaire, sinon cette juridiction aurait un certain contrôle, une certaine autorité sur les actes d'un fonctionnaire de l'ordre administratif; l'appel doit donc être porté devant le supérieur hiérarchique de l'administrateur, c'est-à-dire le préfet ou le sous-préfet.

Nous croyons, et c'est également l'avis de M. Larcher (1), que l'appel des contraventions devra, sauf aux points de vue que nous avons indiqués, être assimilé à l'appel des condamnations prononcées pour infractions à l'indigénat.

Il en résulte qu'à la différence des condamnations prononcées par les juges de paix en matière de simple police, l'appel ne sera pas possible pour les condam-

1. *Précis de législation algérienne*, t. I, p. 788. — *Contra* GIRAULT. *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 2<sup>e</sup> édition, t. II, p. 532.



nations à l'emprisonnement ne dépassant pas vingt-quatre heures (Loi du 24 décembre 1904, art. 5). Il en résultera encore que les formes et délais de l'appel ne seront pas ceux qui sont prévus par le Code d'instruction criminelle, mais ceux que nous étudierons à propos des infractions au Code de l'indigénat.

Toutefois nous admettrons, comme M. Girault, que le préfet dans l'arrondissement du chef-lieu et le sous-préfet dans les autres arrondissements, jouent le rôle d'un véritable tribunal d'appel, et que, par suite, ils ne pourraient infliger l'amende de fol appel prévue par la loi de 1904. Cette amende a en effet un caractère de punition disciplinaire qui ne permet pas de l'admettre dans le cas où le sous-préfet joue le rôle ordinairement dévolu au tribunal correctionnel. Le sous-préfet est dans ce cas un véritable juge, et non un supérieur hiérarchique de l'indigène.

L'appel une fois formé et jugé, existera-t-il une autre voie de recours au cas d'incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi ? Nous croyons que la question ne peut faire de doute : Il serait contraire à l'esprit de notre législation qu'une juridiction, quelle qu'elle fût, pût prononcer sans en avoir le droit, une peine d'emprisonnement et qu'aucun recours ne fût cependant possible. La seule question à envisager est celle de savoir si le recours devra être porté devant le Conseil d'État ou devant la Cour de cassation.

Voici quelle est la solution donnée par M. Larcher :  
« L'administrateur, le sous-préfet, le préfet, sont des agents administratifs. Il semblerait donc que les recours

contentieux dirigés contre leurs actes, même judiciaires, fussent de la compétence du Conseil d'État. Mais il est de jurisprudence bien établie que les actes judiciaires échappent à la compétence du Conseil d'État statuant au contentieux, alors même qu'ils émanent d'autorités comprises dans la hiérarchie administrative. Cela a été jugé notamment pour les décisions des consuls ayant le caractère d'actes de juridiction (Conseil d'État, 19 décembre 1868) (1). »

Dès lors c'est devant la Cour de cassation que doit être porté le pourvoi ; et on peut considérer que sa compétence ressort nettement de la disposition générale de l'article 407 du Code d'instruction criminelle. Nous sommes en effet ici dans l'un des cas prévus par cet article, celui d'un « jugement rendu en dernier ressort en matière de police » ; peu importe la juridiction ayant prononcé ce jugement.

## SECTION II

### TRIBUNAUX RÉPRESSIFS INDIGÈNES

#### § 1. — Création.

Les tribunaux répressifs indigènes sont de création tout à fait récente ; ils ne datent en effet que de l'année 1902. Nous ne pouvons donc faire un historique de ces tribunaux, nous nous bornerons à dire dans quelles conditions on a été amené à les créer.

1. *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, 1868, p. 1052.

Nous avons vu comment, de 1830 à 1872, l'histoire des juridictions répressives algériennes se résume en un long et constant travail d'assimilation.

De l'arrêté de l'amiral de Gueydon du 26 février 1872 date une nouvelle période qui se caractérise au contraire par une marche vers la différenciation des juridictions, différenciation aujourd'hui presque complètement terminée, puisque les juges de paix des communes de plein exercice sont à l'heure actuelle les seuls juges répressifs qui soient juges à la fois au titre français et au titre musulman.

Ce mouvement s'est dessiné d'abord en ce qui concerne les infractions les moins graves : extension éphémère en 1872 des commissions disciplinaires aux territoires civils, pouvoirs répressifs confiés à divers fonctionnaires ; puis il se précise en 1902 en s'attaquant aux infractions de gravité plus grande par l'organisation des tribunaux répressifs indigènes et ensuite des Cours criminelles.

Le principe d'assimilation si longtemps en vigueur n'avait pas donné les résultats que ses défenseurs en attendaient, c'est pourquoi il est maintenant tombé en désuétude ; on s'est enfin rendu compte que le musulman est de mœurs trop différentes des nôtres, qu'il est trop fanatique d'une religion reposant sur des principes opposés à notre civilisation, qu'il est trop fidèle à ses traditions historiques, pour qu'on puisse, avant fort longtemps, réussir à assimiler le peuple arabe. L'assimilation, pratiquement impossible, n'est plus préconisée que par quelques rares esprits qui poursui-

vent leur idéal, l'unification de la législation et de l'organisme judiciaire algériens sans s'inquiéter des conséquences pratiques qu'aurait la réalisation de leur système.

Aujourd'hui on a enfin compris que, pour protéger une population laborieuse de quelques milliers de Français contre un peuple immense de fanatiques pour qui le meurtre et le vol sont des actions méritoires, lorsqu'elles sont commises à l'encontre du *roumi*, il faut un organisme plus prompt et plus strict que les rouages usés de notre vieille civilisation.

On n'a pourtant pas été jusqu'à reprendre les principes de l'amiral de Gueydon, et à rétablir en territoire civil tout ou partie de la sévère organisation répressive des territoires de commandement; on s'est borné à créer des organes judiciaires appropriés à la situation spéciale du pays, également éloignés d'une sévérité exagérée et d'une faiblesse dangereuse.

Ces tribunaux qu'on avait d'abord proposé de baptiser « tribunaux cantonaux de sécurité » furent créés sous le nom de tribunaux répressifs indigènes par les décrets des 29 mars et 28 mai 1902.

Ces décrets parus à l'improviste, obscurs, incomplets et mal rédigés furent très violemment critiqués. Ils le furent tant au point de vue juridique qu'au point de vue pratique. Tandis que les uns leur reprochaient leur illégalité, d'autres s'attaquaient au fond même de l'institution et leur reprochaient leur inopportunité. Nous aurons à revenir sur ces critiques qui trouvent n

un écho au Parlement et motivèrent une modification de l'organisation nouvelle par le décret du 9 août 1903.

## § 2. — Organisation.

Le décret du 29 mars 1902 (1) dans son article 1<sup>er</sup> n'avait créé de tribunaux répressifs indigènes qu'au siège des justices de paix à compétence étendue ; les tribunaux correctionnels restaient compétents pour les délits commis par des indigènes dans le ressort des justices de paix à compétence ordinaire.

Le décret du 28 mai 1902 dans son article 1<sup>er</sup> organisa des tribunaux répressifs indigènes au siège de chaque justice de paix algérienne. Cependant le décret du 9 août 1903 permit de réunir par décret plusieurs ressorts de ces tribunaux et il a déjà été usé plusieurs fois de cette faculté, notamment pour réunir les ressorts des tribunaux répressifs d'Alger-Nord et d'Alger-Sud.

Le tribunal répressif indigène se compose du juge de paix, président, et de deux juges choisis, l'un parmi les fonctionnaires ou les notables citoyens français, l'autre parmi les fonctionnaires ou les notables indigènes musulmans, âgés de 25 ans au moins, et capables de comprendre la langue française. Les deux juges sont nommés au commencement de chaque année par

1. Les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ainsi que celui du 9 août 1903 sont rapportés notamment dans les Codes et Lois par A. Carpentier.



un arrêté du gouverneur général. Celui-ci peut, selon les besoins du service, nommer en outre un ou plusieurs suppléants. Le choix du gouverneur général doit s'exercer sur la présentation des chefs de la Cour qui proposent un nombre de candidats au moins double de celui des postes à pourvoir (Décret du 9 août 1903, art. 2).

Le tribunal est présidé par le juge de paix, ou par un de ses suppléants au cas d'absence ou d'empêchement de ce magistrat, et notamment dans le cas où celui-ci aurait déjà connu de l'affaire comme magistrat instructeur (1). Si le juge de paix et ses suppléants étaient tous absents ou empêchés, le tribunal serait présidé par un magistrat délégué par le premier président.

Le premier président peut également déléguer un ou deux juges ou juges suppléants d'un autre canton, lorsque le tribunal se trouve dans l'impossibilité de se constituer par suite de l'absence ou de l'empêchement des juges ordinaires et de leurs suppléants (art. 5 du décret du 9 août 1903).

Il est à remarquer que d'après les décrets des 29 mars et 28 mai 1902, le gouverneur général choisissait librement les deux assesseurs, tandis que, depuis le décret du 9 août 1903, il ne peut plus, nous l'avons vu, les choisir que parmi les candidats désignés par les chefs de la Cour.

1. LARCHER. *Les Tribunaux répressifs indigènes et la loi du 8 décembre 1897. Revue algérienne et tunisienne*, 1905.1.145.

Depuis ce même décret, les assesseurs doivent tous deux, avant leur entrée en fonctions, prêter serment devant le juge de paix « de bien et fidèlement remplir leurs fonctions, et de garder religieusement le secret des délibérations » (art. 3).

Afin de garantir leur indépendance vis-à-vis de l'administration, le décret de 1903, dans son article 4, édicte que les assesseurs ne pourront être suspendus, remplacés ou révoqués que par un arrêté du gouverneur général pris sur la demande ou l'avis conforme des chefs de la Cour.

Autrefois, d'après l'article 4 du décret du 29 mars 1902, les fonctions de ministère public étaient remplies par un administrateur ou un administrateur-adjoint, ou par tout autre fonctionnaire ou notable français nommé au commencement de chaque année par un arrêté du gouverneur général, qui devait en même temps désigner des remplaçants pour le cas d'absence ou d'empêchement du titulaire.

On reprochait au système de l'attribution des fonctions de ministère public à l'administrateur de créer une confusion du pouvoir judiciaire et de l'autorité administrative. Mais cette confusion pouvait être utile au point de vue pratique, l'autorité et le prestige que possède l'administrateur sur les indigènes lui permettant d'arracher plus facilement des renseignements aux témoins musulmans qui, lorsque l'un de leurs coreligionnaires se trouve compromis, opposent presque toujours la force de l'inertie à toutes les investigations de la justice.

Nous reconnaissons, par contre, que les décrets de 1902 avaient commis une erreur énorme lorsque, se basant sur cette idée que le ministère public des tribunaux répressifs était le plus souvent représenté par des fonctionnaires de l'ordre administratif, il avait fait dépendre le parquet de ces tribunaux, non pas du procureur de la République, comme c'eût été naturel, mais du préfet et du sous-préfet, supérieurs hiérarchiques de ces fonctionnaires. C'était là un argument des plus commodes pour ceux qui reprochaient aux tribunaux répressifs indigènes de n'être que des commissions administratives.

Depuis le décret du 9 août 1903 (art. 6), le gouverneur général ne peut plus nommer l'officier du ministère public et son suppléant que sur la proposition du procureur général. Cette nomination n'a d'ailleurs plus lieu que pour les tribunaux répressifs indigènes siégeant dans les localités où il n'existe pas de tribunal de première instance. Dans les chefs-lieux d'arrondissement, le procureur de la République remplit de plein droit les fonctions de ministère public devant le tribunal répressif indigène comme devant le tribunal correctionnel.

Nous pouvons constater, dans toutes les modifications apportées par le décret du 9 août 1903, une tendance bien marquée à organiser les tribunaux répressifs indigènes en quelque sorte parallèlement aux tribunaux correctionnels ; on fait intervenir les chefs de la Cour pour la désignation des juges, afin d'éloigner des tribunaux répressifs indigènes le reproche qu'on leur faisait

de n'être que des Commissions administratives analogues aux Commissions disciplinaires des territoires de commandement. C'est encore pour donner aux tribunaux répressifs le caractère de véritables tribunaux judiciaires qu'on a unifié leur ministère public avec celui des autres tribunaux : le procureur de la République, si possible, en remplit les fonctions, sinon le titulaire de ces fonctions est nommé sur la présentation du procureur général.

C'est encore la même idée qui se retrouve dans la disposition de l'article 7 ; l'officier du ministère public doit, d'après ce texte, prêter, devant le président du tribunal répressif, serment de bien et fidèlement remplir ses fonctions. Il est placé directement sous la surveillance et l'autorité du procureur de la République qui peut, en cas de besoin, agir à son défaut. Ainsi le ministère public fait partie intégrante de l'organisation de la magistrature debout.

Les fonctions de greffier sont remplies devant le tribunal répressif indigène par le greffier de la justice de paix (art. 20).

Nous trouvons encore, comme auxiliaire de la justice devant ces juridictions, un interprète attitré, qui est désigné par le président et qui doit prêter serment devant le tribunal.

### § 3. — Compétence.

#### 1° COMPÉTENCE RATIONE PERSONÆ

D'après l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 août 1903, les tribunaux répressifs indigènes ne sont compétents que

pour les infractions commises « par des indigènes musulmans non naturalisés, ou par des étrangers musulmans ».

Ce texte est venu solutionner une difficulté créée par le décret du 29 mars 1902 qui attribuait compétence à ces juridictions seulement pour les « délits commis par des indigènes ». Or la jurisprudence s'était divisée sur le sens à donner au mot « indigènes ».

Les uns voulaient entendre ce terme comme nous l'avons toujours entendu, c'est-à-dire dans le sens d'individu de race musulmane originaire de l'Algérie, et non naturalisé, à l'exclusion, par conséquent, des individus de race européenne, des Israélites, des musulmans étrangers et des habitants des pays qui ne sont pas de civilisation européenne.

Mais, dans le cas particulier, une circulaire du procureur général du 30 mai 1902 (1) avait affirmé, au contraire, que le décret du 29 mars 1902 s'appliquait aux musulmans étrangers résidant en Algérie. Cette solution était absolument insoutenable ; il suffit, en effet, de chercher dans le premier dictionnaire venu la signification du mot « indigène » pour voir que ce terme désigne un individu originaire d'un pays ; par définition même, ce terme est exactement le contraire d'étranger. La circulaire du 30 mai 1902 a donc tort de parler « d'indigènes étrangers ». Quoi qu'il en soit, la jurisprudence s'était divisée sur ce point (2), et tandis que la

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1902.3.59.

2. Voyez un certain nombre de jugements et d'arrêts en sens contraires dans le *Journal de la jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger*, année 1903.



Cour d'Alger admettait que les musulmans étrangers, marocains ou tunisiens notamment, ne relevaient pas des tribunaux indigènes [arrêts du 27 décembre 1902 (1), du 14 février 1903 (2) et du 14 mars 1903 (3)], la Cour de cassation admettait au contraire la compétence de ces tribunaux pour ces musulmans (arrêt du 23 mai 1903, deux arrêts du 27 juin et un du 9 juillet 1903 (4)).

Le décret du 9 août 1903, pour couper court à ces difficultés, ajouta expressément à la compétence *ratione personæ* des tribunaux répressifs indigènes, à côté de celle sur les indigènes proprement dits, celle sur les « étrangers musulmans ».

Mais, à son tour, ce terme d' « étrangers musulmans » n'est pas d'une clarté parfaite. Il faut entendre par là non pas tous les étrangers appartenant à la religion musulmane, mais seulement ceux d'entre eux qui sont originaires du nord de l'Afrique : les Marocains et les Tunisiens, peut-être aussi les Tripolitains et les Égyptiens.

D'après la Cour de cassation, la religion du prévenu importerait peu, le mot « musulmans » se rapportant non à la religion, mais à la race. C'est ainsi qu'elle a décidé dans un arrêt du 5 novembre 1903 (5) qu'un musulman converti au catholicisme restait justiciable des tribunaux répressifs indigènes. M. Larcher criti-

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1903.2.37.

2. DALLOZ, 1903.2.243.

3. *Revue algérienne et tunisienne*, 1903.2.155.

4. *Revue algérienne et tunisienne*, 1903.2.209.

5. *Revue algérienne et tunisienne*, 1904.2.25.

que fort justement cette manière de trancher la difficulté. Il fait observer avec raison (1) qu'il n'existe pas de race musulmane, mais que le terme « *musulman* » est synonyme de « mahométan », et que par suite on ne peut davantage parler de musulmans catholiques que de mahométans catholiques.

M. Larcher donne d'ailleurs une excellente raison pratique de soustraire à la juridiction indigène les anciens musulmans convertis au christianisme : « C'est que dans le tribunal figure un indigène musulman, et que celui-ci ne peut, de par sa foi, considérer qu'avec mépris et haine celui qui a renié la religion de Mahomet. Pour un *m'tourni*, l'assesseur indigène ne peut plus être un juge, c'est un ennemi. »

Le décret du 9 août 1903 ne distingue pas suivant que les indigènes sont originaires des territoires civils ou des territoires de commandement ; les tribunaux répressifs indigènes sont donc compétents *ratione personæ* vis-à-vis de tous les indigènes. Mais en aucun cas ils ne peuvent s'attribuer compétence pour juger d'autres individus que les musulmans ; ainsi notamment on ne peut considérer comme tombant sous leur compétence les Israélites originaires du M'zab et ceux qui n'ont pas bénéficié des décrets du 7 octobre 1871.

Si, dans une même affaire, il y avait des prévenus de races différentes, les tribunaux répressifs indigènes cesseraient d'être compétents. C'est, du reste, ce qui est exprimé explicitement dans l'article 1<sup>er</sup> du décret

1. *Eod. loco*, en note.

du 9 août 1903 : « Les délits *exclusivement* imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans, etc. »

S'il s'élevait le moindre doute sur la compétence, par exemple s'il existait des co-auteurs ou complices inconnus dont aucun indice ne permit de déterminer la race, les tribunaux répressifs indigènes étant des tribunaux spéciaux, cette difficulté devrait être tranchée en faveur des tribunaux correctionnels qui restent la juridiction ordinaire en matière de délits. Cette solution n'est cependant pas admise unanimement ; certains auteurs disent en effet que si l'on poursuit des musulmans qui ont eu des complices inconnus, on doit présumer, jusqu'à preuve du contraire, que ces complices étaient eux aussi des musulmans.

De ce que les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent en aucun cas s'attribuer juridiction sur des Européens, il résulte qu'ils ne peuvent juger un délit commis par un indigène, si un Européen devait en être civilement responsable (1). Il est encore une autre conséquence de ce principe, qu'il est également intéressant de signaler, c'est que ces tribunaux ne pourraient juger un Européen coupable d'un délit d'audience (2).

1. Tribunaux répressifs d'Alger-Sud, 21 juin 1902 ; d'Alger-Nord, 15 juillet 1902 et de Batna, 13 octobre 1902 (*Journal de la Jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1902, 215 et 345) ; Cassation, 17 mars 1903 (*Revue algérienne et tunisienne*, 1903. 2. 152).

2. *Contra*, CURA, *Répertoire formulaire*, v<sup>o</sup> Audience.

## 2° COMPÉTENCE RATIONE MATERIE

Les tribunaux répressifs indigènes connaissent, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 août 1903, des délits imputables aux indigènes. Est-ce à dire que leur compétence *ratione materie* soit la même que celle des tribunaux correctionnels ? Non, car nous avons vu plus haut que les tribunaux correctionnels connaissent de certaines contraventions. Or l'article 1<sup>er</sup> spécifie bien que les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent connaître que des délits. Il résulte encore du même article que ces tribunaux seront incompétents pour juger les crimes qui sont de la compétence des tribunaux correctionnels en vertu des articles 66 et 67 (modifiés par la loi du 12 avril 1906) et de l'article 68 du Code pénal.

Ils ne pourraient pas notamment juger un musulman âgé de moins de seize ans qui aurait commis un crime sans avoir de co-auteurs ni de complices plus âgés. C'est ce qu'a déclaré la Cour de cassation dans un certain nombre d'arrêts, notamment dans un arrêt du 5 novembre 1903 (1). Il est d'ailleurs naturel, puisque la loi pénale accorde aux jeunes criminels une certaine pitié en les faisant juger par une juridiction d'un caractère moins sévère, qu'elle ne revienne pas, lorsque ce sont des indigènes, sur la faveur qu'elle leur a faite, en les renvoyant devant une juridiction d'exception. Ces jeunes

1. SIREY, 1906.1.111, et *Revue algérienne et tunisienne*, 1904. 2.56

criminels sont des indigènes, mais ce sont avant tout des enfants.

Si les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent connaître que de délits, sont-ils par contre compétents pour toutes sortes de délits ? L'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 mars 1902 était formel ; il disait : « Tous les délits... etc. » ; l'article 1<sup>er</sup> du décret actuel du 9 août 1903 l'est moins ; il dit simplement : « Les délits... etc. ». Il y a là une nuance voulue par le rédacteur du décret de 1903.

Nous avons déjà vu qu'un certain nombre de délits étaient, en Algérie, de la compétence des tribunaux de simple police à compétence étendue, et que même certains délits forestiers de peu d'importance pouvaient être jugés par les tribunaux de simple police à compétence ordinaire.

D'autres délits encore échappent à la compétence des tribunaux répressifs indigènes. Ce sont d'abord tous les délits forestiers autres que ceux que nous venons de signaler, et cela en vertu de l'article 150 de la loi du 21 février 1903. Ce point est cependant contesté car il est certain que l'article 150 de la loi du 21 février 1903 présente une obscurité regrettable. Cependant son texte s'harmonise parfaitement avec la solution que nous donnons.

Puis ce sont les délits de presse ; dans le cas, qui d'ailleurs ne recevra jamais que fort peu d'applications pratiques, où un indigène commettrait un de ces délits il serait par application de la loi du 29 juillet 1881, justiciable d'autres juridictions (Appel d'un jugement du tribunal répressif de Constantine devant le tribunal



correctionnel de la même ville du 9 février 1906) (1).

Mais il est un autre cas, et celui-là très important, où l'on a contesté la compétence des tribunaux répressifs indigènes ; c'est lorsqu'il s'agit de délits pouvant entraîner la relégation. Ces tribunaux peuvent-ils prononcer la relégation ? Ces tribunaux peuvent-ils prononcer des condamnations comptant pour la relégation ? Ces tribunaux peuvent-ils connaître de délits pouvant entraîner des condamnations comptant pour la relégation ?

Il suffit que l'on donne une solution affirmative pour l'une des deux premières questions, pour que la suivante, ou les suivantes, se résolvent également par l'affirmative.

Ce n'est pas ici que nous devons traiter les deux premières questions : nous devons les renvoyer à l'étude des peines prononcées par les tribunaux répressifs indigènes. Mais puisque de la solution que nous adopterons alors dépend celle de la question de compétence que nous devons examiner ici, il nous est nécessaire d'anticiper et de dire dès maintenant que nous admettons que les tribunaux répressifs indigènes, s'ils ne peuvent prononcer la relégation, peuvent cependant, tout au moins depuis la loi du 31 mars 1904, prononcer des peines comptant pour la relégation. Il n'y a donc aucun obstacle à attribuer à ces juridictions compétence pour les délits passibles de peines comptant *ad relegationem*, que peuvent commettre les indigènes en territoire civil. Il n'y a d'exception que dans le cas

1. *Journal de la Jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1906, p. 418.

où le délit serait commis par un indigène récidiviste et rendrait celui-ci passible de la relégation. Dans ce cas, comme nous le verrons, la compétence des tribunaux répressifs disparaît pour faire place à celle du tribunal correctionnel.

### 3° COMPÉTENCE RATIONE LOCI

D'après l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 août 1903, les tribunaux répressifs indigènes connaissent des délits commis « dans l'étendue du territoire civil en Algérie ». Donc un délit commis en territoire militaire par un indigène du territoire civil devrait être jugé par les juridictions du territoire de commandement. Toutefois il faut remarquer que dans ce cas c'est le Conseil de guerre seul qui pourrait être saisi de l'affaire ; nous avons vu en effet que les Commissions disciplinaires n'ont autorité que sur les indigènes « des territoires de commandement » et non sur les indigènes des territoires civils qui n'y seraient que de passage.

Que devra-t-on décider s'il y a doute sur le lieu du délit, ce qui se produit fréquemment pour certains délits, l'escroquerie par exemple ? Le régime des territoires de commandement n'étant que provisoire, et par cela même exceptionnel, tandis que l'organisation des territoires civils est définitive et forme ainsi le droit commun, il faut évidemment se prononcer, en cas de doute, en faveur de la compétence des tribunaux répressifs indigènes.

Les tribunaux répressifs indigènes étant incompétents pour juger les délits commis en territoire mili-

taire, le sont, à plus forte raison, pour ceux commis à l'étranger, fût-ce en Tunisie (Jugement du tribunal répressif de Souk-Ahras du 14 août 1907. Jugement du tribunal correctionnel de Constantine sur appel d'un jugement du tribunal répressif du même lieu ; jugement d'appel du 24 janvier 1908) (1).

Les tribunaux répressifs seraient également incompétents pour un délit commis en mer, fût-ce à une petite distance du rivage ; la connaissance de ce délit devrait revenir au tribunal correctionnel, car la mer ne rentre évidemment pas dans « l'étendue du territoire civil en Algérie ».

#### § 4. — Procédure.

Lorsqu'un délit est de la compétence d'un tribunal répressif indigène, l'instruction en est confiée à l'officier du ministère public. Celui-ci, dit l'article 8 du décret du 9 août 1903 « recherche les délits, en rassemble les preuves, et en poursuit la répression ».

« Il recherche les délits », mais il n'a à intervenir que s'il juge le fait de la compétence des tribunaux répressifs indigènes ; pour cela il aura à examiner le fait incriminé au triple point de vue de la personne des auteurs, de la nature des faits et du lieu du délit ; toutefois il ne doit pas oublier que c'est au tribunal répressif indigène seul qu'il appartient de se prononcer

1. *Journal de la jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger*, 1908, p. 24 et 142.

sur sa propre compétence ; il devra donc saisir ce tribunal s'il a le moindre doute à ce sujet.

« Il rassemble les preuves » et en ce faisant, il joue le rôle de juge d'instruction. Il devra donc, comme tel, se livrer à toutes les opérations ayant pour but de préciser la matérialité du fait ; il pourra ainsi se transporter sur les lieux, opérer des perquisitions, ordonner des expertises, confronter des témoins entre eux ou avec le prévenu, etc. C'est ce qui ressort du paragraphe 4 de l'article 8 : « Si l'officier du ministère public estime qu'une instruction préalable est nécessaire, il y procède lui-même, et exerce dans ce but tous les droits que le Code d'instruction criminelle confère au juge d'instruction, en constatant qu'il agit en cette qualité : il décerne tout mandat, procède à tous interrogatoires, entend tous témoins sous la foi du serment, opère toutes perquisitions ou saisies. »

Mais de crainte que l'officier du ministère public ne retint trop longtemps et arbitrairement un prévenu, le texte ajoute que « le mandat de dépôt ou d'arrêt par lui décerné ne sera maintenu qu'autant qu'il aura été confirmé, au plus tard le troisième jour à partir de l'écrou, par le président du tribunal répressif, sinon le prévenu sera mis en liberté le quatrième jour ».

Cette garantie était d'autant plus nécessaire que le décret refuse au prévenu un grand nombre des autres garanties accordées aux accusés relevant des juridictions françaises. Le prévenu d'abord ne peut former opposition en vertu de l'article 135 du Code d'instruction criminelle ; l'article 9 du décret du 9 août 1903 est, en

effet, ainsi conçu : « Les actes et les décisions de l'officier du ministère public ne peuvent être l'objet d'aucun recours. »

Toutefois, le prévenu détenu peut à tout moment former une demande de mise en liberté provisoire ; en cas de rejet de sa demande, il aura une voie de recours : il pourra se pourvoir devant le président du tribunal répressif indigène qui statuera définitivement.

Une autre garantie est encore retirée à l'accusé par l'article 10 du décret : « L'officier du ministère public agissant comme juge d'instruction, n'est pas tenu de se conformer aux prescriptions de la loi du 8 décembre 1897 en ce qui concerne la présence du conseil aux interrogatoires et aux confrontations, et la communication de la procédure à ce conseil ; mais il doit, lors du premier interrogatoire, prévenir l'inculpé de son droit de choisir un conseil, lequel peut être un avocat, un avoué et, dans les lieux où il n'en existerait pas, un *oukil* (défenseur). Pendant toute l'instruction, l'inculpé peut librement communiquer avec son conseil. »

L'article 14 du décret répète ce qu'avait déjà dit l'article 10, que l'accusé peut se faire assister d'un *oukil*, s'il n'y a pas d'avocat ni d'avoué dans le lieu où siège le tribunal répressif. Il peut également, si le tribunal l'y autorise, se faire assister par un parent, ou par toute autre personne.

L'instruction terminée, si l'officier du ministère public estime qu'il y a lieu à poursuite, il citera directement le prévenu à l'audience. S'il estime qu'il n'y a pas lieu à suivre, ou que le tribunal répressif est incompétent,



il transmet, dans le plus bref délai possible, les pièces de l'instruction au procureur de la République qui statue définitivement par décision motivée, ou peut saisir le juge d'instruction aux fins d'une information complémentaire; dans ce cas le juge d'instruction se conforme aux règles ordinaires (Art. 11 du décret du 9 août 1903).

L'article 7 du décret du 29 mars 1902 disait que l'inculpé interrogé par l'officier du ministère public pouvait être cité par lui verbalement.

Dans la pratique, on n'avait pas tenu compte que l'intention du rédacteur de l'article 7 avait certainement été de subordonner cette citation verbale à la condition qu'elle serait faite directement par l'officier du ministère public à l'inculpé, lors de l'interrogatoire. Il en résultait que ce magistrat se contentait en pratique de charger quelqu'un de prévenir l'inculpé, qui était tenu pour valablement cité alors que, bien souvent, il n'avait pas été prévenu; on cite ainsi le cas d'accusés condamnés par défaut alors qu'ils étaient détenus en prison pour un autre délit (1). La même pratique était d'ailleurs également suivie en ce qui concernait les témoins qui, prévenus ou non, étaient malgré tout tenus de comparaître « sous les peines portées par la loi ». (art. 6 du décret du 29 mars 1902).

1. Il s'agit d'un jugement du tribunal répressif d'Aïn-Bessem qui frappa de six mois d'emprisonnement pour vol plusieurs indigènes qui étaient détenus à cette époque à la prison de l'Harrach. Le fait est rapporté dans une note publiée par le conseil de l'ordre des avocats à la Cour d'appel d'Alger. Cette erreur judiciaire a, bien entendu, été invoquée à l'appui de leur thèse par les adversaires des tribunaux répressifs indigènes.

Pour remédier à ces pratiques abusives, l'article 12 du décret du 9 août 1903 prit soin de spécifier que la citation donnée à l'inculpé, qu'il fût ou non détenu, ne pouvait être faite verbalement que lors de sa dernière comparution devant le ministère public. Et pour éviter toute erreur de l'accusé, cet article exige que la citation verbale soit confirmée par la remise d'une cédula rédigée en français et en arabe; mention de cette remise doit être faite au procès-verbal d'instruction.

Au cas où l'inculpé n'aurait pas comparu devant l'officier du ministère public, il serait cité dans la forme ordinaire par un agent assermenté qui devrait constater dans l'original si la citation a été remise à personne. La signature de l'inculpé n'est pas exigée, parce que, le plus souvent, celui-ci ne sait pas écrire.

L'inculpé qui, personnellement touché par la citation, verbale ou écrite, ne comparaît pas, est jugé par défaut. Il ne peut faire opposition qu'autant qu'il établit qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité de se présenter. S'il n'a pas été cité personnellement, il a les droits d'opposition déterminés par le Code d'instruction criminelle.

Les tribunaux répressifs indigènes sont compétents pour connaître de l'action civile relative aux délits qu'ils sont appelés à réprimer. L'article 16 règle la manière dont la partie civile peut intervenir. Toute personne lésée par un délit de la compétence d'un tribunal répressif, peut en poursuivre la réparation, soit en citant elle-même à l'audience du tribunal, soit en intervenant devant l'officier du ministère public ou encore à l'audience, à charge par elle, dans tous les cas, de con-

signer une somme suffisante pour répondre des frais éventuels ; elle est soumise aux obligations et à la responsabilité de la partie civile telles qu'elles sont déterminées par le Code d'instruction criminelle.

Suivant les cas, le délit sera jugé selon les règles établies par la loi du 20 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits, ou suivant les prescriptions du Code d'instruction criminelle. Il n'y a donc plus de remarque à faire à ce sujet ; il n'en était pas ainsi sous l'empire du décret du 29 mars 1902, qui ordonnait l'application de la procédure sur les flagrants délits dans tous les cas. Or bien souvent cette procédure ne pouvait être suivie, notamment lorsque le prévenu était en fuite. C'est pourquoi le décret du 9 août 1903 est revenu au droit commun, en sorte qu'aujourd'hui il n'y a plus lieu d'appliquer cette procédure des flagrants délits que dans les mêmes cas que devant les autres tribunaux.

#### § 5. — Jugements et peines.

Les articles 13 et 25 du décret du 9 août 1903 posent en ce qui concerne l'exécution des jugements des tribunaux répressifs indigènes deux règles spéciales :

Contrairement au droit commun, les jugements rendus par défaut prononcés par ces tribunaux sont immédiatement exécutoires, même sans signification. Or, devant toute autre juridiction, l'effet du jugement reste suspendu pendant toute la durée des délais d'opposition.

Ensuite, dans le même ordre d'idées, d'après l'article 25, si l'effet du jugement est suspendu pendant les délais d'appel, cet effet renaît à l'expiration de ces délais quand bien même le condamné aurait fait appel. Si le condamné est détenu, il est, à moins d'une décision contraire du tribunal, soumis au régime de la détention pénale et obligé de travailler. Si la juridiction d'appel l'acquitte, il est rémunéré de l'intégralité de son travail, sans aucune retenue. Il en serait de même, en cas de réduction de la peine, pour le travail accompli pendant le temps de la détention excédant la condamnation définitive.

Quelles sont les peines qui peuvent être prononcées par les tribunaux répressifs indigènes ?

Ce sont les peines correctionnelles ordinaires, c'est-à-dire l'emprisonnement et l'amende dans les limites de l'article 40 du Code pénal ; ils peuvent également prononcer l'interdiction des droits civiques, civils ou de famille. On pourrait croire que les indigènes n'étant pas citoyens français, l'interdiction des droits civiques ne saurait les toucher. Mais il faut remarquer que, quoique non citoyens, ils peuvent être appelés à faire partie de certaines assemblées, notamment des Conseils généraux et des Conseils de prud'hommes, en sorte que l'interdiction des droits civiques peut avoir son intérêt.

Nous trouvons dans l'article 27 du décret du 9 août 1903 une disposition qui permet de transformer l'emprisonnement en travaux publics. « L'emprisonnement prononcé contre les indigènes est subi soit dans un

pénitencier indigène, soit dans des locaux disciplinaires, soit sur des chantiers de travaux d'utilité publique. »

« La peine subie sur les chantiers de travaux d'utilité publique, dit M. Flandin (1), offre le double mérite d'assurer une répression efficace et d'équilibrer les dépenses que les malfaiteurs imposent à l'État avec les avantages qu'ils pourront lui procurer... C'est une révolution dans le système pénitentiaire de l'Algérie, mais une révolution qui devra produire les effets les plus bien-faisants, tant au point de vue de la répression qu'au point de vue de la colonisation. Il serait seulement à désirer, pour prévenir toute crainte d'abus, que les chantiers fussent placés sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.

Une vive controverse s'est élevée à propos de l'application par les tribunaux répressifs indigènes de la peine de la relégation. Nous avons déjà indiqué les deux questions qui peuvent se poser. Les tribunaux répressifs indigènes peuvent-ils prononcer des peines comptant pour la relégation ? Et peuvent-ils prononcer la relégation elle-même ?

Le premier point ne peut plus faire aucun doute, depuis qu'une loi du 31 mars 1904 est venue trancher la question par l'affirmative. Néanmoins il est impossible de passer sous silence la controverse qui s'est élevée sur ce point, à raison de sa connexité avec la seconde question : les tribunaux répressifs indigènes peuvent-ils prononcer la relégation ?

1. *Revue politique et parlementaire*, janvier 1904, page 23.



La loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes a été, de par son article 20, déclarée applicable à l'Algérie. Le second paragraphe de cet article spécifiait que les Conseils de guerre algériens pourraient prononcer la relégation contre les indigènes des territoires de commandement qui auraient encouru, pour crimes et délits de droit commun, les condamnations permettant de la prononcer.

Cette applicabilité de la relégation à l'Algérie était une nécessité urgente, car il ne faut pas oublier que l'ensemble de la population indigène fournit aux statistiques criminelles les plus « beaux » pourcentages.

Cependant, sitôt l'apparition des tribunaux répressifs indigènes, on contesta à ces juridictions le droit d'appliquer soit la relégation, soit des peines comptant pour la relégation, et cela en vertu de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885 ainsi conçu : « La relégation ne sera prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires, comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles. »

Sous l'empire des décrets des 29 mars et 28 mai 1902, on admettait généralement que les tribunaux répressifs indigènes ne pouvaient en aucun cas appliquer la relégation, car on ne pouvait faire rentrer ces juridictions dans la catégorie des tribunaux ordinaires dont parle l'article 2 de la loi du 27 mai 1885. Mais l'opinion contraire était également soutenue.

L'une des caractéristiques des juridictions d'exception, disait-on, c'est, comme l'indique leur nom, de ne juger

que des individus se trouvant dans une situation exceptionnelle. Ainsi, en France, les Conseils de guerre sont une juridiction d'exception parce qu'ils sont institués pour juger spécialement les militaires, c'est-à-dire une infime minorité au milieu des autres habitants de la France ; les justiciables de ces tribunaux ne sont du reste soumis à ces juridictions d'exception que pendant une partie de leur vie, tant que dure la situation spéciale dans laquelle ils se trouvent.

Il en est autrement, ajoutaient les partisans de cette opinion, des tribunaux répressifs indigènes qui jouent en Algérie, vis-à-vis des indigènes, le rôle de tribunaux correctionnels. Ils ne sont donc pas des juridictions exceptionnelles, pas plus que les tribunaux correctionnels eux-mêmes, et même les indigènes soumis à leur juridiction sont beaucoup plus nombreux que les Français soumis à la compétence des tribunaux correctionnels.

En outre, ajoutaient les auteurs qui soutenaient la possibilité pour les tribunaux répressifs indigènes d'appliquer la relégation, ces nouveaux tribunaux ne présentent pas la seconde caractéristique des juridictions d'exception qui consiste dans l'application de lois spéciales. Ils appliquent aux indigènes le Code pénal, ne peuvent prononcer d'autres peines que les tribunaux correctionnels, ils rentrent donc bien dans la catégorie des juridictions ordinaires. Par suite, ils peuvent, en vertu de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885, prononcer la relégation et, à plus forte raison, des peines comptant pour la relégation.

Cette théorie n'a trouvé que peu d'échos dans la jurisprudence (1). On peut citer comme ayant fait application de ces principes un jugement du tribunal répressif indigène de Philippeville du 14 juin 1902 dont, en appel, le tribunal correctionnel de Philippeville a prononcé l'annulation par un jugement du 11 juillet 1902 (2) et un du tribunal répressif de Mascara du 15 novembre 1902 (3).

Les partisans de la théorie inverse soutenaient au contraire que les tribunaux répressifs indigènes sont des juridictions spéciales et exceptionnelles et que, par suite, la loi de 1885 ne leur permettait pas d'appliquer la relégation. Et, en effet, ces tribunaux rentrent bien dans la définition des juridictions exceptionnelles, qui sont celles qui ne doivent juger que certaines personnes et certains faits. Ils ne sont créés que pour juger certaines personnes, les indigènes des territoires civils ; or ceux-ci ne forment qu'une catégorie restreinte au milieu de l'ensemble des populations soumises à la loi française. En outre ces tribunaux ont, et surtout avaient, sous le régime des décrets de 1902, un caractère bien net de juridictions exceptionnelles : leur composition, leur compétence, leur procédure sont très différentes de

1. Pour la jurisprudence relative à la question des tribunaux répressifs indigènes et de la relégation, voir un très grand nombre de jugements et d'arrêts en sens divers rapportés dans le *Journal de la Jurisprudence de la Cour d'Alger*, notamment dans l'année 1903.

2. *Revue algérienne*, 1902. 2. 297.

3. *Revue algérienne*, 1902. 2. 441.

celles des tribunaux ordinaires de répression (1).

D'ailleurs, comme le fait remarquer M. Larcher, les tribunaux correctionnels sont certainement des juridictions ordinaires ; or, il ne peut y avoir en territoire civil deux tribunaux ordinaires pour juger les délits commis en un même lieu, sinon les conflits seraient insolubles ; le tribunal ordinaire doit toujours être unique, puisque, par définition, c'est à lui que vont les affaires qu'aucun texte n'attribue à une autre juridiction.

Il existait du reste d'autres arguments pour démontrer que les tribunaux répressifs indigènes ne pouvaient appliquer la relégation lors de leur organisation par les décrets de 1902. C'est que certaines dispositions de ces décrets et de la loi de 1885, si elles ne sont pas absolument contraires, se contrarient, du moins, mutuellement.

C'est ainsi notamment que l'article 11 de la loi du 27 mai 1885 déclare que « lorsqu'une poursuite devant un tribunal correctionnel sera de nature à entraîner l'application de la relégation, il ne pourra jamais être procédé dans les formes édictées par la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits ». Et le paragraphe 2 du même article ajoute : « Un défenseur sera nommé d'office au prévenu, à peine de nullité. » Ces deux dispositions sont en désaccord avec l'article 8 du décret du 29 mars 1902 qui dit que l'affaire doit être jugée selon les règles

1. Voir sur ce point le rapport de M. Roulier, précédant un arrêt de la Cour de cassation du 5 février 1903, dans la *Revue algérienne et tunisienne*, année 1903, 2<sup>e</sup> partie, page 52.

établies par la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits, et avec l'article 10 du même décret, qui dit que « le tribunal *peut* autoriser l'inculpé à se faire assister d'un parent ou d'un membre de sa tribu ».

Il est vrai que l'article 10 n'est pas un argument irréfutable, et que, d'autre part, l'article 8 n'a jamais été appliqué intégralement, une application rigoureuse de cet article étant impossible, comme nous l'avons dit. Mais il est certain que, si ces textes n'étaient peut-être pas un obstacle insurmontable à l'application de la loi de 1885 par les tribunaux répressifs indigènes, ils créaient du moins une certaine difficulté pour l'application de cette loi.

Aussi la majorité de la jurisprudence déclarait-elle sous l'empire des décrets des 29 mars et 28 mai 1902 que les tribunaux répressifs indigènes ne pouvaient appliquer la relégation.

Les tribunaux répressifs pouvaient-ils appliquer des peines comptant pour la relégation?

Nous avons déjà vu une première opinion, celle des défenseurs de la relégation. Si les tribunaux répressifs indigènes pouvaient appliquer la relégation, à plus forte raison pouvaient-ils appliquer les peines *ad relegationem*.

Cette solution était encore acceptée par un groupe d'auteurs qui, bien que n'admettant pas pour les tribunaux répressifs indigènes la possibilité d'appliquer la relégation, disaient que ces tribunaux étaient cependant compétents pour connaître des délits prévus par la loi du 27 mai 1885, et pour prononcer des peines marquant



pour la relégation. Bien que la Cour de cassation ait admis ce système dans plusieurs arrêts (29 novembre 1902 et 6 mars 1903) (1), nous ne pouvons nous y ranger, car les solutions qu'il donne sont inconciliables. De deux choses l'une : ou les tribunaux répressifs indigènes sont des tribunaux ordinaires et peuvent prononcer et la relégation, et des peines comptant pour la relégation, ou ce sont des tribunaux d'exception, et alors ils ne peuvent prononcer ni la relégation, ni des peines comptant pour la relégation. Le système mixte que nous venons d'exposer, basé sur des considérations pratiques, était, à notre avis, de tous le plus insoutenable au point de vue juridique.

Nous rejetterons également une autre théorie disant que les tribunaux indigènes, en tant que tribunaux d'exception, sont incompetents non seulement pour prononcer la relégation, mais encore pour connaître des délits pouvant entraîner des peines *ad relegationem*. Ce système, préconisé par M. Larcher, était accepté par la majeure partie des tribunaux algériens, ainsi que par la Cour d'Alger (arrêts du 18 décembre 1902 et du 14 mars 1903) (2). Cette opinion se fonde sur le principe, que nous ne pouvons d'ailleurs contester, que les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent prononcer des peines comptant pour la relégation, l'article 2 de la loi du 27 mai 1885 s'y opposant. De cette impossibilité, les auteurs acceptant cette opinion concluent que, ne pouvant prononcer ces peines, ces juridictions sont

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1903, 2. 61 et 150.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1903, 2. 1 et 113.

incompétentes pour connaître des délits pouvant les entraîner.

Mais si cette solution est conforme à la loi de 1885, elle est en désaccord avec l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 mars 1902. Ce texte confiait, en effet, aux tribunaux répressifs indigènes la connaissance de *tous* les délits commis par les indigènes des territoires civils. Or, si on enlevait à ces tribunaux la connaissance des vols, escroqueries, abus de confiance, outrages publics à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, mendicité, vagabondage, en un mot des délits prévus par la loi du 27 mai 1885, article 4, les tribunaux répressifs indigènes n'auraient plus eu qu'une compétence bien réduite ; ils n'auraient plus connu, et encore ! que de ce qu'on appelle la « broutille correctionnelle ». Ils n'auraient plus répondu au but de leur institution qui était d'assurer une répression prompte et énergique, alors qu'ils n'auraient pu connaître précisément des délits qu'il importait de réprimer sévèrement. Enfin, et surtout, pour apporter une dérogation aussi grave à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 mars 1902, il aurait fallu s'appuyer sur un texte formel.

A cette objection, M. Larcher répond que si les décrets de 1902 sont légaux (ce qu'il conteste d'ailleurs), ce n'est que dans la mesure où ils ne sont pas contraires à la loi de 1885, et il ne croit pas que l'on puisse concilier les deux textes dans un autre système.

Malgré l'autorité de cet auteur sur toutes les questions relatives à la législation algérienne, nous nous rangerons cependant à un troisième système, celui qu'a

adopté la Cour de cassation dans un arrêt du 5 février 1903 (1) sur le rapport de M. le conseiller Roulier. Voici quel est ce système :

Il est bien évident, d'abord, qu'en vertu de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885, les condamnations prononcées par les tribunaux répressifs ne pouvaient, sous l'empire des décrets de 1902, entrer en ligne de compte en vue de la relégation. Mais de cet article 2 on ne pouvait tirer comme conséquence que les tribunaux répressifs indigènes ne pouvaient connaître des délits passibles de ces peines, ni qu'il leur était interdit de prononcer des peines qui, si elles étaient émanées d'un tribunal ordinaire, auraient entraîné la relégation. Non seulement aucun texte ne l'exigeait, mais même, en examinant de près cet article 2, il apparaît que les juridictions spéciales ou exceptionnelles peuvent fort bien prononcer de ces condamnations; la preuve en est que cet article lui-même est obligé de dire que les condamnations prononcées par ces juridictions n'auront pas d'effet quant à la possibilité de la relégation.

Il est donc inexact de dire que l'article 2 de la loi du 27 mars 1885 mette obstacle à la compétence des tribunaux répressifs indigènes, puisque, tout au contraire, cette loi prévoit les cas où, non pas les tribunaux répressifs eux-mêmes qui n'existaient pas alors, mais où, d'une manière plus générale, les tribunaux d'exception ont à prononcer une condamnation pour l'un des délits énumérés dans son article 4.

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1903.2.52.

Nous dirons donc que tout indigène coupable d'un vol, d'une escroquerie, d'un abus de confiance, ou de tout autre délit semblable, était, sous l'empire des décrets de 1902, justiciable des tribunaux répressifs indigènes ; nous réservons ainsi à ces juridictions la connaissance de toutes les infractions que le système adopté par M. Larcher leur enlevait en dépit de la lettre et de l'esprit de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 mars 1902.

On peut faire à ce système deux objections : l'une juridique, l'autre d'ordre pratique. La première est faite par M. Larcher en ces termes (1) : « Pour admettre cette opinion, il faut oublier que la loi du 27 mai 1885 est, par son article 20, déclarée applicable en Algérie, et qu'il n'appartient pas à un décret de supprimer, d'abroger une loi. »

Nous répondrons que si la loi de 1885 est applicable en Algérie, elle l'est dans les mêmes conditions qu'en France ; que par conséquent, en Algérie comme en France, les condamnations prononcées par les juridictions d'exception (sauf les Conseils de guerre dont le cas est prévu par ce même article 20) ne compteront pas pour la relégation ; mais il n'en résulte pas, tout au contraire, que les tribunaux d'exception ne puissent connaître des délits passibles de ces condamnations. M. Larcher, pour justifier son opinion, pose en principe que les décrets de 1902 ne peuvent entrer en conflit avec des lois, et il en conclut que « dans la mesure où les décrets de 1902 porteraient atteinte à la loi

1. *Législation algérienne*, t. II, p. 709.

de 1885, ils ne peuvent recevoir exécution. » Nous répondons : il ne faut suspendre l'exécution des décrets de 1902 que dans la mesure où ils porteraient atteinte à la loi de 1885. Et il n'est pas besoin, comme l'affirme M. Larcher, pour que cette loi soit respectée « que les délits énumérés dans son article 4 puissent entraîner des condamnations comptant pour la relégation ». Cette loi l'exige tellement peu que dans son article 2 elle prévoit le cas contraire.

Nous avons dit que l'on pouvait encore faire à notre système une objection d'ordre pratique. C'est que les Européens et les indigènes des territoires de commandement coupables des délits prévus par la loi du 27 mai 1885 pourront être relégués lorsqu'ils auront le nombre de condamnations exigé par cette loi, tandis que les indigènes des territoires civils ne seront pas passibles de la relégation. Cette observation est parfaitement justifiée ; elle prouve simplement une lacune dans les décrets de 1902, lacune qui subsista malheureusement dans le décret du 9 août 1903 et ne fut comblée que par la loi du 31 mars 1904.

Malgré le silence du décret du 9 août 1903 sur les questions qui nous intéressent, à dater de cette époque la jurisprudence changea de système. La Cour d'Alger notamment, abandonnant la solution qu'elle avait jusque-là donnée, déclara que les tribunaux répressifs indigènes pouvaient prononcer des peines marquant pour la relégation. Mais cette juridiction tomba d'un excès dans l'autre en affirmant que les tribunaux répressifs indigènes, tels qu'ils étaient organisés par le décret



du 9 août 1903, étant des juridictions ordinaires pouvaient prononcer la relégation (arrêts des 22 octobre et 5 novembre 1903, et du 23 janvier 1904) (1).

Quant à la Cour de cassation, elle continua de se montrer hésitante et l'on peut voir notamment dans la *Revue algérienne et tunisienne* (année 1904, 2<sup>e</sup> partie, p. 33) un certain nombre d'arrêts contradictoires rendus par elle coup sur coup, ce qui fait dire à M. Larcher, dans une note placée en-dessous de ces arrêts : « A exprimer franchement notre pensée en présence des arrêts et jugements rapportés ci-dessus, nous dirons : le gâchis continue. »

Il était donc urgent, pour trancher les difficultés au milieu desquelles se débattaient la doctrine et la jurisprudence, qu'un texte nouveau vint départager les opinions en présence. Ce texte qui, malheureusement, manque, lui aussi, de précision, c'est la loi du 31 mars 1904. Cette loi est ainsi conçue :

« Article unique. — L'article 2, § 2 de la loi du 27 mai 1885 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2, § 2. — Ces cours et tribunaux pourront toutefois tenir compte des condamnations prononcées pour infractions de droit commun, spécifiées à la présente loi, soit par les tribunaux militaires et maritimes en dehors de l'état de siège ou de guerre, soit par les tribunaux institués en Algérie par le décret du 9 août 1903. »

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1904, 2<sup>e</sup> partie, pages 1, 25 et 43.

Cette loi laisse donc aux cours et tribunaux la libre appréciation des condamnations prononcées par les tribunaux répressifs indigènes. Ils « pourront tenir compte » de ces condamnations, dit le texte, et non pas « tiendront compte ».

Cette faculté laissée au juge ordinaire est le résultat « du caractère quelque peu exceptionnel des tribunaux répressifs » qui exige que les juridictions ordinaires, restées compétentes à l'égard des récidivistes, aient le droit d'apprécier dans quelle mesure il convient de faire état des condamnations antérieures (1).

Ainsi dans l'état actuel de notre législation, il n'y a plus doute sur le point de savoir si les tribunaux répressifs indigènes peuvent prononcer des peines comptant en vue de la relégation. Mais il reste encore un point obscur : les condamnations prononcées par ces tribunaux antérieurement à la loi du 31 mars 1904 peuvent-elles compter pour la relégation ? Nous ne voyons rien qui s'y oppose. On objecte que c'est là donner à la loi un effet rétroactif non prévu par elle. Nous croyons cependant notre opinion parfaitement conforme au texte de la loi : Celui-ci ne dit pas : les juridictions ordinaires pourront tenir compte des condamnations que prononceront les tribunaux répressifs ; il dit : « des condamnations *prononcées* » par ces tribunaux. L'emploi du participe passé indique que la loi ne prévoit pas seulement les condamnations à venir, mais aussi celles

1. Exposé des motifs de la loi. *Journal officiel*, Documents parlementaires, Chambre, 1904, annexe n° 1490.

qui avaient déjà été prononcées lors de sa promulgation. La jurisprudence de la Cour de cassation se montra hésitante sur ce point. Après avoir admis l'opinion inverse dans un arrêt du 22 juillet 1904 (1), elle s'est aussitôt ravisée et s'est, quelques jours après, prononcée dans le sens que nous indiquons par un arrêt du 29 juillet 1904 (2).

La loi de 1904 a encore eu le tort de ne pas dire expressément si les tribunaux répressifs indigènes peuvent ou non prononcer la relégation. Les arguments que nous avons donnés lorsque nous avons étudié cette question sous le régime des décrets de 1902 subsistent toujours, puisque le décret du 9 août 1903 n'a pas voulu trancher le différend et que la loi de 1904 est également muette sur ce point.

Nous dirons donc que les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent prononcer la relégation et qu'au cas où ils ont à juger un récidiviste relégable, ils doivent se déclarer incompétents et se dessaisir en faveur des tribunaux correctionnels.

D'ailleurs en examinant de près le texte de la loi de 1904, on peut voir qu'il est favorable à cette opinion : il prévoit le cas où les tribunaux ordinaires auront à appliquer la relégation pour des condamnations antérieurement prononcées, par des tribunaux répressifs indigènes, contre des indigènes des territoires civils ; il

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1905. 2. 192. Note de M. Larcher.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1905. 2. 223. Note de M. Larcher.

semble donc bien que l'idée du législateur était que les cours et tribunaux ordinaires étaient compétents, seuls compétents, au cas où un indigène était passible de la relégation, c'est-à-dire pour prononcer la dernière condamnation *ad relegationem*.

On ne peut sérieusement objecter que la loi ne visait que les cas tout à fait exceptionnels où un indigène des territoires civils est justiciable des tribunaux correctionnels et des Cours d'assises. Ce serait d'ailleurs une singulière législation que celle où un récidiviste relégable pourrait indéfiniment encourir des condamnations marquant pour la relégation, sans qu'il fût possible de le reléguer, à moins qu'il ne fût une fois, par hasard, poursuivi devant un tribunal correctionnel dans un des rares cas où les indigènes sont justiciables des juridictions ordinaires.

Du reste si le texte même de la loi du 31 mars 1904 est muet quant à la juridiction compétente pour juger les récidivistes relégables, il n'en est pas de même de l'exposé des motifs de cette loi, où se trouve le passage suivant : « Ainsi que le constate la Cour de cassation, lorsqu'un indigène, justiciable en principe du tribunal répressif, se trouve, à raison de ses antécédents, en situation d'être relégué, la juridiction correctionnelle ordinaire reste compétente pour statuer sur la nouvelle infraction qui lui est imputée (1). »

Il est donc certain que, même depuis la loi du 31 mars 1904, les tribunaux répressifs indigènes ne peuvent

1. *Journal officiel, loc. cit.*

prononcer la relégation. Ceci ressort d'ailleurs des termes mêmes employés par cette loi. En rapprochant le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885 et le paragraphe 2 modifié par la loi de 1904, on voit que les tribunaux répressifs indigènes se trouvent opposés aux « cours et tribunaux ordinaires », qui peuvent seuls prononcer la relégation et d'autre part assimilés aux tribunaux militaires et maritimes, c'est-à-dire à des juridictions d'exception.

La jurisprudence de la Cour de cassation semble bien fixée sur ce point par des arrêts des 24 décembre 1903 (1), 22 et 29 juillet 1904 (2). On peut citer en sens contraire comme admettant la compétence exclusive des tribunaux répressifs indigènes pour les indigènes, même récidivistes, un arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 23 janvier 1904 (3).

#### § 6. — Voies de recours

##### 1<sup>o</sup> OPPOSITION

Sous le régime des décrets de 1902, d'après l'article 3 du décret du 28 mai, l'indigène condamné par défaut ne pouvait faire opposition au jugement qui le condamnait que s'il établissait qu'en fait il n'avait pas eu connaissance de la citation, ou qu'il avait été empêché de comparaître, par force majeure.

1. DALLOZ, 1904.1.153.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1905.2.192 et 223.

3. DALLOZ, 1904.2.119.



Cette disposition n'a pas été reproduite par le décret du 9 août 1903; il faut en conclure que la matière de l'opposition devant les tribunaux répressifs indigènes est en principe régie par les mêmes règles que l'opposition devant les tribunaux correctionnels.

Des termes mêmes du décret du 9 août 1903 (art. 12, § 4) résulte que le prévenu indigène ne peut faire défaut que faute de comparaître et non pas faute de plaider. D'ailleurs, quelle utilité pratique aurait eu la possibilité pour les tribunaux répressifs indigènes de rendre des jugements par défaut contre un individu effectivement présent? « Pourquoi admettre, dit M. Cura (1), cette fiction purement juridique et qui ne pourrait avoir aucun résultat pratique de l'indigène présent qui déclarerait faire défaut? Pourquoi laisser se propager chez les indigènes une idée qu'ils ne manqueraient pas d'interpréter en disant qu'on peut se moquer d'un tribunal français puisqu'on peut lui répondre : Je suis là, mais je ne suis pas là ? »

Pour que l'opposition contre un jugement par défaut d'un tribunal répressif indigène soit possible, il suffit que le prévenu n'ait pas comparu à l'audience où il devait être entendu; l'opposition serait ainsi recevable alors même que l'accusé aurait comparu à une précédente audience dans laquelle le tribunal aurait renvoyé l'affaire à une date ultérieure (Cassation, 8 juin 1907) (2).

Nous avons déjà signalé, lorsque nous avons étudié

1. *Répertoire formulaire*, V<sup>o</sup> Jugements.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1908.2.110.

les jugements des tribunaux répressifs indigènes, que les jugements rendus par défaut par ces tribunaux sont immédiatement exécutoires, même sans signification, et qu'ils deviennent définitifs par l'exécution volontaire, ou faute par le condamné d'avoir fait opposition dans le délai de cinq jours à partir du premier acte d'exécution dont il aura eu connaissance.

## 2° APPEL

D'après le décret du 29 mars 1902 (art. 13) la faculté d'appel n'appartenait au condamné que lorsque le jugement prononçait un emprisonnement de plus de six mois, ou lorsque les amendes, restitutions ou autres réparations civiles excédaient la somme de 500 francs.

Ainsi les tribunaux répressifs indigènes prononçaient en dernier ressort des condamnations pouvant aller jusqu'à six mois d'emprisonnement et 500 francs d'amende ; or les condamnations à des peines supérieures étaient assez rares : pendant la première année de leur fonctionnement sous le régime des décrets de 1902, sur 15.827 condamnations prononcées par ces tribunaux, 14.071 étaient inférieures au chiffre fixé et 1.756 seulement, soit environ 11 pour 100, s'élevaient à un chiffre permettant à l'accusé d'interjeter appel.

Ce système était d'autant plus regrettable que, si l'on refusait au condamné la faculté d'appeler pour faire réduire sa peine, le Ministère public conservait cependant le recours de l'appel, soit au cas d'acquiescement,

soit au cas où la peine prononcée ne lui semblait pas suffisante.

L'article 11 du décret du 29 mars 1902, après avoir limité, comme nous venons de le voir, la faculté d'appel en ce qui concerne le condamné, ajoutait en effet : « La faculté d'appel appartient au Ministère public quelle que soit la décision. »

Cette suppression presque complète des voies de recours en faveur du condamné était un souvenir des commissions disciplinaires des territoires de commandement ; elle justifiait dans une certaine mesure les critiques violentes qui furent formulées à cette époque contre les « commissions administratives » qu'étaient les tribunaux répressifs indigènes.

Nous devons du reste ajouter que des réclamations s'élevèrent également en sens contraire, et que bien des magistrats protestèrent contre ce que la loi avait laissé subsister de la faculté d'appel en faveur du condamné.

Chose curieuse, ce ne furent pas seulement les Européens qui réclamèrent contre une faculté d'appel qui mettait obstacle à ce que la justice indigène devînt plus expéditive, plus rigoureuse et plus exemplaire ; mais des notables indigènes demandèrent aussi la suppression de la faculté d'appel laissée au condamné pour les jugements le frappant de condamnations graves. Et pour qui connaît le caractère arabe, ces protestations ne sont pas faites pour surprendre. Le musulman en effet, d'après le principe que toute autorité, toute justice émanent de Dieu, ne peut admettre qu'un tribunal

digne de ce nom, un tribunal rendant bonne justice, puisse jamais se tromper. Il ne peut comprendre que deux juridictions différentes puissent donner deux solutions différentes à une même question. Il est certain que toute voie de recours contre les décisions des juridictions, tant en matière civile qu'en matière répressive, a un effet très regrettable vis-à-vis de ce peuple à l'esprit simpliste : cela ne peut qu'amoindrir à ses yeux le prestige de l'autorité judiciaire, puisque c'est un aveu qu'elle peut se tromper. Ce que l'on reprochait donc, et avec raison, au système d'appel organisé en 1902, ce n'était pas tant d'avoir délimité trop étroitement la faculté d'appel réservée au prévenu que d'avoir mis l'inculpé et le ministère public sur un pied d'inégalité, ce dernier pouvant toujours appeler, le condamné ne le pouvant que rarement.

Contrairement au désir d'une partie de la population algérienne, au lieu de rétablir l'égalité en supprimant purement et simplement la faculté d'appel, le décret du 9 août 1903 la rétablit en étendant au condamné le droit d'appeler dans tous les cas. « Le condamné, dit l'article 21 de ce décret, l'officier du ministère public et la partie civile peuvent se pourvoir par la voie de l'appel dans les deux jours à partir du jugement. »

Cette limitation du délai d'appel a été attaquée comme étant contraire au Code d'instruction criminelle ; mais la Cour de cassation dans un arrêt du 11 avril 1907 (1) a reconnu le bien fondé de cette limitation.

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1908, 2. 10.

Quant au procureur de la République, d'après le même article, il exerce le droit accordé au procureur général par l'article 205 du Code d'instruction criminelle ; mais le délai dans lequel il peut user de cette faculté est réduit à un mois, au lieu de deux.

Les jugements préparatoires, interlocutoires ou de compétence des tribunaux répressifs indigènes ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel qu'en même temps que le jugement rendu sur le fond. Cette disposition a pour but d'empêcher tout retard dans la répression des délits.

C'est encore une question de célérité qui a fait attribuer, pour l'appel, compétence aux tribunaux correctionnels, ceux-ci étant habitués à statuer plus rapidement que les Cours d'appel.

L'appel contre les jugements des tribunaux répressifs indigènes doit être interjeté dans les deux jours de la prononciation du jugement. Toutefois la partie qui a fait les diligences nécessaires et n'a été mise dans l'impossibilité de former son recours dans le délai de droit qu'à raison d'une circonstance indépendante de sa volonté, n'est pas déchue de son droit. [Cassation, 16 juin 1904 (1) et 3 décembre 1904 (2).]

Le tribunal correctionnel, en cas d'appel, doit être saisi dans les dix jours. La présence du condamné détenu n'est pas indispensable, le tribunal est libre d'ordonner ou non sa comparution. Mais le prévenu a le

1. *Pandectes Françaises, Recueil*, 1905.1.321.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1905.2.12.



droit de se faire représenter à l'audience par un avocat ou un avoué ; à défaut de choix fait par lui, il lui est nommé un défenseur d'office.

L'appel est jugé selon les formes prescrites par le Code d'instruction criminelle pour les appels des jugements des tribunaux correctionnels. C'est ainsi, notamment, que, d'après un arrêt de la Cour de cassation du 28 janvier 1905 (1), il est indispensable que le jugement de l'appel soit précédé de la formalité du rapport prescrit pour les appels de jugements correctionnels par l'article 209 du Code d'instruction criminelle. Le jugement du tribunal correctionnel statuant comme juridiction d'appel est réputé contradictoire s'il est rendu en présence de l'avocat ou de l'avoué désigné pour représenter le prévenu en son absence (Cassation, 7 janvier 1904) (2). De cette manière, il ne peut y avoir en appel de jugements par défaut, et la justice est ainsi rendue plus expéditive, tout en laissant subsister au profit de l'inculpé des garanties suffisantes.

### 3° (RÉVISION)-CASSATION.

D'après l'article 4 du décret du 28 mai 1902, dans tous les cas où il y avait lieu « en matière criminelle » (il faut lire « en matière répressive » puisque le décret du 28 mai 1902 ne s'occupe pas des juridictions criminelles, mais des tribunaux répressifs indigènes) au pour-

1. *Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1905, 14.

2. *Pandectes Françaises, Recueil*, 1904, 1.509.

voi en cassation, ce pourvoi était porté devant la Cour d'Alger qui jouait ainsi le rôle de Cour de cassation pour les jugements émanant des tribunaux répressifs.

Ce recours qui était bien un pourvoi en cassation, au sens propre du mot, avait été, sans aucune raison, baptisé du nom de pourvoi en révision, ce qui était de nature à créer une équivoque avec le véritable pourvoi en révision.

La compétence ainsi attribuée à la Cour d'Alger était des plus regrettables : c'était une imitation des pouvoirs de cassation que possède cette Cour, en matière civile, vis-à-vis des jugements émanant des juridictions musulmanes. Dans ce dernier cas le pouvoir de cassation attribué à la Cour d'Alger est parfaitement justifié puisqu'elle connaît ainsi de l'application par les tribunaux musulmans du droit musulman. La Cour d'Alger était toute désignée pour jouer le rôle d'une Cour de cassation musulmane, étant mieux placée que la Cour suprême pour apprécier la manière dont on devait appliquer des lois et coutumes souvent compliquées.

Mais ce fut une erreur d'attribuer à cette Cour les mêmes pouvoirs vis-à-vis des tribunaux répressifs indigènes que vis-à-vis des juridictions civiles indigènes. Si ces dernières ont à appliquer le droit musulman, il n'en est plus de même des juridictions répressives qui appliquent exclusivement la loi française; il n'y a donc aucune raison, en cette matière, d'attribuer à la Cour d'Alger la connaissance des pourvois en révision-cassation.

Cette organisation était d'autant plus regrettable que

la Cour d'Alger avait ainsi à se prononcer sur l'application des mêmes textes que la Cour de cassation, et il était à craindre que l'on ne vît naître entre les deux Cours suprêmes de graves divergences d'opinion rompant l'unité de la jurisprudence. Établir un pareil système, disait M. Larcher, c'était plus que maladroit, c'était dangereux.

Ces réserves faites sur le principe même de la nouvelle voie de recours, il nous faut signaler les innombrables protestations qui s'élevèrent contre chacun des détails de son organisation.

L'article 4 du décret du 28 mai 1902 s'exprimait ainsi : « Dans tous les cas où il y a lieu, en matière criminelle ordinaire, au pourvoi en cassation, le procureur général pourra se pourvoir en révision devant la Cour d'Alger. Ce pourvoi sera fait et jugé dans la forme et dans les délais prévus par le décret du 25 mai 1892. »

Le procureur général pourra se pourvoir en révision, dit le texte. Le condamné n'aura-t-il donc pas la possibilité de se pourvoir également, soit devant la Cour d'Alger, soit devant la Cour de cassation ? Le décret semble le dire. Mais il est inadmissible que le procureur général, partie poursuivante, puisse seul apprécier si le condamné, c'est-à-dire la partie adverse, doit être admis à se pourvoir en révision-cassation. Cela serait contraire à l'article 407 du Code d'instruction criminelle : « Les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, en matière criminelle, correctionnelle ou de police..... pourront être annulés dans les cas suivants,

et d'après les distinctions qui vont être établies. » Or un décret ne peut abroger, pour l'Algérie, une disposition du Code d'instruction criminelle (1) consacrant la possibilité pour le condamné de se pourvoir contre la décision qui le frappe. C'est ce qu'a cependant décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 4 septembre 1902 (2) qui dit qu'il résulte de l'article 4 du décret du 29 (28) mai 1902 « que la Cour d'Alger, qui n'a plus à connaître en appel des affaires correctionnelles prévues par le décret du 29 mars 1902, est investie, à leur égard, du pouvoir de reviser les jugements dans tous les cas où il y a lieu, en matière ordinaire, au pourvoi en cassation. Cette révision, faite à la requête du procureur général, comporte l'intervention des parties et l'arrêt profite à celles-ci conformément aux dispositions du décret du 25 mai 1892 sur la justice musulmane. Ainsi la Cour d'Alger est, dans les affaires dont il s'agit, chargée entièrement des fonctions de Cour régulatrice. Ces attributions nouvelles de ladite Cour excluent nécessairement les recours des parties devant la Cour de cassation. » Un arrêt du 31 octobre 1902 (3) et un du 29 novembre 1902(4) vinrent confirmer cette renonciation de la Cour de cassation à une compétence que le décret du 29 mars 1902 n'avait pu lui enlever.

Ainsi des illégalités énormes auraient pu rester sans

1. LARCHER. *Les tribunaux répressifs indigènes d'Algérie devant la Cour de cassation*. Revue pénitentiaire, 1902, p. 1174.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1902. 2. 292.

3. *Revue algérienne et tunisienne*, 1903. 2. 139.

4. *Pandectes françaises, Recueil*, 1904. 1. 95.

sanction, un indigène aurait pu être condamné arbitrairement sans qu'il lui fût possible de se pourvoir en cassation, au cas où le procureur général n'aurait pas consenti à le faire pour lui.

Fort heureusement, le décret du 9 août 1903 a supprimé la voie de recours organisée par les décrets de 1902 et est revenu au droit commun. Actuellement, d'après son article 26, « le condamné, la partie civile et le ministère public ont le droit de se pourvoir en cassation dans les conditions déterminées par le Code d'instruction criminelle ».

Cependant, afin de sauvegarder la rapidité des décisions, cet article fait une réserve analogue à celle que l'article 22 avait déjà faite pour l'appel des décisions des tribunaux répressifs indigènes ; c'est qu'il ne pourra être formé de pourvoi contre les décisions de compétence ou interlocutoires qu'en même temps que contre le jugement sur le fond.

On peut encore signaler une très légère particularité du recours en cassation que nous étudions : c'est que, si le jugement d'appel a été rendu sans que le condamné ait été transféré au chef-lieu d'arrondissement (nous avons vu en effet que sa comparution devant la juridiction d'appel n'était pas indispensable), il peut former son pourvoi au greffe même du tribunal répressif.

A l'exception des deux remarques que nous venons de faire, le recours en cassation contre les arrêts des tribunaux répressifs indigènes s'exerce absolument de la même manière que les recours formés contre les décisions des juridictions répressives ordinaires.



#### 4° RÉVISION

Nous avons étudié plus haut une voie de recours inexactement nommée « recours en révision » qui fut organisée par les décrets des 29 mars et 28 mai 1902. C'est pourquoi nous devons dire que le véritable recours en révision n'ayant pas été visé par les décrets de 1902 et 1903, ce recours s'exercera pour les condamnations prononcées par les tribunaux répressifs dans les mêmes conditions que pour celles qui ont été prononcées par d'autres juridictions.

### SECTION III

#### COURS CRIMINELLES

##### § 1. — Création

Les Cours criminelles algériennes sont, on peut le dire, des institutions jumelles des tribunaux répressifs indigènes, ayant été créées la même année par la loi du 30 décembre 1902. De cette simultanéité de leur création résultent bien des analogies, et nous aurons à signaler un certain nombre de points où les juridictions criminelles indigènes et les juridictions indigènes du degré correctionnel sont en parfait parallélisme.

Mais il nous faut d'abord jeter un coup d'œil sur les juridictions criminelles ayant précédé celles-ci, et qui naguère encore étaient compétentes pour connaître des crimes commis par les indigènes.

Antérieurement à la loi du 30 décembre 1902, les criminels indigènes étaient, comme les Européens, justiciables des Cours d'assises.

Nous avons vu que c'est le décret du 19 août 1854 qui avait introduit en Algérie des juridictions portant le nom de Cours d'assises, mais différant de celles de la Métropole en ce qu'elles siégeaient sans jury et étaient composées de 5 juges. Nous avons vu aussi que les décrets Crémieux du 24 octobre 1870 assimilèrent ces juridictions à celles de la Métropole, mais que la Cour de cassation déclara inapplicables à l'Algérie celles des dispositions de la loi du 21 novembre 1872 qui venaient modifier le recrutement du jury métropolitain.

Le jury algérien se trouvait donc recruté différemment du jury français, et, d'une manière générale, on peut dire qu'il comprenait des éléments inférieurs à ceux de ce dernier. Aussi faisait-on aux Cours d'assises algériennes de nombreux reproches ; les erreurs judiciaires étaient trop fréquents, les jurés ne rendaient pas toujours la justice en leur âme et conscience, ils étaient parfois enclins à une trop grande sévérité envers l'accusé lorsque la victime était un colon.

D'un autre côté, les colons se plaignaient de la lourde charge qu'était pour eux le jury. Peu nombreux, ils avaient pourtant à juger un nombre d'affaires énorme qui leur faisait perdre un temps précieux, si bien que « la charge du jury était vingt-trois fois plus lourde pour un Français d'Algérie que pour un Français de la Métropole... et que dans certaines régions les colons en étaient arrivés à fonder des associations mutuelles pour subve-

nir aux dépenses et aux pertes que le jury entraînait pour eux ; il y avait la caisse du jury, comme il y avait la caisse contre les fléaux du phylloxéra ou des saute-relles (1). »

En outre, l'encombrement des rôles faisait que les accusés devaient subir une longue prévention avant d'être jugés. Enfin, et surtout, on faisait remarquer avec raison que le jury n'était pas une institution désirable en Algérie, puisqu'elle avait pour effet de faire juger les prévenus indigènes non pas par leurs pairs, mais on pourrait presque dire par leurs ennemis.

Aussi chacun accueillit-il fort bien la loi du 30 décembre 1902 qui, en même temps qu'elle venait réformer les Cours d'assises algériennes, et qu'elle rendait enfin applicable à l'Algérie la loi du 21 novembre 1872, créa pour juger les crimes commis par les indigènes des territoires civils un organisme nouveau, les Cours criminelles (2).

## § 2. — Organisation

D'après l'article 2 de la loi du 30 décembre 1902, les Cours criminelles siègent au chef-lieu judiciaire de cha-

1. Étienne Flandin, Rapport fait au nom de la Commission de la réforme judiciaire, *Journal officiel*, Chambre, 1894, Documents parlementaires, page 2043.

2. Nous avons vu dans l'*Historique* qu'un arrêté du général en chef du 16 août 1832 avait organisé une Cour criminelle composée de sept membres. Les nouvelles Cours criminelles n'ont de commun avec celle-ci que leur nom et le nombre de leurs membres.

que arrondissement algérien. Ainsi donc, tandis que nous avons, comme en France, dans les territoires civils, pour juger les Européens et les Israélites, une Cour d'assises par département, un tribunal correctionnel par arrondissement et un tribunal de simple police par canton, dans ces mêmes territoires, à cause du nombre très grand des infractions, et aussi de l'étendue de chaque circonscription, chaque organe judiciaire indigène de répression est institué au chef-lieu d'une circonscription inférieure d'un degré dans l'échelle à celle de la juridiction française correspondante : les crimes sont jugés au chef-lieu d'arrondissement par les Cours criminelles, les délits au chef-lieu de canton (1) par les tribunaux répressifs indigènes ; quant aux contraventions, dans les communes mixtes elles sont jugées au chef-lieu de la commune par l'administrateur, dans les communes de plein exercice c'est au chef-lieu de canton par le tribunal de simple police.

Les Cours criminelles sont organisées d'après les mêmes principes que les tribunaux répressifs indigènes. Ici encore la présidence appartient à un magistrat de carrière et il existe des assesseurs français et musulmans ; mais la Cour criminelle se compose de trois magistrats et de quatre assesseurs *laïcs*, comme dit M. Larcher.

Les trois magistrats sont, pour la Cour criminelle siégeant à Alger, trois conseillers à la Cour d'appel

1. En principe, du moins, car la circonscription judiciaire d'un tribunal répressif indigène peut, comme nous l'avons vu, s'étendre à plusieurs cantons.

d'Alger, ou, en cas d'empêchement, un conseiller et deux juges au tribunal de première instance ; dans les autres arrondissements, ce sont un conseiller à la Cour, ou, en cas d'empêchement, le président du tribunal civil de l'arrondissement et deux juges de ce même tribunal.

En cas d'empêchement des juges, un avocat, ou même, à son défaut, un avoué pourrait être appelé pour suppléer un magistrat manquant. Ainsi en a décidé, avec raison, la Cour de cassation, dans un arrêt du 10 juin 1904 (1) se rapportant à un pourvoi contre un arrêt de la Cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès du 7 mars 1904. L'un des magistrats désignés par le premier président ayant été empêché, et les autres magistrats du siège ayant pris part à l'instruction de l'affaire, le président de la Cour criminelle avait, en vertu de l'article 49 du décret du 30 mars 1808, appelé, pour compléter la Cour criminelle, un avoué, à défaut d'avocat présent.

Les quatre assesseurs se composent de deux assesseurs-jurés français et de deux assesseurs-jurés musulmans.

Les fonctions du Ministère public près la Cour criminelle sont exercées, à Alger même, par un magistrat du Parquet de la Cour d'appel ; dans les autres arrondissements, ces fonctions sont remplies par le procureur de la République ou son substitut. Les fonctions de greffier sont confiées, à Alger, au greffier de la Cour ou à l'un de ses commis-greffiers assermentés ; dans les

1. DALLOZ, 1906.1.271.



autres arrondissements, au greffier du tribunal qui peut se faire remplacer par un commis-greffier.

La composition de la Cour criminelle ressemble donc à celle des Cours d'assises, à part l'addition d'assesseurs-jurés remplaçant le jury. La loi du 30 décembre 1903 souligne du reste elle-même cette analogie lorsqu'elle dit, dans son article 3 : « Les magistrats appelés à faire partie de la Cour criminelle seront désignés dans la forme établie par la législation en vigueur pour la désignation des magistrats composant les Cours d'assises », c'est-à-dire d'après le décret du 6 juillet 1810.

La partie la plus intéressante de l'organisation des Cours criminelles est évidemment le nouvel organisme qu'elles comportent, les assesseurs-jurés.

Ceux-ci comprenant deux Français et deux Musulmans, les intérêts des colons et ceux des compatriotes de l'accusé se trouvent représentés, ce qui est une garantie de bonne justice.

Les assesseurs-jurés français sont choisis sur la liste des jurés de l'arrondissement par voie de tirage au sort. Cette liste elle-même est formée conformément à la loi actuellement en vigueur en France du 21 novembre 1872, laquelle est, nous l'avons vu, applicable à l'Algérie en vertu de la loi du 30 décembre 1902, article 3, § 2. Cette liste est également faite conformément aux prescriptions de la loi du 30 juillet 1881, d'après laquelle (art. 2) la liste des jurés comprend 600 noms dans chacun des départements d'Alger et d'Oran, et 800 noms dans celui de Constantine où siègent deux Cours d'assises ; 500 de ces jurés forment la liste du

jury de la Cour d'assises de Constantine et 300 celle de la Cour d'assises de Bône. Ce chiffre de 800 jurés est une dérogation au principe posé par la loi du 21 novembre 1872, dont l'article 6 dit que, sauf dans le département de la Seine, la liste du jury dans chaque département ne peut comprendre plus de 600 noms.

La loi du 29 juillet 1881 dit encore, dans son article 4, que nul n'est obligé d'être juré plus d'une fois chaque deux ans. Cette disposition n'était pas sans intérêt avant la loi du 30 décembre 1902, puisque, toutes les affaires criminelles indigènes devant, antérieurement, être jugées par les Cours d'assises, le service du jury était devenu pour les colons une véritable plaie.

Les Cours criminelles ne sont pas des juridictions permanentes : elles siègent par sessions, comme les Cours d'assises. La date de l'ouverture de chaque session est fixée par une ordonnance du premier président de la Cour d'appel d'Alger, sur les réquisitions du procureur général. Cette ordonnance est publiée dans les formes déterminées pour les ordonnances fixant l'ouverture des sessions d'assises, et qui sont indiquées par les articles 88 et suivants du décret du 6 juillet 1810.

Dans tous les cas, il doit être tenu au moins une session par trimestre. Cette disposition a pour but d'empêcher les inculpés détenus de subir une trop longue prévention ; d'autre part, pour ne pas prolonger outre mesure l'éloignement des assesseurs-jurés de leurs occupations habituelles, une autre disposition de la loi de 1902 limite la durée maxima de chaque session à quinze jours. Si ce temps ne suffisait pas pour le jugement des

affaires inscrites au rôle, il y aurait lieu d'ouvrir une session extraordinaire et de tirer au sort pour cette session de nouveaux assesseurs.

Les assesseurs-jurés, avons-nous dit, sont pris sur la liste du jury par voie de tirage au sort. Cette opération est faite par le premier président de la Cour d'appel pour la Cour criminelle d'Alger, pour les autres Cours criminelles par le président du tribunal de première instance. Ce tirage au sort a lieu en audience publique, quinze jours au moins avant l'ouverture de la session ; on tire ainsi sur la liste annuelle, dressée en conformité des lois des 21 novembre 1872 et 30 juillet 1881, les noms de quatre assesseurs-jurés français.

Quant aux assesseurs-jurés musulmans, ils sont pris sur une liste dressée en la même forme que celle du jury et comprenant, dans chaque arrondissement au moins dix noms et au plus vingt ; ces noms étant ceux de musulmans majeurs d'après la loi musulmane, âgés d'au moins vingt-cinq ans, et capables de comprendre la langue française.

Les règles de la majorité en droit musulman sont assez compliquées ; il existe même deux majorités : l'une quant à la personne, l'autre quant à l'administration des biens ; c'est la première seule qui nous intéresse. Il n'y a pas d'âge précis où commence la majorité quant à la personne. Chez les Hanéfites, elle est généralement fixée à quinze ans. Chez les Malékites, d'après Sidi Khâlil (1), « l'enfant est en interdiction

1. SIDI KHALIL. *Précis de jurisprudence musulmane*, traduction Perron, t. IV, p. 60.

jusqu'à ce qu'il soit pubère. La puberté est confirmée lorsque la dix-huitième année de la vie est accomplie... » Chez les Kabyles, la majorité résulta de l'admission au jeûne du Ramdhan et elle s'établit vers l'âge de seize ans par une déclaration d'émancipation faite par le père à la *djemâa* en présence d'un marabout.

En fait, il n'y a pas de règle bien fixe, c'est pour cette raison que la loi du 30 décembre 1902, afin de prévenir toute contestation, exige, bien que les assesseurs ne puissent être âgés de moins de vingt-cinq ans, qu'ils soient majeurs selon la loi musulmane, c'est-à-dire que leur majorité ne soit pas contestée.

Si dans l'arrondissement on ne trouvait pas dix musulmans remplissant les conditions de capacité voulues pour remplir les fonctions d'assesseurs-jurés, la liste pourrait être complétée « exceptionnellement et transitoirement » par l'adjonction de noms d'indigènes appartenant aux arrondissements voisins.

Le premier président, ou le président du tribunal tire au sort les noms des quatre assesseurs-jurés musulmans dans la même audience publique que les noms des quatre assesseurs français.

Si les noms d'un ou plusieurs assesseurs-jurés ayant rempli les mêmes fonctions pendant l'une des sessions précédentes, depuis moins de deux ans, venaient à sortir de nouveau, ils seraient immédiatement remplacés par ceux d'un ou de plusieurs autres assesseurs-jurés tirés au sort.

Les huit assesseurs-jurés appelés à former la liste de

session sont convoqués par les soins de l'autorité administrative, suivant la forme et dans les délais prévus pour la convocation du jury. Ils ont droit à une indemnité de séjour qui est la même que celle des jurés et que le décret du 11 janvier 1907 a fixée à la somme de 5 francs par jour lorsque la distance de leur domicile au lieu où siège la Cour criminelle est supérieure à 2 kilomètres. Ils touchent également l'indemnité de déplacement accordée aux jurés et que le décret du 18 juin 1811 a fixée à la somme de 2 fr. 50 par myriamètre (1).

Tout assesseur-juré qui, sans cause légitime, ne se sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée, sera condamné par les magistrats composant la Cour criminelle à une amende de 200 francs, sans préjudice des pénalités édictées par l'article 396 du Code d'instruction criminelle (2). Au cas de récidive, la seconde condamnation serait ainsi de mille francs, la troisième de quinze cents et de la privation du droit d'être juré à l'avenir.

Si le jour de l'audience les quatre assesseurs-jurés français et les quatre assesseurs-jurés musulmans ne répondent pas à l'appel de leur nom fait dans la forme indiquée par l'article 399 du Code d'instruction criminelle, le président de la Cour criminelle complète la liste en tirant au sort des noms d'assesseurs-jurés résidant

1. Le décret du 12 avril 1907, qui a élevé ce chiffre pour les jurés métropolitains, n'est pas applicable à l'Algérie.

2. Une erreur d'impression du *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> janvier 1903 a fait dire à la loi « l'article 366 ». Cette erreur est reproduite par plusieurs auteurs.



au siège de la Cour criminelle. Il peut ainsi désigner de ces assesseurs-jurés alors même qu'il aurait, avant l'ouverture de la session, été averti que l'un des assesseurs-jurés serait absent, l'article 252 du Code d'instruction criminelle ne distinguant pas entre le cas où la cause de l'empêchement était née et connue avant le jour de l'ouverture de la session, et celui où elle n'a pris naissance, ou ne s'est révélée que le jour même (arrêt de la Cour de cassation du 10 juin 1904) (1).

Les assesseurs-jurés pour chaque affaire, deux Français et deux Musulmans, sont tirés au sort dans la forme prévue par le Code d'instruction criminelle. Le tirage au sort des deux assesseurs-jurés français doit être fait avant celui des deux assesseurs-jurés musulmans.

Les accusés et le Ministère public ont concurremment la faculté de récusation. Ce droit ne s'arrête que lorsqu'il ne reste plus dans l'urne que les noms de deux assesseurs-jurés français et de deux assesseurs-jurés musulmans. « Si la Cour avait ordonné l'adjonction d'un assesseur-juré adjoint, soit français, soit musulman, cela aurait pour résultat de supprimer le droit de récusation du ministère public, dans la catégorie dont fait partie cet assesseur ; et si elle avait ordonné l'adjonction de deux assesseurs-jurés adjoints, le droit de récusation se trouverait supprimé pour toutes les parties. On comprend très bien, dès lors, que cette adjonction soit peu pratique et ne soit pas usitée.

« Si les accusés étaient plusieurs, ils devraient se

1. DALLOZ, 1906.1.270.

concerter pour exercer leurs récusations ; à défaut, le sort déterminerait, non pas comme en Cour d'assises le rang dans lequel ils feront leurs récusations, puisqu'il ne peut y en avoir qu'une pour chaque catégorie d'assesseurs, mais bien auquel des accusés serait attribué le droit de les exercer pour tous (Code d'instruction criminelle, art. 402 et 403) (1). »

Les assesseurs-jurés, avant de connaître de l'affaire, devront prêter serment. La formule du serment, sans être absolument identique dans ses termes à celle du serment des jurés, est cependant absolument analogue et reproduit les mêmes idées que la formule de l'article 312 du Code d'instruction criminelle. D'après l'article 9 de la loi du 31 décembre 1902, les assesseurs doivent jurer « de bien et fidèlement remplir leur mission, de garder religieusement le secret des délibérations et d'examiner avec la plus scrupuleuse attention les charges relevées contre l'accusé, en se décidant, suivant leur conscience et leur intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre. »

### § 3. — Compétence

Le texte de l'article 1<sup>er</sup> § 2 de la loi du 30 décembre 1902, qui délimite la compétence des Cours criminelles, est assez clair pour ne pas nécessiter de longs dé-

1. G. MASSONIÉ. *Les Cours Criminelles en Algérie*. — *Revue algérienne et tunisienne*, 1908. 1. 46.

veloppements : « Les crimes exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans dans l'étendue du territoire civil, seront déférés, dans chaque arrondissement à la juridiction des Cours criminelles... »

*Ratione personæ*, la compétence des Cours criminelles est ainsi nettement délimitée ; elle est exactement la même que celle des tribunaux répressifs indigènes, la loi du 30 décembre 1902 contenant les mêmes termes que le décret du 9 août 1903, décret manifestement inspiré de cette loi.

Le paragraphe 1 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1902 énumère d'ailleurs avec la même clarté quelles sont les personnes qui restent justiciables des Cours d'assises : ce sont : 1<sup>o</sup> les Français et étrangers non musulmans ; 2<sup>o</sup> les indigènes musulmans naturalisés ; 3<sup>o</sup> les autres indigènes musulmans, ainsi que les étrangers musulmans, au cas où ils seraient poursuivis pour des crimes commis ou tentés avec la participation d'individus rentrant dans l'une des deux catégories précédentes.

A ce point de vue, dans un arrêt du 31 août 1905 (1), la Cour de cassation a eu à trancher une difficulté de compétence dans un cas assez intéressant. Un indigène musulman et un Français avaient été poursuivis sous l'inculpation de vols qualifiés. La Chambre des mises en accusation de la Cour d'Alger renvoya l'affaire, par un arrêt du 14 avril 1905, devant la Cour d'assises d'Alger. L'arrêt fut notifié le 6 mai suivant. Vingt jours

1. *Journal de la Jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1905, 312.

après, l'accusé français mourait. Condamné par la Cour d'assises, l'indigène se pourvut en Cassation, soutenant, qu'en sa qualité d'indigène musulman, la Cour d'assises était incompétente pour statuer sur l'accusation dirigée contre lui, alors que l'action publique était éteinte à l'égard de son coaccusé français. La Cour de cassation décida que l'arrêt de la Chambre des mises en accusation fixe définitivement la compétence, lorsqu'il a acquis l'autorité de chose jugée. Le décès du coaccusé européen survenant ultérieurement n'avait donc pu modifier la compétence et nécessiter le renvoi devant la Cour criminelle de l'indigène musulman désormais seul accusé.

*Ratione loci*, la compétence des Cours criminelles ne présente aucune difficulté : elles connaissent, chacune pour son arrondissement, des crimes commis « dans l'étendue du territoire civil », que les indigènes poursuivis soient ou non originaires de ce territoire.

*Ratione materiæ*, nous trouvons quelques légères obscurités dans la loi de 1902. D'abord le texte que nous étudions ne parle absolument que des crimes. Le législateur n'a pas songé que les Cours d'assises pouvaient connaître de certains délits, délits de presse, délits d'audience ; est-ce à dire que ces infractions devront rester de la compétence des Cours d'assises ? M. Larcher est de cet avis (1), se fondant sur le texte du paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup>, qui d'après lui, « ne sous-

1. *Législation algérienne*, t. II, *addenda et corrigenda*, p. 703.

trait à la compétence des Cours d'assises que les *crimes* commis par les indigènes et étrangers ».

Il est incontestable que si le paragraphe 2 était une dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, il faudrait entendre le mot « crimes » *stricto sensu* ; mais ce n'est pas le cas : le premier paragraphe de la loi délimite la compétence des Cours d'assises algériennes ; le deuxième, celle des Cours criminelles. Mais le second paragraphe n'a pas le caractère d'une dérogation au premier ; il est tout aussi général que lui. Aussi croyons-nous qu'il est préférable de s'en rapporter à l'esprit de la loi, qui est de remplacer les Cours d'assises par les Cours criminelles chaque fois que le prévenu est un indigène musulman. Ce n'est que par suite d'une omission, que la loi du 30 décembre 1902 n'a pas parlé des rares délits de la compétence des juridictions criminelles. Nous ferons, d'ailleurs, observer que si le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> ne parle pas de ces délits, le paragraphe 1<sup>er</sup> est tout aussi muet sur ce point, et que, par conséquent, si l'on considère l'article 1<sup>er</sup> comme devant être entendu *stricto sensu*, il n'existe aucune raison, dans la loi nouvelle, d'attribuer compétence en matière de délits aux Cours d'assises algériennes plutôt qu'aux Cours criminelles.

Il est vrai qu'antérieurement à la loi de 1902, les délits dont nous parlons étaient jugés par les Cours d'assises ; on pourrait donc objecter que, d'après les principes du Droit, la compétence antérieure des Cours d'assises doit être conservée sur tous les points où la loi nouvelle n'y met pas obstacle. L'objection serait



fondée si la loi de 1902 n'avait eu pour but que de soustraire à la compétence des Cours d'assises certaines personnes ou certains faits ; mais sa portée est beaucoup plus générale : elle ne s'est pas bornée à organiser des Cours criminelles, mais s'est également occupée des Cours d'assises. Cette loi ne doit donc pas, croyons-nous, être considérée comme une loi dérogative, mais comme une loi réorganisant complètement la répression des crimes commis dans les territoires civils algériens. C'est pourquoi on ne doit pas entendre son article 1<sup>er</sup> *stricto sensu*, mais donner au mot « crimes » le sens que le législateur a voulu lui donner, celui d'infractions à la loi pénale de la compétence des juridictions du degré criminel.

Ce mot doit encore être entendu dans le même sens, au cas où l'une de ces infractions est commise par un indigène âgé de moins de seize ans, dans les circonstances prévues par l'article 68 du Code pénal. La juridiction compétente sera, nous l'avons vu, non pas les tribunaux répressifs indigènes, mais les tribunaux correctionnels ; c'est ce que décide un arrêt de la Cour de cassation du 5 novembre 1903 (1).

De ce que les Cours criminelles jouent vis-à-vis des indigènes le rôle de Cours d'assises, nous concluons encore que toute personne ayant subi un préjudice résultant d'un crime de leur compétence peut se porter partie civile devant elles (Arrêt de la Cour criminelle d'Alger du 15 juillet 1903) (2).

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1904.2.56.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1904.2.59.

Enfin nous retombons encore une fois dans la difficulté que nous avons examinée en étudiant les tribunaux répressifs indigènes : les Cours criminelles peuvent-elles connaître des crimes commis par des individus passibles de la relégation ? Disons tout d'abord que nous n'avons pas à poser la question : les Cours criminelles peuvent-elles connaître des crimes passibles de condamnations comptant pour la relégation ? En effet, tous les crimes étant passibles de peines prévues par la loi du 27 mai 1885, l'institution même des Cours criminelles prouve qu'elles peuvent connaître de ces infractions.

Mais si un indigène qui a commis un crime, et qui a déjà encouru suffisamment de condamnations pour être relégable, en encourt une autre, cet indigène devra-t-il être poursuivi devant la Cour criminelle ou devant la Cour d'assises ?

Contrairement à l'avis que nous avons donné dans la même question, lorsque nous étudions les tribunaux répressifs indigènes, nous croyons qu'il devra être poursuivi devant la juridiction indigène, malgré que, comme nous le verrons, cette juridiction ne puisse prononcer la relégation.

C'est qu'ici nous ne sommes plus dans les mêmes conditions que lorsqu'il s'agissait des tribunaux répressifs indigènes. On peut bien se représenter un récidiviste, commettant des délits le ramenant un grand nombre de fois devant des juridictions armées de simples peines correctionnelles et ne pouvant appliquer la relégation. Cet individu pourrait, pour ainsi dire, braver les tribunaux répressifs, au cas où il serait indifférent

aux peines d'emprisonnement que lui appliqueraient ces tribunaux, et il importe que le spectacle de l'impuissance des juridictions répressives en face d'un récidiviste ne puisse se prolonger ; c'est pourquoi nous avons dit que si un individu « presque relégable » commet un délit, on devra le faire juger par le tribunal correctionnel qui, seul, pourra le reléguer définitivement. La peine de la relégation est, en effet, indispensable en ce cas, pour débarrasser la société d'un récidiviste dangereux, et pour servir d'exemple à ceux qui seraient tentés de l'imiter.

Au contraire, si cet individu commet un crime, sa qualité de récidiviste permettra à la Cour criminelle de lui appliquer une peine d'une longueur telle que cet individu ne sera plus redoutable de longtemps ; et cette juridiction se trouve suffisamment armée pour qu'on ne puisse la braver en revenant trop fréquemment devant elle. Sans doute il est regrettable, au point de vue de la sécurité, que cette Cour ne puisse prononcer la relégation, mais il est certain que celui qui ne craint pas les travaux forcés ne serait pas davantage intimidé par la relégation qu'il aurait à subir à l'expiration de cette peine. En matière criminelle, la relégation, peine accessoire, n'est, pour ainsi dire, qu'un détail à côté de la peine principale, alors que, devant les juridictions du degré correctionnel, la peine d'emprisonnement peut apparaître comme n'étant que d'une gravité secondaire, comparée à la peine dite « accessoire » qu'elle détermine.

Sans doute, nous le répétons, il est déplorable que

les Cours criminelles ne puissent appliquer la relégation, mais elles sont armées de pénalités suffisantes pour qu'il ne soit pas moralement indispensable de renvoyer leurs justiciables devant les Cours d'assises.

Nous avons du reste, pour justifier cette solution, une raison plus juridique que celles que nous venons d'exposer ; c'est que, non seulement le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> est formel, et exige que les crimes commis par les indigènes musulmans soient attribués aux Cours criminelles, mais en outre on ne peut attribuer compétence aux Cours d'assises pour juger des indigènes en dehors des cas prévus par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1902 qui a énuméré ces cas limitativement. Pour agir ainsi, il faudrait violer non seulement le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> mais encore le paragraphe 1<sup>er</sup> du même article.

Il n'en était pas de même lorsque nous parlions des tribunaux répressifs indigènes ; là, non seulement les nécessités pratiques exigeaient que les juridictions ordinaires eussent compétence pour juger les récidivistes, mais encore en examinant les textes, on voyait qu'ils supposaient cette solution. Ici la situation est complètement renversée, nous nous trouvons en présence d'un texte formel, qui ne permet pas de faire juger par les Cours d'assises, les crimes commis par des indigènes musulmans non naturalisés.

Nous concluons donc que *ratione materiæ*, les Cours criminelles connaissent exactement vis-à-vis des indigènes et étrangers musulmans des mêmes affaires que les Cours d'assises vis-à-vis des autres criminels.

Comme les lois relatives à l'organisation des juridictions et à la compétence ont un effet rétroactif, les Cours criminelles sont compétentes pour juger les crimes commis par des indigènes même antérieurement à la loi du 30 décembre 1902, pourvu qu'il n'y ait pas prescription. La Cour de cassation, se fondant sur ce principe, a décidé, avec raison, dans un arrêt du 23 juillet 1903 (1), qu'un indigène musulman condamné par contumace par une Cour d'assises, antérieurement à cette loi, doit, s'il est repris, purger sa contumace devant la Cour criminelle, en vertu de l'article 476 du Code d'instruction criminelle. Elle a de même décidé, dans un arrêt du 4 janvier 1906 (2), que c'est la Cour criminelle qui est compétente pour statuer sur l'identité d'un indigène antérieurement condamné par contumace par une Cour d'assises, malgré l'article 518 du Code d'instruction criminelle qui dispose que la reconnaissance de l'identité du condamné doit être faite par la juridiction qui a prononcé la condamnation.

#### § 4. — Procédure

Dans les affaires jugées par les Cours criminelles, il sera souvent nécessaire, l'accusé ne comprenant pas le français ou ne le comprenant pas suffisamment, d'avoir recours à un interprète. S'il s'agit d'un interprète officiel, lequel a prêté le serment professionnel avant

1. DALLOZ, 1906.1.270.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1906.2.165.



d'entrer en fonctions, il sera inutile de lui faire prêter serment à nouveau ; toute autre personne désignée pour remplacer l'interprète officiel devrait prêter le serment prescrit par l'article 332 du Code d'instruction criminelle (1).

Pour le renvoi et la procédure devant les Cours criminelles, on doit, d'après l'article 11 de la loi du 31 décembre 1902, appliquer les dispositions du Code d'instruction criminelle qui ne sont pas contraires à cette loi. Ainsi notamment, faisant application des articles 1 et 3 du Code d'instruction criminelle, un arrêt de la Cour criminelle d'Alger du 15 juillet 1903 (2) a admis que toute personne, ayant subi un préjudice résultant d'un crime commis par un indigène, est admissible à se porter partie civile devant les Cours criminelles.

Il nous suffira donc d'étudier les règles particulières de procédure posées par la loi du 31 décembre 1902, le surplus de la procédure étant identique à celle des Cours d'assises.

C'est l'article 10 de la loi du 31 décembre 1902 qui contient ces dispositions particulières. Elles se réfèrent au mode de délibération des Cours criminelles, l'absence de jury, et la présence d'assesseurs-jurés, ne permettant pas, en cette matière, de suivre les règles applicables aux Cours d'assises.

Les assesseurs-jurés, contrairement au jury des Cours d'assises, siègent avec les magistrats de la Cour, et ils

1. MASSONIÉ. *Les Cours criminelles en Algérie*. Revue algérienne et tunisienne, 1908.145.

2. *Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1903,292.

délibèrent avec eux, non seulement sur la question de culpabilité, mais aussi sur l'application de la peine. Mais ils ne pourraient délibérer sur toute autre question, et notamment sur les questions relatives à l'action civile (Cassation, 1<sup>er</sup> septembre 1904) (1).

Après cette délibération a lieu le vote sur la culpabilité, vote qui a lieu au scrutin secret et dans les formes prévues pour le jury par l'article 345 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire que le président de la Cour criminelle doit donner lecture successivement de chacune des questions sur lesquelles la Cour criminelle doit statuer ; il en est de même de la question de l'admission ou du rejet des circonstances atténuantes.

La Cour prononce à la majorité des voix et par dispositions spéciales sur chaque chef d'accusation et sur les circonstances atténuantes. Les membres de la Cour criminelle étant au nombre de sept, il n'y aura généralement pas partage de voix. Cependant au cas où il se trouverait dans l'urne un bulletin blanc, le partage des voix devrait profiter à l'accusé pour les questions principales ; pour les circonstances atténuantes, au contraire, l'accusé ne peut en bénéficier que si elles lui sont accordées « à la majorité » ; le partage des voix ne suffirait pas (art. 341 du Code d'instruction criminelle).

Si la majorité s'est prononcée pour la culpabilité, le président doit faire connaître les conséquences légales du verdict rendu, et il consulte les magistrats et asses-

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1904.2.344.

seurs-jurés composant la Cour criminelle sur l'application de la peine. Il commencera par recueillir les voix des assesseurs-jurés, afin que ceux-ci puissent donner leur avis en toute liberté, et sans connaître l'opinion des magistrats, cette opinion pouvant faire une certaine influence sur la leur propre.

Les voix des assesseurs-jurés doivent être recueillies dans l'ordre où ils ont été appelés à siéger par le tirage au sort ; ainsi les assesseurs-jurés français exprimeront leur avis ayant leurs collègues musulmans. Le président prononce ensuite la peine en tenant compte des diverses opinions émises à ce sujet.

#### § 4. — Arrêts et Peines

Les arrêts des Cours criminelles sont, en principe, rendus dans la même forme que ceux des Cours d'assises. Pourtant la jurisprudence a consacré un certain nombre d'exceptions à cette règle. D'après des arrêts de la Cour de cassation des 25 juin 1903 (1) et 20 janvier 1905 (2), les Cours criminelles doivent indiquer sur la feuille de questions jointe à la procédure que la question relative aux circonstances atténuantes a été posée, et cela alors même que la réponse aurait été négative.

La Cour criminelle doit également indiquer sur cette feuille de questions que la décision a été prise à la ma-

1. DALLOZ, 1903. 1. 619 et la note.

2. *Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1905, 42.

jorité des voix, et par dispositions distinctes sur chaque chef d'accusation. Bien que cette exigence soit d'une utilité pratique assez contestable, la Cour de cassation, dans des arrêts des 5 août 1904 (1) et 18 août 1904 (2) a déclaré cette indication obligatoire, comme étant édictée par l'article 347 du Code d'instruction criminelle, applicable aux Cours criminelles en vertu de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1902.

Mais la Cour de cassation n'exige pas que les pièces de la procédure indiquent dans quelles formes ont été prises les délibérations, et ont eu lieu les votes ; le procès-verbal, d'après un arrêt du 30 juillet 1903 (3), n'ayant pas à constater les formalités qui ont lieu en dehors de l'audience de la Cour criminelle dans la salle des délibérations ; en prescrivant ces formalités, la loi s'en est rapportée à la conscience du président du soin de les faire observer, sans qu'elle lui ait imposé un mode quelconque de constatation.

En ce qui concerne les peines, les Cours criminelles ont la même compétence que les Cours d'assises, sauf en ce qui concerne la relégation. Cette question de la relégation est tout aussi délicate dans le droit indigène algérien, qu'il s'agisse de juridictions criminelles des territoires civils ou de juridictions correctionnelles.

Nous retrouvons encore les mêmes questions : Les Cours criminelles peuvent-elles prononcer la relégation ?

1. *Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1905, 155.

2. DALLOZ, 1906.1.271.

3. DALLOZ, 1906.1.271.

Et si elles ne le peuvent, les condamnations prononcées par elles comptent-elles du moins en vue de la relégation ?

A la première question, nous donnerons les mêmes solutions que lorsque nous étudions les juridictions indigènes du degré correctionnel. Non, les Cours criminelles ne peuvent prononcer la relégation, et cela pour les mêmes motifs qui nous ont fait refuser ce droit aux tribunaux répressifs indigènes. Ces Cours criminelles sont des juridictions spéciales et exceptionnelles ; spéciales, puisqu'elles ne sont faites que pour juger une catégorie déterminée d'individus, les indigènes musulmans et les étrangers musulmans, exceptionnelles, en ce sens qu'elles sont composées d'une manière et selon des principes tout à fait différents des juridictions ordinaires correspondantes, les Cours d'assises.

C'est pourquoi les Cours criminelles ne peuvent, croyons-nous, appliquer la peine de la relégation, que l'article 2 de la loi du 27 mai 1885 réserve exclusivement aux Cours et tribunaux ordinaires. Pour que les Cours criminelles fussent compétentes pour prononcer cette peine, il faudrait une loi spéciale, loi qui, malheureusement, n'existe pas encore à l'heure actuelle.

Nous devons toutefois constater que la jurisprudence a admis un système absolument contraire. La Cour de cassation estime en effet, dans un arrêt du 24 juillet 1903 (1), rendu sur un pourvoi contre un arrêt de la Cour criminelle d'Orléansville du 4 mai 1903, que

1. DALLOZ, 1906. 1. 270.



les Cours criminelles peuvent appliquer la relégation. Voici les motifs assez peu précis du reste, qui ont entraîné cette décision : « En ce qui touche la peine accessoire de la relégation ; attendu que la Cour avait compétence pour prononcer cette peine ; qu'en effet, les Cours criminelles, telles qu'elles ont été organisées en Algérie par la loi du 30 décembre 1902, ne sauraient être considérées comme des juridictions spéciales et exceptionnelles, dans le sens de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885. » Cet arrêt fut confirmé immédiatement après par un autre arrêt du 14 août 1903 (1).

Nous ferons remarquer que, comme nous l'avons dit plus haut, la Cour de cassation, sous le régime des décrets des 29 mars et 28 mai 1902, et même sous celui du décret du 9 août 1903, déclarait, dans des arrêts des 5 février 1903 (2) et 24 décembre 1903 (3) notamment, que les tribunaux répressifs indigènes étaient des juridictions d'exception. On ne voit pas pourquoi il n'en serait pas de même des Cours criminelles, dont l'organisation, la compétence *ratione personæ*, et la procédure présentent tant d'analogies avec celles des tribunaux que la Cour suprême qualifie de tribunaux exceptionnels.

Les peines prononcées par les Cours criminelles compteront-elles, du moins, pour la relégation ? Ici encore nous sommes obligé de répondre négativement. Quel-

1. DALLOZ, 1906. 5. 61.

2. DALLOZ, 1903. 1. 281.

3. DALLOZ, 1904. 1. 153.

que illogique que cela paraisse, les condamnations en matière correctionnelle prononcées par les tribunaux répressifs indigènes, comptent *ad relegationem*, en vertu de la loi du 31 mars 1904, tandis que les condamnations en matière criminelle prononcées par les Cours criminelles n'entrent pas en ligne de compte! C'est que par suite d'une omission absolument monstrueuse, la loi de 1904 n'a permis aux Cours et tribunaux ordinaires de faire entrer en ligne de compte les condamnations prononcées par les juridictions répressives indigènes des territoires civils, qu'en ce qui concerne « les tribunaux institués en Algérie par le décret du 9 août 1903 ». Le législateur a absolument oublié de parler des Cours criminelles que la loi du 30 décembre 1902 venait d'instituer.

C'est là évidemment le résultat d'un oubli, car il n'existait aucune raison de ne pas déclarer que les condamnations prononcées par les cours criminelles compteraient pour la récidive, comme celles prononcées par les Cours d'assises.

Ni dans l'exposé des motifs, précité, de la loi du 31 mars 1904, ni dans le rapport de M. Maurice Colin (1), nous ne voyons la moindre allusion aux condamnations prononcées par les Cours criminelles algériennes. Comme, d'autre part, cette loi fut adoptée sans aucun débat, tant à la Chambre des députés qu'au Sénat, il est bien certain que personne n'a songé aux cours criminelles récemment instituées. Cet oubli s'explique

1. *Journal officiel, Documents Parlementaires*, Chambre, 1904, annexe, n° 1532.

par ce fait que les tribunaux répressifs indigènes ont à connaître d'un nombre d'infractions très supérieur à celui des infractions jugées par les Cours criminelles, et que les voies de recours contre leurs jugements sont en outre plus nombreuses que celles qui existent contre les arrêts de ces dernières. Il en résulte que, tandis que le fonctionnement des tribunaux répressifs avait provoqué un très grand développement de jurisprudence (et même, nous l'avons vu, d'une jurisprudence contradictoire qui avait soulevé toutes sortes de critiques et de polémiques des plus ardentes), les Cours criminelles, au début de 1904, commençaient seulement à fonctionner normalement, ayant été, pour la durée de l'année 1903, régies par une disposition, transitoire la loi du 14 février 1903.

Pouvons-nous réparer l'omission commise par la loi du 31 mars 1904 ? Nous ne le pensons pas. Cette loi est, en effet, une exception apportée au principe de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, et toutes les dérogations doivent être entendues *stricto sensu*.

Nous sommes donc obligé de conclure que les condamnations prononcées par les Cours criminelles n'entrent pas en ligne de compte pour la relégation des récidivistes, alors que celles qui sont prononcées par les tribunaux répressifs indigènes marquent *ad relegationem*, et nous ne pouvons que souhaiter la disparition de ce qui est une lacune, en même temps qu'une bizarrerie dans la législation algérienne actuellement en vigueur.

§ 6. — Voies de recours.

Comme les arrêts des Cours d'assises, ceux des Cours criminelles sont rendus en dernier ressort (Loi du 30 décembre 1902) (art. 10 *in fine*) ; il en résulte que leurs décisions ne sont pas susceptibles d'appel. Et, en effet, il n'existe pas de juridictions hiérarchiquement supérieures, sauf, bien entendu, la Cour de cassation.

La seule voie de recours normale sera donc la Cassation, qui s'exercera absolument selon les mêmes règles que pour les arrêts de Cours d'assises. Naturellement, la voie extraordinaire de recours qu'est la révision continuera à pouvoir être employée dans les conditions prévues par la loi.





# DEUXIÈME PARTIE

## Régime de l'Indigénat

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Les infractions au Code de l'Indigénat

---

#### SECTION I

##### GÉNÉRALITÉS

##### § 1. — Définition.

Jusqu'à présent nous avons étudié, tant dans les territoires de commandement que dans les territoires civils, quelles étaient les juridictions répressives indigènes proprement dites.

Nous avons ainsi passé en revue un certain nombre d'organismes qui, sans être constitués selon des principes absolument identiques à ceux des juridictions métropolitaines, n'en diffèrent pas cependant au point que le juriste français ne puisse y reconnaître de véritables tribunaux.

Si nous mettons à part les commissions disciplinai-

res des territoires de commandement, qui ont un caractère mixte, et sur la nature desquelles il est possible de discuter, il est certain que jusqu'à présent nous n'avons vu que des institutions qui, peut-être, sont faites pour surprendre quelque peu l'Européen habitué à des organes différents, mais dans lesquelles il retrouve cependant une image plus ou moins déformée de juridictions analogues existant dans la Métropole.

Mais en outre de ces institutions, il existe, pour les indigènes algériens, tout un système de répression qui s'exerce, non plus par des tribunaux, non plus même par de véritables juridictions, mais d'une manière bizarre que l'Européen n'est pas habitué à connaître.

L'indigène algérien est assujetti, en tant qu'indigène, non seulement aux lois pénales françaises qui lui sont applicables selon les règles que nous avons vues, mais encore à un régime disciplinaire qui n'a plus un caractère juridique, mais un caractère administratif, qui ne consiste plus dans l'application du Code pénal plus ou moins, modifié, mais dans des règles tout à fait spéciales appliquées sans observation de formes qui sont de l'essence même d'un jugement.

Bien que nous ne prétendions étudier que les juridictions répressives indigènes, il nous est impossible de passer sous silence ce régime spécial ; et de même que nous n'avons pu étudier les tribunaux militaires des territoires de commandement sans parler des Commissions disciplinaires qui ne sont pas des organes absolument judiciaires, nous ne pouvons exposer l'ensemble des juridictions répressives indigènes en Algérie, .

sans consacrer un chapitre à la condition juridique faite aux indigènes en dehors des cas où une infraction prévue par la loi pénale les rend justiciables des juridictions que nous avons déjà étudiées.

Que faut-il entendre par le mot : « indigénat ». Pris dans son sens le plus large, ce mot indique une condition juridique spéciale aux habitants d'un pays ; on peut donc entendre ce terme dans deux acceptions différentes. Tantôt on désigne par là l'ensemble des droits qui sont réservés aux seuls citoyens d'un État, à l'exclusion des étrangers ; ce mot, dans ce sens devient à peu près synonyme de « droit de cité », et alors l'indigénat apparaît comme une faveur. Tantôt ce mot désigne, au contraire, une situation amoindrie faite à l'indigène au point de vue pénal et administratif ; alors l'indigénat n'est plus une faveur, mais un régime spécialement rigoureux imposé à un peuple vassal par une nation suzeraine.

Entendu dans cette dernière acception, l'indigénat algérien comprendrait toutes les règles juridiques spéciales aux indigènes, y compris, par conséquent, l'attribution de compétence, pour la répression des infractions, à des juridictions répressives spéciales. Ainsi la question des juridictions répressives indigènes ne serait qu'une face de la question de l'indigénat, *lato sensu*.

Mais nous entendons ici le mot « indigénat » dans un sens beaucoup plus restreint. Nous désignons par là des règles spéciales de discipline imposées aux indigènes algériens, et permettant de leur appliquer administrativement diverses pénalités en dehors de toute

loi répressive spéciale, en dehors aussi de toute juridiction proprement dite.

En étudiant les juridictions des territoires de commandement, nous avons eu l'occasion de voir ce qu'étaient les Commissions disciplinaires. Si nous avons étudié cet organisme à la suite des Conseils de guerre, c'est qu'il présente, malgré tout, dans ses règles de compétence et de procédure, certains caractères qui pourraient presque le faire ranger parmi les tribunaux ; et c'est aussi parce que, à côté des Conseils de guerre, il joue le rôle d'une juridiction complémentaire, Connaisant des affaires qu'il est « impossible » de déférer à ceux-ci ; en sorte que nous ne pouvions étudier les tribunaux militaires sans parler à leur suite des Commissions qui viennent les compléter en jugeant un certain nombre d'infractions de droit commun.

Mais, d'autre part, ces Commissions disciplinaires malgré leurs ressemblances avec des tribunaux, ne sont que l'un des organes destinés à appliquer aux indigènes les pénalités qui constituent le régime de l'indigénat, car les décisions qu'elles proposent ne sont pas de véritables jugements opposables aux tribunaux. C'est pourquoi en faisant l'historique des Commissions disciplinaires nous avons, par cela même, vu quelle était l'origine du Régime de l'Indigénat.

## § 2. — Historique

Le Régime de l'Indigénat tire son origine des pouvoirs de répression qui appartenaient, lors de la con-

quête, au général en chef commandant les troupes françaises, pouvoirs qui lui étaient dévolus par suite de la nécessité où il se trouvait d'assurer la sécurité de son armée, sans cesse menacée par les menées d'indigènes ne faisant pas partie de troupes régulières.

Nous avons vu comment il s'est fait que ces pouvoirs exceptionnels avaient pu se prolonger et se transmettre jusqu'à nos jours. Il nous suffira donc de rappeler en quelques mots l'histoire de l'indigénat.

L'ordonnance du 22 juillet 1834, dans son article 15, avait accordé au gouverneur général les pouvoirs les plus étendus en tout ce qui concerne la haute police, sous le rapport de la sûreté et de la tranquillité publiques. Nous avons vu comment, à côté des peines déterminées par l'ordonnance du 22 juillet 1834 et l'arrêté ministériel du 2 août 1836 (1), des peines non prévues par ces textes, amende, internement, séquestre, responsabilité collective, avaient réussi à se développer par suite des nécessités de la pratique.

L'amende, appliquée d'abord arbitrairement, fut réglementée par la circulaire du gouverneur général du 12 février 1844 (2), qui supprima les pouvoirs discrétionnaires dont usaient, et parfois abusaient, les chefs militaires, en leur qualité de « chefs de détachements en présence de l'ennemi », ainsi que les chefs indigènes ayant opéré leur soumission, en leur qualité d'a-

1. MÉNERVILLE. *Dictionnaire de la législation algérienne*, t. I, p. 11.

2. MÉNERVILLE. *Dictionnaire de la législation algérienne*, t. I, p. 63.



gents du Gouvernement français. Cette circulaire déterminait très exactement quelles autorités pouvaient prononcer des amendes, dans quels cas elles pouvaient le faire ; c'est ainsi que les caïds pouvaient infliger jusqu'à 25 francs d'amende, les aghas jusqu'à 50 francs, les bach-aghass et les khalifas jusqu'à 100 francs, et les commandants supérieurs français jusqu'à 500 francs d'amende. Le général commandant la division pouvait prononcer des amendes même supérieures à ces chiffres.

Les tribus pouvaient, d'après cette même circulaire, être frappées d'amendes collectives, mais ces amendes ne pouvaient être infligées que par les autorités françaises.

La peine de l'internement pour cause politique fut légitimée par l'arrêté ministériel du 30 avril 1841, et par la décision ministérielle du 25 juin 1841 (1). Cette dernière était ainsi conçue : Article premier : « Sont transférés en France, et détenus dans un des châteaux ou forteresses de l'intérieur, les indigènes saisis en état d'hostilité contre la France, et qu'il est utile, dans un but politique, d'éloigner de l'Algérie. Les autres seront détenus dans le pays. »

A dater du 25 février 1855, les pouvoirs du gouverneur général et des officiers sous ses ordres, en matière d'incarcération, se trouvent limités par une décision ministérielle (2) ainsi conçue :

1-2. RENN. *Régime pénal de l'indigénat en Algérie*, Revue algérienne et tunisienne, t. I, p. 53.

« 1° Les généraux commandant les divisions pourront, par mesure politique, infliger aux indigènes la peine de l'emprisonnement, lorsque la durée ne dépassera pas six mois ;

« 2° Au-dessus de six mois et jusqu'à un an, il appartiendra au gouverneur général seul de statuer ;

« 3° Au-dessus d'un an, l'emprisonnement sera subi à Sainte-Marguerite et mon autorisation (celle du ministre de la Guerre) sera nécessaire. »

Une nouvelle décision du 4 mars 1858 (1) spécifia que le gouverneur général et les généraux ne pouvaient user de cette faculté en ce qui concerne les individus coupables de crimes et délits de droit commun, mais seulement à l'égard de « ceux dont la présence dans leur tribu pouvait être dangereuse pour la tranquillité publique ».

Puis une décision ministérielle du 22 juillet 1858 (2) vint enfin supprimer les pouvoirs répressifs des officiers en prescrivant que « l'autorité militaire ne pourrait plus prononcer administrativement de condamnations contre les Arabes présumés coupables de crimes ou de délits ; ils devront être renvoyés devant les Conseils de guerre. »

Mais alors, les Conseils de guerre ne pouvant plus connaître de toutes les affaires de leur compétence, il fallut, pour leur suppléer, créer les Commissions disciplinaires que nous avons déjà étudiées en détail.

1. RINN. *Régime pénal de l'indigénat en Algérie*, Revue algérienne et tunisienne, t. I, p. 53.

2. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 75.

Toutefois les pouvoirs répressifs des généraux et officiers de l'armée d'Afrique ne disparurent pas complètement à la suite de la décision du 22 juillet 1858, et des circulaires ministérielles des 27 et 28 décembre de la même année (1) autorisèrent les commandants de cercle et de division à demander l'internement en Algérie, par mesure politique, des indigènes signalés pour leur opposition systématique et leurs intrigues. Cette demande était transmise au gouverneur général qui statuait avec ou sans l'avis de la Commission disciplinaire supérieure, mais devait, dans tous les cas, rendre compte au ministre.

Le principe de l'application d'amendes collectives était maintenu, pour le cas seulement où la responsabilité de la tribu était véritablement engagée ; mais le ministre seul pouvait prononcer ces amendes, sur la proposition du gouverneur général.

Cette limitation des pouvoirs disciplinaires des officiers français suscita beaucoup de réclamations qui se traduisirent par une lettre du général de Martimprey au ministre de l'Algérie du 21 septembre 1859 (2). Les institutions alors en vigueur furent cependant confirmées, et on se borna à apporter quelques légères modifications de détails au système des Commissions disciplinaires.

La situation resta la même jusqu'en 1870, au moment de l'insurrection. A cette époque, il fallut proclamer l'état de siège, mesure d'autant plus nécessaire

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. I, p. 76 et 80.

2. RINN, *op. et loc. cit.*, p. 88.

qu'un décret du 24 décembre 1870 (1) venait d'étendre considérablement le territoire civil, et, par suite, de soustraire 65.000 indigènes à la compétence des Commissions disciplinaires.

L'amiral de Gueydon eut alors l'idée de faire établir un « Code de police indigène, ne comprenant que les faits qui, délictueux en Algérie, ne le sont pas en France, et ceux qui, eu égard aux lieux, acquièrent en Algérie un degré de gravité qu'ils n'ont pas en France ». Ce Code devait, dans l'esprit de l'amiral de Gueydon, s'appliquer à tous les indigènes musulmans sans distinction, par application du principe qu'avait posé ce gouverneur général, et que nous avons déjà rappelé plusieurs fois, que les indigènes sont, dans toute l'Algérie, identiques sous le rapport de la moralité, et qu'ils doivent ainsi, dans toute l'étendue du territoire français, être soumis au régime que commande la sécurité de la colonisation.

Mais le projet d'une « annexe au Code pénal, spécialement applicable aux musulmans indigènes ou étrangers de l'Algérie » (2), ne put être examiné par l'Assemblée Nationale de Versailles, et tout ce que pût faire l'amiral de Gueydon fut d'étendre, par un arrêté du 26 février 1872 (3), l'organisation des Commissions disciplinaires à tout le territoire algérien, et de trans-

1. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. III, p. 10.

2. Le texte de ce projet a été publié par RINN, dans l'article précité, *Revue algérienne et tunisienne*, 1885.1 361.

3. MÉNERVILLE, *op. cit.*, t. III, p. 24.

férer, par le même arrêté, les pouvoirs disciplinaires des commandants militaires aux administrateurs.

L'amiral de Gueydon fut remplacé dans ses fonctions de gouverneur général par le général Chanzy. Celui-ci prit des mesures énergiques pour réprimer les méfaits des indigènes ; il signa un arrêté du 14 novembre 1874 (1), qui réorganisait les Commissions disciplinaires de la manière que nous avons étudiée, et un arrêté du 29 août 1874 (2) qui permit aux préfets de créer des infractions spéciales à l'indigénat, infractions qui étaient jugées par les juges de paix. Mais la loi du 28 juin 1881 confia, dans les communes mixtes, ces pouvoirs de répression aux administrateurs. Ce droit ne leur était concédé que pour une période de sept ans ; mais des lois successives des 27 juin 1888, 25 juin 1890, 14 juin 1897 vinrent proroger ce délai jusqu'à la loi actuelle du 24 décembre 1904, qui a confirmé les pouvoirs des administrateurs des communes mixtes pour une nouvelle durée de sept années. Toutes ces lois n'avaient pas reproduit intégralement la loi du 28 juin 1881, mais y avaient apporté un certain nombre de modifications que nous aurons à étudier.

## SECTION II

### RÉPRESSION

Pour décrire l'organisation du régime spécial de l'indigénat, il nous faut distinguer dans l'Algérie trois sor-

1. HUGUES ET LAPRA, *Le Code algérien*, p. 296.

2. HUGUES ET LAPRA, *Le Code algérien*, p. 131.



tes de régions : les territoires de commandement, les communes de plein exercice du territoire civil, et les communes mixtes.

### § 1. — Territoires de commandement

Lorsque nous avons étudié les Commissions disciplinaires des territoires de commandement, nous avons vu dans quelles conditions elles étaient appelées à juger certaines infractions de droit commun prévues par nos lois pénales et commises par des indigènes musulmans.

Mais à côté de ces pouvoirs de répression, les Commissions disciplinaires en possèdent d'autres encore. Elles connaissent, en vertu de l'arrêté du 14 novembre 1874 (1) (art. 13), des actes d'hostilité commis contre la souveraineté française par les indigènes des territoires de commandement.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit de ces Commissions, toutes les règles relatives à leur compétence, à leur procédure et aux peines qu'elles peuvent prononcer ayant déjà été étudiées. Il nous suffisait de signaler qu'à côté de leur rôle de juridictions appliquant la loi pénale, les Commissions disciplinaires jouent encore un rôle d'autorité « disciplinaire » pouvant punir les indigènes pour des faits qui ne sont pas prévus par les lois pénales françaises.

Les commandants militaires et leurs délégués pos-

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 443.

sèdent également, en vertu de l'article 25 du même arrêté, le droit de punir « directement », en dehors des tribunaux répressifs et en dehors des Commissions disciplinaires, les indigènes musulmans non naturalisés français, dans les cas suivants :

1° Pour contravention de police, conformément aux règlements existants ;

2° Pour fautes commises dans le service militaire ou administratif ;

3° Pour les méfaits et les délits dont l'importance ne dépasse pas une valeur de 50 francs.

Les termes employés par l'arrêté sont des plus imprécis, particulièrement dans les deux dernières catégories de faits énumérés. Quelle est la signification précise des termes « fautes dans le service » et « méfaits » d'une importance de moins de 50 francs ? Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de préciser, car c'est intentionnellement que l'arrêté est ainsi resté dans le vague, afin de laisser aux autorités compétentes pour appliquer les peines une liberté très grande dans l'appréciation des faits qu'elles ont à punir. Comme le fait remarquer M. Larcher (1), c'est là « une grave dérogation à un principe essentiel de notre droit pénal, dérogation propre aux territoires de commandement ; c'est l'arbitraire dans la création des infractions. C'est une des règles fondamentales de notre Code pénal (art. 4) que nulle contravention, nul délit, nul crime ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées

1. *Législation algérienne*, t. II, p. 106.

par la loi avant qu'ils fussent commis : *nullum crimen, nulla pœna sine lege*. En Algérie, pour les territoires de commandement, le principe se trouve écarté : actes d'hostilité, fautes, méfaits, manquements peuvent être généralement réprimés sans qu'aucun texte les incrimine.

« Nous voyons donc aux mains des Commissions et des chefs militaires ou indigènes un pouvoir qui, dans la Métropole, n'appartient plus à aucun tribunal depuis la Révolution Française. »

Il serait d'autant plus inutile de délimiter étroitement les catégories de faits prévus par l'article 25 que les peines dont ils sont passibles varient non pas avec la gravité de l'infraction mais avec le rang de l'autorité appelée à statuer. C'est là une règle assez originale que nous avons déjà signalée lorsque nous étudions les Commissions disciplinaires.

Ainsi, même dans le cas prévu par le 1<sup>o</sup> de l'article 25, c'est-à-dire quand un commandant militaire a à réprimer une contravention de police prévue par les lois et règlements, cet officier ne jouera pas le rôle de juge de paix, il n'appliquera pas au fait poursuivi la peine prévue par la loi, sa décision n'aura pas les caractères d'un jugement, mais le commandant militaire aura toute liberté de prononcer une peine, on devrait plutôt dire une punition, dans les limites fixées par l'article 26, et que nous allons indiquer.

Les chefs militaires chargés de l'administration des territoires militaires peuvent infliger aux indigènes les peines suivantes : le commandant de la division, deux

mois de prison et 300 francs d'amende ; le commandant de la subdivision, un mois de prison et 100 francs d'amende ; les commandants de cercle ou chefs d'annexe, quinze jours de prison et 50 francs d'amende.

Il est à remarquer combien ces pouvoirs répressifs ressemblent aux pouvoirs disciplinaires des officiers sur les militaires sous leurs ordres ; il est intéressant de constater que le maximum des peines que chaque officier des territoires militaires peut infliger aux indigènes de ces territoires varie avec son grade tout comme celui des punitions que les officiers peuvent infliger aux soldats qu'ils commandent.

Le commandant supérieur ou chef d'annexe peut déléguer aux officiers de son bureau arabe et aux chefs de poste avancés le droit de prononcer des punitions dans la limite de huit jours de prison et 30 francs d'amende.

Les délégations ainsi accordées sont toutefois réservées pour le cas où ces officiers sont envoyés en mission hors du chef-lieu du cercle ou de l'annexe. L'arrêté ne veut pas que le commandant supérieur ou le chef d'annexe puisse normalement abandonner à ses subordonnés le soin d'exercer à sa place sur les indigènes les pouvoirs de discipline que ce texte lui confie. Ces pouvoirs lui sont, en effet, accordés à lui personnellement et il ne peut en disposer au profit de qui que ce soit, sauf l'exception que nous venons de signaler.

D'après l'article 28 du même arrêté, en cas de troubles ou d'insurrection, le général commandant la division peut décider que les commandants de subdivision,

de cercle ou d'annexe pourront exercer toutes les attributions des Commissions disciplinaires siégeant dans leur circonscription. Le général commandant la division doit immédiatement rendre compte au gouverneur général, avec pièces à l'appui, de l'extension de pouvoirs qu'il a ainsi accordée aux commandants sous ses ordres.

Ce ne sont pas seulement les officiers français qui peuvent exercer des pouvoirs disciplinaires vis-à-vis des indigènes; les chefs indigènes, caïds, aghas ou bach-aghass jouissent des mêmes prérogatives, en vertu de l'article 27 de l'arrêté du 14 novembre 1874; mais, bien entendu, ces pouvoirs ont des limites assez restreintes.

A quelque degré de la hiérarchie qu'ils appartiennent, les chefs indigènes ne peuvent, en aucun cas, infliger la peine de l'emprisonnement. Lorsqu'ils ont à procéder de leur propre initiative à une arrestation, en cas de flagrant délit ou pour des causes intéressant immédiatement l'ordre public, ils doivent, sans aucun délai, en rendre compte à l'autorité française dont ils relèvent et lui faire immédiatement conduire les individus arrêtés.

Les chefs indigènes des territoires de commandement relevant directement de l'autorité française ne peuvent prononcer que des peines pécuniaires, et ces peines sont très minimes si on les compare à celles que pouvaient prononcer les chefs arabes agents du gouvernement français pendant les premières années postérieures à la conquête.

« L'article 27, dit une circulaire du gouverneur



général du 19 novembre 1874 (1), limite et restreint le taux des amendes que les chefs indigènes relevant directement de l'autorité française peuvent infliger. Il était convenable qu'en aucun cas un agent indigène ne pût infliger une peine d'amende supérieure à celle que peut prononcer un officier français ou un juge de paix. » Aussi le maximum de l'amende qu'ils peuvent infliger a été fixé à 20 francs.

Les chefs indigènes peuvent ainsi frapper d'amendes leurs compatriotes coupables de « contraventions de police et de manquements de minime importance ». Afin d'éviter tout abus de la part de ces chefs, l'article 27 de l'arrêté ajoute que les amendes ainsi infligées ne seront recouvrées qu'après un visa approbatif de l'autorité française dont ils relèvent.

Nous étudierons plus loin la légalité et l'opportunité du Régime de l'Indigénat, nous nous bornerons pour le moment à faire remarquer combien les règles qui gouvernent ce système de répression sont différentes des principes qui régissent les juridictions ordinaires : les chefs militaires français et les chefs indigènes peuvent frapper les musulmans sous leurs ordres de peines qui peuvent être assez élevées (deux mois de prison et 300 francs d'amende) sans qu'aucun texte indique d'une manière précise dans quels cas ils peuvent le faire, ni déterminer les pénalités applicables à chaque infraction particulière, sans qu'aucune procédure soit ordonnée pour la garantie des indigènes, enfin sans

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 444, note 3.

qu'aucune voie de recours judiciaire soit possible contre les décisions.

Il est bien évident que les commandants militaires et les chefs indigènes, bien qu'ils puissent connaître de contraventions proprement dites, ne sont pas des juridictions répressives. Il est tout aussi impossible de leur accorder ce nom que de le donner dans l'armée aux officiers qui punissent les soldats sous leurs ordres.

## § 2. — Communes de plein exercice.

Dans les territoires civils, les communes dites « de plein exercice » forment l'immense majorité. Nous n'aurons pourtant que peu de choses à dire des infractions au régime de l'indigénat commises dans ces communes, car ces infractions sont jugées par les tribunaux de simple police, absolument comme les contraventions ordinaires commises soit par des indigènes, soit par des Européens.

Les lois de 1881, 1888, 1890, 1897 et 1904 sur l'indigénat ne s'occupent que des infractions à l'indigénat commises dans les communes mixtes; ce silence observé par ces lois à l'égard des communes de plein exercice n'implique cependant pas que des infractions à l'indigénat ne puissent plus être commises dans ces communes. Il serait difficile d'admettre que les indigènes des communes de plein exercice ne soient pas soumis aux dispositions du Code de l'indigénat; or il en serait ainsi si la compétence spéciale accordée aux juges de paix en ces matières par les décrets de 1874,

n'existait plus. Il ne peut en être ainsi; une disposition légale qui n'est point incompatible avec une loi nouvelle n'est point abrogée par cela seul qu'elle n'est point expressément maintenue en vigueur par celle-ci (1).

Les termes de la question furent nettement posés lors de la discussion devant le Sénat de la loi du 25 juin 1890 et il fut expressément rappelé que le Code de l'indigénat doit être appliqué par les juges de paix dans les communes de plein exercice (2).

Le décret du 29 août 1874 (3) indique la source des infractions à l'indigénat dans les communes de plein exercice, dans son article 17 que nous avons déjà signalé : « En territoire civil, les indigènes non naturalisés pourront être poursuivis et condamnés aux peines de simple police fixées par les articles 464, 465 et 466 du Code pénal pour infractions spéciales à l'indigénat, non prévues par la loi française, mais déterminées dans les arrêtés préfectoraux, rendus sur les propositions des commissaires civils, des chefs de circonscription cantonale ou des maires. » Généralement les préfets, dans leurs arrêtés, déterminent, pour les communes de plein exercice, les mêmes ou à peu près les mêmes infractions au régime de l'indigénat que celles qui sont prévues pour les communes mixtes par le tableau annexe de la loi en vigueur; mais ce n'est pas là une règle immuable et les préfets ont toute

1. ZEYS. *Les juges de paix algériens*, n° 178.

2. Discours de M. Isaac à la séance du 12 juin 1890. *Journal officiel*. Débats parlementaires, Sénat, 1890, page 577.

3. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, t. I, p. 437.

liberté pour cette détermination des infractions.

Le décret du 29 août 1874 n'était relatif qu'à l'organisation de la justice en Kabylie, mais le décret du 11 septembre 1874 (1) a déclaré l'article 17, que nous étudions, applicable à toute l'étendue des territoires civils algériens.

Les peines applicables aux infractions à l'indigénat sont celles qui sont prévues par les articles 464, 465 et 466 du Code pénal, c'est-à-dire les peines de simple police : l'emprisonnement de un à cinq jours, et l'amende de 1 à 15 francs. Il faut remarquer que, pour les Européens, les arrêtés préfectoraux ne sont sanctionnés que par l'article 471-15° qui ne punit les infractions à ces arrêtés que d'une amende de 1 à 5 francs seulement.

Pour les indigènes, la peine de l'amende et celle de la prison peuvent être cumulées et s'élever au double en cas de la récidive prévue par l'article 483 du Code pénal, c'est-à-dire, si dans le ressort du même tribunal de police, il avait été rendu un premier jugement pour contravention de police dans les douze mois précédents.

La loi du 24 décembre 1904 qui a prorogé pour sept ans les pouvoirs des administrateurs de communes mixtes, a décidé dans son article 3, §§ 3 et suivants, que « dans les communes de plein exercice et pour les infractions punies par les juges de paix, par application des décrets des 29 août 1874 § 17, et 11 septembre 1874, si le con-

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, tome I, p. 442.

trevenant le demande ou si le juge de paix en a décidé ainsi, l'amende ou l'emprisonnement pourront être remplacés par des prestations en nature imposées au condamné, qui doivent consister en travaux de plantation ou reboisement, d'entretien ou d'amélioration des voies de communication, cours d'eau, barrages, fontaines ou puits d'usage public, d'assainissement urbain ou rural, ou en tous autres travaux d'utilité publique.

« La valeur en argent de la journée de prestation sera celle du tarif de conversion adopté par les chemins vicinaux.

« Chaque journée de travail sera considérée comme équivalant à un jour d'emprisonnement, en tenant compte du temps nécessaire au condamné pour se rendre de sa résidence au lieu où la prestation devra être accomplie. Elle pourra être fournie en tâche. »

La transformation de la peine d'emprisonnement en corvée est dans notre Droit une innovation particulièrement heureuse. Bien des raisons en effet militaient en faveur de cette substitution et elles avaient été clairement exposées par les assemblées algériennes. D'abord la peine de l'emprisonnement coûte fort cher, et c'est même la véritable raison qui a déterminé le législateur. Si on remplace la prison par la corvée, il y a une double économie : d'une part, l'entretien du prisonnier revient beaucoup moins cher, et d'autre part, on a un ouvrier qui travaille gratuitement à des ouvrages utiles à la colonie. En outre la peine de l'emprisonnement est beaucoup moins redoutée que la corvée, des



pareseux indigènes de l'Algérie, et particulièrement des Arabes proprement dits. C'est ce qu'ont fort bien mis en lumière MM. Larcher et Olier (1). « Les peines d'internement, d'ordinaire redoutées des Européens, très péniblement supportées, quand elles sont subies en cellule, laissent au contraire l'Arabe absolument insensible. Il troque, sans aucun déplaisir, son taudis enfumé, enfiévré et puant, tente ou gourbi, contre une prison, propre et bien aérée, où il aura des heures très douces au grand soleil du préau, ainsi qu'une nourriture qu'il jugera exquise et abondante à la fois. Que le lecteur ne croit pas qu'un seul instant il se préoccupera de l'heure de la libération ; elle est irrémédiablement déterminée, écrite en haut par le Dieu des croyants ; il attendra sans impatience sa venue. Une fois sorti de la *grand'maison*, il sera, pourvu que son délit ait été audacieux, non plus le premier venu du douar, mais presque un personnage ; sa condamnation l'aura grandi aux yeux de ses coreligionnaires, qui le considéreront comme un martyr de la foi, et une victime des roumis. Quant à lui, désormais rassuré pour toujours sur le régime des prisons, il pourra sans crainte recommencer sa vie de brigandage. »

En matière d'infractions à l'indigénat, si ce sont les juges de paix qui sont compétents pour les réprimer, ils doivent cependant, tout comme les autorités des territoires de commandement, et comme les administrateurs de communes mixtes, statuer absolument sans frais.

1. *Les institutions pénitentiaires de l'Algérie*, page 73.

Les condamnations pour infractions à l'indigénat ne constituent qu'une mesure disciplinaire, par suite elles ne peuvent fonder, même si elles ont été prononcées par un juge de paix, l'exception de chose jugée à l'encontre d'une poursuite régulièrement exercée devant une juridiction de répression.

Les décisions des juges de simple police rendues en ces matières ne sont pas susceptibles d'appel, à la différence de celles prononcées par les administrateurs dans les communes mixtes (art. 17, *in fine*, du décret du 29 août 1874).

Nous ne croyons pas non plus qu'elles soient susceptibles d'opposition ; la jurisprudence admet pourtant le contraire [Décision de la justice de paix de Maison-Carrée du 23 avril 1887 (1) et Cassation, 4 juillet 1896 (2)].

### § 3. — Communes mixtes

#### 1° *Historique et organisation.*

Dans les communes mixtes des territoires civils (3), les pouvoirs de répression quant aux infractions à l'indigénat, comme quant aux contraventions commises

1. FUZIER-HERMAN. *Répertoire*, v° *Algérie*, n° 1406.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1896.2.330.

3. Il existe aussi quelques communes mixtes dans les territoires de commandement ; ce sont : Bou-Saâda, Djelfa et Laghouat, dans le département d'Alger, et dans le département d'Oran, Daya, Géryville et Lalla-Maghnia.

Dans ces communes, c'est le commandant supérieur du Cer-

dans ces communes, appartiennent à l'administrateur.

Les communes mixtes forment, au point de vue de l'indigénat, une étape intermédiaire entre le territoire de commandement et la commune de plein exercice. Tandis que, dans le territoire militaire, le pouvoir répressif en matière d'infractions à l'indigénat (et même en matière d'infractions de droit commun) appartient presque exclusivement à l'élément militaire, et que, dans la commune de plein exercice, les juridictions judiciaires ordinaires sont seules compétentes au point de vue de la répression, dans les communes mixtes la répression des infractions les moins graves appartient au pouvoir administratif.

Une autre remarque à faire, c'est que ce régime des communes mixtes est essentiellement provisoire; et nous n'entendons pas seulement ce mot « provisoire » en ce sens que chacune des communes mixtes est destinée à devenir tôt ou tard une commune de plein exercice, mais encore en ce sens que la répression des infractions à l'indigénat commises dans les communes mixtes est depuis longtemps régie par une série de lois temporaires.

celle qui centralise entre ses mains les pouvoirs que nous voyons attribués à l'administrateur pour les communes mixtes des territoires civils.

La seule observation à faire c'est que, dans ces communes, l'appel des décisions rendues par le commandant supérieur en matière d'infractions au régime de l'indigénat, étant porté à son supérieur hiérarchique, va au général commandant la division et non plus au préfet ou au sous-préfet, comme lorsqu'il s'agit de décisions rendues par un administrateur.

Ce fut la loi du 28 juin 1881 (1) qui attribua, et cela pour une période de sept années seulement, compétence aux administrateurs de communes mixtes pour la répression des infractions à l'indigénat commises dans ces communes.

A cette époque, le régime de l'indigénat était très variable de l'un à l'autre des trois départements algériens. C'est pourquoi une longue circulaire du gouverneur général du 13 septembre 1882 (2) vint établir l'unité en cette matière et créer un véritable code de l'indigénat énumérant 41 infractions spéciales. A l'expiration du délai de sept ans, la loi du 27 juin 1888 (3) prorogea les pouvoirs des administrateurs pour deux ans seulement, et réduisit le nombre des infractions à 21 ; puis celle du 25 juin 1890 (4) leur accorda une nouvelle prorogation de sept ans, le nombre des infractions étant encore de 21.

Une nouvelle période de sept ans suivit la loi du 21 décembre 1897 (5) ; les infractions prévues dans le tableau annexé à cette loi s'élevaient à 26.

Enfin, actuellement, les pouvoirs des administrateurs de communes mixtes sont régis pour une période de sept ans par la loi du 24 décembre 1904.

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 550.

2. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 550, note 2-b.

3.-4. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, t. I.

5. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.* Supplément 1896-1897, p. 123.

2° *Compétence de l'administrateur*

« *ratione personæ et loci* ».

D'après l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 décembre 1904, la compétence de l'administrateur de commune mixte s'étend non seulement sur les indigènes musulmans non naturalisés, mais encore sur les musulmans originaires de Tunisie et du Maroc habitant ces circonscriptions. Il n'est pas nécessaire que les musulmans, indigènes ou étrangers, habitent la circonscription dans laquelle ils commettent une infraction à l'indigénat, il suffit qu'ils résident ordinairement dans un territoire de communes mixtes.

L'article 2 de la loi vient soustraire un certain nombre d'indigènes au régime de l'indigénat : Ce sont d'abord les indigènes qui occupent ou ont occupé les fonctions de juge titulaire ou juge-suppléant dans les tribunaux répressifs. Cette disposition a pour but d'effacer le reproche fait à ces juridictions de n'être que des « commissions administratives » ; on a ainsi voulu garantir l'indépendance des juges musulmans vis-à-vis de l'administrateur, qui occupe le plus souvent dans ces tribunaux le siège du ministère public, et aussi leur accorder une distinction honorifique en compensation des ennuis que peuvent leur causer les fonctions de juge-assesseur.

Échappent de même aux pénalités de l'indigénat, les indigènes membres de la Légion d'honneur ou décorés de la médaille militaire ; les anciens officiers ou sous-



officiers retraités, les assesseurs musulmans auprès des tribunaux, les assesseurs musulmans près les Conseils généraux, les conseillers municipaux indigènes, et d'une manière générale tous les indigènes investis de fonctions électives, les fonctionnaires et agents de la colonie, des départements et des communes, les magistrats et auxiliaires de la justice musulmane, les professeurs et instituteurs publics, qu'ils soient en activité de service ou en retraite.

Des arrêtés du gouverneur général peuvent étendre cette faveur à d'autres catégories d'indigènes.

Toutefois tous les indigènes ainsi libérés de l'indigénat retombent sous le coup des pénalités qui résultent de ce régime, s'ils encourent une condamnation à une peine privative de la liberté pour crime ou délit.

La compétence *ratione loci* de l'administrateur ne peut donner lieu à aucune difficulté : celui-ci n'est compétent que pour les faits commis dans les limites de sa commune. Il faut d'ailleurs remarquer que les communes mixtes sont très étendues : c'est ainsi que celle de Telagh mesure plus de 4.500 kilomètres carrés, la superficie d'un département français ; la commune de Soummam, la plus peuplée, compte 109.000 habitants, parmi lesquels 500 à peine ne sont pas des indigènes musulmans.

### 3<sup>e</sup> Détermination des infractions.

Les infractions à l'indigénat sont énumérées dans un tableau annexé à la loi du 24 décembre 1904. Ce tableau

comprend 23 catégories d'infractions. Celui qui était annexé à la loi antérieurement en vigueur du 21 décembre 1897 en comprenait trois de plus. Voici quelles étaient les infractions qui ont été supprimées :

1° Propos tenus contre la France et son gouvernement (n° 1 du tableau de 1897). — Il était en effet nécessaire, surtout lorsque le souvenir de l'insurrection de 1870 était encore vivace, de réprimer sur-le-champ toute manifestation publique d'hostilité. En 1897, cette infraction avait déjà failli disparaître ; elle ne figurait pas dans le projet présenté par le gouvernement ; mais la Commission nommée par la Chambre rétablit cette disposition, et le Parlement la vota.

2° Détention pendant vingt-quatre heures d'animaux égarés, sans avis donné à l'autorité (n° 9 du tableau de 1897). Les vols de bestiaux sont, en effet, très fréquents en Algérie ; cette disposition permet de les réprimer alors même que l'intention frauduleuse ne peut être établie par des preuves suffisantes pour qu'une condamnation pour vol soit possible. C'est sur les bestiaux surtout que s'exerçait, en effet, le commerce de la *bechara* (1).

1. Voici en quoi consiste ce commerce : « Les voleurs dévalisent une ferme, s'emparent des animaux ou du matériel, les transportent au loin et les mettent en lieu sûr. Les investigations de la police locale demeurent vaines ; personne ne connaît ; personne n'a vu les voleurs. Puis l'un d'eux, ou un intermédiaire, le *bechir*, va trouver le propriétaire dépouillé et lui propose de le faire rentrer en possession de ce qu'il a perdu, à condition qu'il versera une somme d'argent, la *bechara*. L'offre acceptée, le propriétaire se rend avec la somme promise dans un endroit

3° Défaut par tout indigène conducteur de bêtes de somme, de trait ou de monture, ainsi que de gros bétail destiné à être conduit sur un marché en dehors de

écarté qui lui est indiqué, il paye la rançon et on lui remet les objets ou les animaux qui lui appartiennent. Le secret de ces sortes de transactions est toujours religieusement gardé. Le propriétaire, même européen, ne se plaint pas ; il ne songe pas à venir au lieu du rendez-vous accompagné d'un représentant de la police, car il craint les représailles ; il trouve plus simple et plus avantageux de se soumettre à la pratique de la *bechara*, qui lui constitue une sorte d'assurance, dans un pays où la police est évidemment très mal faite, et qui lui coûte, en définitive, moins cher qu'un procès à la suite duquel il ne serait probablement pas remis en possession de son bien. D'ailleurs les entrepreneurs de *bechara* tiennent toujours très loyalement les engagements qu'ils ont contractés vis-à-vis de ceux qu'ils mettent à contribution.

« Il faut ajouter que, depuis la dernière jurisprudence de la Cour d'Alger, le fait de proposer à un propriétaire la restitution de la chose volée ne constitue un délit que quand elle est faite par l'individu qui détient effectivement le produit du vol. Autrement dit, la *bechara* en elle-même n'est pas punissable. Aussi cette exploitation continue ses ravages, et ses victimes, impuissantes, la tolèrent avec désespoir. » (Isaac, Rapport au Sénat, *Journal officiel*, Documents parlementaires, Sénat, 1895, annexe n° 36, page 81.)

Depuis ce rapport, la Cour d'Alger a conservé la même jurisprudence (arrêts du 17 octobre 1901, *Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1901, page 367 ; et du 15 novembre 1901, même journal, 1902, page 144), qui a d'ailleurs été consacrée tout récemment par un arrêt de la Cour de cassation qui admet que l'on ne peut poursuivre même les individus qui avouent être « *bechirs* de profession », que la *bechara* n'est par elle-même constitutive d'aucun délit prévu et réprimé par la loi ; qu'elle n'emporte pas davantage présomption de complicité de vol, qu'il n'est donc pas légalement permis de fonder une con-

la commune, de se munir d'un certificat délivré sans frais par l'adjoint indigène de la section communale, qui devra en rendre un compte immédiat à l'administrateur, indiquant la marque ou le signalement des animaux dont il s'agit et le nom du propriétaire (n° 15 du tableau annexé à la loi de 1897).

Cette mesure, comme la précédente, avait pour but d'empêcher la circulation et la vente des animaux domestiques volés, et l'on ne peut que regretter la disparition de ces deux dispositions dans la loi du 24 décembre 1904, car, contrairement à ce qui a été dit lors des débats sur cette dernière loi à la Chambre des députés, elles avaient leur utilité, en ce qu'elles rendaient plus difficile le vol des bestiaux, et surtout du gros bétail, en empêchant les coupables d'en tirer facilement parti.

A part la suppression de ces trois infractions, le tableau annexé à la loi du 24 décembre 1904 est une copie presque littérale de celui de la loi du 21 décembre 1897. Nous allons examiner quelles sont les vingt-trois infractions énumérées dans la loi constituant actuellement le Code de l'indigénat :

1° Refus ou inexécution des services de patrouille et

damnation sur la seule constatation de l'habitude notoire de la *bechara* (Cassation, 5 septembre 1907, *Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1908, p. 6).

Ainsi la *bechara* n'étant pas un délit et ne pouvant plus être poursuivie comme infraction à l'indigénat, il n'existe plus d'autres armes contre ce commerce immoral que les pouvoirs directs de répression du gouverneur général, s'exerçant en vertu des propositions formulées par les administrateurs.

de garde prescrits par l'autorité : abandon d'un poste ou négligence dans les mêmes services. Ce paragraphe vise les services d'ordre et de sécurité qui peuvent être commandés par les préfets en vertu de l'article 12 du décret du 18 août 1868 (1) et non ceux qui pourraient être organisés par les administrateurs ou les maires, ou toute autre autorité, notamment pour la surveillance préventive des incendies de forêts, et les secours en cas de sinistre. Dans ces derniers cas, les juridictions répressives proprement dites seraient compétentes, et les infractions constitueraient un délit puni de peines très supérieures à celles qui peuvent être imposées par l'administrateur, la peine pourrait atteindre en effet six mois de prison et 500 francs d'amende.

2° Refus de fournir contre remboursement immédiat, au prix du tarif arrêté par le préfet, les agents auxiliaires, les moyens de transport, les vivres, l'eau potable et le combustible aux fonctionnaires ou agents dûment autorisés et accrédités officiellement auprès du chef de la tribu ou du douar, dans les régions désignées tous les ans par un arrêté spécial du gouverneur général : le tarif des divers objets soumis à la réquisition doit être, par les soins du chef de la tribu ou du douar, publié et porté à la connaissance des indigènes.

3° Inexécution des ordres donnés en vue de l'application des lois relatives à l'établissement et à la conservation de la propriété. Omission ou retard dans les déclarations d'état civil, prescrites par la loi du 23 mars

1. MÉNÉVILLE, *op. cit.*, tome III, page 27.



1882, et inobservation des prescriptions de cette loi concernant l'usage du nom patronymique. Pour ce qui est de l'usage du nom patronymique, il n'y a pas lieu de punir en toute occasion les indigènes qui n'en feraient pas emploi ; mais l'usage des pouvoirs disciplinaires doit être en cette matière « réservé exclusivement au défaut d'emploi du nom patronymique à l'appui des déclarations d'état civil ou dans le recensement des impôts et des taxes municipales (1). »

4° Inobservation des décisions administratives portant attribution de terres collectives de culture, après avis de la *djemaâ* consultée. Cette infraction provient de ce que les terres en Algérie ne sont pas encore entièrement soumises au régime de la propriété individuelle.

5° Retard prolongé et non justifié dans le paiement des impôts, soulte de rachat, de séquestre, amendes et généralement de toute somme due à l'État ou à la commune, ainsi que dans l'inexécution des prestations faites en nature.

6° Défaut d'obtempérer sans excuse valable aux convocations des contrôleurs et répartiteurs des contributions directes et des receveurs des contributions diverses à l'occasion de l'assiette et de la perception des impôts.

7° Dissimulation de la matière imposable et connivence dans les soustractions ou tentatives de soustractions au recensement des animaux et des objets impossibles.

1. Circulaire du gouverneur général du 29 décembre 1897. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *Supplément*, 1896-1897, page 124.

8° Asile donné, sans en aviser immédiatement le chef du douar, à des vagabonds, ainsi qu'à tout étranger à la commune mixte non porteur d'un permis régulier.

9° Défaut pour tout indigène de faire immatriculer dans un délai de quinze jours les armes à feu dont il deviendra propriétaire, soit par héritage, soit par acquisition légalement autorisée.

10° Habitation isolée, sans autorisation de l'administrateur ou de son délégué, en dehors de la *dechera* ou du *douar* ; campement sur les lieux prohibés.

11° Défaut de se munir d'un passeport, permis de voyage, carte de sûreté ou livret d'ouvrier.

Le permis de voyage n'est pas exigé des indigènes qui se rendent dans une commune de l'arrondissement de leur domicile, ou dans une commune limitrophe de la commune de leur domicile, mais appartenant à un arrondissement ou à un département voisin.

Il ne sera pas exigé non plus des indigènes au service d'Européens, voyageant avec eux ou pour leur compte, ni des propriétaires ou patentés payant des taxes ou contributions s'élevant au minimum à 20 francs, à la condition qu'ils soient, les uns et les autres, porteurs d'une carte d'identité délivrée par le maire ou l'administrateur dans les formes fixées par un arrêté du gouverneur général.

Les permis délivrés sont toujours établis pour une année entière et sont valables sans être soumis à l'obligation du visa, lors de chaque voyage, sauf l'exception indiquée ci-dessous.

12° Négligence pour tout indigène exerçant le colpor-

tage dans les *douars* de faire viser son permis de voyage dans les communes où il séjournera au moins vingt-quatre heures, dans un département autre que celui de sa résidence, à moins de dispense spéciale indiquée sur le permis.

Négligence de faire viser son permis au lieu de destination.

Ces dernières dispositions ont pour but de permettre la facile constatation de l'identité des indigènes plus ou moins nomades, et par cela même plus dangereux. Ces dispositions si nécessaires ont cependant été vivement critiquées. On disait que soumettre les indigènes à l'obligation de se munir d'un permis de voyage, c'était établir un régime vexatoire, le régime de l'esclavage(1). Mais cette réglementation des déplacements des indigènes nomades est absolument nécessaire pour empêcher le vagabondage ; l'insécurité de l'Algérie exige impérieusement le maintien de ces pouvoirs des administrateurs de communes mixtes.

13° Actes de désordre sur les marchés ou autres lieux de rassemblement, et autour des sources et fontaines publiques, n'offrant pas un caractère de gravité suffisante pour constituer un délit.

Le 16° du tableau-annexe de 1897 ne parlait pas des sources et fontaines publiques. Le peu d'abondance de l'eau, en Algérie, entraîne fréquemment des discussions au milieu de l'affluence des personnes qui s'y rendent,

1. Séance du Sénat du 25 juin 1888. *Journal officiel*. Débats parlementaires, Sénat, 1888, page 1005.

surtout lorsque se produit une violation de l'antique coutume qui interdit aux hommes d'approcher des fontaines lorsque les femmes s'y trouvent ; souvent la discussion dégénère en batailles sanglantes où la *caszoula* et le *flissa* font de nombreuses victimes.

14° Refus ou négligence de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auraient été requis dans les circonstances d'accidents, tumultes ou autres calamités, ainsi que dans les cas d'insurrection, brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique, ou exécutions judiciaires.

Cette disposition reproduit presque textuellement l'article 475-12° du Code pénal ; mais en attribuant compétence à l'administrateur, elle rend la répression plus rapide et permet de punir ces faits de peines pouvant aller jusqu'à cinq jours de prison et 15 francs d'amende, tandis que, d'après l'article 475-12°, ils ne seraient passibles que d'une amende de 6 à 10 francs.

15° Réunion sans autorisation, pour *ziara* ou *zerda* (pèlerinage, repas public) ; réunion sans autorisation de plus de 25 personnes du sexe masculin, coups de feu sans autorisation, dans une fête, par exemple un mariage, une naissance, une circoncision.

Il est facile de saisir les motifs qui ont nécessité l'interdiction de ces rassemblements sans autorisation. Il est cependant un cas particulier d'application de ce texte qui mérite d'être signalé : c'est que cette infraction permet de punir tous les assistants des fêtes données à l'occasion d'un mariage, lorsque, comme cela arrive assez fréquemment, l'un au moins des époux est un im-

pubère. L'impossibilité de célébrer le mariage avec les réjouissances accoutumées peut en effet empêcher un certain nombre de ces unions prématurées.

16° Ouverture de tout établissement religieux ou d'enseignement sans autorisation. Il y a en effet intérêt à permettre à l'administration une surveillance constante des confréries religieuses musulmanes, ayant presque toujours un but hostile à la souveraineté française et des instituteurs indigènes libres (*derrers*) qui donnent trop souvent aux jeunes indigènes une instruction dirigée contre l'influence française.

17° Refus de comparaître, après avertissement écrit, devant l'officier de police judiciaire.

18° Négligence ou refus d'envoyer un enfant d'âge scolaire à l'école primaire, quand l'école est située à moins de 3 kilomètres et qu'il n'est pas présenté d'excuse valable.

19° Transgression ou inexécution des ordres donnés par l'autorité administrative compétente, en vertu d'une loi, d'un décret ou d'un arrêté du gouverneur général ou du préfet du département.

20° Infraction aux règlements d'eau et usages locaux concernant les fontaines, puits, sources, rivières et canaux d'irrigation, indépendamment des amendes et dommages-intérêts encourus pour contravention à la police des eaux.

21° Abatage, sans autorisation de l'administrateur d'un ou plusieurs arbres d'une utilité reconnue, hors le cas prévu par l'article 135 de la loi du 27 février



1903 (1), c'est-à-dire le cas où l'autorisation a été accordée par le gouverneur général ou son délégué.

22° Refus de fournir les renseignements demandés par les agents de l'autorité administrative ou judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions ; faux renseignements donnés à ces mêmes agents.

23° Bris, détérioration, destruction, enlèvement ou déplacement de jalons, tas de pierres, témoins, signaux topographiques, bornes, limites, placés par l'autorité ou par ses agents.

Le tableau-annexe de la loi du 24 décembre 1904, comme d'ailleurs ceux des lois qui ont précédé celle-ci, forment une énumération limitative des infractions à l'indigénat que les administrateurs des communes mixtes peuvent frapper de peines que nous allons examiner. Le gouverneur général ne peut, par arrêté, créer de nouvelles infractions, ou étendre les infractions prévues à des cas non prévus, mais il peut au contraire, en vertu de l'article 8 de la loi du 24 décembre 1904, « atténuer la définition » des infractions visées dans le tableau-annexe, il peut même les supprimer entièrement. La loi en somme a voulu fixer un maximum d'infractions, laissant au gouverneur général le soin d'en supprimer un certain nombre, lorsqu'il pourra le faire sans compromettre la sécurité ni les intérêts de la colonisation.

1. Le *Journal officiel* du 25 décembre 1905 en promulguant la loi et le tableau-annexe, dit par erreur : du 29 février 1903.

#### 4° DÉCISIONS ET PEINES

L'administrateur applique aux infractions les peines que la loi lui permet de prononcer sans aucune espèce de procédure. On ne peut en effet donner le nom de procédure à l'inscription de la peine, inscription prescrite par l'article 4 de la loi du 24 décembre 1904, ainsi conçu : « L'administrateur inscrira sur un registre à souche, coté et paraphé, la décision qu'il aura prise, avec indication sommaire des motifs. Extrait dudit registre sera transmis, chaque semaine, par la voie hiérarchique, au gouverneur général. Un volant détaché du registre à souche et portant les indications nécessaires sera remis sur-le-champ à l'indigène puni. » D'après l'article 10 de la même loi, il doit être rendu compte, chaque année, aux Chambres, par le gouvernement, de l'application de la loi.

Quelles sont les peines que pourra prononcer l'administrateur pour les infractions à l'indigénat ? Ce sont, dit l'article 3, les peines de simple police, c'est-à-dire l'amende de 1 à 15 francs, et l'emprisonnement d'un à cinq jours ; ces peines peuvent être cumulées.

Toutefois, en cette matière, comme d'ailleurs pour les infractions à l'indigénat dans les communes de plein exercice, nous voyons intervenir l'application du principe nouveau, que nous avons déjà apprécié, du remplacement de l'emprisonnement, peine dispendieuse, par un travail productif. Si, en effet, l'administrateur le juge

utile, ou si le contrevenant le demande, l'amende ou l'emprisonnement peuvent être remplacés par des prestations en nature imposées au condamné.

Lorsque la corvée viendra ainsi remplacer l'amende, on observera la règle que nous avons déjà vue dans l'étude des infractions à l'indigénat commises dans les communes de plein exercice. La valeur en argent de la journée de prestation sera celle du tarif de conversion adopté pour les chemins vicinaux. De même, chaque journée de travail sera considérée comme équivalant à un jour de prison. Il est certain que cette peine qui paraîtrait plus légère à un paysan français, doit paraître plus sévère à un indigène, comme l'a fait remarquer M. Flandin dans son rapport à la Chambre des députés (1), à propos du projet de loi qui devait devenir la loi du 21 décembre 1897 et qui, pour la première fois dans notre droit, organisait cette transformation des peines. Voici au surplus la partie du rapport relative au point qui nous intéresse :

« Tandis que le projet se bornait à autoriser le condamné à se libérer de l'amende ou de l'emprisonnement au moyen de prestations en nature, nous croyons devoir vous proposer de transporter à l'administrateur le droit d'ordonner cette substitution au moment de sa décision, soit d'office, soit sur la réclamation du contrevenant.

« Depuis longtemps les conseils électifs de l'Algérie demandent que le gouvernement réglemente les éta-

1. *Journal officiel*. Documents parlementaires, Chambre, 1897. Annexe n° 2487.

blissements pénitentiaires de l'Algérie, de manière à faire utilement profiter la colonie du travail des détenus. Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il serait grand temps, aussi bien dans l'intérêt de nos finances que dans celui de la sécurité publique, de donner satisfaction à ce vœu.

« Nous pouvons d'autant mieux l'accueillir en ce qui concerne la matière spéciale des infractions à l'indigénat, que nous sommes en matière disciplinaire et qu'il nous est plus facile d'innover qu'en matière criminelle sans nous heurter aux principes du Code pénal.

« Il est difficile d'imaginer une peine qui soit plus inefficace à l'égard du malfaiteur indigène que notre peine de l'emprisonnement.

« Il est manifeste qu'elle ne présente à ses yeux aucun caractère infamant.

« Or, si l'on fait abstraction du caractère infamant de l'emprisonnement, qu'y a-t-il, dans cette peine, qui soit de nature à constituer l'expiation ou à produire un salutaire effet d'intimidation ?....

« La prison, ce n'est pas une peine pour l'indigène, ce serait bien plutôt une récompense, le suprême bonheur pour lui étant de vivre dans l'oisiveté.

« La prestation en nature pour des travaux d'intérêt communal présentera un tout autre effet d'exemplarité, et ce sera tout bénéfice pour la collectivité. »

Nous remarquerons, en passant, que la possibilité de transformer les peines en corvées supplémentaires crée une analogie de plus entre les pouvoirs répressifs des

administrateurs de communes mixtes et les pouvoirs disciplinaires des officiers.

Les administrateurs n'étant pas des tribunaux de répression proprement dits, nous dirons que les peines infligées par eux, à raison d'un fait, ne permettent pas d'opposer l'exception de chose jugée, au cas où ce même fait, constituant un délit, serait poursuivi devant les juridictions répressives proprement dites ; « la répression d'une infraction spéciale à l'indigénat ne constitue qu'une mesure de répression purement disciplinaire... une décision de cette nature ne saurait être réputée avoir fait état des caractères légaux d'un délit défini par la loi pénale, ni, par conséquent, avoir fait justice, avec une compétente autorité, d'un fait qualifié dans les termes de cette loi ; elle ne peut donc fonder, à l'encontre d'une action régulièrement exercée devant la juridiction de répression pénale, l'exception de chose jugée. » Ainsi s'exprime un arrêt de la Cour d'Alger du 12 juillet 1890 (1).

Il est vrai qu'on peut invoquer en sens contraire un jugement du tribunal correctionnel de Constantine du 16 mars 1885 (2), mais ce jugement ne nous semble pas fondé. Une note de M. Würtz qui commente ce jugement cherche à le justifier : son argumentation consiste à assimiler, comme le jugement dont il s'agit cherche également à le faire, les condamnations prononcées par les administrateurs de communes mixtes, à celles pro-

1. *Revue algérienne*, 1890.2.511.

2. *Revue algérienne*, 1885.2.198 et en note.



noncées par les juges de paix, dans les cas où ceux-ci sont incompetents. La jurisprudence admet en effet qu'un tribunal ne peut condamner un individu pour un fait pour lequel il a déjà été condamné, même par une juridiction incompetente.

Mais dans le cas particulier, on ne peut invoquer le principe *non bis in idem* ; si un tribunal ne peut connaître d'un fait, sur lequel est intervenu un *jugement* d'un autre *tribunal*, rien n'empêche ce tribunal de connaître d'un fait sur lequel est intervenue une *décision* d'une *autorité* qui n'est pas un tribunal. Il n'y aura pas deux jugements qui pourraient se contredire, mais un seul. Si l'on admettait la solution du tribunal de Constantine, il faudrait dire que si un administrateur a examiné certains faits commis par les indigènes, et qu'il ne juge pas à propos de les réprimer en vertu des pouvoirs que lui accorde la loi du 24 décembre 1904, ces faits, alors même qu'ils constitueraient des délits, ne pourraient plus être poursuivis devant les tribunaux.

D'ailleurs le jugement même du tribunal de Constantine indique que la décision d'un administrateur n'est pas un jugement, et il en résulte que, logiquement, il n'aurait pas dû accueillir l'exception de la chose jugée : « Attendu, dit-il, que trois conditions sont nécessaires pour constituer cette exception ; qu'il faut en effet : 1° que la décision ait le caractère d'un jugement... Attendu que la décision de M. l'Administrateur... bien qu'elle ne présente pas le caractère d'un véritable jugement, doit cependant lui être assimilée dans ses effets et dans ses conséquences ; attendu, à la vérité, que cette

décision a été rendue dans une forme spéciale qui n'est pas celle d'un jugement, mais qu'elle n'en constitue pas moins un acte de répression, etc... » Il est certain que les motifs de ce jugement renferment des contradictions et nous croyons que s'il avait été porté en appel, il aurait certainement été réformé.

On compare souvent, et nous avons déjà comparé, les pouvoirs accordés à certaines autorités relativement à l'indigénat, aux pouvoirs que la discipline militaire confie aux officiers sur leurs inférieurs. Supposons un soldat qui est poursuivi pour ivresse publique, par exemple : pourra-t-il invoquer l'exception de la chose jugée, sous prétexte qu'un officier l'aurait déjà puni pour le même cas d'ivresse ? On lui répondrait qu'il n'a pas été puni en vertu d'un jugement, mais d'un pouvoir disciplinaire ; qu'il n'a pas été puni par un tribunal mais par une autorité hiérarchique. Il en est absolument de même lorsqu'un administrateur punit un indigène ; il le fait sans aucune procédure, il mentionne la peine sur un registre, comme un officier inscrit la punition qu'il inflige sur le registre des punitions ; il ne rend pas un jugement, il n'est pas un tribunal.

Une circulaire du gouverneur général du 1<sup>er</sup> février 1905 (1) définit d'ailleurs ainsi le rôle des administrateurs de communes mixtes : « ils ne doivent pas oublier que leur mission consiste surtout à avertir, à éclairer et à diriger les indigènes, à prévenir en un mot les infractions, plutôt qu'à les punir. »

1. *Revue Algérienne*, 1905. 3. 143.

Nous concluons donc qu'un fait déjà puni par un administrateur peut être jugé par un tribunal de droit commun sans qu'on puisse invoquer l'exception de chose jugée ; il appartiendra au tribunal compétent d'apprécier si, en fait, la peine déjà subie ne doit pas attirer au prévenu une certaine indulgence.

### 5° VOIES DE RECOURS

A. — *Appel.* — « Les décisions des administrateurs, dit l'article 5 de la loi du 24 décembre 1904, pourront être attaquées par la voie de l'appel, devant le préfet, pour l'arrondissement du chef-lieu, et devant le sous-préfet, pour les autres arrondissements, lorsqu'elles prononceront un emprisonnement de plus de vingt-quatre heures ou une amende de plus de 5 francs. » Au cas où la peine aurait été transformée en corvée il serait facile de constater si elle équivaut à une peine supérieure à celle que nous venons d'indiquer.

L'appel produit un effet suspensif ; la condamnation, quelle qu'elle soit, ne sera pas exécutée avant confirmation faite par le préfet ou le sous-préfet. Celui-ci, avant de statuer, devra toujours admettre l'appelant à présenter sa défense en personne.

Si l'appel est fondé, le préfet ou le sous-préfet pourra supprimer la peine ou la réduire, ou encore substituer l'amende à l'emprisonnement. Dans ce cas, sa décision sera notifiée à l'administrateur qui devra la transcrire sur le registre à souche des condamnations prononcées par lui en marge de la décision infirmée.

Si, au contraire, le préfet ou le sous-préfet juge que l'appel n'est pas fondé, il confirmera la décision et pourra en outre infliger à l'appelant une amende de fol appel de 1 à 5 francs. Dans tous les cas sa décision devra être notifiée à l'administrateur ayant prononcé la condamnation dont est appel.

D'après l'article 9 de la loi du 24 décembre 1904, un arrêté du gouverneur général soumis à l'approbation préalable du ministre de l'Intérieur doit déterminer les délais et formes de l'appel et régler les conditions dans lesquelles doit s'exercer le pouvoir disciplinaire des administrateurs civils et le droit d'appel devant les préfets et sous-préfets pour assurer le droit de défense et la publicité des décisions.

D'ailleurs les indigènes usent bien rarement du droit d'appel qui leur est attribué (1), c'est là d'ailleurs la meilleure justification que l'on puisse donner de l'opportunité des pouvoirs des administrateurs. « Pour qui connaît l'esprit processif des indigènes, ce nombre infime des appels ne se peut guère expliquer que par l'évidente justice des répressions (2). » M. Larcher continuant sa critique du régime de l'indigénat donne à cette abstention un tout autre motif : il prétend que si les indigènes ne font pas appel des décisions des administrateurs, c'est qu'ils savent que les supérieurs hiérarchiques de ceux-ci ne feraient que confirmer systé-

1. Pendant la période 1905-1906, sur 23.349 condamnations, il y eut 19 appels; pendant la période 1906-1907, sur 28.201 condamnations, 8 appels seulement.

2. COLIN (Maurice). *Quelques questions algériennes*, p. 230.

matiquement les condamnations prononcées. Nous nous refusons à accepter cette explication que M. Larcher n'appuie d'ailleurs que sur quelques faits isolés.

B. — *Cassation.* — Les condamnations en dernier ressort pour infractions à l'indigénat ne sont-elles susceptibles d'aucun recours pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi ? Nous nous en rapporterons à ce que nous avons dit des condamnations prononcées par l'autorité administrative en matière de contraventions. Les mêmes arguments peuvent être invoqués dans un sens et dans l'autre, et nous sommes amené à donner ici les mêmes conclusions : ces condamnations sont susceptibles d'un recours qui doit être porté non devant le Conseil d'État, mais bien devant la Cour de cassation.

---



## CHAPITRE 11

### Pouvoirs disciplinaires du Gouverneur général.

---

En dehors des infractions à l'indigénat proprement dites, qui soumettent l'indigène aux pouvoirs disciplinaires des juridictions et des autorités que nous venons de voir, l'indigène est encore soumis à l'autorité disciplinaire du gouverneur général.

Et ce pouvoir disciplinaire du gouverneur général ne s'exerce pas seulement sur les individus coupables de certains actes : par une curieuse dérogation au principe de la personnalité des peines, le gouverneur peut frapper de certaines pénalités des collectivités entières.

Le gouverneur général peut frapper individus et collectivités de peines inconnues à la législation métropolitaine : l'internement et le séquestre pour les individus, l'amende collective et le séquestre collectif, pour les collectivités, et ces peines sont prononcées par lui, non pas pour des infractions aux lois pénales, mais pour des faits imprécis, pour des actes indéterminés, en dehors, par conséquent, du principe *nulla pœna sine lege*.

## SECTION I

### L'INTERNEMENT

L'internement est une peine aussi mal définie que les faits qui peuvent la motiver. Elle a pour but de mettre, pour un temps plus ou moins long, un individu dangereux pour la colonisation hors d'état de nuire.

Tantôt cette peine correspond à la réclusion. Dans ce cas l'indigène est envoyé en Corse et est *interné* au dépôt de Calvi.

Tantôt elle correspond à l'ancienne peine de la surveillance de la haute police ; on fixe alors à l'indigène une résidence qu'il ne peut quitter sans une autorisation du gouverneur général.

Tantôt, enfin, elle correspond à l'emprisonnement, elle est alors subie dans un des pénitenciers indigènes de Aïn-el-Bey, Tademit ou Bou-Khanefis.

Indéterminée quant à sa nature, cette peine est également indéterminée quant à sa durée. Parfois le gouverneur général prononce cette peine pour une durée fixe, mais c'est l'exception, presque toujours l'individu est interné jusqu'à nouvel ordre.

L'internement est encore indéterminé quant aux causes qui peuvent le faire prononcer. Aucun texte ne vient fixer les cas où cette peine peut être infligée ; en fait, elle est généralement appliquée aux individus coupables de faits d'hostilité contre la France, ou encore aux individus considérés comme dangereux bien que l'on ne

puisse les poursuivre devant les tribunaux pour des délits bien précis.

L'internement est prononcé sans aucune forme par le gouverneur général. Toutefois, depuis un arrêté du 24 septembre 1899 (1), est instituée près du gouverneur général une Commission consultative, chargée de donner son avis sur les propositions d'internement d'indigènes ou d'expulsion d'étrangers présentées au gouverneur général par les services compétents.

Cette Commission consultative est composée : 1° d'un conseiller de gouvernement, président, désigné par arrêté du gouverneur général ; 2° d'un magistrat de l'ordre judiciaire, désigné par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du procureur général près la Cour d'appel ; 3° du chef du Cabinet civil du gouverneur général ; 4° du chef du service des Affaires indigènes du gouvernement général ; 6° du contrôleur général des services de police et de sûreté ; en outre de membres suppléants, nommés par arrêté du gouverneur.

Cette Commission consultative a pour fonction de préparer la décision du gouverneur général en l'éclairant sur les faits que l'on peut reprocher à l'individu menacé d'internement. Pour cela elle prend connaissance des rapports, enquêtes, et autres documents produits à l'appui des propositions, et elle provoque, s'il y a lieu, les compléments d'instruction qui seraient jugés nécessaires.

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE. *Code algérien, Supplément 1899*, p. 43.

Puis elle émet son avis, mais elle ne peut le faire « que s'il est délibéré par la moitié plus un de ses membres » (Article 3 de l'arrêté). En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Cette Commission nouvellement créée justifie pleinement son nom de Commission consultative en ce que ses décisions ne sont pas obligatoires pour le gouverneur général. Celui-ci statue en pleine indépendance, sans aucune forme et détermine sans voie de recours possible, la manière dont la peine sera exécutée.

## SECTION II

### SÉQUESTRE

#### § 1<sup>er</sup>. — Définition.

Si à propos de l'internement nous avons pu parler de la peine abrogée de la surveillance de la haute police, nous abordons ici une matière qui, à son tour, nous ramène à une peine ancienne. Le séquestre, en effet, lorsqu'il s'applique à des individus, n'est pas sans certaines analogies avec la peine, depuis longtemps disparue de nos Codes, de la mort civile.

Le séquestre consiste dans la mainmise par l'État, sur tous les biens, meubles et immeubles, soit d'un individu, soit d'une collectivité. Cette punition date de la conquête ; la première victime fut le dey d'Alger et aussi les beys et fonctionnaires qui avaient émigré lors de la conquête française. Aujourd'hui, le séquestre est

fort peu employé, cette pénalité exceptionnelle, n'a pas été appliquée depuis 1881.

Le séquestre n'est pas une confiscation pure et simple, mais « une confiscation provisoire... qui se termine, après connaissance de cause, soit par la remise des biens à leurs anciens maîtres, soit par une confiscation définitive (1). » Il y a donc lieu, dans l'étude du séquestre, de distinguer deux périodes : pendant deux années à dater de la mise sous séquestre, les biens frappés de séquestre, continuent à appartenir à leurs propriétaires antérieurs, mais ceux-ci ne peuvent en jouir ni en disposer ; puis, au bout de deux ans, le séquestre provisoire peut être transformé en séquestre définitif et alors les biens séquestrés sont attribués à l'État.

Avant d'examiner en détail les effets de cette peine ainsi définie, nous allons étudier dans quels cas et dans quelles formes, le séquestre peut être prononcé par le gouverneur général.

## § 2. — L'arrêté de séquestre

Les cas où le séquestre peut être prononcé sont prévus par l'ordonnance du 31 octobre 1845 et par la loi du 17 juillet 1874 ; ils peuvent être rattachés à trois catégories de faits :

Le séquestre peut être prononcé : en premier lieu, au cas d'actes d'hostilité commis, soit contre les Français, soit contre les tribus soumises à la France ; au

1. CHARPENTIER. *Précis de législation algérienne*, p. 340.



cas d'aide ou assistance prêtée à l'ennemi, soit directement, soit indirectement ou au cas d'intelligences entretenues avec lui (Ordonnance du 31 octobre 1845, article 10).

Il peut, en second lieu être prononcé contre les indigènes qui auraient abandonné, pour passer à l'ennemi, les propriétés ou les territoires qu'ils occupaient. L'abandon et le passage à l'ennemi seront présumés, à l'égard de ceux qui seront absents de leur domicile depuis plus de trois mois sans permission de l'autorité française (même article).

Enfin le séquestre peut encore être prononcé dans un autre cas, depuis la loi du 17 juillet 1874, relative aux mesures à prendre en vue de prévenir les incendies dans les régions boisées de l'Algérie (1), dont l'article 6 est ainsi conçu :

« Lorsque les incendies, par leur simultanéité ou leur nature, dénoteront, de la part des indigènes, un concert préalable, ils pourront être assimilés à des faits insurrectionnels, et, en conséquence, donner lieu à l'application du séquestre, conformément aux dispositions actuellement en vigueur de l'ordonnance royale du

1. On peut juger de la nécessité de prendre des mesures contre les incendies de forêts, d'après l'exposé des motifs de la loi du 17 juillet 1874 qui débute ainsi : « Messieurs, pendant les douze années qui viennent de s'écouler 250.000 hectares de forêts appartenant à l'État, à des tribus ou à des particuliers, ont été ravagés en Algérie, par des incendies allumés, soit par la malveillance, soit par l'intérêt de populations trop longtemps habituées à se procurer par ce moyen des pâturages pour leurs troupeaux... »

31 octobre 1845. » Cet article a été incorporé textuellement dans l'article 130 de la nouvelle loi forestière relative à l'Algérie du 27 février 1903.

Nous savons que c'est le gouverneur général qui prononce le séquestre. Son arrêté doit être rendu « en Conseil de Gouvernement » et doit être motivé. Le Conseil de Gouvernement est un conseil consultatif placé près du Gouverneur général, composé de certains hauts fonctionnaires et de quatre conseillers de gouvernement ; ce Conseil de Gouvernement ou Conseil Consultatif ne doit pas être confondu avec la Commission Consultative instituée par l'arrêté du 24 septembre 1899, car il a été organisé bien antérieurement par le décret du 10 décembre 1860 (1).

- Cependant le séquestre pourra être ordonné provisoirement et d'urgence par les commandants militaires, sauf décision ultérieure du gouverneur général dans la forme que nous venons de déterminer.

Tout arrêté ainsi confirmé sera publié immédiatement en arabe et en français dans le journal officiel, le *Mobacher* (arrêté du gouverneur général du 8 août 1874) (2), et dans le *Bulletin officiel des actes du gouvernement* (3).

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 251.

2. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 437.

3. Les recueils officiels de textes intéressant l'Algérie sont : 1<sup>o</sup> le *Bulletin officiel des actes du gouvernement* qui date de 1834 ; 2<sup>o</sup> le *Mobacher*, publié en français et en arabe, et qui date de 1848 ; 3<sup>o</sup> le *Journal officiel* et le *Bulletin des Lois* peuvent servir également à la publication de textes applicables en Algérie ; 4<sup>o</sup> pendant quelques mois en 1872-1873 avait paru un *Journal officiel de l'Algérie*.

La liste des biens immeubles frappés de séquestre sera également publiée, du moins s'il s'agit d'un séquestre individuel (Arrêté du Pouvoir exécutif du 12 juillet 1871) (1).

§ 3. — Effets.

Pendant la période du séquestre provisoire, les biens de l'individu frappé de séquestre continuent à lui appartenir, et sont régis par l'Administration des Domaines (article 13 de l'Ordonnance du 31 octobre 1845). Celle-ci peut consentir des baux, mais seulement pour un temps n'excédant pas neuf années.

Les maisons et les bâtiments dont l'état de dépérissement serait constaté peuvent être aliénés sur la proposition du gouverneur général, dans la même forme que les immeubles domaniaux. L'autorisation du ministre de la Guerre, exigée par l'Ordonnance du 31 octobre 1845, n'est plus nécessaire depuis le décret du 10 décembre 1860.

L'indigène est ainsi privé du droit d'administrer ses biens, et aussi de la jouissance de ces biens ; toutes les sommes principales échues, les intérêts, loyers et fermages et généralement tout ce qui est dû à un individu frappé de séquestre doit être versé à la caisse des domaines. Celle-ci recevra même, au cas d'offres de la part des débiteurs, les sommes non échues, et le principal des rentes perpétuelles.

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 382.

Les paiements qui seraient faits pendant la durée du séquestre à l'individu qui en est frappé ou à ses héritiers ne libéreraient pas le débiteur envers l'État, seul compétent pour recevoir ces paiements. De même des paiements de sommes non échues, faits antérieurement au prononcé du séquestre, ne seraient pas opposables à l'État, à moins que ces paiements ne fussent constatés dans des actes ayant date certaine.

Tous les individus détenteurs, à quelque titre que ce soit, des biens appartenant à l'individu frappé doivent le déclarer dans les formes et sous les pénalités prévues par l'ordonnance de 1845.

Lorsque le séquestre est individuel, en principe tous les biens meubles et immeubles, appartenant à l'individu frappé sont soumis au régime que nous venons de décrire. Mais, en fait, il est certains biens qui échappent à ce régime, ainsi que le constate une circulaire, du gouverneur général du 12 avril 1873 (1) : « Bien qu'en droit, dit cette circulaire, le séquestre individuel s'applique indistinctement à la totalité des biens meubles et immeubles, il est néanmoins nécessaire de respecter les moyens de subsistance, les instruments de travail. Les créances et autres droits incorporels, les troupeaux dans la mesure où ils commencent à constituer les éléments d'une richesse, sont justement soumis au séquestre ; mais les objets et approvisionnements usuels, le bœuf qui tire la charrue, y échappent, parce que le séquestre, en restant un châtiment suprême, ne saurait

1. ESTOUBLON et LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 382, notes 1 et 3.

devenir un instrument de famine, parce que, nous avons intérêt à ce que les terres ne cessent pas, même pendant une seule année, d'être cultivées, parce que, en mettant dans ce but ces terres en location, partout où elles ne sont pas nécessaires pour les besoins de la colonisation, l'État doit nécessairement laisser à ses locataires arabes les moyens de rouvrir leurs sillons. »

Quant au cas où le séquestre est collectif, il « vise exclusivement les immeubles sis dans le territoire de la tribu ou du douar, où le séquestre est encouru, quels qu'en soient les propriétaires, résidant ou non dans la tribu ou le douar, et non point les immeubles appartenant à des indigènes de cette tribu ou de ce douar et situés ailleurs que dans le territoire dont l'ensemble est séquestré ». [Arrêt de la Cour d'Alger du 7 avril 1873 (1) reproduit dans une circulaire du gouverneur général du 12 avril 1873 (2).]

Ainsi donc le séquestre individuel a un caractère de personnalité, le séquestre collectif un caractère de territorialité.

Postérieurement à la publication de l'arrêté qui ordonne le séquestre, aucun droit utile ne peut plus être concédé au préjudice de l'État sur les biens séquestrés. Si pourtant, en fait, un de ces droits avait été concédé, l'État seul aurait le droit d'en invoquer la nullité.

Tous créanciers des individus atteints par la séquestre doivent, à peine de nullité, inscrire les privilèges et

1.-2. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 382, note 3.



hypothèques qui leur auraient été accordés antérieurement, dans un délai d'un an, et selon les formes indiquées par l'article 21 de l'Ordonnance de 1845. Nul titre de créance sur un individu frappé par un arrêté de séquestre ne sera admis s'il n'a une date certaine et antérieure au séquestre. Toutes contestations relatives à ces matières sont de la compétence des Conseils de préfecture.

Les créances admises ne sont payées par l'État qu'après la réunion définitive des biens séquestrés au Domaine, et jusqu'à concurrence seulement de la valeur totale de ces biens. En cas d'insuffisance, les biens sont vendus, et il est procédé, devant les tribunaux, à l'ordre ou à la distribution à la requête de la partie la plus diligente.

#### § 4. — Mainlevée.

Le séquestre provisoire peut prendre fin de deux manières : soit, comme nous le verrons, en se transformant, au bout de deux ans, en séquestre définitif, soit, antérieurement à cette date, par l'effet d'une mainlevée.

Toute demande en remise des biens séquestrés doit établir, ou que le propriétaire desdits biens n'est pas l'individu désigné par l'arrêté de séquestre, ou que le propriétaire frappé par cette arrêté ne s'est pas rendu coupable de faits permettant de prononcer le séquestre.

On pourrait dire que cette disposition fait porter la charge de la preuve au coupable présumé, contrairement à toutes les règles de droit pénal, mais il faut

remarquer que nous ne sommes pas en matière pénale proprement dite ; le propriétaire est ici le demandeur et l'ordonnance ne fait qu'appliquer le principe : *Actori incumbit onus probandi*.

La demande en mainlevée doit être formée, à peine de déchéance, dans l'année qui suit l'arrêté de séquestre ; elle doit être déposée à la Direction des Finances à Alger ; il en est donné récépissé. Dans les trois mois de ce dépôt, la demande est transmise au gouverneur général (1) qui statue d'une manière définitive sur la demande dans les six mois.

Si la mainlevée est prononcée par le Gouverneur général, la remise des biens donne droit à la restitution des fruits ou intérêts perçus depuis le jour de la demande en remise seulement. Il faut en déduire les impenses faites par le Domaine. Les immeubles doivent être repris dans l'état où ils se trouvent, sans aucun recours contre l'État, et à la charge de maintenir les baux existants, qui, comme nous l'avons vu, n'ont pu être consentis que pour six années au plus.

Si le titulaire des biens mis sous séquestre est décédé, ses biens seront remis à ses héritiers, chacun en recevant une quote-part égale à celle qu'il aurait eue, d'après la loi musulmane, si le séquestre n'avait pas été prononcé.

1. Avant le décret du 10 décembre 1860, la demande était transmise dans les trois mois du dépôt au ministre de la Guerre par le gouverneur général, avec son avis et celui du Conseil d'administration. Il était statué par le ministre de la Guerre dans les six mois de la réception des pièces au ministère.

Les biens séquestrés peuvent d'ailleurs; mais seulement tant qu'ils sont restés entre les mains du Domaine, être remis gracieusement aux anciens propriétaires ou à leurs héritiers, alors même qu'ils n'auraient pas formulé de demande en mainlevée, ou qu'en ayant formé une, elle aurait été rejetée. Les bénéficiaires de ces biens devront alors reprendre les biens dans l'état où ils se trouveront, et n'auront aucun droit sur les fruits perçus. La décision qui accorde cette remise n'est susceptible d'aucun recours, mais il a été jugé par le Conseil d'État qu'un individu à qui l'on a fait ainsi une remise gracieuse des biens séquestrés peut cependant formuler une demande de mainlevée pure et simple, afin de faire constater que c'est par erreur qu'il a été frappé de séquestre.

La remise ainsi faite peut n'être que partielle, comme celle qui a été faite par le décret du 30 juin 1877. A la suite de l'insurrection kabyle de 1871, le séquestre avait été, par un arrêté du 15 juillet 1871, prononcé sur les biens appartenant à un grand nombre de collectivités du pays insurgé. Le gouvernement, après la pacification, ne voulant pas ruiner complètement ces collectivités et les individus qui les composaient, et étant, d'ailleurs, assez embarrassé des nombreux immeubles frappés de séquestre dont il était impuissant à assurer la mise en exploitation (1), décida, par le décret du 30 juin 1877, de rendre les biens mis sous séquestre à leurs anciens

1. Cette mesure avait frappé 2.589.608 hectares, appartenant à 313 tribus ou douars.

propriétaires, à charge par eux de payer, en argent ou en terres, un cinquième de la valeur des terrains ainsi rendus (1). Ainsi le séquestre collectif s'était ramené, en somme à une amende collective.

Il faut cependant observer qu'en cas de remise à titre gracieux après la réunion définitive au domaine, pendant le temps écoulé depuis cette réunion, l'État a été véritable et unique propriétaire des biens frappés de séquestre, et que, par conséquent, tous les droits qu'auraient pu conférer pendant ce temps les propriétaires antérieurs pourraient être annulés, ceux-ci ayant été privés de leur droit de propriété pendant toute la durée du séquestre. N'ayant aucun droit sur ces biens, ils n'auraient pu en transmettre aucun [Arrêt de la Cour d'Alger du 6 février 1901 (2)].

Toutefois la Cour d'Alger a admis dans un arrêt du 24 novembre 1873 (3) que les droits concédés par les propriétaires des biens séquestrés ne peuvent être considérés comme nuls que s'ils ont été conférés au préjudice de l'État. « Les termes mêmes de l'article 30 indiquent bien, dit M. Pouyanne, dans son ouvrage sur *la Propriété foncière en Algérie*, quelle est la limite qu'on doit apporter à l'étendue de la nullité. Celle-ci n'existe

1. Ces tribus ou douars se rachetèrent partie en argent, moyennant une somme de 7.933.860 francs, partie en nature en abandonnant 446.406 hectares de terres, sans compter une contribution de guerre de 36.582.298 francs dont ils furent frappés. (GIRAULT, *Principes de colonisation*, 2<sup>e</sup> édition, t. II, p. 519.)

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1901, 2.59.

3. Rapporté par M. POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, p. 781.

qu'au regard de l'État et ne peut être invoquée que par lui : c'est une nullité relative. Si l'État donne mainlevée postérieurement à l'aliénation, la mesure de séquestre est censée n'avoir jamais été appliquée : elle est effacée rétroactivement, et tout se passe comme si l'indigène n'avait jamais été dessaisi de son bien. En conséquence, les aliénations et constitutions de droits réels qu'il a pu consentir pendant la durée du séquestre se trouvent validées rétroactivement. »

La Cour d'Alger a jugé également que le paiement d'une soulte de rachat n'est pas un rachat proprement dit ; la remise par l'État, moyennant une somme déterminée, des terrains séquestrés ne constitue pas une vente au point de vue juridique : l'État ne fait que rendre les biens frappés moyennant le paiement d'une contribution. Il en résulte que les anciens propriétaires se trouvent replacés exactement dans la même situation et dans les mêmes droits qu'avant l'arrêté de séquestre. Le soi-disant rachat n'a pas pour effet de franciser les terres auxquelles il s'applique (Arrêt de la Cour d'Alger du 11 mars 1902). (1) Les terres *arch* et les terres *melk* qui ont été frappées de séquestre, lorsqu'elles font retour à leurs anciens propriétaires, gardent leur nature de terres *arch* ou *melk* (2).

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1903, 2. 261.

2. *Contra* GIRAULT, *Principes de colonisation*, 2<sup>e</sup> édit., t. II, p. 519. — Dans les territoires de tribus, les terres sont divisées en trois catégories ; les terres *beylick*, les terres *melk* et les terres *arch* (ou *sabega*). Les terres *beylick* appartiennent à l'État ; les terres *melk* appartiennent à des particuliers ou à des collectivités, qui ont le droit d'en jouir et d'en disposer à leur gré ;



De ce principe, que l'État ne vend pas les biens séquestrés qu'il remet à leurs anciens propriétaires moyennant le paiement d'une contribution, il résulte encore que le rachat d'un immeuble séquestré effectué par un des anciens copropriétaires de cet immeuble ne lui profite pas exclusivement, mais libère envers l'État les autres copropriétaires, sauf à chacun de ceux-ci de rembourser la somme avancée par celui qui a versé les fonds (Arrêt de la Cour d'Alger du 9 janvier 1884) (1).

#### § 5. — Séquestre définitif.

La période de deux années écoulée, le gouverneur général peut prononcer, par un nouvel arrêté, la réunion définitive des biens séquestrés au Domaine. Toutefois, en pratique, au moins lorsqu'il s'agit d'un séquestre collectif, l'administrateur accorde de nouveaux délais pour que les tribus aient toute facilité pour se rédimier du séquestre. La réunion définitive n'est alors prononcée qu'à l'expiration de ces nouveaux délais et, généralement, seulement après plusieurs mises en demeure restées sans effet.

Même après la réunion définitive au domaine de l'État, les biens séquestrés peuvent être rendus à leurs anciens propriétaires, en vertu de mesures gracieuses.

les terres *arch* (que, dans la province d'Oran on nomme: terres *sabega*), sont possédées par une collectivité (*arch* = tribu) qui en a la jouissance, mais ne peut en disposer.

1. *Bulletin judiciaire de l'Algérie*, 1884, 257.

Ces restitutions ont alors le caractère de véritables donations faites par l'État (1).

Le séquestre, étant une mesure essentiellement politique, ne doit pas être considéré comme un mode d'acquisition de la propriété. Il en résulte que l'attribution définitive de biens séquestrés à l'État ne doit pas, d'après un arrêt de la Cour d'Alger du 12 février 1896 (2), être considérée comme une mutation qui, pour être opposable aux tiers, ait besoin d'être soumise à la formalité de la transcription.

Après leur réunion au domaine, les terres ayant fait l'objet de mesures de séquestre sont absolument assimilées aux autres immeubles domaniaux ; elles ne présentent, par conséquent, aucune particularité juridique spéciale résultant de la manière dont l'incorporation a été faite.

### SECTION III

#### AMENDE COLLECTIVE

Il peut sembler étrange qu'une collectivité puisse être rendue pénalement responsable des méfaits commis par l'un de ses membres, et cependant MM. Larcher et Olier (3) font remarquer que ce n'est pas là un principe particulier à l'Algérie, mais qu'il se retrouve encore, à l'heure actuelle, dans certaines législations

1. POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, p. 778.

2. *Revue algérienne et tunisienne*, 1896, 2. 371.

3. *Les Institutions pénitentiaires de l'Algérie*, p. 85, note 5.

étrangères ; il n'a d'ailleurs disparu que depuis peu de temps de la législation française : « Le principe de la responsabilité collective, disent-ils, se retrouve dans toutes les anciennes lois germaniques, et particulièrement dans celles des Francs et des Anglo-Saxons. Jusque dans ces dernières années, une loi du 10 vendémiaire an IV frappait d'une amende les communes sur le territoire desquelles des attroupements avaient commis des délits, lorsque leurs habitants y avaient pris part. Cette disposition n'a disparu de nos Codes que par la loi du 5 avril 1884. On trouve encore, paraît-il, une disposition analogue en Angleterre, où les centaines ou districts sont responsables de tous les vols qui se commettent sur leur territoire pendant le jour. »

Du reste, à l'heure actuelle encore, comme le fait remarquer Rinn (1), la responsabilité pécuniaire frappant des gens innocents de fait et d'intention est inscrite dans l'article 1384 du Code civil. Il est vrai que cette responsabilité n'a pas, comme celle que nous étudions, le caractère d'une peine, son nom de responsabilité « civile » l'indique d'ailleurs ; mais une intéressante comparaison peut cependant être faite entre ces deux responsabilités.

Une peine collective est plus justifiée en Algérie qu'en beaucoup d'autres endroits, en raison des circonstances particulières dans lesquelles se trouvent les indigènes de ce pays.

Au milieu d'une population, dont une partie est

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1885.1.125.

encore nomade, où l'état-civil n'est pas encore bien organisé, les coupables ont toutes facilités d'échapper aux recherches. Les conditions particulières de la vie dans les douars font que presque toujours les membres de la collectivité savent quel est celui d'entre eux qui s'est rendu coupable d'un méfait. Du reste, le plus souvent, celui-ci ne s'en cachera pas : si son délit a été commis au préjudice d'un Européen, il sera trop heureux de pouvoir se vanter d'un bon tour joué aux Roumis.

Voici d'ailleurs les raisons invoquées par le rapporteur de la loi du 17 juillet 1874 pour démontrer la nécessité de l'amende collective pour la répression des incendies de forêts, le seul cas où cette peine soit encore pratiquement appliquée à l'heure actuelle :

Il est indispensable, disait ce rapport, de prendre des mesures « destinées à prévenir les effets de la convoitise et de la malveillance. Il est avéré que les populations indigènes, pour se procurer des pacages, mettent parfois le feu aux forêts voisines et les ouvrent à leurs troupeaux en les incendiant. Souvent aussi la malveillance seule conduit les incendiaires ; les matières combustibles préparées, la simultanéité des feux, les coupables même surpris quelquefois, tout démontre que les Européens sont, dans certaines circonstances, traités en ennemis, comme si la guerre régnait encore sur le territoire conquis.

« Les moyens de défense doivent être proportionnés à ces agressions. La France doit aux Français d'Algérie avant tout une protection efficace. Quand la représ-

sion individuelle est impuissante, la loi peut recourir à la responsabilité collective. Loin de s'opposer à cette doctrine, les principes de notre droit la consacrent ; la responsabilité collective des tribus en cas d'incendie de forêts n'est qu'une application du principe de la responsabilité des communes au cas de troubles.

« Cette responsabilité collective se justifierait encore au besoin par l'état de la propriété en Algérie. Les indigènes n'y connaissent encore que la propriété collective ; la constitution de la propriété individuelle est décrétée, mais elle est loin de sa réalisation, et les recours individuels seraient presque toujours impossibles et illusoires. »

C'est pourquoi la loi du 17 juillet 1874 a décidé qu'en tout territoire, civil ou militaire, indépendamment des condamnations individuelles encourues par les auteurs ou les complices des crimes, délits et contraventions, en cas d'incendies de forêts, les tribus et les douars pourront être frappés d'amendes collectives. Cette disposition a été reproduite textuellement dans l'article 130 de la loi forestière relative à l'Algérie du 27 février 1903.

Comme le fait remarquer M. Girault (1), la responsabilité collective est absolument justifiée en matière d'incendies de forêts par ce fait que, la tribu tout entière devant profiter de l'incendie, il est à présumer que l'infraction a été commise d'un commun accord.

Ce cas de l'incendie des forêts est actuellement, en

1. *Principes de colonisation*, 2<sup>e</sup> édition, t. II, p. 521.



fait, le seul cas d'application de la responsabilité collective, mais, théoriquement, elle pourrait être prononcée en toutes circonstances intéressant la sécurité générale et la colonisation (Instructions ministérielles du 8 mai 1859). Mesure nécessitée par la conquête, cette peine avait été supprimée par les décisions ministérielles de 1858 dont nous avons déjà parlé, sauf pour les cas où « il s'agit de faits généraux, de crimes commis avec une sorte de complicité collective, par un grand nombre de coupables, et lorsque le châtiment individuel est tout à fait impossible ». On a notamment fait application de cette peine au cas où des faits de banditisme se produisaient normalement sur le territoire d'une tribu. Aujourd'hui son application tend à devenir de plus en plus rare.

La procédure à suivre est réglée par l'article 130 de la loi du 27 février 1903 :

« Les amendes sont prononcées par le gouverneur général en Conseil de gouvernement, sur le vu des procès-verbaux, rapports et propositions de l'autorité administrative locale et du service des eaux et forêts, les chefs de tribus ou de douars préalablement entendus. »

Si la lecture des rapports et procès-verbaux des diverses autorités ne suffit pas pour éclairer le gouverneur général, celui-ci nomme une commission spéciale qui fait un nouveau rapport. Au Conseil de gouvernement, un conseiller-rapporteur lit un rapport verbal, puis le conseil donne son avis, et ce n'est que postérieurement que le gouverneur général prend son arrêté. Cet arrêté est sans appel.

Le recouvrement de l'amende infligée est, le plus souvent, une opération délicate. C'est dans ce cas que l'utilité du séquestre collectif apparaît comme le plus évidente.

---

## CHAPITRE III

### Délits commis par les indigènes.

---

Pour achever l'exposé de la situation des indigènes au point de vue de la répression, il nous faut encore parler des délits spéciaux que peuvent commettre les indigènes.

Non seulement il existe pour les indigènes des *infractions* spéciales, nommées infractions à l'indigénat, non seulement ces indigènes sont encore soumis à des pouvoirs disciplinaires exercés directement par le gouverneur général, mais encore il existe des *délits* proprements dits qui leur sont particuliers.

Par contre, nous aurons à signaler un certain nombre de faits défendus aux Européens et qui sont parfaitement permis aux indigènes.

#### § 1. — Délits spéciaux aux indigènes.

Nous devons avant tout définir ce que nous entendons par « délits spéciaux aux indigènes ».

Nous avons consacré un chapitre à l'étude d'infractions spéciales aux indigènes et dénommées « infractions à l'indigénat ». Les délits spéciaux aux indigènes ne peuvent être confondus avec ces infractions, car ils ont un caractère totalement différent : 1° les infractions à l'indigénat sont réprimées par des autorités administratives, les délits spéciaux sont réprimés par les tribunaux judiciaires de répression ; 2° les infractions à l'indigénat sont punies de peines qui ne sont pas délimitées spécialement pour chaque infraction, ce qui permet un certain arbitraire ; les délits sont punis de peines pour lesquelles la loi fixe un maximum et un minimum ; 3° les infractions à l'indigénat sont réprimées sans formes, ou selon des formes rudimentaires et différentes de celles qu'emploient ordinairement les juridictions répressives proprement dites ; les délits sont réprimés, au contraire, selon la procédure habituelle des tribunaux répressifs.

#### 1° NÉGLIGENCE DANS LE SERVICE DES POSTES-VIGIES.

Nous signalons ce délit parmi les délits spéciaux aux indigènes parce que, récemment encore, c'est dans cette catégorie qu'on devait le ranger, et que, même actuellement, ce délit ne sera commis que très exceptionnellement par des Européens.

Le service des postes-vigies consiste en factions, en des lieux désignés, ayant pour but de signaler dès leur apparition les incendies de forêts.

Chaque poste-vigie se compose de deux piétons et un cavalier. En cas d'incendie, le cavalier doit courir au plus vite prévenir les autorités, tandis que les deux autres individus travaillent à circonscrire le feu.

Le fait par un individu désigné de ne pas se rendre à son poste, ou toute négligence dans ce service, constitue un délit qui était autrefois puni par l'article 8 de la loi du 17 juillet 1874, et l'article 7 de l'arrêté du gouverneur général du 6 juillet 1881 (1) rendu en exécution de cette loi. Aujourd'hui, c'est l'article 136 de la loi du 27 février 1903 qui punit ce délit d'une amende de 20 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois. L'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes était, avant 1903, applicable à ce délit.

Nous avons dit que ce délit n'est plus absolument spécial aux indigènes ; c'est que l'article 127 de la loi du 27 février 1903 a soumis au service de surveillance pendant la période du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> novembre non seulement « les populations indigènes rurales des régions forestières », mais encore « tous les usagers en général », et par conséquent des Européens, en très petit nombre d'ailleurs ; aussi ne peut-on plus dire que ce délit est tout à fait spécial aux indigènes, bien que, pratiquement, il ne s'applique guère qu'à eux.

La juridiction compétente pour statuer sur ces matières sera la même que pour tout autre délit, mais depuis la loi du 27 février 1903, la situation du délin-

1. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.* p. 554.



quant a été aggravée en ce qu'il ne peut plus bénéficier des circonstances atténuantes comme sous le régime de la loi du 17 juillet 1874 [art. 8 (1) ].

## 2° COMMERCE ET DÉTENTION D'ARMES.

La nécessité d'assurer notre domination et la sécurité des Européens a exigé, en matière de commerce d'armes et de munitions, une sévère réglementation qui est l'œuvre du décret du 12 décembre 1851 (2). Ce décret soumet, à ce point de vue, les indigènes à un régime très restrictif, tandis que les Européens bénéficient du régime de liberté introduit en France par la loi du 14 août 1885 (3), sauf quelques limitations quant à la quantité de poudre qu'ils peuvent posséder, établies par l'ordonnance du 4 septembre 1884 (4).

Le décret du 12 décembre 1851 interdit la vente aux indigènes et l'achat par ceux-ci d'armes, plomb, pierres à feu, poudre, soufre, salpêtre et de toutes autres substances pouvant servir de munitions de guerre ou pouvant remplacer la poudre, sauf autorisation spéciale (art. 1<sup>er</sup>). La circulation des armes et munitions, la pro-

1. NORÈS. *De la poursuite et de la répression des délits forestiers* (*Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1903, p. 61).

2. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 145.

3. Question discutée. Voyez à ce sujet LARCHER, *Législation algérienne*, t. II, p. 131 (texte et note) et 664.

4. ESTOUBLON ET LEFÉBURE, *op. cit.*, p. 57.

position de vente ou d'achat sont punis comme la vente et l'achat consommés (art. 2) ; il en est de même de la simple détention.

Ce décret n'a pas été abrogé, pas plus que l'ordonnance du 4 septembre 1844 interdisant, sauf certaines conditions, la fabrication et la circulation de la poudre en Algérie. Aujourd'hui encore la détention sans autorisation d'armes et de munitions en si petite quantité que ce soit, fût-ce quelques grammes de poudre [Cour d'Alger, 27 juillet 1895 (1), Tribunal répressif de Sétif, 16 février 1905 (2) ], constitue le délit spécial prévu par le décret du 12 décembre 1851.

Il a même été jugé récemment qu'un indigène autorisé à posséder une arme à feu n'est pas, par cela même, autorisé à posséder des munitions (Tribunal répressif de Sétif, 16 février 1905, jugement précité). La Cour d'Alger [Arrêts des 20 février 1896 (3) et 21 octobre 1901 (4) ] se montre moins sévère et semble admettre que dans ce cas l'indigène peut posséder une certaine quantité de poudre, cette quantité ne pouvant en tous cas être supérieure à 2 kilogrammes.

La juridiction compétente est le Tribunal répressif indigène, en aucun cas le juge de paix ne peut connaître de ces matières [Arrêt de la Cour d'Alger du 20 juillet 1901 (5) ]. La peine qui peut être prononcée est une

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1895, 2, 433.

2. *Pandectes françaises*, 1906, 2, 176.

3. *Revue algérienne et tunisienne*, 1897, 2, 109.

4. *Journal de la Jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1902, 33.

5. *Revue algérienne et tunisienne*, 1901, 2, 410.

amende de 200 à 2.000 francs et un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Nous n'entrerons pas dans le détail des difficultés relatives à ce délit, et particulièrement à la signification exacte qu'il faut, au cas particulier, donner au mot « indigènes ». Nous ne chercherons pas non plus à préciser quelles sont exactement les armes interdites aux indigènes (la Cour d'Alger est d'ailleurs, avec raison, très sévère sur ce point) ; il nous suffisait de signaler que les juridictions répressives indigènes peuvent connaître de délits particuliers aux indigènes, qu'elles jugent d'ailleurs absolument selon les mêmes formes que les autres délits.

#### § 5. — Délits supprimés pour les indigènes.

Un certain nombre des faits réprimés par la loi pénale française ne sont pas des délits punissables lorsqu'ils sont commis en Algérie. Cela tient à ce qu'un certain nombre de lois répressives postérieures à l'ordonnance de 1834 n'ont pas été promulguées en Algérie et, par conséquent, n'y sont pas applicables.

Nous n'avons pas à nous occuper de ces faits autorisés en Algérie pour tout individu qui s'y trouve, pas plus que des modifications apportées à certains délits (1). Nous ne voulons que signaler un certain nombre de faits qui, punissables lorsqu'ils sont commis en Algérie

1. C'est ainsi, par exemple, que le taux de l'intérêt n'étant pas limité en Algérie aussi étroitement qu'en France, les conditions d'existence du délit d'usure seront également différentes.

par un Européen, ne le sont pas lorsqu'ils sont commis par un indigène.

La loi française, même la loi pénale, n'est applicable aux indigènes musulmans qu'en ce qui n'est pas contraire à leur loi religieuse. Si donc cette loi religieuse autorise certains faits réprimés par les lois françaises, la répression devra s'arrêter devant ces faits lorsqu'ils seront commis par des indigènes.

Pendant longtemps, la religion musulmane défendant le dénombrement, les indigènes n'ont été soumis à aucun système d'état-civil. Il en résultait qu'un assez grand nombre de délits ne pouvaient être commis par les indigènes. Depuis la loi du 23 mars 1882, l'état-civil des musulmans est réglé comme celui des Français, sauf en ce qui concerne le mariage, et les délits en matière d'état-civil sont réprimés par les mêmes articles du Code civil et du Code pénal, qu'ils soient commis par des Européens ou par des indigènes.

Il n'y a d'exception qu'en ce qui concerne les articles 192 et 193 du Code civil ; les indigènes n'étant pas obligés de se marier devant l'officier de l'état-civil, mais seulement de déclarer leur mariage dans les trois jours, ne peuvent être punis pour n'avoir pas observé les formalités requises par la loi.

De ce que le mariage des musulmans est régi par la loi musulmane, résulte que toute une catégorie de faits qui constitueraient des délits, ou même des crimes, s'ils étaient commis par des Européens, sont parfaitement licites à l'égard des indigènes.

La loi musulmane autorise la polygamie. « Si vous

craignez de faire tort aux orphelins, dit le *Coran*, craignez aussi de faire tort aux femmes. Épousez de celles qui vous agréeront, ou deux, ou trois, ou quatre (1) ». Il en résulte que le crime de bigamie ne peut être commis par un indigène du sexe masculin. Si même un musulman avait épousé plus de quatre femmes, la jurisprudence admet que les unions ultérieures seraient nulles, mais que le fait ne serait pas punissable.

Mais si un mari peut avoir plusieurs femmes, une femme ne peut avoir plusieurs époux ; par conséquent, une indigène pourrait être condamnée pour bigamie.

En ce qui concerne l'adultère, il est difficile de dire si ce fait est punissable lorsqu'il est commis par un indigène. S'il est commis par une femme, il est certain que les articles 337 et 339 du Code pénal sont applicables, car, sur ce point, la loi musulmane met encore la femme dans une situation d'infériorité ; la loi française aussi, d'ailleurs. « Que vos femmes soient chastes, ne se livrent pas à la débauche ; qu'elles n'aient pas d'amants », dit le *Coran* (2).

Il faut, du reste, remarquer que l'adultère de la femme sera, en fait, bien rarement poursuivi. En effet, comme le fait observer M. Cura (3), « l'Arabe convient difficilement qu'il a été trompé par sa femme, et les officiers du Ministère public près les tribunaux répressifs indigènes recevront, sans doute, bien rarement, des plaintes d'indigènes leur demandant des poursuites pour adul-

1. *Sourate des femmes* (traduction du Ryer).

2. *Sourate des femmes*.

3. *Répertoire formulaire*, v<sup>o</sup> *Adultère*.



tère. Les indigènes préfèrent, en cette matière, se faire justice eux-mêmes, ou s'ils portent plainte, c'est pour un fait autre que l'adultère. Tous ceux qui ont eu occasion de s'occuper, en Algérie, de police judiciaire, savent que bien souvent des accusations de vol commis la nuit avec effraction dissimulent tout simplement une plainte contre un amant entreprenant qui a essayé de rejoindre sa maîtresse ». Par contre l'adultère est-il un délit qui puisse être commis par le mari musulman ? La jurisprudence est divisée sur ce point, car il y a conflit entre la loi musulmane et la loi française. Bien que la Cour d'Alger admette l'affirmative, se basant sur des considérations de morale, la plupart des auteurs se prononcent pour la liberté de l'époux, car la loi coranique autorise le mari à avoir des relations avec d'autres que ses femmes légitimes, et même à entretenir des concubines au domicile conjugal.

Mais la question la plus délicate est celle qui est relative au mariage des impubères (1). En droit musulman, il n'existe pas d'âge légal pour le mariage. « Mariez vos enfants des deux sexes quand ils sont jeunes », dit seulement le *Coran*. Du reste, Mahomet lui-même, avait donné l'exemple en épousant Aïcha alors qu'elle n'était âgée que de sept ans.

On avait cherché à mettre obstacle aux mariages d'impubères en interdisant aux cadis et aux bach-ahdels de les célébrer ; mais le moyen était insuffisant, parce

1. Voyez EYSSAUTIER « Projet de loi sur le mariage des indigènes », *Revue algérienne et tunisienne*, 1897.

que le mariage, en droit musulman, résulte du seul consentement donné en présence de témoins, le cadi n'intervenant que *ad probationem*.

Si d'un autre côté la jurisprudence s'est décidée à poursuivre, non par l'acte même du mariage des impubères, mais seulement sa consommation, et cela, sous l'inculpation d'attentat à la pudeur ou de viol, elle a pourtant montré certaines hésitations à ce sujet.

Notamment, au temps où les Cours d'assises étaient compétentes pour la répression des crimes commis par des indigènes, ces juridictions ont, en cette matière, prononcé des acquittements véritablement scandaleux, par suite de leur hésitation à appliquer les peines prévues par le Code pénal et qui sont peut-être exagérées pour des faits dont la gravité est atténuée par suite de leur consécration par la coutume et par certains textes musulmans.

Les rites malékite et hanéfistes interdisent, du reste, la consommation prématurée du mariage et les coupables appartenant à ces sectes ne peuvent se prévaloir de leur loi religieuse pour échapper à la répression. Malheureusement, il n'en est pas de même dans le rite ibadite qui, sur ce point, est tellement libéral que des maris ont très souvent été poursuivis sous l'inculpation d'homicide par imprudence.

---



# TROISIÈME PARTIE

## Critique

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Ensemble de la Législation algérienne.

---

Convient-il, en Algérie, d'établir une législation répressive spéciale pour les indigènes?

Nous croyons que, sur ce point, l'accord est à peu près complet à l'heure actuelle. Pendant trop longtemps on a recherché l'assimilation à outrance; pendant trop longtemps, au lieu de créer des organes répressifs spéciaux, on a cherché à identifier les tribunaux algériens aux tribunaux français; pendant trop longtemps, on a cru que les trois départements algériens devaient, à tous points de vue, être organisés comme des départements français.

Ce n'est que dans ces derniers temps que l'on s'est aperçu de l'erreur que l'on commettait en se figurant

que l'on pourrait arriver assez rapidement à fondre deux races absolument distinctes, de mœurs et de civilisation opposées.

Il est vrai, peut-on objecter, que la population indigène est elle-même composée d'un grand nombre d'éléments, arabes, berbères, israélites, pour ne citer que les plus importants. Mais il faut précisément remarquer que ces diverses races sont, jusqu'à l'heure actuelle, restées bien distinctes et presque impénétrables l'une à l'autre, bien qu'elles vivent côte à côte depuis près de treize siècles. A l'heure actuelle, l'Arabe et l'Israélite sont bien loin de former une race unique, bien que leurs coutumes présentent peut-être quelques traits de ressemblance. Chacun des deux éléments conserve au cœur la haine de l'autre; l'Arabe a le mépris de l'Israélite, qu'il considère comme d'une race inférieure et qu'il avait autrefois réduit en esclavage; l'Israélite se souvient du traitement qu'il subissait de l'Arabe avant la conquête française.

L'Arabe et le Berbère ne sont pas moins différents, quoique unis par la communauté de religion, M. Charvériat (1) a tracé en ces termes la comparaison des mœurs arabes et des mœurs kabyles : « Les Kabyles sont ultra-démocrates et n'agissent jamais que d'après les calculs de leur intérêt; les Arabes ont l'instinct aristocratique et se laissent entraîner souvent par des sentiments chevaleresques. Les premiers admettent la

1. *Huit jours en Kabylie. A travers la Kabylie et les coutumes Kabyles.*



propriété individuelle, les secondes ne connaissent guère que la propriété collective. Les Kabyles sont sédentaires, cultivent la terre, se montrent laborieux et économes, les Arabes sont presque tous nomades, vivent en pasteurs, se distinguent par leur paresse et leur prodigalité. Enfin la situation faite à la femme, chez les deux races, n'est pas du tout la même; la femme arabe demeure séquestrée et doit toujours se cacher le visage quand elle sort; la femme Kabyle, au contraire, jouit d'une liberté relative et se montre en public non voilée. »

Si deux races, ayant mêmes intérêts et même religion, ont ainsi pu vivre côte à côte depuis la première moitié du VII<sup>e</sup> siècle, comment peut-on croire, non seulement qu'elles se laisseront assimiler, mais même qu'en peu de temps elles pourroient prendre les coutumes d'une civilisation différente? Le Nègre ou le Peau-Rouge, en contact avec le Blanc, en prennent tout au moins les vices, tandis que, depuis trois quarts de siècles, l'Arabe en contact permanent avec l'Européen a conservé intégralement ses coutumes et sa civilisation figées depuis treize siècles autour du *Coran* immuable.

La race israélite elle-même, bien que d'une civilisation moins différente de la nôtre, et bien que la conquête française ait été pour elle une véritable émancipation, ne s'est pas laissée pénétrer, et la faillite de l'idée d'assimilation a été proclamée par les tristes résultats de décrets pris à la légère, comme s'il suffisait d'un texte rédigé à la hâte pour fusionner du jour au lendemain

deux races très différentes, on pourrait presque dire deux races hostiles.

Au point de vue spécial qui nous intéresse, celui de la question de la répression, nous dirons que le législateur ne peut faire abstraction de la différence de mentalité existant entre l'Arabe et le Français: nous dirons que la diversité des races, la présence de trop nombreux étrangers qui n'ont pas été attirés uniquement par le ciel bleu de l'Algérie, sont autant de causes qui font que les infractions sont beaucoup plus nombreuses dans la Colonie que dans la métropole (1) et que, le premier devoir de la France en Algérie étant d'assurer la sécurité de ceux de ses enfants qui travaillent à l'étendre vers le Sud, il est nécessaire d'organiser une répression rapide et énergique des méfaits qui menacent l'ordre public et, par cela même, la prospérité de la colonie.

Voilà pourquoi, au point de vue pratique, on ne peut qu'applaudir à l'idée qui commence actuellement à se faire jour, cette idée que l'assimilation est impossible, pour le moment tout au moins, que le Musulman, étant dans une situation différente de celle du Français à tous égards, doit être jugé par des juridictions différentes. Voilà pourquoi nous ne pouvons qu'applaudir surtout aux premiers symptômes annonçant une législation spéciale à l'Algérie, symptômes qui se manifestent par l'apparition de textes organisant des tribunaux répressifs spéciaux, des cours criminelles spéciales, un régime forestier spécial.

1. LARCHER ET OLIER. *Les institutions pénitentiaires de l'Algérie*, p. 7.

Il nous reste à souhaiter d'autres lois nouvelles qui, au lieu des textes toujours embrouillés et souvent contradictoires, qui constituent actuellement la législation algérienne, nous donnent bientôt un Code algérien véritable, répondant aux désirs de la population et tenant compte des conditions spéciales dans lesquelles se trouve le pays où il devra être appliqué.

Pour exposer les principes sur lesquels doit reposer ce nouveau Code algérien, en ce qui concerne les juridictions répressives, nous ne pouvons mieux faire que transcrire les vœux émis à ce sujet par le Congrès international de Sociologie criminelle tenu à Paris en 1900.

« Section I, § III. — Article 9. — La confection d'un Code pénal à l'usage des indigènes s'impose dès que la colonie est fondée. Ce Code devra être traduit, autant que possible dans la langue des indigènes.

« Article 10. — Ce Code pénal indigène ne doit pas être une copie plus ou moins modifiée du Code pénal européen, tout en reposant cependant sur les mêmes principes juridiques. Il convient de définir à nouveau chaque infraction et d'en apprécier la gravité relative. Un fait défendu aux Européens peut être permis aux indigènes et réciproquement. La gravité d'une infraction peut varier suivant la race de l'auteur ou celle de la victime.

« Article 11. — Le soin de rendre la justice aux indigènes en matière répressive doit être confié aux autorités de la puissance colonisatrice, sauf à déléguer l'exercice du droit de juridiction aux indigènes.

« Article 12. — Il est désirable d'établir, pour rendre

la justice aux indigènes en matière pénale, une autorité judiciaire distincte de l'autorité administrative (1).

« Art. 13. — On peut confier à un administrateur seul le soin de réprimer les infractions les moins graves, conformément à la loi.

« Art. 14. — Il est désirable qu'un Code de procédure criminelle soit fait à l'usage des indigènes. Tout en donnant à l'inculpé les garanties nécessaires, la procédure devra être établie dans des conditions de rapidité suffisante pour que la répression suive le plus rapidement possible l'infraction qui a été commise. L'usage de la question et des épreuves doit être et rester rigoureusement interdit.

« Art. 15. — Un régime pénitentiaire différent de celui qui est appliqué aux Européens doit être établi à l'usage des indigènes ».

On ne peut mieux résumer le programme de l'œuvre répressive que doit entreprendre tout État colonisateur dans ses colonies, et plus particulièrement la France en Algérie. Ces vœux tendent bien tous à une réaction contre le principe d'assimilation jusque-là suivi en Algérie, et il est heureux que la France, rompant avec une trop longue tradition, commence enfin à donner satisfaction aux vœux formulés par les personnalités les plus compétentes en matière coloniale, en créant en Algérie pour les indigènes des juridictions spéciales

1. M. Girault, rapporteur, avait proposé un vœu absolument contraire, qui, après une longue discussion, ne fut pas adopté (procès-verbal de la séance du 11 août 1900).

et, du moins lorsque c'est nécessaire des lois spéciales tenant compte de la différence des milieux.

On a accusé, sans grandes raisons d'ailleurs, les colons algériens d'avoir des tendances séparatistes. En admettant que ce reproche fût fondé, ce n'est pas la politique d'assimilation à outrance qui pourrait avoir pour effets de les ramener à la mère-patrie. Si les colons ont des besoins spéciaux nés de leur situation spéciale, ce n'est pas en appliquant à l'Algérie des lois et des institutions ignorantes de ces besoins et de cette situation qu'on obligera les Algériens à renoncer à leurs désirs. Il sera, au contraire, de bonne politique d'assurer la sécurité qu'ils réclament, fût-ce aux dépens de l'unification de la législation rêvée par des esprits trop simplistes, fût-ce en créant une législation plus sévère pour les indigènes, sans tenir compte des récriminations des philanthropes qui ne voient pas que l'indulgence vis-à-vis des coupables est un encouragement donné à ceux qui seraient tentés de les imiter, un crime vis-à-vis de leurs victimes.

Nous croyons donc, et nous sommes heureux de constater les progrès accomplis depuis quelques années par cette idée, que les indigènes doivent être soumis à un régime de répression d'une sévérité particulière, tout en leur accordant d'ailleurs toutes les garanties nécessaires à l'application d'une bonne et saine justice.

Mais si l'on doit ainsi établir, pour les Français et pour les indigènes, deux ordres distincts de juridictions répressives, deux législations pénales distinctes, quelle sera la ligne de démarcation séparant les individus re-



levant de chacun des deux systèmes ? quels individus devra-t-on soumettre à un régime de répression d'une sévérité spéciale ?

Nous avons vu un certain nombre de difficultés s'élevant sur le sens à donner au mot « indigènes », lorsque nous avons étudié la compétence *ratione materiæ* de chacune des juridictions répressives indigènes. Nous avons toujours dit qu'il fallait entendre le mot dans un sens étroit, qu'il fallait le réserver aux seuls musulmans originaires de l'Algérie, à l'exclusion particulièrement des musulmans tunisiens ou marocains. Nous avons ainsi rejeté le sens donné à ce mot par une circulaire du procureur général du 30 mai 1902 (1) comprenant les musulmans étrangers parmi les indigènes.

Mais ce n'est pas à dire que cette solution, critiquable au point de vue juridique, ne soit pas pratiquement la meilleure. Nous admettons parfaitement l'idée défendue avec tant d'ardeur par le vice-amiral de Gueydon, d'après laquelle le musulman a une moralité partout identique. Si nous avons prétendu que, sauf disposition formelle de la loi, les musulmans étrangers n'étaient pas justiciables des juridictions répressives indigènes, nous n'avons pas dit qu'il n'était pas désirable qu'ils le fussent, car nous admettons, tout au contraire, que l'Islam est, entre les Mahométans un lien tellement étroit que l'on ne doit accorder qu'une importance secondaire à la différence des nationalités, tout au moins en ce qui concerne les musulmans originai-

1. *Revue algérienne et tunisienne*, 1902, 3. 59.

res du Nord de l'Afrique. Nous concluons donc qu'il serait à souhaiter que les musulmans étrangers fussent justiciables de toutes les juridictions indigènes, comme ils le sont déjà de quelques-unes, tout au moins lorsqu'ils font en Algérie un séjour prolongé.

Une autre critique que nous adressons à l'ensemble de la législation actuelle, c'est son extrême enchevêtrement. Les décrets, arrêtés, circulaires et autres textes ont, pour la plupart, été rédigés par des esprits peu juridiques, qui ont trop souvent employé des termes impropres ou peu précis, ce qui a donné lieu à toutes sortes de difficultés et à une jurisprudence des plus embrouillées. Il est à désirer que toute la législation, législation civile ou législation répressive, soit revue et rédigée à nouveau, en termes plus précis.

Les difficultés naissent, d'ailleurs, non par tant de la multiplicité des textes que de l'incertitude où l'on se trouve sur la question de leur légalité. On a, en effet contesté que certaines des institutions que nous avons étudiées fussent légales ; nous aurons à envisager ce point, particulièrement en ce qui concerne les tribunaux répressifs indigènes et le régime de l'indigénat.

L'ensemble de la législation algérienne est composé d'une quantité d'éléments provenant de la diversité des autorités possédant, ou ayant possédé, les pouvoirs législatif et réglementaire : Outre un certain nombre de lois communes avec la métropole, et notamment les textes antérieurs à l'ordonnance du 22 juillet 1834, et par suite tous nos Codes, la législation algérienne comprend encore tout un ensemble de textes spéciaux, com-

posé de lois, de décrets, d'ordonnances, d'arrêtés du gouverneur général, sans parler de circulaires et instructions commentant ces textes. Par-dessus toute cette législation franco-algérienne, vient encore s'ajouter la loi mulsumane, dont certaines dispositions sont encore applicables.

Aussi ces différents textes entrent-ils souvent en conflit, créant des questions très délicates à trancher. Il est parfois difficile de dire si un texte récent avait légalement le pouvoir d'abroger ou de modifier un texte ancien, de changer des règles d'organisation, de compétence ou de procédure des juridictions organisées par une loi, ou, ce qui revient au même, de créer de nouvelles juridictions, soustrayant ainsi certaines catégories de justiciables aux juges qu'une loi leur avait donnés.

Il serait cependant facile pour le législateur de poser une règle générale, une fois pour toutes, précisant la valeur légale de chaque catégorie de règlements concernant l'Algérie, de dire, notamment, si un décret du pouvoir exécutif peut abroger ou modifier une loi. Il lui serait surtout facile, dans chaque loi nouvelle qu'il rédige, d'insérer une disposition indiquant si cette loi est, ou non, applicable à l'Algérie ; ou, plus simplement, de poser une règle fixe au sujet de l'applicabilité des lois, disant, par exemple : les lois faites à dater de ce jour ne seront applicables à l'Algérie qu'en vertu d'une disposition expresse de leur texte. Cette œuvre si facile aurait pour effet d'éclaircir beaucoup d'obscurités et de prévenir bien des difficultés.

Que faut-il penser de la dualité d'organisation de la justice répressive indigène, de la création de deux ordres de juridictions absolument différentes dans les territoires civils et dans les territoires de commandement ?

L'unification est-elle actuellement possible en cette matière ? Nous ne le croyons pas. Délimitée au nord par la mer qui la sépare de la France, ou plutôt l'y relie, l'Algérie est, vers le Sud, sans aucune limite précise. Quoique, dans cette direction, le désert mette un obstacle à l'expansion française, cette expansion peut cependant continuer peu à peu, en s'appliquant progressivement aux divers points habitables de la région désolée. Il en résulte que, longtemps encore, l'Algérie comptera des populations trop récemment annexées pour que les indigènes puissent être soumis d'une extrémité à l'autre à un même régime.

Ce n'est pas à dire que les indigènes des territoires de commandement actuels doivent rester perpétuellement soumis au régime de ces territoires. L'organisation de ces régions est un des résultats d'une conquête récente ; elle est, de sa nature même, provisoire, et l'idéal de la France doit être d'étendre aussitôt que ce sera possible vers le Sud les bornes du territoire civil.

Mais actuellement on ne peut soutenir que les territoires civils et militaires puissent être organisés de la même manière au point de vue de la répression. D'une part, on ne peut replacer les territoires civils sous la juridiction des tribunaux militaires ; ce serait là un pas

en arrière. Nous avons vu une tentative faite dans cet ordre d'idées lorsque l'on organisa en 1872 les Commissions disciplinaires en territoire civil comme en territoire de commandement. Mais c'était là une mesure regrettable, car il est désirable que les tribunaux militaires, et même les Commissions disciplinaires, qui sont des juridictions absolument exorbitantes du droit commun aient une compétence aussi peu étendue que possible. Ces institutions ne sont justifiées que par la nécessité d'assurer la sécurité du pays, et il ne faut pas qu'elles soient étendues aux lieux où leur juridiction n'est pas tout à fait indispensable, aux dépens des tribunaux judiciaires qui sont, de leur nature même, des organes destinés à rendre la justice et qui peuvent ainsi la rendre d'une manière plus équitable que les juridictions d'exception.

D'autre part, il serait actuellement inopportun, par un excès contraire, de vouloir immédiatement transformer tous les territoires de commandement en territoires civils; en soustrayant ainsi des populations encore turbulentes à l'autorité militaire, on risquerait d'être ensuite obligé de revenir en arrière. De même qu'il ne faut pas cueillir un fruit avant sa maturité, il ne faut pas supprimer trop tôt un régime disciplinaire nécessaire à la pacification des territoires récemment soumis.

Le rattachement des territoires militaires aux territoires civils doit se faire aussitôt que possible, mais il doit aussi se faire sans à-coup ni précipitation, sous peine de donner de mauvais résultats.

---



## CHAPITRE II

### Juridictions des territoires de commandement.

---

#### § 1<sup>er</sup>. — Conseils de Guerre.

Comment devons-nous apprécier le système qui consiste à accorder aux Conseils de guerre juridiction sur près de 650.000 Musulmans non militaires, habitant les territoires de commandement ?

Cette juridiction n'a, en somme, donné que de bons résultats, la principale critique qu'on puisse lui opposer, c'est le peu de connaissances juridiques des membres qui la composent, aucune condition d'aptitude n'étant exigée d'eux. D'ailleurs, les officiers, en Algérie n'ont pas toujours toute facilité de poursuivre des études juridiques, et, dans les écoles militaires, les officiers n'ont reçu qu'un bien vague enseignement des principes du Droit. Ce défaut de connaissances juridiques est surtout regrettable chez les officiers chargés du service de l'Instruction ; ceux-ci laissent souvent, en pratique, bien des points de l'affaire dans l'obscurité, et il en

résulte que l'affaire arrive fréquemment devant le Conseil de guerre dans un état de préparation absolument insuffisant. Cette négligence entraîne des acquittements nombreux causés par des doutes qui auraient pu être éclaircis, et parfois même des erreurs judiciaires qu'il faut ensuite réparer. Cette ignorance des principes juridiques, qui, d'ailleurs, nous sommes heureux de le constater, tend à se faire de plus en plus rare, est des plus regrettables dans un pays où la multiplicité des textes, les conflits se produisant entre la législation française et la législation musulmane, la diversité des règles de compétence au milieu d'une population des plus disparates, rend l'administration de la justice particulièrement délicate.

D'autres critiques peuvent être adressées aux Conseils de guerre algériens, mais comme elles leur sont communes avec les Conseils de guerre français, nous n'avons pas à y insister. Nous nous bornerons à signaler une fois encore leur regrettable système de vote. Il est certain que l'indépendance des juges les moins élevés en grade n'est pas suffisamment garantie. A la séance de la Société générale des Prisons du 18 juin 1902 (1) où cette question du vote dans les Conseils de guerre a été agitée, on a rapporté un certain nombre de faits qui démontrent à l'évidence la nécessité du vote au scrutin secret.

Depuis la loi du 19 juillet 1901, les Conseils de guerre peuvent faire application des circonstances atténuantes,

1. *Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1902, p. 941.

sauf dans le cas de crimes contre la France ou contre les Européens ou indigènes au service de la France. Cette innovation donne satisfaction à des desiderata formulés depuis longtemps. Nous croyons qu'il n'y aurait aucun inconvénient à permettre aux Conseils de guerre d'appliquer dans tous les cas l'article 463 du Code pénal, sur l'atténuation des peines. En limitant trop à ce point de vue les pouvoirs d'appréciation des juridictions répressives, on obtient un effet absolument contraire au résultat recherché : le tribunal, plutôt que d'appliquer une peine qui lui semble hors de proportions avec la faute commise, préférera prononcer un acquittement, ce qui, au point de vue de l'exemple, aura toujours la plus fâcheuse influence.

On pourrait citer également dans notre législation répressive métropolitaine et particulièrement dans les textes relatifs aux infractions de la compétence des Cours d'assises, bien des cas où une sévérité exagérée du législateur vis-à-vis de certains crimes, de l'infanticide, par exemple, entraîne la juridiction chargée de la répression à prononcer presque systématiquement l'acquittement d'accusés dont la culpabilité ne fait pas le moindre doute.

Nous n'avons pas à étudier ici les nombreux projets de réforme proposés au sujet de la composition des Conseils de guerre : Remplacer les officiers en activité par d'anciens officiers occupés uniquement de leurs fonctions judiciaires ; composer les tribunaux militaires d'officiers spéciaux sortant, comme les médecins militaires par exemple, d'une école spéciale ; rendre ina-

movibles tout au moins les présidents des Conseils de guerre ; confier les fonctions de l'instruction et du ministère public à des magistrats de carrière, ou à des officiers, ayant fait un stage dans un parquet, etc. Nous citerons seulement comme très intéressant un projet contre lequel aucune objection sérieuse n'a jamais été faite et qui consiste à introduire parmi les juges des Conseils de guerre des magistrats civils, pouvant faire bénéficier leurs collègues militaires de leurs connaissances juridiques et de leur expérience de la répression. Ce système fonctionne en certains pays étrangers, notamment en Belgique, pour toutes les affaires de la compétence des Conseils de guerre. Il nous semble que ces tribunaux mixtes ne pourraient donner que de bons résultats lorsqu'ils auraient à juger des indigènes non militaires.

L'organisation de ces tribunaux mixtes d'une composition parallèle à celle des Commissions Disciplinaires complèterait heureusement les juridictions répressives indigènes algériennes ; ce serait un nouveau pas fait vers la spécialisation de ces juridictions. « La présence de magistrats dans les Commissions Disciplinaires offre des garanties sérieuses pour l'interprétation des points de droit qui peuvent se présenter » disait la circulaire du 19 novembre 1874. Combien plus utile encore serait la présence de magistrats dans les Conseils de guerre, qui ont à juger des affaires plus graves que les Commissions Disciplinaires, ce qui exige que leurs justiciables soient entourés de toutes les garanties possibles de bonne justice.

§ 2. — Commissions Disciplinaires.

M. Larcher a attaqué la légalité des Commissions Disciplinaires des Territoires de Commandement se fondant sur ce que ces Commissions n'ont été établies que par des arrêtés ministériels ou gouvernementaux qui ne sauraient suffire pour donner à ces corps des attributions de répression.

Nous retrouverons ces critiques de M. Larcher lorsque nous étudierons la légalité du régime de l'indigénat, et nous chercherons à établir que les pouvoirs discrétionnaires du Gouverneur général sont parfaitement légaux.

De la légalité de ces pouvoirs découle la légalité des pouvoirs des Commissions Disciplinaires qui n'en sont qu'une émanation. En effet, ces commissions, comme nous l'avons vu, ne sont pas de véritables tribunaux, leurs décisions ne sont pas des jugements et d'ailleurs ne prononcent pas véritablement des peines; elles ne font que proposer des pénalités qui ne deviennent définitives, qu'après l'approbation du Gouverneur général. C'est donc bien le Gouverneur général qui est juge des faits dont connaissent les Commissions Disciplinaires. Il ne joue pas vis-à-vis d'elles le rôle de juridiction d'appel, mais collabore avec elles pour la répression des méfaits qui ne peuvent être déférés aux Conseils de guerre. Le rôle des Commissions Disciplinaires se ramène ainsi à une simple préparation et bien que d'autre part, elles aient emprunté aux juridictions répressi-



ves proprement dites un certain nombre de leurs caractères, elles ne sont pas des tribunaux répressifs et la question de leur légalité se confond avec celle de la légalité des pouvoirs répressifs du Gouverneur général.

Ce n'est pas à dire qu'il ne soit pas regrettable qu'il n'existe pas dans les territoires militaires de véritable juridiction répressive pour juger les infractions de peu d'importance, qu'il est inutile de déférer aux Conseils de Guerre. Il est certain que l'organisation répressive des territoires de commandement est très incomplète, puisqu'elle ne comprend qu'un seul ordre de tribunaux qui, d'ailleurs, ont été créés avant tout pour juger les crimes et délits commis par les militaires, c'est-à-dire pour un cas bien différent de celui que nous étudions : il faut remarquer, du reste, que les conseils de guerre n'ont pas leur siège dans les territoires où ils exercent leur juridiction sur les indigènes.

Au point de vue juridique, le décousu de ce système apparaît au premier coup d'œil ; on ne peut le justifier, au point de vue pratique, qu'en faisant remarquer que le régime des territoires de commandement est essentiellement provisoire ; raison peu décisive, d'ailleurs, car nous avons vu qu'en Algérie, les institutions provisoires, sont les seules qui subsistent longtemps.

Les commissions disciplinaires, et plus généralement le régime répressif des territoires militaires, ont-il, en fait, donné de bons résultats, au point de vue de la sécurité ? Il est impossible d'en douter. Ce régime de sévérité exceptionnelle a porté les fruits qu'on était en droit d'en attendre et les résultats sont tels que les

habitants des territoires civils jettent des yeux d'envie sur les territoires militaires, où, au milieu d'une population plus turbulente, la sécurité est mieux assurée que dans bien des parties des territoires civils. Tel est bien le sentiment unanime parmi les colons, sentiment que l'on retrouve dans le dicton bien connu en Algérie : « Quand un Arabe des territoires militaires rencontre un Français, il le salue ; un Arabe de commune mixte passe sans rien dire ; un Arabe des territoires civils, crache à terre en signe de mépris ».

D'ailleurs on ne conteste guère la nécessité d'une répression énergique dans les territoires de commandement, et M. Isaac, un des plus ardents adversaires des pouvoirs répressifs extrajudiciaires des autorités algériennes, reconnaissait lui-même qu'il fallait des pouvoirs de répression très étendus dans ces régions où subsiste plus ou moins l'état de guerre « Ce régime, disait-il, résulte des nécessités de fait, et doit durer aussi longtemps que ces nécessités elles-mêmes (1). » C'est donc bien à tort que l'on reproche à ce système d'être contraire aux principes de notre droit public. Qu'importe que les juridictions des territoires de commandement soient différentes des juridictions métropolitaines, si l'unification est impossible !

Enfin, nous ferons remarquer que, comme le constatait déjà en 1895 M. Isaac, dans son rapport au Sénat (2),

1. *Journal officiel*. Documents parlementaires, Sénat 1888, p. 993.

2. *Journal officiel*. Documents parlementaires, Sénat 1895, annexe 36.

les indigènes eux-mêmes préfèrent le système de répression des territoires militaires à celui des territoires civils, ce système de répression rapide, représentant mieux l'idéal qu'ils se font de l' « Autorité ». Il serait donc absolument inopportun de ne considérer que les quelques points sur lesquels les Commissions disciplinaires ont justifié les reproches qu'on leur fait. Nous reconnaissons qu'elles ne sont pas parfaites, mais s'il peut être utile d'apporter à leur procédure quelques modifications de détails, nous ne croyons pas que leur suppression pure et simple puisse actuellement se faire sans danger.

---

## CHAPITRE III

### Juridictions des territoires civils.

---

#### § 1<sup>er</sup>. — Tribunaux de police.

La plupart des juges de paix algériens sont, nous l'avons vu, des juges de paix à compétence étendue. Nous ne croyons pas que cette extension de compétence ait jamais été attaquée sérieusement. Nous avons, du reste, dit, qu'au point de vue répressif, cette extension de compétence n'avait pas une portée pratique considérable.

On a proposé tout au contraire d'étendre de nouveau la compétence correctionnelle des juges de paix algériens à quelques délits peu graves et fréquents, notamment aux vols simples (1). Cette extension ne pourrait, croyons-nous, avoir que de bons résultats; la question, d'ailleurs, n'a plus le même intérêt, depuis que la création des tribunaux répressifs indigènes a permis la

1. LARCHER. *Législation algérienne*, t. 1<sup>er</sup>, p. 568.

répression des délits dans le canton même où ils ont été commis.

On a moins bien accueilli l'attribution de compétence aux administrateurs de communes mixtes sur toutes les contraventions commises par les indigènes dans leur circonscription. Il est certain que la disposition de l'article 14 du décret du 29 mars 1902 est assez singulière. L'administrateur de commune mixte, en dehors de ses fonctions administratives possède, non seulement des pouvoirs de répression directe en matière d'infractions à l'indigénat, mais est encore appelé à jouer le rôle de juge de paix. C'est ce cumul de ses fonctions qui l'avait fait définir « un petit satrape représentant la France ».

On pourrait objecter que peu importe que les fonctions de juge de paix soient dévolues à une personne exerçant déjà d'autres fonctions, comme cela arrive, par exemple, dans les justices de paix militaires algériennes, et même dans la métropole pour les suppléants des juges de paix. Mais dans le cas particulier cela a un très grand intérêt, car l'administrateur de commune mixte ne juge pas les contraventions en tant que juge de paix, mais bien en tant qu'administrateur. Le texte du décret précise d'ailleurs que ces contraventions sont jugées « dans les formes employées pour la répression des infractions à l'indigénat » en sorte que l'appel des condamnations prononcées doit être porté devant le préfet ou le sous-préfet.

Pour justifier cette attribution de compétence, on peut dire que l'on a voulu rapprocher la justice des



justiciables, en faisant juger les contraventions au chef-lieu de la commune, au lieu de les porter au chef-lieu de canton, ce qui a son intérêt lorsqu'il s'agit de communes et de cantons ayant des dimensions énormes. On peut dire encore que l'administrateur est déjà chargé de juger les infractions à l'indigénat qui présentent bien des analogies avec les contraventions.

Mais nous répondrons que s'il existe des lieux en Algérie trop éloignés des sièges de justice de paix, il suffirait de créer de nouveaux sièges où cela est nécessaire ; grâce à la possibilité des audiences foraines le nombre des créations à faire ne serait pas très considérable ; du reste, les juges de paix algériens arrivaient à assurer le service avant que le décret du 29 mars 1902 fût venu leur enlever compétence sur les contraventions commises dans les communes mixtes.

D'autre part, nous admettons fort bien que l'administrateur, fonctionnaire de l'ordre administratif, le nom l'indique suffisamment, possède en matière d'infractions à l'indigénat, des pouvoirs disciplinaires, des pouvoirs administratifs, par conséquent, des pouvoirs qui sont différents de ceux qui appartiennent aux juridictions judiciaires : ces pouvoirs, d'ailleurs, s'exercent dans des cas autres que ceux qui sont prévus par les lois pénales, en sorte qu'il n'y a pas conflit entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. Mais ici, nous ne sommes plus dans le même cas, ici, nous voyons des fonctionnaires de l'ordre administratif connaître de contraventions proprement dites, appliquer le Code pénal, rendre de véritables jugements et cela

absolument dans les mêmes conditions que les juges de paix auxquels ils se substituent, mais non pas dans les mêmes formes. Ici, l'atteinte à la séparation des pouvoirs est flagrante, et si, en Algérie, il ne faut pas réclamer une application absolument stricte des principes du droit public, il est cependant regrettable d'avoir à constater des anomalies qui ne sont nullement justifiées par la nécessité.

Nous dirons d'ailleurs que la tendance actuelle est d'exiger des juges de paix des conditions assez sérieuses d'aptitude et de science juridique, et que les administrateurs de communes mixtes ne présentent pas à ce point de vue les garanties désirables. On n'exige d'eux, en effet, aucune connaissance juridique en ce qui concerne la législation pénale, puisqu'ils sont nommés, à la suite d'un concours où n'entrent en ligne de compte que le droit administratif, l'histoire, la géographie, la topographie et l'équitation. Nous croyons pouvoir dire que les administrateurs n'étaient pas le moins du monde spécialement désignés pour jouer les fonctions de juges de paix et que le décret du 29 mars 1902 qui les leur fait remplacer a établi là une innovation que l'on ne saurait que regretter, tant au point de vue des principes juridiques qu'au point de vue des résultats pratiques.

## § 2. — Tribunaux répressifs indigènes.

A). — *Légalité*. — Lors de la création par les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 des tribunaux répressifs

indigènes algériens, ce ne fut qu'un cri dans toute la doctrine pour dénoncer leur illégalité. Tous les auteurs autorisés, MM. Appleton, Larcher, Massonié, Norès et d'autres s'attaquèrent aux juridictions nouvellement instituées. Ils ne rencontrèrent pour ainsi dire pas de contradicteurs dans la doctrine, lorsqu'ils déclarèrent que « le premier devoir des tribunaux récemment organisés, était de proclamer leur propre inexistence. » Les journaux algériens essayèrent bien de défendre les tribunaux nouveaux par des raisons d'ordre pratique, mais c'était là confondre les idées bien différentes de légalité et d'utilité. Et pourtant, nous croyons que dès leur création, les tribunaux répressifs indigènes ont été des juridictions absolument légales.

C'est que l'Algérie reste toujours en principe soumise au régime des décrets (loi du 24 avril 1833, article 25) et comme le faisait remarquer le Gouverneur général dans le discours d'ouverture de la session des Délégations financières le 14 mai 1902 « il était conforme aux précédents et aux principes généraux de notre législation coloniale de réglementer par un simple décret cette matière d'ordre exclusivement indigène ». M. Larcher fait remarquer à ce propos que la législation algérienne, n'est pas la législation coloniale ; mais nul ne peut nier qu'un certain nombre de textes régissant à l'heure actuelle encore les juridictions répressives indigènes algériennes, ne soient émanés du Pouvoir exécutif. Il en est ainsi, notamment, de l'ordonnance du 26 septembre 1842 sur l'organisation de la justice en Algérie, du décret du 19 août 1854 portant création des

justices de paix à compétence étendue, du décret du 17 mars 1866 réglant la compétence des justices de paix, et si ces textes sont incontestablement légaux, pourquoi les décrets du 29 mars et du 28 mai 1902 ne le seraient-ils pas ?

Les partisans de l'illégalité objectent que la délégation accordée au Chef de l'État en matière de législation algérienne n'est plus complète. Cette délégation, disent-ils, a été restreinte par la Constitution de 1848, à laquelle s'en est référée celle de 1875, et elle se trouve encore restreinte par ce fait que de nombreuses lois sont devenues applicables à l'Algérie.

Mais de ce que le Gouvernement sur les points importants de la législation algérienne ait, depuis la Constitution de 1875, toujours consulté le Parlement ; de ce qu'un certain nombre de lois spéciales à l'Algérie aient été promulguées, cela n'empêche pas le Gouvernement d'avoir conservé les pouvoirs qui lui avaient été délégués. Le Parlement peut toujours faire des lois applicables à l'Algérie, personne ne l'a jamais contesté, mais les décrets rendus par le Gouvernement n'en conservent pas moins toute leur valeur, puisqu'ils résultent d'une délégation du pouvoir législatif, délégation qui n'a jamais été rapportée par aucun texte précis.

Quels sont les motifs qui ont poussé le Gouvernement à organiser les Tribunaux répressifs indigènes, par décrets, au lieu de les faire organiser législativement ? M. Larcher (1) insinue que le Gouvernement a

1. *Traité de législation algérienne*, t. I, p. 751.

voulu se passer du contrôle des Chambres pour organiser à sa guise ces juridictions. Tel n'a pas été son but, croyons-nous : il a simplement voulu éviter les lenteurs que comporte toujours le vote d'une loi. Il était d'ailleurs d'autant mieux en situation de savoir à quoi s'en tenir sur ce point, que le projet Flandin, sur les Cours criminelles, qui devait devenir la loi du 30 décembre 1902, était à cette époque c'est-à-dire au début de 1902, pendant devant le Sénat, depuis plus de quatre ans, et que, d'autre part, la loi forestière du 27 février 1903 était alors à l'étude depuis plus de neuf ans. Le Gouvernement, en employant la voie *réglementaire* a simplement cherché à réaliser le plus rapidement possible une réforme demandée avec insistance depuis longtemps.

Selon l'expression de M. Flandin à la séance de la Chambre des députés du 3 avril 1903 « soucieux d'assurer aux populations de l'Algérie la sécurité qu'elles réclament, il a cherché une solution plus rapide et par là même peut-être moins parlementaire ». Le fait que les matières relatives à l'Algérie traînent en longueur lorsqu'on veut les faire régler législativement, ce fait est bien la meilleure justification de l'opportunité de conserver le régime des décrets.

Sans doute « le pouvoir du Chef de l'État ne saurait s'étendre jusqu'à modifier une loi en vigueur en Algérie. Le Chef de l'État, en effet, n'exerce ici ses pouvoirs qu'en vertu d'une délégation du pouvoir législatif, et le droit qui lui est exceptionnellement accordé est subordonné à l'obligation de respecter les règles établies par



le législateur lui-même. Celui-ci est souverain, il a pu valablement déléguer ses pouvoirs, mais il ne les a pas abdiqués, il est maître de les reprendre, et dès lors, la loi prime le client, car, dans toutes les matières où elle est applicable, il y a retrait formel ou tacite de la délégation (1). »

Nous ne croyons pas non plus qu'un décret du pouvoir exécutif puisse, même en Algérie, modifier une loi (2); mais ce que nous nions précisément, c'est que les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 soient contraires à une loi en vigueur en Algérie.

Comme le faisait fort bien remarquer M. le conseiller Bard, dans un rapport que nous avons déjà eu l'occasion de citer, les tribunaux correctionnels n'ont pas été introduits en Algérie par le Code d'instruction criminelle, mais par un acte du Chef de l'Etat, l'ordonnance du 26 septembre 1842, et le pouvoir exécutif peut déroger par un simple décret à un acte accompli par le pouvoir exécutif lui-même. D'ailleurs les décrets de 1902 ne touchent pas à l'existence même des tribunaux cor-

1. MASSONIÉ. *Les décrets des 29 mars et 28 mai 1902*, p. 10.

2. Et pourtant divers arrêts (Cassation, 10 décembre 1877. *Revue algérienne*, 1895, 2. 37. — Alger, 6 juillet 1882. *Bulletin judiciaire algérien*, 1883, 24) ont proclamé le droit, pour le Chef d'Etat de modifier par décret une loi antérieure, cette loi fût-elle un Code. Un arrêt de la Cour de cassation du 11 avril 1907. (*Revue algérienne*, 1908, 2. 9) pose exactement le principe et sa limite. « Le principe c'est encore le régime des décrets, la limite, c'est le retrait de la délégation donnée au Chef d'Etat, toutes les fois que le Parlement légifère sur l'Algérie. » (LARCHER note sous l'arrêt précité du 11 avril 1907.)

rectionnels, ils leur enlèvent bien, à la vérité, quelques justiciables, mais, selon la pittoresque expression de M. Bard « le pouvoir exécutif n'est pas obligé d'alimenter les tribunaux correctionnels d'une façon déterminée, et plus ou moins substantielle ».

On a dit que les tribunaux répressifs indigènes étaient contraires à l'article 182 du Code d'instruction criminelle en ce qu'ils modifiaient la forme de la citation. Mais si nous croyons qu'un décret peut créer une juridiction nouvelle, c'est-à-dire toucher à des règles de compétence, on doit à plus forte raison lui reconnaître le droit de fixer la procédure à suivre devant ces tribunaux nouveaux (1). Nous reconnaissons seulement avec les partisans de l'illégalité que les décrets de 1902 ne pouvaient supprimer le recours en cassation et le remplacer par ce recours bizarre baptisé du nom de « Révision », qui était porté devant la Cour d'Alger, et qui n'eut d'ailleurs qu'une durée éphémère. Mais là, d'après nous, s'arrêtait l'illégalité des décrets de 1902.

On a encore reproché aux décrets de 1902 de modifier la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction. Mais il est inexact de dire que les décrets modifient les règles de procédure posées par cette loi, car ils posent des règles qui sont absolument étrangères à ces matières : il ne s'agit pas de modification aux fonctions du juge d'instruction, il s'agit de la création d'une instruction confiée au ministère public, près les nouveaux tribunaux.

1. *Contra* TILLOY. Le décret du 29 mars 1902 sur la répression des délits des indigènes. *Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1902, p 117.

Il n'y a pas contradiction entre les deux textes puisque tous deux parlent de choses totalement différentes.

On a prétendu aussi que ces tribunaux étaient en opposition avec la loi du 30 août 1883 ; mais la Cour de cassation et le Conseil d'État ont admis que les articles 2 et 8 de la loi de 1883 étaient seuls applicables à l'Algérie. C'est même un arrêt du conseil d'État du 23 juin 1893 (1), qui a fait application du principe que la loi du 30 août 1883 n'était pas applicable à l'Algérie dans son ensemble, pour consacrer le regrettable système d'après lequel la magistrature algérienne ne possède pas l'inamovibilité (2).

Nous n'admettons pas, comme les partisans de l'illégalité des décrets, que la loi du 27 mai 1885 mette obstacle au fonctionnement des tribunaux répressifs indigènes. Sans doute, les juridictions créées par les décrets de 1902 ne pouvaient appliquer la relégation et, au point de vue pratique, cette impossibilité était des plus regrettables ; mais cela n'empêchait pas les tribunaux répressifs d'être légaux ; l'argument que les partisans de l'illégalité tiraient de l'opposition de la loi du 27 mai 1885 et des décrets de 1902 était sans aucune valeur puisque ces tribunaux pouvaient fonctionner sans appliquer la relégation, la meilleure preuve qu'on puisse en donner a été fournie, par les événements : aujourd'hui que

1. *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, 1893, p. 505.

2. Voyez à ce sujet : J. CHARMONT. « L'inamovibilité de la magistrature d'Algérie devant la Cour de cassation ». Et : « De l'application à l'Algérie de la loi du 30 août 1883 sur la réforme judiciaire » (*Revue algérienne*, 1885 et 1886).

leur légalité ne peut plus être contestée, ces tribunaux fonctionnent encore sans pouvoir appliquer cette peine.

Nous croyons donc pouvoir conclure que les tribunaux répressifs indigènes n'ont jamais été illégaux puisque leur création n'a été en contradiction avec aucune des lois alors en vigueur.

D'ailleurs la Cour de cassation n'a jamais eu d'hésitations sur la question de la légalité des tribunaux répressifs indigènes, et, dès le 28 août 1902 (1) elle rendait sur le rapport conforme de M. le conseiller Bard, un arrêt proclamant la légalité des tribunaux nouvellement institués.

Cet arrêt défendait les tribunaux répressifs indigènes du reproche qu'on leur avait fait d'être contraires à la loi du 30 août 1883, sur la magistrature ; il répond que si cette loi vise l'Algérie « elle ne s'en occupe que pour fixer le nombre des magistrats et le chiffre des traitements ; qu'à la vérité, elle indique en même temps le siège de la cour et des tribunaux mais que ces dispositions ne sont pas modifiées par les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 lesquels n'ont trait qu'à une matière que la loi n'a pas réglée ». L'arrêt établit ainsi que le gouvernement, par ces décrets, n'a fait qu'user du droit qui lui appartenait d'assurer en Algérie la paix publi-

1. DALLOZ, 1902, 1. 497.

*Revue Algérienne*, 1902, 2. 269.

*Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1902, p. 284 — et les notes rapportées dans ces trois recueils.

que en maintenant l'ordre et la sécurité parmi les populations indigènes.

La légalité des tribunaux répressifs indigènes fut d'ailleurs démontrée par la loi du 27 février 1903 dont nous avons déjà cité l'article 150 qui dit : « Toutes les actions et poursuites... sont portées devant les juges de paix dont la compétence est déterminée par les décrets des 19 août 1854, 29 mars 1902 et 29 (28) mai 1902. »

Ainsi les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 se trouvent consacrés par un texte législatif ; bien loin donc de les ignorer, la loi consacre formellement l'existence des tribunaux répressifs indigènes. Peu importe que les décrets de 1902 se soient trouvés abrogés par le décret du 9 août 1903, les tribunaux qu'ils avaient organisés, n'en avaient pas moins été reconnus par la loi elle-même. Comment peut-on soutenir que ces décrets ont violé la loi puisque celle-ci reconnaît leur validité (1)? Pour ce qui est du décret du 9 août 1903 qui a abrogé et remplacé les décrets des 29 mars et 28 mai 1902, il est pour la légalité dans la même situation que ceux-ci et les tribunaux répressifs indigènes, après leur modification par ce décret sont restés à ce point de vue dans les mêmes conditions qu'auparavant.

Certains auteurs prétendaient pourtant encore nier la légalité des tribunaux répressifs indigènes, en se fondant sur ce que la loi du 27 février 1903 n'avait pas parlé de ces juridictions en termes formels. Quelle que puisse être la valeur de cet argument, la loi du 31 mars

1. *Contra*. MASSONIE. *Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie*, p. 6.



1904 est venue enlever tous les doutes en décidant que « les condamnations pour infractions de droit commun prononcées par les tribunaux institués en Algérie par le décret du 9 août 1903 » pourraient entrer en ligne de compte pour la relégation.

Désormais la légalité de ces juridictions ne peut plus faire le moindre doute, bien qu'il soit permis de regretter que leur institution n'ait pas été l'œuvre d'une loi.

B). — *Opportunité.* — Les tribunaux répressifs indigènes ont été institués en Algérie pour donner satisfaction à cette partie de l'opinion publique qui estimait que l'on n'arriverait à aucun bon résultat en assimilant à outrance, et qui, pour cette raison, réclamaient pour les indigènes des juridictions répressives spéciales.

Le système de l'assessorat n'est pas une nouveauté dans la justice répressive coloniale : partout, sauf dans les Grandes Colonies : Guadeloupe, Martinique et Réunion où, depuis la loi du 27 juillet 1880, fonctionne un système très analogue au système métropolitain, nous retrouvons, en matière criminelle tout au moins, des assesseurs, tantôt pris uniquement parmi les Français, tantôt comprenant, pour le jugement des prévenus indigènes, des assesseurs indigènes ; tantôt les assesseurs n'ont voix délibérative que sur la question de culpabilité, tantôt ils peuvent également donner leur opinion sur l'application de la peine.

En Tunisie notamment, où la situation au point de vue de la race, des mœurs et des coutumes, se rapproche de celle de l'Algérie, les crimes sont jugés par les

cours criminelles de Tunis et de Sousse qui comprennent trois magistrats du tribunal civil assistés de six assesseurs. Si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou si l'accusé, quelle que soit sa nationalité, le demande, les assesseurs sont tous les six français ; si l'accusé est indigène, les assesseurs sont trois Français et trois indigènes ; si l'accusé est étranger, ce seront trois Français et trois étrangers.

C'est là la consécration du principe du jugement de l'accusé par ses pairs, principe qui, transporté en Algérie doit présenter toutes les garanties possibles pour les accusés. Nous ne prétendons pas que le système algérien soit parfait, mais les critiques qu'il a soulevées ont été très exagérées. Il ne faut pas considérer les juridictions répressives algériennes telles qu'elles fonctionnent actuellement comme des institutions uniquement dirigées contre les indigènes. Elles ne leur appliquent pas, en effet, des lois spéciales d'une sévérité exceptionnelle, elles ne font, au contraire, application que de textes applicables aux Européens par les juridictions françaises correspondantes. Tout au contraire le système de l'assessorat a eu pour but d'introduire dans la composition des tribunaux répressifs indigènes des juges au courant de la situation du pays, des circonstances locales pouvant faire varier la gravité des faits incriminés. La procédure a été quelque peu simplifiée, ces tribunaux ont été multipliés, puisqu'il s'en trouve un à chaque chef-lieu de canton ; en un mot on s'est inquiété d'assurer la rapidité de la répression, mais ce ne sont pas là des mesures de dé-

faveur et l'on s'est également préoccupé d'assurer aux prévenus toutes les garanties de bonne justice nécessaires.

Néanmoins l'assessorat a été très vivement attaqué (1). Nous ferons remarquer que cette institution a déjà existé dans la législation algérienne : de 1834 à 1842 avaient fonctionné des tribunaux assistés d'assesseurs musulmans, ayant voix consultative pour juger les affaires où les musulmans étaient parties intéressées.

On a d'abord dit que ces assesseurs, étant donné la manière dont ils étaient recrutés, n'étaient que les hommes de l'Administration ; mais nous ne croyons pas que les assesseurs soient dans une telle situation de dépendance vis-à-vis du gouvernement. Tout au contraire, la loi du 24 décembre 1904, dans son article 2, a, comme on l'avait demandé avec insistance, soustrait les indigènes ayant exercé ces fonctions au régime de l'indigénat, garantissant ainsi la complète liberté de ces assesseurs vis-à-vis de l'administrateur exerçant les fonctions de Ministère public.

On a encore fait observer que ces assesseurs étaient recrutés sur place, dans le canton même, ce qui les met en relations d'affaires quotidiennes avec les parties en cause, et ce qui les expose à toutes les influences, à toutes les passions locales, si vives dans les villages algériens.

On a fait remarquer encore que les fonctions de l'as-

1. Voyez notamment LARCHER : Le nouveau décret sur les tribunaux répressifs indigènes. *Revue pénitentiaire*, 1903 p. 1126.

sessorat seraient une lourde charge pour les indigènes, mais il faut dire aussi que leurs fonctions judiciaires sont pour eux un honneur, que, le plus souvent, ils savent apprécier ; en les associant à l'œuvre de la justice, on donne aux notables indigènes un certain prestige dont ils tirent vanité et, dans la plupart des cas, il sont très fiers d'être des représentants du *Hâkem*, c'est-à-dire de l'Autorité.

On a surtout reproché aux assesseurs musulmans de se laisser corrompre trop souvent par les accusés. Il est certain que l'Arabe cherche à corrompre et se laisse corrompre avec une déplorable facilité. Eu égard à la différence de populations, les poursuites pour corruption sont vingt fois plus nombreuses en Algérie qu'en France, et il est certain qu'une bonne partie échappe encore à la répression, précisément parce qu'elles réussissent et ne sont pas dénoncées ; mais si le choix des assesseurs musulmans est ainsi rendu délicat, ce n'est pas une raison pour abandonner un système qui peut donner d'excellents résultats. Il suffit de choisir soigneusement les assesseurs. Vivant sans cesse au milieu des indigènes, les deux assesseurs peuvent donner aux juges d'utiles indications.

La suppression de l'assessorat dans les tribunaux répressifs indigènes aurait pour effet de faire juger les délits par le juge de paix seul ; ce serait donc, en somme, une nouvelle extension en matière correctionnelle de la compétence des juges de paix ; mais nous croyons qu'il est préférable de faire juger les délits par un tribunal de plusieurs juges, surtout lorsque, comme dans le cas présent, ces juges ont des origines très

diverses et peuvent ainsi apprécier les faits en se plaçant à des points de vue différents.

Il est vrai que, comme le fait remarquer M. Flandin, le système du juge unique fonctionne dans nos colonies, en Indo-Chine et à Madagascar, comme dans nos établissements français de l'Inde et de la Guyane. M. Flandin, ajoute « c'est le juge unique qui constitue les juridictions de justice sommaire, *summary jurisdictions*, que le Protectorat anglais a établies en Égypte. L'unité du juge est d'ailleurs, par essence, d'institution islamique. » Cependant le système de l'assessorat présente bien aussi ses avantages. M. Flandin lui-même l'a fort bien mis en lumière dans son discours à la Chambre des députés du 3 avril 1903 (1). « Collaborateurs d'une même œuvre, les juges et les assesseurs pourront fusionner en quelque sorte leurs qualités, le juge apportant la connaissance du droit, et les assesseurs la connaissance du milieu social, l'appréciation humaine des circonstances du délit, l'évaluation exacte de la peine au trouble subi par l'ordre public... L'indigène me paraît aussi devoir apporter des qualités précieuses au tribunal. Il pourra l'éclairer, lui faire connaître une foule de circonstances ignorées de nos juges français ; j'ajoute que lorsqu'il aura ainsi participé à l'œuvre de notre justice, lorsqu'il aura vu avec quel soin et avec quelle haute impartialité nous jugeons ses coreligionnaires, l'impression qu'il rapportera dans sa

1. *Journal officiel*. Débats parlementaires, Chambre, 1903, p. 1575.



tribu ne sera peut-être pas sans profit pour le bon renom de la France. »

On ne peut mieux démontrer les avantages de l'association des indigènes à la répression : avantages non seulement au point de vue de la justice, mais encore au point de vue de l'influence française.

D'ailleurs les tribunaux répressifs indigènes avaient été réclamés par les colons et par les indigènes eux-mêmes, et notamment par les Délégations financières indigènes (1).

Au point de vue de la justice rendue par ces tribunaux, il serait très désirable qu'on leur permette d'appliquer la relégation. Si la loi du 31 mars 1904, ne l'a pas fait, ça été par un reste de sentiment de méfiance à l'égard de ces juridictions, méfiance causée par la présence d'assesseurs peu instruits de la législation répressive. Mais pour nous, nous croyons que cette méfiance est exagérée, et qu'il n'y aurait aucun inconvénient à permettre aux tribunaux répressifs indigènes de prononcer la relégation des récidivistes, d'autant plus que les condamnés posséderaient toujours la facilité de se pourvoir en appel.

### § 3. — Cours criminelles.

Les cours criminelles n'ont pas, comme les tribunaux répressifs indigènes, été attaquées pour illégalité, leur

1. Voyez notamment le discours de M. Begey, à la Chambre des députés, le 4 avril 1903. (*Journal officiel*. Débats Parlementaires, Chambre, 1903, p. 1590.)

création étant, en effet, l'œuvre de la loi du 30 décembre 1902. Nous n'aurons donc que peu de choses à en dire, d'autant plus que nous avons déjà donné nos idées au sujet de l'institution de l'assessorat.

Ici encore nous croyons l'institution des assesseurs très utile, et particulièrement celle des assesseurs musulmans. M. Eyssautier reproche à ces assesseurs musulmans de n'être que des figurants (1). Il est possible que certains faits de pression des magistrats français aient pu se produire, il est inévitable que les indigènes soient parfois quelque peu éblouis par la supériorité des magistrats français, mais ce n'est pas là une raison pour supprimer les assesseurs. Le vote au scrutin secret est d'ailleurs pour eux une précieuse garantie d'indépendance.

Malheureusement, c'est précisément ce système de vote par écrit qui crée une grande difficulté au sujet du choix des assesseurs. Ceux-ci sont, en effet, obligés d'écrire leurs bulletins, et, bien entendu, ils doivent l'écrire en français, sinon le secret du vote n'existerait pas. Or le recrutement d'assesseurs musulmans présentant toutes garanties de moralité peut devenir extrêmement difficile dans certaines régions, si l'on exige de ces assesseurs qu'ils sachent lire et écrire le français.

En attendant que les progrès de l'instruction des jeunes générations ait facilité la solution du problème, un

1. Cours criminelles musulmanes et tribunaux répressifs indigènes. *Revue algérienne* 1903, 1. 109.

système bien simple, tout en garantissant absolument le secret du vote n'exigerait pas que les assesseurs indigènes fussent capables d'écrire en français ; il suffirait de faire voter tous les membres des cours criminelles sans distinction. au moyen de bulletins préparés à l'avance portant les mots « oui » ou « non » imprimés en français et en arabe. Avec ce système l'indépendance des assesseurs serait parfaitement assurée et leur recrutement serait très facilité.

D'ailleurs les difficultés de trouver des assesseurs jurés musulmans répondant aux conditions désirables est évidemment beaucoup moins grande pour les cours criminelles, que pour les tribunaux répressifs.

Nous remarquerons combien sont allégées les charges qu'imposait aux colons le service du jury, depuis qu'ils n'ont plus à fournir ce service que pour les crimes commis par les Européens, et quelques assesseurs seulement pour juger les crimes des indigènes. Non seulement les déplacements sont moins fréquents, mais ils sont également moins longs, le service de l'assessorat près de la Cour criminelle, ne les obligeant à se rendre qu'au chef-lieu d'arrondissement tandis que celui du jury près de la Cour d'assises les obligeait autrefois très fréquemment à aller au chef-lieu de département (sauf pour la Cour d'assises de Bône) et d'y faire des séjours toujours très longs, loin de leurs affaires.

L'organisation de Cours criminelles d'arrondissement a d'autre part mis la répression plus près du lieu du crime, ce qui est très utile au point de vue de l'exemple.

Au point de vue de la justice rendue par ces cours

criminelles, nous rappelons encore combien est regrettable que ces juridictions ne soient pas armées du pouvoir de prononcer la relégation. Il est certain que si la loi ne leur a pas accordé ce pouvoir, ce ne peut être qu'à la suite d'une omission.

C'est de même par suite d'une omission que la loi du 31 mars 1904 en modifiant l'article 2, § 2 de la loi du 27 mai 1885 n'a pas permis aux cours et tribunaux ordinaires de tenir compte pour le calcul de la relégation des condamnations prononcées par les Cours criminelles, mais ces omissions de la loi ne peuvent être réparées que par elle.

Nous ne pouvons qu'approuver l'innovation qui consiste à faire délibérer les assesseurs-jurés sur l'application de la peine. Il serait à désirer qu'en France le jury fût également consulté sur cette application, cette idée fait d'ailleurs l'objet d'un projet de loi actuellement à l'ordre du jour des Chambres, déposé par M. Briand, ministre de la Justice, le 20 mars 1908. Si, en effet, le jury ne peut se prononcer que sur la question de culpabilité, il est à craindre que dans bien des cas, craignant de voir la Cour prononcer une condamnation exagérée, il ne préfère répondre négativement sur la question de culpabilité, car il est certain que les jurés, presque toujours, « manquent à leur premier devoir », comme dit l'article 342 du Code d'instruction criminelle, et se décident surtout d'après les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils vont faire. C'est d'ailleurs là un sentiment très humain et très naturel, dont on ne saurait les blâmer.

Le système actuel, tout en rapprochant la répression du lieu et de l'époque du crime, a eu pour effet de rendre la répression beaucoup plus équitable. Comme on l'a souvent répété, le jugement de l'indigène par le jury n'était pas du tout le jugement de l'accusé par ses pairs, mais bien souvent celui de l'accusé par ses ennemis. « La justice rendue par le jury, disait M. Larcher (1), n'est rien moins que juste. Ses verdicts sont l'expression de ses haines et de ses passions, non celles de la vérité et de l'équité. Dans des circonstances presque identiques, le crime d'un indigène est sévèrement puni, celui d'un Européen absous ou très légèrement puni. Il n'est pas rare que le jury, croyant plus efficace l'intimidation que l'exacte justice, se montre à l'égard des indigènes plus rigoureux que le ministère public, et accorde à l'accusation des têtes qu'elle n'avait pas demandées. Que si, au contraire, on lui défère un colon coupable de crime sur un indigène, la répression devient absolument insuffisante : le plus souvent c'est l'impunité. Sans doute les jurés obéissent à des sentiments très humains : colons, ils veulent avant tout la sécurité des colons ; ils excusent des sentiments que parfois ils partagent : ils châtient avec la dernière sévérité les crimes dont ils auraient pu être victimes ».

Cette partialité du jury était évidemment bien connue des indigènes, et il est certain que leur respect de la justice devait vivement s'en ressentir. Aussi l'institution des Cours criminelles est-elle certainement un

1. *Traité de législation algérienne*, t. I, p. 616.



progrès sensible sur les juridictions antérieures. Les critiques dirigées contre les assesseurs indigènes, si elles peuvent démontrer que ces assesseurs ne rendent pas, pour le moment du moins, tous les services qu'on était en droit d'en attendre, n'empêchent pas que ces assesseurs ont tout au moins cette utilité de faire en certains cas équilibre aux sentiments d'hostilité qui pourraient s'être glissés contre l'accusé indigène dans le cœur des assesseurs-jurés français.

« Par la création des cours criminelles, comme par celles des tribunaux répressifs, dit M. Girault (1), nous avons associé les indigènes à l'œuvre de la justice pénale. C'est-là un des traits les plus remarquables de la double réforme accomplie en 1902. Au point de vue indigène, cette réforme apparaît comme une mesure décentralisatrice et libérale, mais il faut bien en comprendre le but et la portée. La réforme de 1902 n'est pas un acheminement vers le système qui consisterait à faire juger le musulman par le musulman : en matière pénale, ce serait une folie. Il est essentiel que les représentants du pouvoir de la France et des intérêts de la France, restent maîtres de la décision à rendre, et en fait il en va ainsi, puisque les Français sont cinq contre deux dans les cours criminelles et deux contre un dans les tribunaux répressifs. Il ne s'agit pas d'abdiquer une partie de notre souveraineté. Est-ce à dire que, dans ces conditions, l'assesseur indigène ne soit qu'un comparse qu'il serait bien inutile de déranger ?

1. *Principes de colonisation*, 2<sup>e</sup> édition, t. II, p. 540.

Nullement. Le fait de faire participer à la délibération un ou deux hommes parlant la même langue que l'accusé, capables d'exprimer certains traits de mœurs ou certaines nuances de langage, est pour celui-ci une garantie précieuse. Elle permet aux Français, toujours maîtres de la décision à prendre, de se faire une opinion plus éclairée, et par suite, de rendre une justice meilleure. »

---

## CHAPITRE IV

### Régime de l'indigénat.

---

#### § 1<sup>er</sup>. — Légalité.

M. Larcher a violemment attaqué la légalité du régime de l'indigénat *lato sensu*, tant en ce qui concerne les pouvoirs de répression des commissions disciplinaires, des officiers et fonctionnaires français ou des chefs arabes, qu'en ce qui concerne les pouvoirs disciplinaires du Gouverneur général.

« Les pouvoirs répressifs, dit-il, des commissions disciplinaires, des officiers des bureaux arabes et des chefs indigènes en territoire de commandement, ne résultent que d'arrêts ministériels et gouvernementaux qui ne sauraient suffire pour attribuer à ces corps ou autorités des attributions de ce genre... Aucun texte d'ordre législatif, ni loi, ni ordonnance, ni décret, n'a jamais conféré aux commissions et aux officiers des bureaux arabes des pouvoirs disciplinaires ; on ne rencontre en cette matière que des arrêtés du Gouverneur général

qui ne peuvent valoir que comme règlements... Toute cette matière est non seulement extralégale, mais bien illégale ; les peines que les commissions ou les officiers infligent sont indéniablement des abus de pouvoir ; les pénitenciers indigènes, Tademit, Aïn-el-Bey, Boukhanéfis sont des lieux de séquestration illégale et arbitraire. Nous ne pouvons qu'être surpris que les hautes autorités de l'ordre judiciaire en Algérie laissent, des juges de paix siéger dans les commissions et participer par conséquent à ces abus. Il serait désirable que toute cette partie de la législation algérienne fût régularisée par une loi (1). »

Nous ne croyons pas que ces critiques de M. Larcher soient fondées, et nous allons chercher à démontrer que le régime de l'indigénat est parfaitement légal. Nous savons quelle est son origine : elle est dans les pouvoirs discrétionnaires que possédait, lors de la conquête, le Général en chef et qui furent consacrés par l'ordonnance du 22 juillet 1834 et les arrêts ministériels du 1<sup>er</sup> septembre 1834 et du 2 août 1836. Ces textes dont la légalité ne peut être contestée et qui sont encore actuellement en vigueur, puisqu'aucun texte postérieur ne les a abrogés, donnent au Général en chef le pouvoir de prendre « toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du pays. » L'ordonnance du 22 juillet 1834 lui permettait, par son article 5, de rendre exécutoires provisoirement et par voie d'arrêtés,

1. LARCHER. *Législation algérienne*, t. I, p. 730, note 1 et t. II, p. 104, note 1.

dans les cas extraordinaires et urgents, les projets d'ordonnance réclamés par la situation du pays.

La légalité du régime de l'indigénat est encore confirmée par les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 15 avril 1845, qui autorise le gouvernement, dans les cas imprévus où l'ordre et la sécurité publiques seraient gravement intéressés, à prendre par voie d'arrêtés, les mesures qu'il jugera nécessaires, à charge par lui d'en rendre compte immédiatement au ministre.

On pourrait d'ailleurs citer beaucoup d'autres textes pour établir la légalité des arrêtés que peut prendre le Gouverneur général, et qui sont la source du régime de l'indigénat.

Dira-t-on que ces pouvoirs n'appartiennent au Gouverneur général que dans les cas extraordinaires et urgents ? Nous répondrons qu'il n'appartient qu'à lui seul d'apprécier l'urgence des motifs qui le déterminent à prendre un arrêté, et c'est fort naturel, puisqu'il est évidemment le mieux placé pour le faire.

Nous croyons donc que le régime de l'indigénat est parfaitement légal, et par ces mots : « Régime de l'indigénat », nous ne visons pas seulement la répression des infractions au Code de l'indigénat proprement dit, notamment les pouvoirs accordés aux administrateurs de communes mixtes, ces pouvoirs étant établis par des lois, leur légalité ne peut d'ailleurs être contestée, mais nous croyons pouvoir affirmer la légalité des pouvoirs disciplinaires appartenant dans toute l'étendue des territoires algériens soit aux commissions disciplinaires, soit aux officiers, chefs arabes et fonctionnaires



divers, et particulièrement ceux appartenant au gouverneur général et qui lui permettent de prononcer des peines même à l'égard des collectivités indigènes, et cela, sans qu'aucune infraction bien déterminée à une loi pénale ait été commise.

## § 2. — Opportunité.

Nous avons déjà plusieurs fois, dans le cours de cette étude, signalé la différence de la situation en Algérie et en France au point de vue de la sécurité ; nous avons d'ailleurs vu quelles sont les causes de l'intensité de la criminalité algérienne : la présence d'une population d'origines très diverses, d'étrangers peu recommandables, d'éléments militaires d'une moralité douteuse (légion étrangère, bataillons d'Afrique, compagnies de discipline) ; le fanatisme du musulman qui lui fait considérer comme méritoire toute attaque contre la personne ou les biens du *roumi* (1), enfin, et surtout, la mentalité spéciale de l'indigène, de l'Arabe particulièrement, dont la vie semble trop souvent n'avoir d'autre but que la démonstration pratique du proverbe : « La paresse est la mère de tous les vices. »

Quelles que soient d'ailleurs les causes de l'insécurité, les statistiques sont là pour démontrer que la cri-

1. Sans doute la haine de l'Européen n'est que rarement la raison déterminante des crimes et délits commis contre lui ; ce n'en est pas moins là un mobile, secondaire peut-être, mais qui garde cependant son importance.

minalité est triple en Algérie de ce qu'elle est en France. Les plaintes à ce sujet se renouvellent à chaque séance des conseils locaux, et ce ne sont pas seulement les Européens qui se plaignent, ce sont aussi les indigènes, et particulièrement les agriculteurs, journellement victimes des dépradations de leurs coreligionnaires.

C'est pourquoi, pour assurer la sécurité de la population algérienne, il a été nécessaire de maintenir, à côté des peines que peuvent prononcer les juridictions répressives, un autre système de répression, permettant de réprimer des faits non prévus par les lois pénales, quoique dangereux pour la sécurité publique, permettant de punir des crimes et des délits dont les coupables sont bien connus, mais contre lesquels n'existent pas de preuves matérielles suffisantes pour servir de base à un jugement de condamnation, permettant enfin, lorsque c'est nécessaire, de frapper des collectivités de séquestre ou d'amendes.

Ces peines collectives, qui semblent exorbitantes au premier coup d'œil, sont absolument nécessaires dans un pays où les habitants ont souvent entre eux une très grande ressemblance de physionomies et où l'identification des coupables est encore compliquée par l'uniformité des costumes, le nomadisme de beaucoup de familles et la similitude des noms des individus (1). Dans ces conditions, on comprend que les peines collectives pécuniaires soient indispensables pour atteindre les vrais coupables, résultat qui ne peut être obtenu

1. Il existe en Algérie plus de 70.000 individus se nommant Mohammed-ben-Ahmed.

qu'en intéressant la tribu à la répression des méfaits commis par ses membres.

Le séquestre collectif, nous l'avons vu, est bien rarement employé. Il peut surtout servir comme une menace destinée à faciliter le recouvrement de l'amende collective. Cette dernière, au contraire, est d'application tout à fait courante, puisque le Gouverneur général est appelé à la prononcer plusieurs fois par an contre les auteurs des incendies de forêts. C'est là, en effet, le seul moyen d'empêcher des incendies désastreux pour la colonie entière.

Les forêts ont, en effet, en Algérie une importance primordiale. Outre tous les avantages que présentent les massifs forestiers dans les autres régions, les forêts offrent dans ce pays deux avantages particuliers ; d'abord les reboisements, dans les pays chauds, sont très utiles à la salubrité du climat. C'est ainsi particulièrement que les plantations d'eucalyptus, qui avaient déjà été employées avec tant de succès dans la campagne romaine contre la malaria, n'ont pas eu moins de succès en Algérie contre les fièvres.

Ensuite, et surtout, il est certain que si l'on parvenait à reconstituer le massif forestier qui couvrait l'Algérie au moment de l'invasion arabe et lui valut son nom de *El Khadra*, la Verdoyante, ce massif attirerait l'humidité comme il le faisait alors, et les terres actuellement arides retrouveraient leur fertilité naturelle. Il est évident que bien des régions aujourd'hui désolées ont autrefois nourri une population nombreuse et prospère ; les ruines accumulées en tant d'endroits en sont

une preuve encore palpable. Le reboisement est un des moyens les plus efficaces à employer pour modifier le climat et refouler vers le sud le désert qui, depuis tant de siècles, cherche toujours à gagner du terrain. Dans cette lutte de l'homme contre le sable, de la vie contre la mort, il ne faut pas que le résultat de nombreuses années de labeurs et de dépenses se trouve anéanti en quelques minutes par la malveillance d'indigènes ignorants de leurs véritables intérêts, il est nécessaire que le Gouverneur général soit armé de pouvoirs répressifs tels que l'indigène soit bien persuadé que toutes les fois qu'il s'attaquera aux forêts pour les transformer en pâturages, non seulement on l'empêchera de se servir des pâturages ainsi créés, mais qu'on lui fera, en outre rembourser les dommages forestiers qu'il aura causés (1).

Nous croyons que le moment n'est pas venu de retirer au Gouverneur général et aux divers fonctionnaires de l'ordre administratif leurs pouvoirs de répression directe ; la sécurité des personnes et des biens, comme la prospérité de la colonisation s'y opposent.

Aujourd'hui encore, on pourrait répéter ce que disait l'instruction ministérielle du 28 décembre 1858 : « l'aban-

1. Grâce à une répression énergique, le nombre des incendies de forêts diminue rapidement : 475 en 1902 ; 388 en 1903 ; 292 en 1904 ; 255 en 1905 ; 219 en 1906. Les chiffres officiels de 1907 n'ont pas encore été arrêtés, mais il semble que le nombre des incendies n'a guère dépassé 200. (Exposé de la situation de l'Algérie en 1907.)

don de ce système de répression équivaldrait à une abdication de notre souveraineté. »

D'ailleurs les pouvoirs répressifs du gouverneur général, s'ils paraissent exorbitants à certains juristes français, semblent tout naturels aux yeux des Arabes. Ces pouvoirs, en effet, sont pour eux un des attributs naturels de celui qui représente cette personne morale qu'ils appellent le *Hakem*, l'Autorité. Les garanties accordées aux indigènes en matière disciplinaire « sont déjà, comme le fait remarquer Rinn (1), de beaucoup supérieures à celles que réclament l'état social, les traditions, le droit coutumier, aussi bien que la loi islamique des intéressés.

« La société musulmane a encore les idées qui avaient cours chez nous il y a quatre ou cinq siècles et au moyen âge chez toutes les nations chrétiennes; la confiscation semblait toute naturelle et de droit strict vis-à-vis des seigneurs, bourgeois et manants félons ou rebelles.

« Sous les khalifes arabes, comme sous les émirs berbères, aussi bien que sous les Turcs et dans les *canoun* kabyles, la confiscation et la responsabilité collectives n'ont pas cessé d'être appliquées...

« Ces deux pénalités sont si bien dans les mœurs indigènes qu'elles sont prévues et réglementées en droit musulman et dans les *canoun* berbères.

« Et, en effet, pour nos indigènes vis-à-vis de l'étran-

1. RINN. Régime pénal de l'indigénat en Algérie, *Revue algérienne et tunisienne*, 1889, 1. 124.



ger, même musulman, même voisin de tribu et, à plus forte raison, vis-à-vis de l'ennemi, du chrétien, du gouvernement, l'individu n'est rien ; l'entité responsable, la personne civile, la seule qui pense, agit, mérite ou démérite, c'est, selon les cas, le groupe familial, la *kharouba*, la *ferka*, la tribu ou le *soff*. »

Le principe des peines pécuniaires collectives qui a été si vivement attaqué est d'ailleurs absolument légitime et logique dans un pays où la propriété individuelle n'existe encore qu'à l'état embryonnaire. On a même proposé d'étendre ce système dans de très grandes proportions, d'en faire une application générale pour tous les attentats dont les auteurs restent inconnus. On prétend ainsi obliger les tribus à se faire elles-mêmes les auxiliaires de la justice en organisant la surveillance de ceux de leurs membres réputés dangereux et engager les individus qui composent ces collectivités à dénoncer les coupables pour éviter d'être punis avec eux. Mais l'efficacité de la responsabilité collective en ce qui concerne la découverte des coupables est beaucoup moins réelle qu'on pourrait le croire ; « mais ce qui est vrai, c'est que ces mesures de rigueur font sur les populations une impression salutaire : après les incendies de 1881 toutes les amendes collectives compliquées de séquestre n'ont pas amené la livraison d'un seul incendiaire ; seulement dans les années suivantes les incendies sont devenus presque insignifiants.

« Quant à faire de ces moyens extraordinaires un système régulier de protection de la sécurité, rien ne serait plus faux ni plus dangereux. Si l'on frappe les

tribus, les coups tomberont presque tous sur des innocents; le plus souvent le coupable est un mauvais sujet, redouté des siens, parmi lesquels il exerce ses méfaits aussi bien que chez nous et qui ne sont pas dans la confiance de ses entreprises; fréquemment il n'appartient pas au douar sur le territoire duquel il est venu commettre son attentat. Si l'on veut se borner à frapper le chef, il pourra arriver de deux choses l'une: ou bien le chef sera un homme sans scrupule qui livrera à tout hasard un innocent choisi parmi ses adversaires, plutôt que de se laisser punir pour un crime qui n'est pas le sien; ou bien ce seront ses ennemis qui, pour le faire tomber en disgrâce, organiseront des attentats entourés de tout le mystère nécessaire. Les exemples de faits dans ces deux genres ne sont pas rares(1). »

De plus, si l'on généralisait le principe de la responsabilité collective, les colons n'auraient plus aucun intérêt à dénoncer, lorsqu'ils le connaîtraient, l'auteur du délit dont ils auraient été victimes; tout au contraire, ils seraient amenés à entraver l'action de la justice, puisque la découverte du vrai coupable aurait pour effet de supprimer la responsabilité collective de la tribu, pour la remplacer par celle d'un délinquant presque toujours insolvable.

Il serait même à craindre, comme le faisait remarquer M. Burdeau, que l'on vit se développer une industrie spéciale, qui consisterait à simuler des vols et à les faire payer par le douar voisin; ce serait l'escroquerie à la responsabilité collective.

1. BURDEAU, *L'Algérie en 1891*, p. 125.

« En réalité, ajoute-t-il, la responsabilité collective et la responsabilité des chefs ne sont pas des instruments de justice ; c'est plutôt une abdication de la justice, renonçant à son œuvre véritable, qui est de trouver et de frapper la personne même du malfaiteur. »

Le système des peines collectives ne peut être généralisé sans inconvénients graves. S'il importe de conserver ces mesures de guerre dans le cas d'incendies de forêts, qui sont presque toujours des actes d'hostilité collective des tribus, il ne faut pas étendre inutilement ce régime exceptionnel. Cette extension serait d'ailleurs tout le contraire d'un progrès.

Il serait dangereux d'édicter la responsabilité collective des tribus pour la répression des actes individuels ; il faut réserver cette peine, selon les termes de l'Instruction ministérielle du 28 décembre 1858, aux cas de crimes commis par un grand nombre de coupables avec une sorte de complicité collective.

Si la responsabilité collective est légale, elle constitue cependant un système de répression des plus imparfaits, dont il ne faut faire qu'un usage discret, et seulement dans les cas où il est absolument indispensable. C'est d'ailleurs ce qu'a fort bien compris le Gouvernement général.

Pour ce qui est de l'internement, il a été également vivement attaqué. C'est qu'en effet cette peine présente un caractère d'arbitraire absolu : arbitraire quant aux cas où il peut être prononcé, arbitraire quant aux modes d'exécution ; arbitraire quant aux infractions, arbitraire quant à la peine. Est-ce à dire que l'on doive suppri-

mer ce mode de répression qui heurte les principes du droit pénal ? Nous ne le croyons pas. Les pouvoirs disciplinaires du Gouverneur général sont la plus précieuse garantie de la sécurité des colons. Il importe que cette haute autorité puisse éloigner de l'Algérie les individus dangereux. On a proposé, il y a quelques années de déterminer un coin de l'Algérie où l'on obligerait à résider les individus sujets à caution et leurs familles, ainsi que les tribus qui se seraient fait remarquer par leurs actes de banditisme.

On a reproché à ce système d'être une déportation collective, ce serait cependant, croyons-nous, un excellent moyen de soumettre à une surveillance efficace les éléments dangereux de la population.

Les pouvoirs des administrateurs de communes mixtes en matière d'infractions à l'indigénat ont, eux aussi, été attaqués très violemment, particulièrement par M. Larcher qui reproche aux administrateurs de détenir entre leurs mains des pouvoirs de toutes sortes, contrairement au principe de la séparation des pouvoirs. « Depuis longtemps, écrivait-il, en 1903, dans la *Revue Pénitentiaire*, on considère dans la métropole comme des principes juridiques et des règles de bon sens : l'exécution des peines d'emprisonnement par l'Administration pénitentiaire, l'impossibilité pour un fonctionnaire de statuer lui-même sur la légalité de ses actes, l'effet suspensif de l'appel, la séparation des pouvoirs d'instruction et de poursuite, l'indépendance de la religion et de la loi, l'utilité de savoir du droit pour trancher des questions juridiques, la séparation des autori-

tés judiciaire et administrative. On a rompu avec tout cela. En un même personnage se confondent tous les pouvoirs ; des ignorants rendent des jugements ; la compétence dépend de la religion ; le même fonctionnaire instruit et poursuit ; les condamnations frappées d'appel s'exécutent ; l'administrateur apprécie la légalité de ses arrêtés et les pépiniéristes font exécuter les peines. »

Cette boutade est un écho de la vieille et éternelle querelle qui existe, depuis la conquête de l'Algérie, entre les colons et l'Administration algérienne d'une part, et les jurisconsultes de l'autre.

Pour ce qui concerne la question de l'attribution aux administrateurs de communes mixtes des fonctions de tribunaux de police, nous sommes d'accord avec M. Larcher. Nous avons vu plus haut combien cette attribution était regrettable, puisque les contraventions se trouvaient ainsi jugées selon des règles absolument différentes de celles qui leur sont applicables en France. Le seul argument que l'on puisse invoquer en faveur de cette attribution est la distance séparant la commune du chef-lieu de canton ; mais cette distance n'est-elle pas la même pour les Européens coupables de contraventions, qui restent cependant justiciables des juges de paix ?

Par contre, nous nous séparons de M. Larcher sur le point de l'attribution aux administrateurs de pouvoirs disciplinaires sur les indigènes ; cette attribution est, en effet, absolument nécessaire. Il faut se représenter quelle est la situation de l'administrateur de



commune mixte. Au milieu de tribus encore turbulentes, gouvernant une étendue de terrain aussi grande qu'un département français, l'administrateur, souvent presque le seul Européen de sa commune, n'a sous ses ordres qu'une demi-douzaine de cavaliers indigènes, et doit tenir en respect parfois 80.000 musulmans. N'est-il pas nécessaire que cet homme soit armé de pouvoirs spéciaux ?

On prétend que l'attribution à l'administration de la connaissance des infractions à l'indigénat est contraire à la séparation des pouvoirs, mais nous ne le croyons pas ; nous avons vu, en effet, que lorsque l'administrateur réprime ces infractions, il n'est pas un véritable juge, il ne rend pas de véritables jugements. Ses fonctions n'ont, en somme, rien de judiciaire, mais sont uniquement administratives. Nous ne voyons donc pas sur ce point la moindre atteinte au principe de la séparation des pouvoirs.

D'ailleurs ce principe est absolument inconnu des Arabes, et ils ne peuvent souffrir de son inapplication. Tout au contraire, ils considèrent l'autorité comme absolument unique, on pourrait même dire comme un être moral indivisible, et il leur serait absolument impossible de comprendre les distinctions que nous faisons entre les pouvoirs et les fonctions qui s'exercent dans l'État. Pour eux le juge, tout comme l'administrateur, exerce ses pouvoirs comme représentant de la même autorité. Leur esprit simpliste s'accommode parfaitement d'un administrateur juge tout comme ils trouveraient absolument naturel que cet administrateur jouât le rôle de toutes

nos juridictions répressives, en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

Les pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes ne sont pas d'ailleurs illimités. Si la répression des infractions à l'indigénat se fait pour ainsi dire sans formes, la simplification de la procédure devant les administrateurs n'est pas un inconvénient, tout au contraire, pour les justiciables. « Ce n'est pas une aggravation pour l'indigène, dit M. Larcher dans son *Traité de législation algérienne* (1), d'être jugé rapidement et directement, d'avoir la garantie de l'appel : cela vaut même beaucoup mieux que de subir les lenteurs d'une poursuite en simple police et de ne pouvoir frapper d'aucun recours un jugement rendu nécessairement sur les seuls renseignements de l'agent verbalisateur. »

Cet auteur en écrivant ces lignes, ne visait pas la situation que nous envisageons actuellement, mais l'argument n'en conserve pas moins sa portée. Il se plaçait à un autre point de vue que nous allons examiner.

Après avoir attaqué la confusion des pouvoirs qui existe dans les communes mixtes par suite de l'attribution aux administrateurs de pouvoirs répressifs en matière d'infractions à l'indigénat et de pouvoirs judiciaires en matière de contraventions, il attaquait la même confusion de pouvoirs qui existe dans les communes de plein exercice par l'attribution aux juges de paix des mêmes pouvoirs disciplinaires à côté de leurs pouvoirs judiciaires.

1. T. II, p. 631.

Et toujours au nom du principe de la séparation des pouvoirs, il regrettait que les infractions à l'indigénat commises dans les communes de plein exercice ne fussent pas réprimées par les administrateurs détachés dans les préfectures et sous-préfectures. C'est à ce propos qu'il écrivait la phrase que nous avons rapportée plus haut, montrant l'avantage qu'il y a pour le justiciable indigène à être jugé par l'administrateur plutôt que par le juge de paix.

A ce point de vue, nous dirons que l'inconvénient du système préconisé par M. Larcher serait un plus grand éloignement de la répression du lieu de l'infraction. Pour ce qui est de la garantie de l'appel, elle n'est pas indispensable, car on peut avoir toute confiance dans l'équité des juges de paix. En résumé, les avantages et les inconvénients pratiques de ce système se compensent à peu près. Nous ne nions pas d'ailleurs que ce système ne soit plus conforme aux principes du droit public que le système actuellement en vigueur, car il est évidemment regrettable de voir transformer les juges de paix en agents administratifs.

Il y avait lieu, croyons-nous, lors de la dernière prorogation des pouvoirs des administrateurs en matière d'infractions à l'indigénat, de faire une loi définitive, au lieu d'ajouter une nouvelle période provisoire d'exercice de leurs pouvoirs de répression. En 1881 on n'avait confié que provisoirement aux administrateurs la répression de ces infractions afin de voir les résultats que donnerait cet essai. Mais après une expérience de vingt-trois ans, il était facile de se prononcer sur ces résul-

tats, et il était inutile de prolonger indéfiniment un système provisoire. Une loi définitive sur ce point serait désirable, et l'on ne peut que la souhaiter à l'expiration du septennat actuel.

« Si on ne le fait pas, il faudra évidemment procéder à de nombreux renouvellements successifs, car le moment où les pouvoirs disciplinaires des administrateurs pourront être supprimés sans danger est sans doute fort éloigné, si même il arrive jamais (1). »

Il est permis également de regretter que le régime de l'indigénat diffère suivant que l'indigène qui y est soumis réside dans une commune de plein exercice ou dans une commune mixte. Sans doute, en pratique, les infractions sont à peu près les mêmes, les préfets reproduisant dans leur arrêté préfectoral pour les communes de plein exercice à peu près textuellement le tableau annexé à la loi de prorogation des pouvoirs des administrateurs des communes mixtes ; mais il n'en reste pas moins vrai que rien ne serait plus facile dans la future loi d'effectuer l'unification des infractions dans toute l'étendue du territoire civil.

1. GIRAULT, *Principes de colonisation*, 2<sup>e</sup> éd. t. II, p. 529.

## CONCLUSION

Pour assurer à l'Algérie la sécurité qui est la première condition de sa prospérité, bien des choses restent à faire. Les mesures à prendre sont de deux sortes : les premières doivent avoir pour objet de prévenir, les secondes de réprimer.

Pour prévenir les attaques contre la sécurité des personnes ou contre les biens, il faut entreprendre un long travail d'éducation de l'indigène.

Cette éducation, il faut l'entreprendre dès l'enfance ; il faut commencer par former la moralité des petits qui seront les hommes de demain. Ce sont eux que nous pouvons le mieux façonner, c'est sur eux que nos efforts peuvent faire l'impression la plus profonde. L'instruction indigène doit donc être une des premières préoccupations de la France en Algérie (1).

Le programme de cette instruction doit d'ailleurs être sérieusement étudié, car il faut tenir compte de bien

1. « Nous donnons ci-après, par périodes quinquennales la



des éléments ; il est indispensable de respecter, autant que possible les idées, les mœurs, la religion, les traditions et les coutumes des indigènes.

Ce programme doit être assez élémentaire, car il ne faut pas soumettre les jeunes indigènes à un régime intellectuel trop fort pour leurs cerveaux non dégrossis. L'enseignement, à côté de la partie théorique, doit avoir un caractère pratique et professionnel (1).

Il faut également faire l'éducation des indigènes actuels, et c'est là une tâche plus difficile encore. Il est nécessaire de développer chez eux l'idée de travail et

progression de l'effectif des élèves indigènes inscrits dans les écoles de toutes natures depuis 1882 :

|                        |        |
|------------------------|--------|
| En 1882. . . . .       | 3.172  |
| En 1887. . . . .       | 9.064  |
| En 1892. . . . .       | 2.263  |
| En 1897. . . . .       | 22.468 |
| En 1902. . . . .       | 25.921 |
| En 1906. . . . .       | 31.391 |
| En 1907. . . . .       | 32.517 |
| Augmentation . . . . . | 1.126  |

« L'augmentation du nombre des élèves n'est pas assez rapide.

« Pour répandre plus promptement l'instruction parmi les populations musulmanes de l'Algérie, un projet nouveau est à l'étude et sera présenté aux assemblées financières algériennes à leur prochaine session. » (C. JEAMMAIRE, recteur de l'Académie d'Alger. *Situation de l'enseignement en Algérie pendant l'année scolaire 1906-1907.*)

1. Décret du 28 avril 1892, art. 16 : « L'agriculture pratique et le travail manuel sont enseignés dans toutes les écoles. »

Art. 18 : « Dans les écoles de filles, les élèves consacrent la moitié du temps des classes à la pratique des travaux d'aiguille et des soins de ménage. »

d'économie ; car ce serait un grand danger pour l'Algérie s'il s'y formait un prolétariat indigène, une armée de déclassés sans feu ni lieu, prêts au brigandage et à l'insurrection.

Pour cela, il serait avant tout nécessaire de supprimer l'usure, la lèpre morale du pays ; pour arriver à ce but, l'un des meilleurs moyens à employer est évidemment le développement des sociétés indigènes de mutualité, de prévoyance et de crédit, institutions dont le succès s'affirme, du reste, de jour en jour (1). Signalons également, pour la protection de l'indigène contre l'usure, l'idée de la création en faveur de l'indigène d'un *homestead* inaliénable et insaisissable (2).

Pour arriver à améliorer la situation morale de l'indigène, il est nécessaire d'améliorer sa situation matérielle. Mais c'est là une tâche des plus compliquées, puisqu'il s'agit, surtout en ce qui concerne les Arabes proprement dits qui forment la majorité de la population, d'une race naturellement paresseuse et qu'un fatalisme, poussé à ses dernières limites, empêche de faire le moindre effort pour se tirer de sa misère matérielle

1. Ces sociétés de prévoyance et de mutualité existaient d'ailleurs avant la conquête française. « De temps immémorial, dit M. Wahl (*L'Algérie*, 4<sup>e</sup> édition, p. 319), les tribus de l'Algérie avaient leurs silos où l'on mettait des grains en réserve pour parer aux besoins des années mauvaises. Cette épargne en nature comprenait une part des pauvres, alimentée par des dons volontaires. » Voyez au sujet de ces sociétés : A. DE PEYRE, *Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels*.

2. Voyez : P. SUMIEN, Le homestead et la question de la propriété en Algérie, *Revue algérienne et tunisienne*, 1895, 1, 29.

et morale. Bien des efforts ont pourtant été faits, nous sommes heureux de le constater, pour la protection et l'encouragement de l'agriculture indigène, et pour l'enseignement professionnel agricole.

Pour soulager la misère, on a, dans un autre ordre d'idées, créé un certain nombre d'hôpitaux indigènes, on a organisé un rudiment d'assistance médicale gratuite (1) (2), et un certain nombre de bureaux de bienfaisance musulmans.

On peut, du reste, constater que les efforts tentés pour l'amélioration de la condition matérielle des indigènes n'ont pas été sans résultats. L'augmentation du bien-être s'est traduite par une augmentation parallèle de la population indigène, augmentation accusée par chaque recensement. La population musulmane augmente, en effet, de 15 pour mille chaque année. c'est-à-dire dans une proportion plus forte que n'importe quel État européen.

Malheureusement, les efforts faits en vue du relèvement de la moralité des indigènes n'ont pas obtenu des résultats aussi sensibles. Certainement, ces efforts ne sont pas restés sans effets, mais les chiffres fournis par la statistique criminelle sont bien loin d'être satisfaisants. C'est pourquoi on ne saurait trop insister sur la

1. Au 1<sup>er</sup> janvier 1907, il existait 77 établissements spécialement réservés aux musulmans : 4 hôpitaux et 73 infirmeries, sans parler de ceux dans lesquels les indigènes sont admis comme les Européens. Le service d'assistance médicale a, en 1907, distribué 423.000 consultations gratuites.

2. V. GEORGES RECTENWALD, *Des œuvres d'assistance spéciales aux indigènes en Algérie* (Thèse Montpellier, 1908).

nécessité de soumettre les méfaits commis par les indigènes à une répression exemplaire. Il est inutile de verser des larmes sur le sort des malfaiteurs qui se laissent prendre, il vaut mieux, par une sévérité impitoyable, empêcher le retour de leurs méfaits.

Nous ne nions pas d'ailleurs qu'il y ait lieu d'établir en faveur des accusés certaines garanties, mais il suffirait de très légères modifications dans l'organisation des juridictions répressives indigènes telles qu'elles fonctionnent actuellement pour que les indigènes y trouvent des garanties suffisantes de bonne justice.

Si donc nous réclamons sur toutes les matières que nous avons passées en revue une nouvelle loi codifiant les principes épars en des textes trop nombreux, supprimant les obscurités de ces textes et coupant court aux critiques que l'on adresse à leur légalité, si nous avons pu réclamer certaines modifications de détail, nous n'en estimons pas moins qu'il faut mettre hors de doute le principe selon lequel, dans l'état actuel des choses, il est nécessaire en Algérie, de conserver des juridictions spéciales pour juger les infractions commises par les indigènes, et conserver aussi, à côté de la répression judiciaire, les pouvoirs disciplinaires de certaines autorités et de certains corps administratifs.

Pendant trois quarts de siècle on a eu en France l'illusion que l'assimilation était possible, les résultats de cette idée au point de vue de la criminalité indigène ont été désastreux. Aujourd'hui enfin, on a compris que pour la sécurité de la population algérienne, il fallait une répression prompte et énergique.

Les nouveaux tribunaux donneront-ils de meilleurs résultats que leurs prédécesseurs ? Nous le croyons, mais nous sommes encore trop près de leur organisation pour pouvoir porter à ce sujet un jugement assuré.

Vu :

Nancy, 2 juin 1908  
LE PRÉSIDENT DE THÈSE,  
L. BEAUCHET

Vu :

Nancy, 2 juin 1908.  
LE DOYEN,  
R. BLONDEL.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, 4 juin 1908.  
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,  
CH. ADAM.  
Correspondant de l'Institut

---



## BIBLIOGRAPHIE

- AUMONT-THIEVILLE. — Du régime de l'indigénat en Algérie (thèse Paris, 1906).
- APCHIE. — De la condition juridique des indigènes en Algérie, dans les colonies et dans les pays de protectorat (thèse Paris, 1898).
- BACHMAN. — Étude sur la condition des personnes en Algérie (thèse Nancy, 1894).
- BÉQUET. — Répertoire de droit administratif.
- BÉQUET ET SIMON. — Algérie ; Gouvernement ; Administration ; Législation.
- A. BERNARD ET LACROIX. — L'évolution du nomadisme en Algérie.
- J. BERNARD. — La justice française en Algérie.
- BESSON. — La législation civile de l'Algérie.
- BURDEAU. — L'Algérie en 1891.
- CHARPENTIER. — Précis de législation algérienne.
- CHARVÉRIAT. — A travers la Kabylie et les coutumes kabyles.
- COLIN (Maurice). — La prorogation des pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes (Revue pol. et parl. 1897 t. XII).
- La réforme des Cours d'assises en Algérie (Revue polit. et parl. 1896, t. X).
  - Quelques questions algériennes.

Congrès International de sociologie coloniale de Paris en 1900. Procès-verbaux et rapports.

CURA. — Dictionnaire formulaire à l'usage des officiers du ministère public près les Tribunaux répressifs indigènes et des Administrateurs de communes mixtes.

DALLOZ. — Répertoire.

— Supplément au Répertoire (Appendice).

— Dictionnaire pratique de droit.

DUBOIS. — Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie (thèse Paris, 1904).

DUVAL (Jules). — Réflexions sur la politique de l'Empereur en Algérie.

ESTOUBLON ET LEFÉBURE. — Code de l'Algérie annoté.

EYSSAUTIER. — Réforme de la justice en Algérie (Rev. alg., 1897).

— Les Cours criminelles en Algérie (Rev. alg., 1903).

— Réforme de l'Instruction criminelle au point de vue algérien (Rev. alg., 1885).

FAVELLA. — Les tribunaux répressifs et la relégation (Rev. alg. 1903).

FLANDIN. — La sécurité en Algérie et le budget (Revue polit. et parl., août 1894).

— Les tribunaux répressifs indigènes (Revue polit. et parl., janvier 1904).

FOISSIN. — Essai sur l'histoire des juridictions criminelles en Algérie (thèse Paris, 1899).

FONTIN-CLAUZEL. — Un côté de la question algérienne ; les indigènes musulmans (Nouvelle revue, 1890, t. 62).

FUZIER-HERMAN. — Répertoire général du Droit français.

GAFFAREL. — L'Algérie.

GENTIL. — Administration de la justice musulmane en Algérie (thèse Paris, 1895).

A. GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniale.

HANOTEAU ET LETOURNEUX. — La Kabylie et les coutumes kabyles.

HUGUES. — La nationalité française chez les musulmans de l'Algérie (thèse Paris, 1900).

HUGUES ET LAPRA. — Le Code algérien.

ISAAC. — Rapport fait au nom de la commission sénatoriale de l'Algérie (Jour. off. Doc. parl. Sénat, 1895, annexe 36).

C. JONNART, gouverneur général. — Exposé de la situation générale de l'Algérie, 1907.

KHALIH. — Voir Sidi-Khalih.

LABORI. — Répertoire encyclopédique du Droit français.

LARCHER. — Traité élémentaire de législation algérienne.

— Trois années d'études algériennes.

— Les tribunaux répressifs indigènes et les Administrateurs juges de simple police dans les communes mixtes.

— Revue algérienne et tunisienne, *passim*.

— Revue pénitentiaire, *passim*.

LARCHER ET OLIER. — Les institutions pénitentiaires de l'Algérie.

LEROY-BEAULIEU. — L'Algérie et la Tunisie.

— La situation de l'Algérie (Économiste français, septembre et octobre 1905).

LOUCHE. — Service des communes mixtes. Police judiciaire.

MASSONIÉ. — Les décrets des 29 mars et 28 mai 1902. Leur illégalité et ses conséquences.

— Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie.

— Commentaire de la loi du 31 mars 1904.

— Les Cours criminelles en Algérie (Rev. alg., 1908).

MÉNERVILLE. — Dictionnaire de la législation algérienne.

MERCIER. — La question indigène en Algérie au commencement du xx<sup>e</sup> siècle.

NORÈS. — Commentaire des décrets des 29 mars et 29 mai 1902 sur les tribunaux répressifs indigènes (Journal de la jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger, 1902).

— De la poursuite et de la répression des délits forestiers en Algérie d'après la loi du 21 février 1903 (Journal de la jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger, 1903).

PAOLI. — La sécurité en Algérie (France judiciaire, 1894).

PENSA. — L'Algérie (Voyage de la délégation de la Commission sénatoriale d'études des questions algériennes).

- PERNOT. — Des Conseils de Guerre et des réformes dont ils seraient susceptibles (thèse Paris, 1901).
- POUYANNE. — La propriété foncière en Algérie.
- PRÉVOT-LEYGONIE. — Les pouvoirs des Administrateurs de communes mixtes (Rev. alg., 1890).
- PUISTIENNE. — Des tribunaux répressifs indigènes en Algérie (thèse Paris, 1905).
- RINGEL. — Les bureaux arabes de Bugeaud et les cercles militaires de Galliéni (thèse Paris, 1903).
- RINN. — Régime pénal de l'Indigénat en Algérie (Rev. alg., 1885-1889-1890).
- ROBE. — Réformes dans l'administration des indigènes. Justice (Journ. de la Jurisprud. de la Cour d'appel d'Alger, 1902).
- ROUARD DE CARD. — L'annexion de M'zab (Rev. de droit public, 1897).
- Étude sur la naturalisation en Algérie.
- ROUSSEL (Charles). — Condition et naturalisation des indigènes en Algérie. Juifs et Musulmans.
- DE SAUSSURE. — Moyens auxquels il convient d'avoir recours pour élever le niveau intellectuel et moral des populations indigènes.
- SAUTAYRA, HUGUES ET LAPRA. — Législation de l'Algérie.
- SAUTAYRA ET CHERBONEAU. — Droit musulman.
- SIDI KHALIL IB'N ISH'AK. — Précis de Jurisprudence musulmane (Traduction Perron).
- TILLOY. — Répertoire alphabétique de jurisprudence et de législation algérienne et tunisienne.
- Le décret du 29 mars 1902 sur la répression des délits des indigènes (Journ. de la Jurispr. de la Cour d'Alger, 1902).
- WAHL (Maurice). — L'Algérie.
- WEISS. — Pandectes françaises. Répertoire.
- ZEYS. — Les juges de paix algériens.

## TABLE DES MATIÈRES

|                        | Pages |
|------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . . | 1     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### Fonctionnement des juridictions répressives indigènes en Algérie.

|                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — <i>Historique</i> . . . . .                           | 9  |
| § 1. — Législation en vigueur avant la conquête française . . . . . | 11 |
| § 2. — Organisation judiciaire depuis la conquête. . . . .          | 13 |
| A. — Période d'assimilation (1830-1872) . . . . .                   | 14 |
| B. — Période de différenciation (1872-1903) . . . . .               | 21 |
| CHAPITRE II. — <i>Territoires de commandement</i> . . . . .         | 25 |
| <i>Section I.</i> — Conseils de guerre . . . . .                    | 25 |
| § 1. — Historique et organisation . . . . .                         | 25 |
| § 2. — Compétence . . . . .                                         | 27 |
| 1° Compétence <i>ratione personæ</i> . . . . .                      | 27 |
| 2° Compétence <i>ratione materiæ</i> . . . . .                      | 31 |



|                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 3° Compétence <i>ratione loci</i> . . . . .                                   | 32  |
| § 3. — Procédure . . . . .                                                    | 34  |
| § 4. — Jugements et peines. . . . .                                           | 36  |
| § 5. — Voies de recours. . . . .                                              | 41  |
| 1° Cassation . . . . .                                                        | 41  |
| 2° Suppression de la révision . . . . .                                       | 45  |
| Section II. — Commissions disciplinaires . . . . .                            | 49  |
| § 1. — Historique . . . . .                                                   | 50  |
| § 2. — Organisation . . . . .                                                 | 55  |
| § 3. — Compétence . . . . .                                                   | 59  |
| 1° Compétence <i>ratione personæ</i> . . . . .                                | 59  |
| 2° Compétence <i>ratione materiæ</i> . . . . .                                | 61  |
| 3° Compétence <i>ratione loci</i> . . . . .                                   | 67  |
| § 4. — Procédure . . . . .                                                    | 68  |
| § 5. — Jugements et peines . . . . .                                          | 72  |
| Section III. — Existe-t-il d'autres juridictions représ-<br>sives ? . . . . . | 81  |
| CHAPITRE III. — <i>Territoires civils</i> . . . . .                           | 84  |
| Section I. — Tribunaux de simple police . . . . .                             | 85  |
| § 1. — Communes de plein exercice. . . . .                                    | 85  |
| 1° Historique . . . . .                                                       | 85  |
| 2° Organisation . . . . .                                                     | 86  |
| 3° Compétence. . . . .                                                        | 92  |
| A). — Juges de paix à compé-<br>tence ordinaire . . . . .                     | 92  |
| B). — Juges de paix à compé-<br>tence étendue. . . . .                        | 93  |
| 4° Jugements et peines. . . . .                                               | 102 |
| 5° Voies de recours . . . . .                                                 | 103 |
| A). — Opposition . . . . .                                                    | 103 |
| B). — Appel. . . . .                                                          | 103 |
| C). — Cassation . . . . .                                                     | 108 |
| § 2. — Communes mixtes . . . . .                                              | 109 |
| I. — Organisation . . . . .                                                   | 109 |
| II. — Compétence . . . . .                                                    | 110 |
| III. — Procédure . . . . .                                                    | 112 |
| IV. — Jugements et peines . . . . .                                           | 113 |

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| V. — Voies de recours . . . . .                            | 114 |
| Section II. — Tribunaux répressifs indigènes. . . . .      | 116 |
| § 1. — Création . . . . .                                  | 116 |
| § 2. — Organisation . . . . .                              | 119 |
| § 3. — Compétence . . . . .                                | 123 |
| 1 <sup>o</sup> Compétence <i>ratione personæ</i> . . . . . | 123 |
| 2 <sup>o</sup> Compétence <i>ratione materiæ</i> . . . . . | 128 |
| 3 <sup>o</sup> Compétence <i>ratione loci</i> . . . . .    | 131 |
| § 4. — Procédure . . . . .                                 | 132 |
| § 5. — Jugements et Peines . . . . .                       | 137 |
| § 6. — Voies de recours. . . . .                           | 154 |
| 1 <sup>o</sup> Opposition . . . . .                        | 154 |
| 2 <sup>o</sup> Appel. . . . .                              | 156 |
| 3 <sup>o</sup> Révision-cassation . . . . .                | 160 |
| 4 <sup>o</sup> Révision. . . . .                           | 165 |
| Section III. — Cours criminelles. . . . .                  | 165 |
| § 1. — Création. . . . .                                   | 165 |
| § 2. — Organisation . . . . .                              | 167 |
| § 3. — Compétence . . . . .                                | 176 |
| § 4. — Procédure . . . . .                                 | 184 |
| § 5. — Arrêts et Peines . . . . .                          | 187 |
| § 6. — Voies de recours . . . . .                          | 193 |

## DEUXIEME PARTIE

### Régime de l'Indigénat.

|                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Les infractions au Code de l'Indigénat</i> . . . . . | 195 |
| Section I. — Généralités. . . . .                                     | 195 |
| § 1. — Définition . . . . .                                           | 195 |
| § 2. — Historique . . . . .                                           | 198 |
| Section II. — Répression . . . . .                                    | 204 |
| § 1. — Territoires militaires . . . . .                               | 205 |
| § 2. — Communes de plein exercice . . . . .                           | 211 |
| § 3. — Communes mixtes . . . . .                                      | 216 |

|                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1 <sup>o</sup> Historique et organisation. . . . .                                        | 216 |
| 2 <sup>o</sup> Compétence de l'administrateur<br><i>ratione personæ et loci</i> . . . . . | 219 |
| 3 <sup>o</sup> Détermination des infractions . . . . .                                    | 220 |
| 4 <sup>o</sup> Décisions et peines . . . . .                                              | 231 |
| 5 <sup>o</sup> Voies de recours . . . . .                                                 | 237 |
| A). — Appel . . . . .                                                                     | 237 |
| B). — Cassation. . . . .                                                                  | 239 |
| CHAPITRE II. — <i>Pouvoirs disciplinaires du Gouverneur</i><br><i>Général</i> . . . . .   | 240 |
| <i>Section I.</i> — Internement . . . . .                                                 | 241 |
| <i>Section II.</i> — Séquestre. . . . .                                                   | 243 |
| § 1. — Définition . . . . .                                                               | 243 |
| § 2. — L'arrêté de séquestre . . . . .                                                    | 244 |
| § 3. — Effets. . . . .                                                                    | 247 |
| § 4. — Mainlevée . . . . .                                                                | 250 |
| § 5. — Séquestre définitif . . . . .                                                      | 255 |
| <i>Section III.</i> — Amende collective. . . . .                                          | 256 |
| CHAPITRE III. — <i>Délits commis par les Indigènes</i> . . . . .                          | 262 |
| § 1. — Délits spéciaux aux indigènes . . . . .                                            | 262 |
| 1 <sup>o</sup> Négligence dans le service des pos-<br>tes-vigies . . . . .                | 263 |
| 2 <sup>o</sup> Commerce et détention d'armes. . . . .                                     | 265 |
| § 2. — Délits supprimés pour les indigè-<br>nes. . . . .                                  | 267 |

## TROISIÈME PARTIE

### Critique.

|                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Ensemble de la législation répressive.</i> . . . .                    | 273 |
| CHAPITRE II. — <i>Juridictions des territoires de comman-<br/>    dement</i> . . . . . | 285 |
| § 1. — Conseils de guerre . . . . .                                                    | 285 |
| § 2. — Commissions disciplinaires . . . . .                                            | 289 |
| CHAPITRE III. — <i>Juridictions des territoires civils.</i> . . . .                    | 293 |

|                                                       |     |
|-------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — Tribunaux de police. . . . .                   | 293 |
| § 2. — Tribunaux répressifs indigènes. .              | 296 |
| A. — Légalité . . . . .                               | 296 |
| B. — Opportunité . . . . .                            | 305 |
| § 3. — Cours criminelles. . . . .                     | 310 |
| CHAPITRE IV. — <i>Régime de l'Indigénat</i> . . . . . | 317 |
| § 1. — Légalité. . . . .                              | 317 |
| § 2. — Opportunité . . . . .                          | 320 |
| CONCLUSION . . . . .                                  | 334 |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                               | 340 |











